

Jeudi 15.9.76

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9842

36 PAGES

MERCREDI 15 SEPTEMBRE 1976

**M. Giscard d'Estaing fera
une « visite de travail »
à Rome
au début de décembre**

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 0,55 ; Danemark, 2 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 drs. ; Iran, 43 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Pologne, 22,50 zls. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 31

5, RUE DES ITALIENS
75127 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4307-23 Paris
Tél. Paris N° 830572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Hanoï Washington et les séquelles de la guerre

Pour la seconde fois cette année, les États-Unis viennent d'opposer leur veto à la demande d'admission d'un pays à l'ONU. Invoquant le maintien de forces ennemies en Angola, ils avaient, en juin, nié tout droit au régime de Luanda d'être, dans les conditions actuelles, représenté à l'Organisation internationale. Ils estiment maintenant que la République socialiste du Vietnam ne remplit pas, sur un plan strictement humanitaire, les conditions exigées pour devenir membre des Nations unies.

Washington reproche à Hanoï de n'avoir pas fourni de renseignements au sujet de plusieurs centaines d'Américains disparus pendant la guerre. Les Vietnamiens avaient, au début du mois, fait un « geste de bonne volonté » en publiant une liste de douze noms. Tous les prisonniers ayant été libérés, ce marchandage politique à propos de disparus, qui sont, hélas ! des morts, ne marque assurément pas de cynisme.

Pour les Vietnamiens, les accords de Paris qui ont mis fin au conflit forment un tout : on ne saurait appliquer l'article 9 (qui concerne les militaires disparus) et mettre en même temps en vigueur l'article 21 qui a trait au « placement des blessures de guerre ». Hanoï veut que les Américains respectent leurs engagements et contribuent financièrement à la reconstruction d'un pays que leurs avions, leurs camions, ses produits chimiques ont dévasté.

M. Kissinger entend, lui, oublier le passé, ce à quoi se refusent les Vietnamiens. M. Ford a, de son côté, fait savoir que son veto à l'admission du Vietnam à l'ONU se basait sur des considérations purement humanitaires. L'argument ne convaincra personne. En période électorale, le chef de l'exécutif veut avant tout montrer à son opinion publique qu'il sait faire preuve de fermeté. Et, en demandant à Hanoï de tirer un trait sur le passé, il repousse à plus tard le débat qui ne manquera pas d'avoir lieu sur le montant et les modalités de l'aide américaine à la reconstruction du Vietnam.

Cette question avait déjà fait trainer en longueur les discussions entre Vietnamiens et Japonais (il s'agissait des réparations des dommages causés par l'armée japonaise pendant le second conflit mondial). Mais, les deux parties ayant intérêt à échanger des ambassadeurs et à commercer, leurs diplomates finirent par trouver une porte de sortie ménageant les susceptibilités des uns et des autres. Sans doute en trait-il de même aujourd'hui entre Américains et Vietnamiens si les États-Unis n'étaient pas en pleine campagne électorale.

Des pressions sont en effet exercées sur le département d'État et la Maison Blanche afin que soient normalisées les relations entre Washington et Hanoï. Les milieux d'affaires ne veulent pas que soit répétée en Indochine l'erreur autrefois commise en Chine. Il existe au Vietnam un marché de cinquante millions d'habitants et, selon toute vraisemblance, les réserves de pétrole « off shore » sont suffisamment abondantes pour être exploitées. On peut donc penser que, après les élections, le dialogue américain-vietnamien pourra enfin commencer. La Maison Blanche devra alors convaincre le législatif que le marché vietnamien ne s'ouvrira pas aux firmes privées sans une aide à la reconstruction, quel que soit le nom qui lui sera officiellement donné. Il serait erroné de croire que Hanoï modifiera son attitude et publiera sans contrepartie financière la liste des soldats disparus en échange d'une levée du veto américain à l'ONU. Et, puisque les responsables de Washington tiennent tant à invoquer les questions humanitaires, on peut leur retourner que les troubles de conscience les agitaient moins lorsqu'ils faisaient bombarder les villes et brûler les villages du Vietnam.

(Lire nos informations page 4.)

Les conditions économiques et politiques du succès du plan Barre

- Le premier ministre ne veut pas que la politique contractuelle des salaires devienne une mécanique de surenchère
- Approuvée par l'U.D.R., la rentrée en scène de M. Jacques Chirac peut concurrencer la mission de M. Olivier Guichard

M. Raymond Barre a confirmé, lundi soir 13 septembre, lors de sa deuxième interview télévisée en tant que premier ministre, qu'il soumettrait au conseil des ministres du 22 septembre son plan de lutte contre l'inflation, ainsi que les mesures destinées à maintenir le revenu des agriculteurs victimes de la sécheresse.

Le premier ministre a confirmé que l'Etat res-

pecterait ses engagements envers ses salariés en 1976, mais précisé qu'au-delà « la politique contractuelle devrait tenir compte des conditions générales de l'économie » pour éviter qu'elle ne se transforme en une « mécanique » qui « permette une surenchère » constante par rapport aux salaires des années précédentes. Quelques heures avant cette interview, M. Chirac s'était réplacé, lundi matin, sur le

devant de la scène politique et électorale en manifestant sa volonté de rassembler « par-delà les partis » tous ceux qui souhaitent « éviter à notre pays l'aventure et les contraintes du collectivisme » et défendre « notre société de liberté et de progrès ». Ce projet qui n'a provoqué aucune réaction de l'Elysée ni de l'hôtel Matignon a été commenté en termes favorables par M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R.

Deux précisions

Avant de ses effets, M. Barre n'a guère levé le voile sur ses projets, lundi, devant les télespectateurs. Il réserve pour le conseil des ministres du 22 septembre l'annonce de son dispositif anti-inflation.

Tout au plus a-t-il confirmé ce qu'il avait dit la semaine dernière à ses interlocuteurs syndicaux : pas de remise en cause de la politique contractuelle ; moyens de financement « sérieux » pour couvrir les dépenses supplémentaires de l'Etat en 1976 : répartition « équitable » des efforts d'austérité demandés au pays ; préférence pour une action « continue et globale » contre la hausse des prix, destinée à produire des « résultats durables », plutôt que pour des gestes « brillants et spectaculaires ». Au-delà de ces généralités, le premier ministre a fourni deux précisions.

Contrairement à ce qu'il pensait, et disait, jusqu'ici, M. Barre semble avoir pris son parti de ne pas modifier la « loi Royer ». Il la considère précédemment comme un texte malhonnête, de nature à freiner la concurrence (en gênant l'implantation des « grandes surfaces »), donc à perpétuer des rentes de situation préjudiciables au consommateur. Lundi, il l'a présentée comme « un instrument [possible] de transformation des structures... largement accepté par les milieux socio-professionnels auxquels elle s'adresse ».

Capitulation devant les menaces des petits commerçants et des artisans ? Ou subterfuge destiné à masquer provisoirement un changement de front ? La seconde réponse semble la bonne : le premier ministre poursuit en effet, dans ce secteur de la distribution où les hausses ont été particulièrement rapides ces derniers temps, « attaquer directement aux prix et aux marges par la taxation et le contrôle, plutôt que de recourir au détour — nécessairement long — d'un époussetage législatif de la « loi Royer ».

Seconde précision : la garantie des engagements contractuels pris par l'Etat dans le secteur public vaudra seulement pour les salaires de 1976, donc pendant encore trois mois. Au-delà, M. Barre compte agir « dans l'esprit » de la politique contractuelle, mais « en tenant compte de la situation générale » (c'est-à-dire

Se garder à droite et à gauche

Ayant choisi M. Raymond Barre pour premier ministre, M. Giscard d'Estaing avait indiqué, dès le 25 août, qu'il lui incomberait notamment d'assurer, un peu mieux que son prédécesseur, la tâche importante qui consiste à « expliquer régulièrement et clairement la politique suivie à l'opinion française ».

Son interview de lundi — moins de dix minutes — a permis au premier ministre de s'expliquer sur le « calendrier » qu'il a retenu pour la mise au point du plan anti-inflation et de démentir quelques-unes des intentions qu'on lui avait prêtées loi et la. L'interview aussi, de toute évidence, a la nécessité de se faire mieux connaître.

On voit ainsi se préciser peu à peu, de touche légère en touche légère, le portrait tantôt grave tantôt souriant d'un homme qui n'est ni un pessimiste ni un tenant de l'« optimisme béat », qui se veut raisonnable et constant. Un peu trop calme peut-être.

GILBERT MATHIEU.

LIRE PAGE 32

LA FAUSSE QUERELLE DE L'INDEXATION

par GILBERT GANTIER

TAIWAN LUTTE POUR SA SURVIE

La mort de Mao Tse-toung a fourni aux dirigeants de Taiwan une nouvelle occasion de vitupérer le régime installé depuis 1949 à Pékin.

M. Tchiang Ching-kuo, premier ministre du gouvernement, vient de réaffirmer que son parti entend reprendre le pouvoir sur le continent.

I. — Le dégagement américain

Quemoy. — « L'ennemi... » D'un geste large, l'officier montre la ligne bleutée des côtes chinoises, à quelques kilomètres. A mi-chemin, au milieu du bras de mer qui nous sépare du continent, semblent flotter les deux

De notre envoyé spécial
PHILIPPE PONS

petits îlots de Chaou et de Chaiten, tenus par les communistes. A la jumelle, on aperçoit — image

de paix — des pêcheurs qui font sécher leurs filets sur la plage.

Quemoy (en chinois, Kinmen : la porte d'or), place forte avancée des nationalistes qui ont fui le continent pour s'installer à Taiwan, est en apparence l'endroit le plus tranquille du monde. Il est pourtant, avec Matsu, autre petite île contrôlée par les nationalistes, en état d'alerte permanente. Dans un paysage de terre ocre et de confères parfaitement alignés (en deux décennies, soixante-douze millions d'arbres ont été plantés à des fins de camouflage) se succèdent blockhaus, abris et batteries de D.C.A. L'armée — dont les effectifs ne sont pas divulgués — contribue à la mise en valeur du territoire cultivé avec autant de soin qu'un jardin. Omniprésente, elle impose son rythme de vie aux soixante mille habitants.

(Lire la suite page 2.)

« Peu d'hommes ont joué un tel rôle dans l'histoire du monde ».

KISSINGER

JEAN MONNET MEMOIRES



FAYARD

AU JOUR LE JOUR

La préterition

On a beaucoup glosé sur les réactions de M. Dassault aux accusations portées contre lui par M. de Valhroux.

Son désir de s'expliquer « le moment venu » est bien naturel. Cela veut sans doute dire en un lieu approprié, devant une personne sacrée et en présence de son avocat.

Mais ce qui est plus curieux, c'est le procédé de négation partielle qui le mène à maintenir l'aéronautique hors du fait, ce qui le conduit par préterition à y plonger le reste de ses activités.

C'est peut-être par souci de ne pas discréditer une marchandise qui joue un rôle important dans les exportations françaises. Qu'il se rassure : les produits Lockheed continuent à se vendre très bien.

ROBERT ESCARPIT.

Le débat de fond

D ES sa nomination, le premier ministre avait annoncé qu'il serait avare de ses propos. On regrette un peu qu'il n'ait pas tenu parole.

Son crédit venait et vient encore — mais pour combien de temps ? — de ce qu'il est un homme neuf, ou moins pour l'opinion ; passé l'effet de surprise, qui n'a pas été utilisé, sa réussite dépendra non de son pouvoir de conviction mais de son pouvoir de décision.

Le fameux consensus est une chimère dans un pays qui est bel et bien coupé en deux, et qui le restera jusqu'aux élections et sans doute au-delà. Et ce n'est pas au moment où la campagne électorale est brutalement relancée par son prédécesseur que le premier ministre pourra aisément convaincre l'opinion d'accepter des sacrifices, fussent-ils équitables. Ou bien il la rassurera comme il a commencé de le faire, et son action, fût-elle « continue et globale », risque d'être peu efficace ; ou bien il voudra la mobiliser — et son apparente bonhomie cache mal une grande énergie, et il se heurtera, il se heurte déjà, à l'hostilité de l'opposition et au scepticisme d'une partie de sa majorité.

Le feu n'est certes pas à la maison, mais les prix, eux, continuent de flamber. Beaucoup de temps a été perdu depuis le début de l'été, et le premier ministre a bien raison d'avancer de huit jours son calendrier. Ce qu'il a appris de ses interlocuteurs ne l'a pas surpris. Mais son plan une fois connu, ne devra-t-il pas de nouveau les consulter et cette fois les convaincre ? Et si ce n'est lui, ce sera le président. Bref, on n'échappe pas si aisément à la politique.

En sixante et une pages, un leader de la majorité qui a eu longtemps l'oreille du président présente un plan de lutte contre l'inflation (1). Tout y est : les causes de l'inflation, l'énoncé du diagnostic, les raisons des échecs passés, les solutions à la fois politiques et économiques, qu'il faut dans le système actuel. Aucun mot n'est à retrancher ; un seul manque en conclusion : impossible.

L'auteur ne doit pas lui-même se faire beaucoup d'illusions puisque, au terme de son diagnostic, il écrit : « Le temps est mesuré, et il faut aller à l'essentiel : le désaccord politique, de fond, entre Français ».

Ce qui est impossible ou, en tout cas, difficile, c'est de faire admettre à une majorité modérée une véritable politique de réforme et d'abord l'impôt sur le capital ou la fortune. La difficulté que rencontrera le premier ministre sera de même nature que le conflit qui a surgi à l'occasion des plus-values.

Demain comme hier le débat de fond pourra être tranché non par des plans et des projets, mais par des élections. — J. F.

(1) Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Forme de la confiance* (Laffont). (Lire page 8 « Les mesures proposées ».)

« LE FOU ET LES ROIS », de Marek Halter

Un destin, un cri

Quel destin surprenant, quel homme étonnant et quel beau livre ! C'est au sein de la vie qu'en publiant ses souvenirs on apporte son témoignage, on fait son bilan : nos bibliothèques sont pleines de « Mémoires » d'octogénaires prestigieux. Voici les souvenirs d'un quadragénaire, les Mémoires d'un homme jeune, le témoignage d'un étrange enfant de ce siècle qui, arrivé au milieu du gué, a voulu faire halte un moment, regarder derrière lui pour raconter ses tribulations, ses choix, ses passions. Des tribulations si extraordinaires, des

choix si instantanés, une passion si dévorante et insensée qu'un roman d'aventure bâti sur cette trame ferait hausser les épaules tant il paraîtrait invraisemblable. Or tout ici est vrai et l'auteur, s'il n'était pas si simple et modeste, pourrait à quarante ans s'écrier à son tour : « Quel roman que ma vie ! » Qu'en on juge.

Marek Halter est né à Varsovie il y a quelque quarante ans, dans une famille juive profondément imprégnée de traditions.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.
(Lire la suite page 14.)

TAIWAN LUTTE POUR SA SURVIE

(Suite de la première page.)

Une musique martiale retentit chaque matin à Taïwan sur toute l'île. Et, dès seize ans, garçons et filles suivent un entraînement militaire intensif.

D'un immense haut-parleur s'élève soudain une voix qui porte à 20 kilomètres. Comme chaque jour, les nationalistes envoient des messages sur le continent. Celui-ci, par exemple : « Le jour où tous vous soulèverez, nous viendrons vous aider en quelques heures. » De l'autre côté du bras de mer, les communistes répondent.

Éloignés, airs de musique, obus incessants chargés de tracts, belions porteurs de documents de propagande... La seule guerre que l'on se livre ici est d'ordre psychologique. Pékin promet de « libérer Taïwan », et Taïpeh parle de reconquérir le continent.

A Taïpeh en effet, le vieux rêve de Chiang Kai-shek demeure celui de ses successeurs. Pour eux, il ne s'agit pas de reconquérir le continent, mais de voir évoluer une crise grave à Pékin. Ils espèrent que la disparition de Mao contraindra les États-Unis à retarder la normalisation de leurs rapports avec la Chine populaire. De fait, les experts américains des questions chinoises pensaient que Washington devait faire vite et procéder à une telle normalisation alors que Mao vivait et assurait un équilibre relatif entre les forces en présence à Pékin (le Monde du 11 septembre).

De toute façon, les Américains ont bien avancé à Taïwan la préparation du passage à la « seconde phase » de l'établissement de liens diplomatiques complets avec Pékin. Le retrait graduel de leurs troupes (prévu dans le communiqué de Changhaï de 1972) s'achève. Les derniers chasseurs ont quitté la base de Chiang Kai-shek en mai 1975. Il n'y a plus que 2 200 soldats américains à Taïwan, contre 4 000 l'an passé. 1 000 autres doivent bientôt partir. « Nous n'avons plus ici ni avions, ni navires, ni troupes de combat, dit un officier américain. Quant au MAAG (Military Assistance Advisory Group), qui a compté jusqu'à 3 000 personnes, il n'est plus constitué que d'une cinquantaine de conseillers. » Comme dans le reste du monde, cette organisation, qui supervise la livraison du matériel militaire américain et veille à son entretien, est appelée à disparaître dans les deux années qui viennent.

Un pas de plus dans le désengagement a été franchi en juin lorsque furent rappelés les six conseillers qui se trouvaient à Quemoy et à Matsu. Sur le plan militaire, leur départ est sans conséquence, mais il a été ressenti à Taïpeh comme un nouveau préavis de départ. Quelques jours plus tard, le Tchiao-ching-kuo, premier ministre, crut bon de se rendre à Quemoy et à Matsu pour réaffirmer la détermination de Taïwan de défendre les deux îlots.

L'exemple allemand

Selon les nationalistes, les États-Unis ne peuvent cependant renoncer à maintenir une présence militaire à Taïwan, car « l'île est un des points essentiels de la stratégie américaine en Asie ». Apparemment, le point de vue de Washington est différent. « Si nous retirons progressivement nos troupes, vous pouvez en déduire à contrario l'importance stratégique que nous attachons à Taïwan », dit un officier de l'U.S. Taiwan Defence Command (organisation créée par le traité de défense signé en 1954). En fait, les stratégies américaines se sont toujours bien gardées d'inclure Taïwan dans la « ligne des grands archipels » (Japon, Océanie, Guam, Philippines et Indonésie) qui, depuis le départ de l'Amérique en Indochine, est l'axe de la nouvelle stratégie des États-Unis.

Si rien n'entrave, du point de vue stratégique, une révision des relations entre Taïpeh et Washington, il reste à trouver une formule politique que les nationalistes se refusent officiellement à envisager. « Ce n'est pas à nous de proposer », dit M. Tchen, vice-

ministre des affaires étrangères : « toute « formule » modifiant la situation actuelle sera à notre désavantage. Ce qui décidera le gouvernement américain est évidemment hors de notre contrôle. Mais nous ne pensons pas qu'une reconnaissance du régime communiste par Washington conduise obligatoirement à rompre les relations diplomatiques avec la République de Chine ». Il évoque le précédent des deux Allemagnes qui, dans le cas présent, reviendrait à affirmer qu'il n'y a qu'une seule nation chinoise (point sur lequel Pékin et Taïpeh sont d'accord), mais deux entités étatiques différentes ayant des droits souverains. Ce point de vue, soutenu par des professeurs américains, dont M. Trager, de l'université de New-York, aurait l'avantage de permettre le maintien du traité militaire avec les États-Unis qui, en cas de rupture des relations diplomatiques avec Taïpeh, deviendrait caduc ipso facto.

Mais la « formule allemande » est rejetée sur le continent. Les

dirigeants chinois exigent d'un pays qui établit des relations diplomatiques avec Pékin qu'il rompe tous liens officiels avec Taïpeh. Au mieux, Washington pourrait obtenir de maintenir un consulat général accrédité auprès du gouvernement de la province de Taïwan tandis que l'ambassade serait à Pékin. Le Grand-BreTAGNE usa de cette formule pendant quelques années, mais dut y renoncer sous la pression de la Chine.

Washington, excluant un abandon pur et simple des nationalistes, cherche une formule originale. Elle est d'autant plus difficile à mettre sur pied qu'elle doit concilier des facteurs de politique intérieure américaine et des données internationales. Sur le premier point, le prochain président des États-Unis aura sans doute les mains moins libres que ne les avait M. Nixon. Le Congrès entend en effet reprendre ses droits et restreindre les prérogatives que, peu à peu, s'étaient arrogées le président. Il n'en sera que plus difficile pour la Maison Blanche de négocier en sous-main avec Pékin, à la manière de M. Kissinger.

A cela s'ajoutent d'épineuses questions juridiques : de quelle garantie bénéficieront les investissements américains à Taïwan ? Sera-t-il possible aux Chinois de Taïwan de se rendre aux États-Unis ? (Le traité d'Orsay fit long temps des difficultés pour leur accord des visas en France.) Qu'advient-il du statut de nation la plus favorisée dont bénéficie l'île, ce qui permet à l'Exim Bank (banque d'export-import américaine) de lui accorder des prêts (fin décembre 1975, 4,5 milliards de dollars à Taïwan, son deuxième client après le Brésil) ? Comment seront

régies les problèmes des biens mis sous scellés en Chine populaire et aux États-Unis ? Autant de questions qui, pour l'instant, sont apparemment sans réponse, mais qui doivent avoir une solution si on veut éviter de créer un mouvement de panique dans les milieux d'affaires chinois aux États-Unis et à Taïwan.

Un rapprochement avec l'U.R.S.S. ?

Le problème le plus difficile à résoudre est celui de la sécurité de Taïwan en l'absence du traité de défense mutuelle. Les Chinois, avant la mort de Chou En-lai, ont à plusieurs reprises affirmé qu'ils étaient prêts à faire preuve de patience. Et il est vraisemblable qu'ils le seront dans les négociations diplomatiques de Taïpeh, qu'au moment de signer le communiqué de Changhaï, M. Nixon avait obtenu l'engagement verbal de l'ancien premier ministre que la Chine ne recourrait pas à la force

pour résoudre la question de Taïwan. Manifestement, le gouvernement américain a essayé d'obtenir un engagement formel, et non plus seulement tacite, des Chinois en la matière. Mais ceux-ci ont fait valoir que, la question de Taïwan étant une « affaire interne », ils ne voyaient pas la nécessité de s'engager formellement à renoncer à la force. « De toutes façons, dit-on à Taïpeh, bien que nous ne soyons pas communistes, les Américains n'ont apparemment pas la même approche et continuent à penser qu'un tel engagement serait, dans l'état actuel de la situation, la meilleure solution.

Il conviendrait que les autorités de Taïpeh ou les Américains, s'engagent de leur côté à ne pas attaquer la Chine. Hypothèse probable car Taïwan, avec cinq cent mille hommes sous les drapeaux — n'a pas la capacité de lancer une offensive. Il reste que les nationalistes ont tenté, en juillet 1969, des incursions sur la rivière Min, dont les Américains n'avaient pas été avertis : ils l'ont appris par la presse.

Un désengagement américain trop radical de Taïwan ne pourrait cependant que desservir les États-Unis en encourageant les Soviétiques à être plus actifs dans la région et en leur donnant libre accès au détroit de Taïwan, où aucun navire russe ne s'est aventuré depuis 1972. Cette inquiétude fut exprimée par M. Miyazawa, le 12 juin, au cours d'un entretien privé avec le sénateur américain Mansfield. Le ministre des affaires étrangères nippon aurait mis en garde son interlocuteur contre tout changement brutal de la politique américaine à Taïwan. Pékin condamna l'« intervention » de M. Miyazawa dans les affaires intérieures de la Chine. Les autorités de Taïwan seraient-elles tentées de se rapprocher de l'U.R.S.S. ? C'est une hypothèse qui Taïpeh se refuse à envisager et que, du côté américain, on pense difficilement imaginable. La presse de Taïpeh réfute avec vigueur tout commentaire étranger faisant état d'une telle éventualité, qualifiée d'« absurde ». D'ailleurs, lorsqu'en juin un bateau soviétique recueillit des pêcheurs taïwanais en difficulté, Taïpeh demanda qu'ils soient débarqués aux Philippines afin d'éviter que le navire n'entre dans un port de l'île.

Dans le cas d'un accord entre Pékin et Washington, qui ne pourra qu'être défavorable à Taïwan, quelle sera la réaction des nationalistes ? « Nous sommes prêts à toute éventualité », répondent les personnalités officielles, qui se refusent, cependant, à en dire plus. Et les dirigeants de

Philippines

CRÉATION D'UN CONSEIL LÉGISLATIF CONSULTATIF

Manille (A.F.P., Reuters). — Le président Marcos a signé, vendredi 10 septembre, un décret instituant un conseil législatif à caractère consultatif qui comprendra les trente membres du gouvernement, les quatre-vingt onze membres du comité exécutif des assemblées locales (nommés par le gouvernement), ainsi que d'autres personnalités qui pourraient être nommées plus tard. Depuis la proclamation de la loi martiale, en septembre 1972, le président philippin, dont le mandat expirera dans un peu plus d'un an, exerce le pouvoir législatif. Le nouvel organisme ne lui enlèvera pas la haute main sur les affaires de l'État.

mettre l'accent sur la capacité et la détermination de Taïwan à se défendre.

Taïwan développe en effet son potentiel militaire grâce à une accélération des livraisons d'armements américains très modernes. Les ventes de matériel militaire en provenance des États-Unis se sont élevées à 196 millions de dollars en 1974, à 215 millions en 1975, et atteindront 293 millions en 1976. Les nationalistes possèdent déjà vingt-quatre missiles Hawk, dont ils ont fait passer le rayon d'action de 30 à 40 kilomètres. Ils prévoient de doubler leur nombre d'ici à deux ans. Un contrat pour la fourniture de missiles mer-mer serait en cours de négociation. D'autre part, depuis 1974, Taïwan produit dans une usine de Taïjung, avec un financement américain, aux termes d'un contrat passé avec la Northrop, des chasseurs F5 E. Cent vingt appareils ont déjà été livrés. Un nouveau contrat (d'un coût de 95 millions de dollars) prévoit la construction de soixante nouveaux avions pour 1977. Le plus important accord récemment conclu entre les États-Unis et Taïwan concerne la livraison d'équipements de défense anti-aériens d'un coût de 38 millions de dollars.

Taïwan ira-t-il jusqu'à construire une bombe atomique ? M. Tchen, Ching-kuo a déclaré au cours d'une interview, le 17 juin 1975 : « Nous admettons que nous avons les moyens de construire des armes nucléaires, mais nous n'en commencerons jamais la fabrication. Nous n'envisageons pas d'utiliser des armes nucléaires contre nos compatriotes. »

Taïwan disposera en octobre d'une première centrale nucléaire de 650 mégawatts. Les autorités ont cependant démenti les affirmations de certains experts américains selon lesquelles Taïwan traitait de l'uranium enrichi dans un réacteur de recherche fourni par les Canadiens et assez voisin de celui qui permit à l'Inde de fabriquer sa bombe. Mais, quelle que soit sur le plan militaire, la politique que suivra le régime, Taïwan ne jouera plus aucun rôle sur la scène internationale le jour où Washington fera son ambassade à Taïpeh. Il est dans ces conditions, essentiel pour les dirigeants de renforcer la cohésion nationale pour mieux assurer le développement économique.

PHILIPPE PONS.

Prochain article : II. - LE « PETIT TCHIANG » AUX COMMANDES

Irlande du Nord

DE VIOLENTE MANIFESTATIONS DE RUES organisées par les protestants ont eu lieu le 13 septembre à Belfast. Elles coïncidaient avec l'arrivée du nouveau secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, le Roy Mason. Celui-ci est resté trois heures à Belfast et y a rencontré le chef de la police, le général David House. M. Mason a déclaré dans un communiqué, qu'il considérait ce poste comme un « formidable défi » et qu'il n'y avait pas de « solution immédiate » à la situation actuelle. Il a rappelé que l'armée resterait en Irlande du Nord aussi longtemps que nécessaire. M. Mason s'entretient avec les différents partis nord-irlandais à son retour à Belfast à la fin de la semaine. — (Corresp.)

Maroc

LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS, le prince Sadruddin Aga Khan, se trouve depuis dimanche 12 septembre à Rabat, en mission d'information. Il a eu,

Espagne

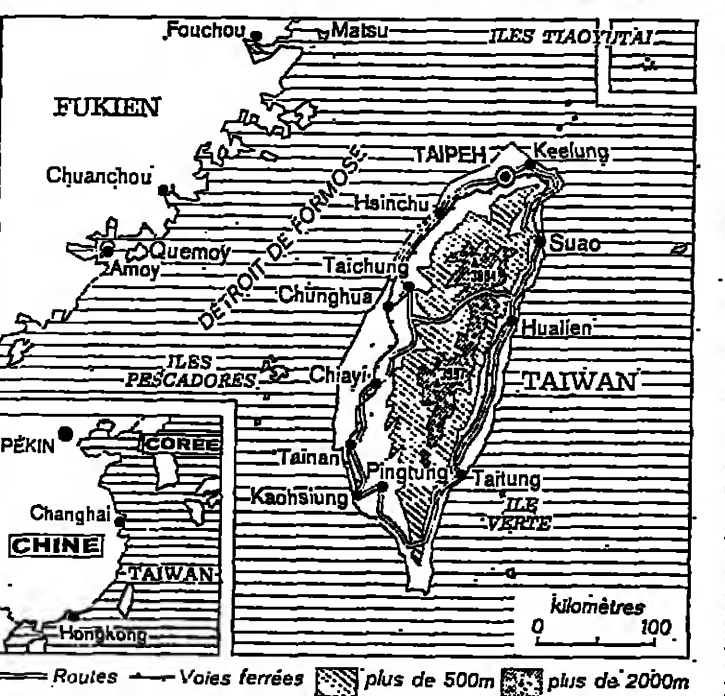
LE MOT D'ORDRE DE GREVE GÉNÉRAL DE RUES pour le lundi 13 septembre par les organisations clandestines de gauche au Pays basque espagnol en signe de protestation contre le refus du gouvernement M. Jesus Maria Zabala, tué par la police le 8 septembre à l'occasion d'une manifestation, a été largement répandu. Les organisateurs du mouvement estiment que deux cent mille personnes y ont participé, essentiellement dans les provinces de Guipúzcoa et de Biscaye. En plusieurs endroits, la police a tiré pour disperser des manifestants. Les incidents ont fait un vingtaine de blessés. — (A.F.P., A.P., U.P.J.)

Union soviétique

LE PHILOSOPHE ALEXANDRE ZINOVIEV a perdu l'emploi à mi-temps qu'il occupait à l'université de Moscou, annonce-t-on de source dissidente. M. Zinoviev, qui est très connu à Moscou et dont certains travaux ont été traduits à l'étranger, avait occupé la chaire de logique de l'université de Moscou jusqu'en 1969.

Yugoslavie

LES AUTORITÉS YUGOSLAVES ONT DÉMENTI LA PRÉSENCE DE « CARLOS » à Belgrade. Selon la police, il semble que l'on ait pris les membres d'une équipe de télévision algérienne, en reportage en Yougoslavie, pour les terroristes recherchés. — (A.F.P.)



APRÈS LA MORT

Les dirigeants soviétiques estiment que le problème du maoïsme reste entier

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques se sont réunis, lundi 13 septembre, à accomplir un geste qui aurait pu passer pour une volonté d'ouverture à l'égard de la Chine : la délégation qu'ils ont envoyée signer le registre de condoléances à l'ambassade de Chine ne brillait pas, en effet, par son importance. Cette délégation, qui n'est restée que quelques minutes, était dirigée par M. Gromyko, le ministre des affaires étrangères ; elle comprenait aussi M. Maslounov, premier adjoint de M. Kossyguine, Archipov, vice-premier ministre, et Ilitchev, vice-ministre des affaires étrangères, chargé notamment des négociations soviéto-chinoises.

La composition de cette délégation peut se comparer à celle du groupe qui s'était rendu en janvier dans la même ambassade, à l'occasion de la mort de Chou En-lai. M. Maslounov et Archipov étaient donc là, mais ils étaient accompagnés par M. Petrovski, ministre de la santé, actuellement en visite officielle en France.

Six jours après la disparition du père de la révolution chinoise, le Kremlin ne s'est donc toujours pas départi de sa réserve. La mort du dirigeant chinois, accueillie avec une satisfaction manifeste par le Soviétique moyen, n'a toutefois pas été commentée par la presse soviétique, sinon par le biais d'une revue des journaux étrangers diffusée dimanche soir par l'agence Tass. Cette analyse tend à prouver, grâce à un montage habile, que toute la presse étrangère diffuse dimanche soir par l'agence Tass. Cette analyse tend à prouver, grâce à un montage habile, que toute la presse étrangère diffuse dimanche soir par l'agence Tass. Cette analyse tend à prouver, grâce à un montage habile, que toute la presse étrangère diffuse dimanche soir par l'agence Tass.

Le silence de Moscou s'explique aisément : si, au début du conflit sino-soviétique, les dirigeants de l'U.R.S.S. feignaient de penser que Mao Tse-tung était la cause de tous leurs maux, depuis plus de deux ans ils écrivent dans leurs journaux que le problème du maoïsme ne disparaîtra pas avec Mao. Les récents changements intervenus dans la direction chinoise ne poussent pas la direction soviétique, estime-t-on à Moscou, à réviser son analyse. — J.A.

<L'Osservatore romano> invite Pékin au « dialogue »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Quarante-huit heures après avoir commenté de manière assez mitigée l'œuvre de Mao Tse-tung, l'Osservatore romano consacre un long article à la Chine dans son numéro daté des 13 et 14 septembre. Il s'agit d'une étude non élogieuse, à la fois historique et polémique, dans laquelle la situation de l'Eglise est largement exposée. Elle se conclut néanmoins par un appel au dialogue et des vœux chaleureux au peuple chinois.

La situation de l'Eglise en Chine est définie comme « une réalité douloureuse et un mystère inquiétant » par le journal du Vatican, qui écrit : « Combien y a-t-il aujourd'hui de chrétiens sur ce territoire ? De divers témoignages, on sait qu'il y a jusqu'à présent des catholiques qui conservent la foi, mais la vie religieuse ne peut se manifester qu'en privé. En outre, ils ont été privés rapidement des structures indispensables pour soutenir une communauté. Il est certain que depuis plus de quinze ans, il n'y a plus en Chine aucun séminaire en activité. Des quelques trois mille prêtres chinois en exercice en 1948, il n'en restera plus, selon des calculs sérieux, que cinq ou six cents privés de toute possibilité d'exercer leur ministère. Parmi les évêques légitimement consacrés avant 1949, une dizaine encore pourraient sur-

vivre. Quelques-uns d'entre eux sont emprisonnés depuis 1958 (comme Mgr Ignace Kung, de Changhaï, et Mgr Dominique Tang, de Canton). On ne sait plus rien de leur sort depuis des années. »

L'Osservatore romano estime cependant que « tout n'est pas perdu » et que l'espérance de l'Eglise reste vive. « Le Saint-Siège, affirme-t-il dans une conclusion qui sera particulièrement remarquée, a exprimé, à diverses reprises, son espoir pour le grand peuple chinois. Les multiples messages adressés et les divers gestes faits vers le Chine (qui peut oublier, en des temps assez proches, l'exemple, bien que bref, de St. Stanislas Paul VI à Hongkong en 1970 ?) veulent signifier la profonde considération que le Saint-Siège et les papes ont eue pour ce noble peuple et l'attente, et l'invitation patiente, mais toujours plus insistante, au dialogue, malgré les incoïncidences divergences entre une idéologie et une foi, pour arriver finalement à une solution qui garantisse, de la meilleure façon possible, une effective possibilité de respectueuse, via, l'ensemble des croyants et non-croyants. C'est précisément avec cette espérance qu'on formule les meilleurs vœux pour le progrès intégral, tant spirituel que matériel, dans la justice et dans la paix, du peuple chinois. — R.S.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

LE MOT D'ORDRE DE GREVE GÉNÉRAL DE RUES pour le lundi 13 septembre par les organisations clandestines de gauche au Pays basque espagnol en signe de protestation contre le refus du gouvernement M. Jesus Maria Zabala, tué par la police le 8 septembre à l'occasion d'une manifestation, a été largement répandu. Les organisateurs du mouvement estiment que deux cent mille personnes y ont participé, essentiellement dans les provinces de Guipúzcoa et de Biscaye. En plusieurs endroits, la police a tiré pour disperser des manifestants. Les incidents ont fait un vingtaine de blessés. — (A.F.P., A.P., U.P.J.)

Irlande du Nord

DE VIOLENTE MANIFESTATIONS DE RUES organisées par les protestants ont eu lieu le 13 septembre à Belfast. Elles coïncidaient avec l'arrivée du nouveau secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, le Roy Mason. Celui-ci est resté trois heures à Belfast et y a rencontré le chef de la police, le général David House. M. Mason a déclaré dans un communiqué, qu'il considérait ce poste comme un « formidable défi » et qu'il n'y avait pas de « solution immédiate » à la situation actuelle. Il a rappelé que l'armée resterait en Irlande du Nord aussi longtemps que nécessaire. M. Mason s'entretient avec les différents partis nord-irlandais à son retour à Belfast à la fin de la semaine. — (Corresp.)

Maroc

LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS, le prince Sadruddin Aga Khan, se trouve depuis dimanche 12 septembre à Rabat, en mission d'information. Il a eu,

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
note confidentielle :	L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'un secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8° tél. 387.58.83 • 387.52.90

EUROPE

Tchécoslovaquie

Un ancien dirigeant du P.C. critique sévèrement le régime

Prague (A.P.P.). — L'un des principaux protagonistes du « printemps de Prague », M. Zdeněk Mlynar, qui fut brièvement membre du présidium du P.C. tchécoslovaque et secrétaire du comité central en 1968, vient de sortir de son silence pour dresser un réquisitoire sévère contre le régime tchécoslovaque. Dans une lettre ouverte adressée aux plus hautes instances du parti et de l'Etat ainsi qu'à la presse et aux correspondants étrangers à Prague, M. Mlynar analyse les raisons qui poussent certains jeunes à trouver refuge dans la « contre-culture ».

Pour lui, les poursuites engagées récemment contre des jeunes musiciens de deux orchestres de rock pour « usage de cocaïne » visent en réalité à « punir » et à faire taire des jeunes qui refusent de se plier aux critères officiels sur la façon de mener sa vie, ses loisirs, et d'apprécier ses valeurs personnelles et celles de la société. Tous ceux qui connaissent notre système politique savent que la justice et la police « magistral » jamais seules. De pareilles décisions sont toujours l'objet de discussions politiques à des échelons supérieurs des organes de l'Etat et du parti.

Après avoir souligné que les remises en cause sont fréquentes dans les sociétés industrielles modernes, M. Mlynar écrit : « Je pense que dans notre société il existe de nombreux facteurs concrets favorisant ces tentatives de rejet, chez tous ceux qui refusent le mensonge et la dupé-

rie », car « en dépit des assurances du contraire, il est de fait que le mensonge et la duperie sont aujourd'hui honorés dans notre société ». Pour lui, le meilleur exemple de cette duplicité est l'interprétation officielle des événements de 1968.

Aujourd'hui, poursuit M. Mlynar, « le chemin du succès officiel passe par le cynisme et la faculté de rejeter tout ce qui n'a pas la faveur du pouvoir officiel ». Pour lui, seul un régime combattant ces tentatives et rendant la liberté d'expression pourrait reconstruire la jeunesse avec la société. Il se félicite que de « nombreuses forces progressistes de gauche » à l'étranger, et notamment le P.C. italien, aient pris la défense des jeunes musiciens arrêtés en Tchécoslovaquie et il évoque l'intérêt de ses concitoyens pour les positions du P.C. « face à toute une série de problèmes concernant le développement de la démocratie politique et des droits de l'homme dans le socialisme ».

Grande-Bretagne

● **ERRATUM.** — Dans la biographie du nouveau ministre de l'Intérieur britannique, M. Merlyn Rees (Le Monde des 12 et 13 septembre), nous avons indiqué par erreur que l'ancien secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord était âgé de quarante-six ans. Le remplaçant de M. Roy Jenkins est, en fait, né en 1920.

Le P.S.U. estime que la gauche ne pourra gouverner si M. Giscard d'Estaing reste à l'Élysée

M. Michel Momeel, membre du secrétariat national du P.S.U., a rendu compte lundi 13 septembre, au cours d'une conférence de presse, des travaux de la direction politique nationale de son parti. Celui-ci a notamment adopté une motion qui affirme : « Le gouvernement Barre, sous couvert de lutter contre l'inflation, entend mener une politique d'austérité renforcée, s'appuyant sur une pseudo-consolidation. Cette politique, en dépit de ceux qui, à gauche, souhaitent son succès partiel, est promise aux mêmes échecs que celle de Chirac-Foucault et se traduira par une aggravation de l'autoritarisme et de la répression ».

Le P.S.U. souhaite faire de sa campagne contre l'austérité un objectif essentiel et soumettre aux partis de gauche et aux syndicats un ensemble de cinq propositions, comportant notamment le refus de tout impôt nouveau sur les revenus des travailleurs, la revendication commune d'un SMIC à 3 000 francs et « la lutte contre les privilèges fiscaux de la bourgeoisie ».

Les socialistes unifiés comptent, d'autre part, renforcer leurs liens avec les petites signataires du programme commun, s'agissant, en particulier, de la préparation des élections municipales, auxquelles sera consacré le conseil national des 12 et 13 octobre prochains. Ils souhaiteraient que leurs candidats figurent sur des listes uniques d'union de la gauche : les premiers contacts établis entre fédérations départementales ou entre sections, sont jugés « encourageants » par la direction du P.S.U.

A propos des élections législatives de 1978, M. Michel Momeel a déclaré : « Il faut que la gauche dise clairement qu'il ne lui sera pas possible de traduire au niveau gouvernemental sa victoire électorale si Giscard d'Estaing reste à son poste. (...) On croit rassurer les électeurs en leur promettant le contraire ; mais ce qui serait réellement rassurant, ce serait de dire franchement que l'Assemblée élue en 1978 devra avoir des pouvoirs constituants, au moins partiellement, pour mettre sur pied un mécanisme institutionnel qui débouche la situation ainsi créée. L'argumentation faussement rassurante de la gauche se retournerait contre elle si elle persistait à la développer ».

La déclaration de la D.P.N. affirme de son côté que, « pour la gauche, accepter de gouverner sous la présidence de Giscard d'Estaing, ce serait capituler ».

Enfin, M. Momeel a estimé que les états généraux pour l'autogestion socialiste, réunis au début de l'été à Malakoff par le P.S.U. (Le Monde du 6 juillet), « ont rencontré un excellent écho dans les fédérations et ont ouvert la voie à de nouveaux contacts ».

En Polynésie

M. Sanford est réélu député avec 55,74 % des suffrages exprimés

Francis Sanford, candidat du Front uni pour l'autonomie interne (F.U.A.), a été réélu député de la Polynésie française dès le premier tour de scrutin avec 55,74 % des suffrages exprimés, soit 22 447 voix, contre 34,46 % (13 579 voix) à son principal adversaire, M. Gaston Flosse, candidat du Mouvement contre l'indépendance. M. Charles Taufa obtient 7,22 %, M. Charles Ching (candidat du Parti de l'indépendance) 1,69 %, et Eritia Tefaan 0,83 %. A Paris, M. Giscard d'Estaing a présidé, mardi matin 14 septembre, un conseil restreint consacré aux problèmes du Pacifique.

De notre envoyé spécial

Papeete. — L'ampleur du succès du député sortant a surpris, mais sa réélection était attendue. Depuis vingt-cinq ans, la Polynésie a toujours élu un député autonomiste. M. Fovassau, en 1951 et 1956, M. Marcel A. Opa en 1960, John Tealiki (aujourd'hui suppléant du député) en 1962, et Sanford depuis 1967. En donnant sa démission et en se faisant réélire, M. Sanford voulait souligner la volonté des Polynésiens d'obtenir l'autonomie interne.

Pour le député, le scrutin du 12 septembre a bien valeur de référendum : « Pourquoi le gouvernement se dérobe-t-il toujours ? Nous n'avons pas d'autre choix que de provoquer nous-mêmes un référendum que l'on nous refusait », nous a-t-il déclaré.

A l'issue du scrutin, le gouverneur Charles Schmitt a relevé que 35,83 % des électeurs inscrits ont voté pour M. Sanford. De plus, le député n'aurait pas la majorité de 60 % des voix qu'il se promettait d'obtenir. Il est vrai que le nombre des abstentions est élevé, mais il s'agit d'une élection partielle, et non d'élections générales.

En outre, M. Sanford a progressé sensiblement par rapport au scrutin de 1973, alors que son rival perd environ 1 % des suffrages qu'il avait alors obtenus. De plus, à Pirae, dont il est le maire, M. Gaston Flosse perd 2 % et M. Francis Sanford gagne 6 %.

Aux Tuamotu-Gambiers, chef traditionnel de l'Union tahitienne (U.T.-U.D.R.), que préside M. Gaston Flosse, M. Francis Sanford arrive pour la première fois en tête au premier tour avec plus de la moitié des suffrages. Enfin et surtout, tous les candidats ont plaidé pour l'autonomie, « autonomie interne » pour M. Francis Sanford et Charles Taufa, « autonomie de gestion » pour M. Gaston Flosse, chacun récusant avec la même fermeté la départementalisation que l'on soupçonne le gouvernement de vouloir imposer.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Les hommes N°1 en Europe ne perdent pas de temps quand ils louent une voiture.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



Les membres du Hertz N°1 Club* gagnent du temps en louant une voiture. Pourquoi pas vous ?

En tant que membre du Hertz N°1 Club, vous appelez avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. A votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord, votre voiture vous attend. Tout ce que vous avez à faire c'est montrer votre permis de conduire et votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Où, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.51.51

TÉLÉPHONEZ, SIGNED ET PRENEZ LE VOLANT.

Le refus de l'indépendance

De même, chacun des trois principaux candidats a confirmé son refus de l'indépendance : M. Gaston Flosse a fait campagne contre l'indépendance ; M. Charles Taufa avait pour slogan « autonomie et Français toujours » ; M. Francis Sanford a réaffirmé que, pour lui, « l'autonomie interne sera une école de responsabilité pour la jeunesse qui, alors, comprendra l'absurdité de vouloir se séparer de la France ».

Quant au candidat du parti de l'indépendance, M. Charles Ching, il a recueilli 632 voix. Peut-on pour autant, comme le fait le gouverneur Charles Schmitt, affirmer que « 98,3 % des élec-

MAISON DU DAIM
11, RUE AUBER
OPERA 01-25

le Cuir la Peau
VESTES-BLOUSONS MANTEAUX
HOMME - FEMME

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.
3 qualités allemandes.

LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :
Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.27.91

POLITIQUE

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU PREMIER MINISTRE

M. Barre: l'important est que nous entreprenions une action continue et globale

Voici le texte de l'interview accordée lundi 13 septembre par M. Raymond Barre à TF 1 et à Antenne 2.

Question. — « Monsieur le premier ministre, vous venez d'être élu pour une semaine, l'ensemble des partenaires sociaux. Alors, comment se sont déroulés ces entretiens ? Quel bilan en tirez-vous ? »

M. RAYMOND BARRE. — Ces entretiens se sont déroulés dans de très bonnes conditions. Je souhaitais recevoir les organisations professionnelles et syndicales. Elles m'ont présenté des avis et des suggestions. J'ai constaté que toutes étaient conscientes de la nécessité d'engager une action pour lutter contre la hausse des prix. Bien entendu, chacune d'entre elles a une certaine vision du problème mais il appartient au gouvernement d'arrêter une politique pour l'ensemble de la France. La réalité française est diverse. Je m'en suis bien rendu compte. Il faut donc que la politique menée contre l'inflation tienne compte de la diversité des situations.

Q. — Monsieur le premier ministre, je sais bien que vous ne voulez pas nous faire beaucoup de confidences mais tout de même, il y a un certain nombre de rumeurs qui ont filtré. On a dit, par exemple, que vous vouliez toucher à la politique contractuelle, que vous vouliez toucher à la loi Royer.

M. BARRE. — Je suis très étonné de lire chaque jour ce que j'ai fait de peur, vous dire qu'aucune décision n'a été arrêtée mais sur les deux points précis que vous avez évoqués je voudrais être clair. En ce qui concerne la politique contractuelle, je considère qu'elle est un facteur essentiel de progrès dans les relations sociales et je trouve que dans un pays comme la France, la politique contractuelle exprime à la fois le goût du dialogue, de la concertation et permet à chacun d'exercer son sens des responsabilités. J'ai dit que le gouvernement était attaché au principe

de la politique contractuelle. J'ai dit que tous les contrats qui avaient été signés dans le secteur public pour 1976 seraient intégralement respectés. J'ai dit d'autre part que la politique contractuelle ne devait pas être considérée comme une mécanique qui d'année en année permet une surenchère par rapport aux mesures arrêtées l'année précédente. La politique contractuelle doit tenir compte des conditions générales de l'économie et de la situation particulière des secteurs dans lesquels des discussions sont ouvertes et peuvent aboutir. Je crois que c'est dans cet esprit que nous devons en 1977 et dans les années à venir poursuivre l'effort entrepris en matière de politique contractuelle, effort auquel certaines organisations syndicales ont apporté un concours loyal et efficace.

Q. — Concernant la loi Royer, est-ce que vous allez y toucher également comme on l'a dit ?

M. BARRE. — Non, cela était aussi une rumeur. Je crois que la loi Royer a été largement acceptée par les milieux socio-professionnels, à laquelle elle s'adresse et qu'elle peut être un instrument de transformation des structures dans certains secteurs de l'économie française où une évolution est nécessaire. Pourquoi la modifier ?

Q. — Monsieur le premier ministre, il vous reste neuf jours — et c'est peut-être bien court — pour mettre au point définitivement votre plan anti-inflation. Alors, comment allez-vous travailler ? Allez-vous le faire, comme on l'a dit, avec des hauts fonctionnaires — on a même parlé d'un groupe de cinq experts, ou allez-vous le faire en consultant de nouveaux ?

M. BARRE. — Ce sont également les bruits et rumeurs multiples que j'ai entendus. En fait, je travaillerai comme j'ai fait depuis le début, c'est-à-dire avec mes collaborateurs immédiats, avec les fonctionnaires compétents du ministère des finances car je dois m'entourer de beaucoup d'avis et de suggestions. Cette semaine sera consacrée à la préparation du projet de loi de finances pour 1977, c'est-à-dire

le budget de 1977 et la loi de finances rectificative pour 1976. Il faut bien distinguer ces deux problèmes : en 1976, il y a un budget qui est en cours d'exécution ; il y a eu de nouvelles dépenses, par exemple les dépenses qui interviennent pour l'aide aux agriculteurs — ce ne sont pas les seules — et il y a des moyens de financement à trouver si nous voulons que le financement soit assuré dans le cadre d'une politique budgétaire et financière saine. Il conviendra donc d'établir la loi de finances rectificative pour 1976. Il était prévu que ceci serait fait au conseil des ministres du 29 septembre. La raison en était simple, c'est que la

commission des comptes de l'agriculture, qui doit fixer l'évolution du revenu agricole, ne pouvait se réunir que le 21 septembre. Or j'ai pu obtenir que la commission interne se réunisse le 14 septembre, ce qui me permettra, le 23 septembre, de saisir le conseil des ministres. Au cours de ce même conseil des ministres, je présenterai la loi de finances pour 1977, c'est-à-dire le projet de budget pour l'année prochaine accompagnée des mesures de politique économique qui définiront le programme de lutte contre l'inflation. Je tiendrai donc le calendrier que, dès le départ, avec l'accord du président de la République, je m'étais fixé.

La France est un pays calme

Q. — Est-ce qu'il n'y a quand même pas une petite contradiction entre le fait que vous avancez les mesures du 29 ou 32 septembre et le fait que vous déclarez qu'il n'y a pas le feu dans la maison ? Vous semblez assez optimiste sur les forces françaises à l'heure en ce moment.

M. BARRE. — Je n'ai jamais pratiqué un optimisme béat. Je sais qu'on aime dans ce pays où dans certains milieux, commenter indéfiniment ce que l'on appelle « les petites phrases ». J'ai dit qu'il n'y avait pas le feu dans la maison. Mais regardez la France. C'est un pays calme ; elle a des problèmes. Ce sont des problèmes sérieux. J'ai dit qu'il y avait des aspects préoccupants de la situation et je n'ai pas caché, notamment à mes interlocuteurs, que des mesures sérieuses et qu'un effort sérieux devraient intervenir. De là à affoler ou à prendre des mesures improvisées spectaculaires, il y a une marge. Quant à moi, je ne cherche pas des actions brillantes et spectaculaires qui se traduiraient par une réduction temporaire du rythme d'inflation et qui, ensuite, comporteraient une recrudescence de l'inflation. Ce qui me paraît important, c'est que nous entreprenions une action continue et globale qui puisse apporter des résultats durables en matière de hausse des prix. Voilà quelle est la position que j'ai, et j'espère qu'elle est comprise.

Q. — Monsieur Barre, les Français, si l'on en croit les derniers sondages, semblent prêts à accepter des mesures d'austérité. Mais, d'un autre côté, ils s'accommodent également de mesures d'austérité et en particulier que l'on touche aux inégalités. Alors, est-ce que vous allez nous engager à réduire les inégalités dans ce pays ?

M. BARRE. — J'ai toujours

eu au bon sens des Français. Je n'aurais pas accepté la mission que le président de la République m'a confiée si je n'étais pas sûr de trouver chez nos compatriotes une compréhension de la situation dans laquelle se trouve la France.

Dans toutes les conversations que j'ai eues, je me suis rendu compte que les Français étaient soucieux que les efforts demandés au pays soient équitablement répartis. Je suis attaché à l'esprit d'équité. Je l'ai dit le jour même de ma nomination quand j'ai quitté l'Élysée et vous pouvez être certains que je ferai tous mes efforts pour que cette équité soit respectée.

Q. La C.G.T., par la voix de M. Jean-Louis Moynet, secrétaire confédéral, a fait savoir, après la déclaration du premier ministre, que « le gros bon sens dont M. Barre cherche à faire étalage n'est pas fait pour nous rassurer ». M. Moynet craint « la suspension de toutes négociations pendant plusieurs mois ». D'un autre côté, la perspective d'un « super-impôt sévère » ne peut que « renforcer la C.G.T. dans la conviction qu'il faut agir rapidement et rapidement ». M. Moynet craint également que la perspective d'un « super-impôt sévère » ne puisse entraîner une agression directe contre le pouvoir d'achat.

Q. La C.F.T. (Confédération française du travail) n'est pas satisfaite par les propos tenus à la télévision par M. Raymond Barre. Elle a exprimé son mécontentement à la majorité ou à l'opposition, qui ont pris l'initiative de mettre en chantier une charte des libertés, la Grande Loge de France, a-t-il déclaré, est prête à apporter son concours pour élaborer un inventaire complet des « libertés concrètes ».

Q. La liberté, a souligné M. Richard Dupuy, comprend le droit de choisir et le droit d'agir. Or, lorsqu'on dispose de ces droits, on risque de se tromper et lorsqu'on se trompe, on subit la sanction de son erreur. C'est la théorie du risque, inséparable de la notion de liberté. Il faut choisir et choisir clairement entre la liberté, dont le corollaire est la répression, et la sécurité, dont le corollaire est la répression. Il faut choisir entre la société préventive et tutélaire et la société répressive et libérale.

Le grand maître a illustré ses propos en évoquant le cas de la responsabilité des juges à raison de leurs fautes personnelles.

« Si l'on veut, a-t-il affirmé, que l'organe judiciaire soit respecté de l'autorité et de la respectabilité qu'il mérite, il faut tout

M. Sanguinetti (U.D.R.) : échapper à l'alternative libéralisme-collectivisme

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a demandé, vendredi 10 septembre, son admission au centre d'études et de recherches Egalité et Liberté, créé le 18 juin 1974 par Claude Peyret, député U.D.R. de la Vienne, décédé le 7 juillet 1974, et présidé depuis par M. René La Combe, député U.D.R. de Maine-et-Loire.

« J'attends de cette adhésion, a-t-il expliqué, de pouvoir échapper au machinisme actuel qui coupe en deux, sur le plan politique, notre nation et d'entretenir des rapports, que j'espère fructueux, avec des hommes venant d'horizons politiques différents et avec lesquels nous pourrions être d'accord, soit de façon générale, soit de façon particulière, par exemple sur des problèmes de défense, d'indépendance, d'investissements ».

Cela représente pour moi, a ajouté M. Sanguinetti, un retour aux sources du gauchisme de la Résistance, c'est-à-dire le rassemblement et la recherche de cette troisième voie qui permettrait à la société française d'échapper à l'alternative libéralisme-collectivisme, pour tenter de résoudre avec l'accord du plus grand nombre, quelle que soient les origines politiques et philosophiques, les problèmes et les maux qui frappent la société française.

« (...) Cela ne me fait pas renoncer à mon appartenance à l'U.D.R., mais je ne trouve plus, actuellement, dans ce parti, les

réponses aux questions qui nous sont posées. J'attends que l'ensemble de nos compatriotes recouvrent à ce que sont nos sources », a conclu M. Sanguinetti.

(Après l'élection présidentielle de mai 1974, M. Claude Peyret s'était vivement élevé contre M. Chirac et avait fondé le CEREEL pour tenter le rapprochement de certains gauchistes avec le centre gauche. En octobre 1974, il avait critiqué les dirigeants du mouvement qui s'étaient ralliés à M. Giscard d'Estaing.)

Auteur du Manifeste de ce groupe d'études, dont il préside la commission de la doctrine, M. Roland Nussens, ancien ministre du général de Gaulle, député U.D.R. du Val-de-Marne, a rencontré, le 21 juillet dernier, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche.

Alors que M. Nussens se félicitait de voir apparaître là « un premier symptôme de « désobéissance » à la vie politique française », M. Fabre voyait dans la démarche du député U.D.R. la traduction « du trouble qui régnait dans la majorité, et en particulier chez certains gauchistes qui ne se reconnaissent pas dans la société libérale avancée » de M. Giscard d'Estaing.

Le 9 juillet dernier, M. Sanguinetti déclarait, dans une interview au « Journal de Genève » : « Être gauchiste en 1976, c'est reconnaître le droit de refuser, de critiquer la politique du président. Ce ne soutiens pas du tout l'action de M. Giscard d'Estaing, parce que j'estime que la politique conduit la France vers des maux. »

Après le convent de la Grande Loge de France

« Nous devons choisir entre une société préventive et tutélaire et la société répressive et libérale »

affirme M^r Richard Dupuy

M^r Richard Dupuy, réélu pour la troisième fois grand maître de la Grande Loge de France, a présidé, le 13 septembre, le bilan du convent dont les travaux étaient achevés la veille. Il a notamment annoncé que les effectifs de la Grande Loge sont en augmentation de 10 % par rapport à l'an dernier : treize mille membres animent trois cents loges. Adressant ses félicitations aux parlements et qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, qui ont pris l'initiative de mettre en chantier une charte des libertés, la Grande Loge de France, a-t-il déclaré, est prête à apporter son concours pour élaborer un inventaire complet des « libertés concrètes ».

« La liberté, a souligné M^r Richard Dupuy, comprend le droit de choisir et le droit d'agir. Or, lorsqu'on dispose de ces droits, on risque de se tromper et lorsqu'on se trompe, on subit la sanction de son erreur. C'est la théorie du risque, inséparable de la notion de liberté. Il faut choisir et choisir clairement entre la liberté, dont le corollaire est la répression, et la sécurité, dont le corollaire est la répression. Il faut choisir entre la société préventive et tutélaire et la société répressive et libérale ».

Le grand maître a illustré ses propos en évoquant le cas de la responsabilité des juges à raison de leurs fautes personnelles.

« Si l'on veut, a-t-il affirmé, que l'organe judiciaire soit respecté de l'autorité et de la respectabilité qu'il mérite, il faut tout

bonnement lui confier, en contrepartie du pouvoir qu'il exerce, une responsabilité qui, dans la droit présent, n'existe pas. »

Mgr Lefebvre adhère à la politique

« la plus maurrassienne »

« Au sujet de la « crise morale » qui sévit à travers le monde, M^r Richard Dupuy a abordé la question « du désarroi profond qui se traduit jusque dans les rangs mêmes de l'Eglise ». Tout en se défendant de prendre parti, « en tant que franc-maçon » dans une querelle interne à cette institution, le grand maître a notamment déclaré :

« En tant qu'hommes de tradition, nous avons, les uns et les autres, dans notre unanimité, suivi de l'extérieur, mais d'un œil plutôt sympathique, les efforts de Mgr Lefebvre pour la défense d'une tradition en péril. (...) Mais, après la messe de Lille, les bras nous en sont tombés lorsque nous avons entendu ce cardinal, parlant de réconciliation, fidèles, fulminer contre les franc-maçons, contre les protestants. (...) Nous avons compris avec tristesse que les efforts qu'il accomplissait en vue, pour nous, de préserver la pureté d'une tradition, semblaient lamentablement, dans les faits, amener de la politique à la plus maurrassienne, la plus perméable que la France ait connue. »

« France nouvelle » soupçonne

M. Elieinstein de tomber

« dans les pièges de l'occidentalo-centrisme »

Jacques de Bonis, rédacteur en chef de France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., analyse, dans le dernier numéro de cette publication, l'ouvrage de l'historien communiste Jean Elieinstein, consacré au P.C. Jacques de Bonis se montre plus critique à l'égard de cet ouvrage (analysé dans le Monde du 2 septembre) que l'humanité (le Monde du 13-14 septembre). Parlant des « idéologies laïques » de l'auteur et du fait qu'on trouve dans son

ouvrage « une abondante matière à discussion, voire à contestation », Jacques de Bonis note : « On dira peut-être qu'il est, malgré tout, été souhaitable, afin de mieux rendre compte de la cohérence du projet politique des communistes, que l'auteur, justement soucieux de souligner leur attachement au sursaut universel à toutes les étapes de la « voie démocratique », mette plus et mieux l'accent sur l'articulation entre le respect nécessaire de la volonté majoritaire et la nécessité non moins impérieuse des luttes populaires contre le grand capital à chaque instant, dans chaque circonstance du processus démocratique. »

« L'Organisation communiste Gauche ouvrière et populaire (extrême gauche), née de la fusion de Pour le communisme et du Parti d'unité populaire (ex-F.S.T. maintenu) le 5 octobre 1975, a arrêté, avec Révolution, la date du congrès de fusion de ces deux organisations. Celui-ci aura lieu les 4 et 5 décembre prochain. La déclaration publiée à ce sujet affirme : « C'est aux patrons, et à eux seuls, de payer les frais d'une sécheresse dont ils ont abondamment profité. Refusons dès maintenant l'austérité du plan Barre-Giscard en empêchant la police des salaires, en bloquant les licenciements, en imposant le droit pour les ouvriers et paysans de voter et travailler au pays. Face aux manœuvres de division, construisons l'unité populaire. »

Il reproche également à Jean Elieinstein d'avoir pas assez mis en valeur le fonctionnement démocratique du P.C.F. Enfin, il souligne : « L'accord, par exemple, pour mettre l'accent sur le contenu concret, fruit de longues et tenaces luttes populaires, des libertés improprement appelées formelles : d'accord pour déplorer une insuffisante démocratie et de regrettables atteintes aux libertés dans tel ou tel pays socialiste ; peut-on néanmoins affirmer qu'il n'existe pas, pas du tout de libertés publiques dans tous les pays socialistes, sans donner du même coup dans les pièges de l'occidentalo-centrisme ? »

M. Servan-Schreiber avance sept propositions pour lutter contre l'inflation

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber reprend et développe dans une plaquette d'une quarantaine de pages (1) les propositions de lutte contre l'inflation qu'il avait présentées dans l'Express du 30 août sous le titre : « Un pour cent de glissement du franc, c'est 1 milliard de plus de déficit pour notre commerce extérieur », le député radical de Nancy affirme : « Il n'y a pas de « mal français » ; il n'y a qu'une variante française des difficultés de tous les pays développés à maîtriser les dérives de la mutation actuelle de l'univers. »

Selon lui, la « mutation d'ordre historique dont il faut se rendre compte » est que le taux de croissance devra, à l'avenir, être réduit pour deux raisons : le transfert de richesses vers les pays producteurs de matières premières qui reprennent la hausse des cours de celles-ci ; le transfert de la consommation vers l'investissement d'une partie de la richesse nationale pour empêcher la constitution de goulets d'étranglement, lutter contre la pollution, réduire la dépendance française en produits énergétiques. « On peut viser, écrit M. Servan-Schreiber, une croissance moyenne de 3 à 5 %, pas davantage. »

Simple maintien du pouvoir d'achat

« L'impératif absolu, pour aboutir à une situation cohérente d'ici à 1980, est de consacrer, et le plus tôt possible, de 5 à 6 points supplémentaires à l'investissement productif (...). Ce qui signifie que le pouvoir d'achat individuel va devoir être sérieusement infléchi pendant plusieurs années (...). Il s'agit de faire passer la croissance annuelle du pouvoir d'achat de + 4 % au seul maintien de son niveau... si tout va bien. »

Cela soulève le problème des inégalités puisqu'une majorité de familles françaises sont à la limite du minimum vital pour subsister décemment dans un pays civilisé, alors qu'une fraction d'autres Français continuent d'avoir largement les moyens de gaspiller, de vivre dans le luxe, d'ignorer, en somme, les contraintes de l'époque. L'indispensable « mutation d'une réelle ampleur dans la distribution des ressources nationales et l'acceptation d'un freinage généralisé du pouvoir d'achat : ne seront pas possibles.

(1) L'Arme de la confiance, 2^e (Robert Laffont).

bles « tant qu'une novation politique radicale n'aura pas résolu, et ce n'est pas tout, les deux scandales qui — entre autres — bloquent tout accord : les inégalités, la fraude fiscale ». Le député radical de Nancy estime qu'une bonne partie de l'impulsion du pouvoir en France face à ces urgences vient de la « contradiction » entre deux lignes poursuivies simultanément : celle qui fait « confiance à l'homme » et celle de la « méfiance envers le citoyen de la part d'une bureaucratie qui veut faire son bien mal. »

Enfin, création de « comités complexes (publiques et privés) », la négociation des décisions : — Création d'un impôt déclaratif, modéré et annuel sur le capital. — Réforme de l'impôt sur les successions : exonération de 85 % des familles (grâce à un relèvement du seuil de taxation), mais taxes pour les autres : — Publicité des déclarations fiscales pour les hauts revenus ; — Codification des négociations dans l'entreprise ; — Concentration chaque trimestre « au niveau d'efficacité le plus élevé » l'impulsion du chef d'entreprise, respect du secret professionnel par les représentants syndicaux ; amélioration des moyens d'information mis à la disposition du comité d'entreprise ; « suffisamment à l'avance », assistance du comité par des experts-comptables payés par l'entreprise ; — Transfert aux autorités locales et régionales d'une part croissante des crédits publics, et en commençant tout de suite et par les équipements publics, pour remettre au moins le tiers des dépenses publiques à la base ; — Enfin, création de « comités régionaux pour l'emploi » (élus, chefs d'entreprise, syndicats) pour « mettre au travail les jeunes, au moins au service des collectivités » et, au-delà, « inventer » les méthodes qui permettront une régulation de l'emploi.

« Le Mouvement démocratique socialiste de France, que préside M. Max Lejeune, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale, a publié lundi 13 septembre une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Le M.D.S.F. réaffirme son soutien de principe à la politique de réformes entamée par le chef de l'Etat (...), mais ne se considérera, à l'avenir, comme solidaire des choix de la majorité que dans la mesure où l'action de celle-ci correspondra à ses options politiques fondamentales. »

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DES DEUX MONDES

Fondée en 1829

Président : JEAN JAUREG

SEPTEMBRE 1976

LE NUMERO 12 F

JUAN CARLOS I^{er}, ROI D'ESPAGNE ... 679

LA GAUCHE ET LE PROGRAMME COMMUN ... 677

ROME DU ... 678

PAUL MORAND ... 679

RENAN ET LE TRANSFORMISME ... 680

A LA DECOUVERTE DE LA SOCIALE-ROBOCRATIE ... 681

AU CONGRES DE VIENNE ... 682

NEUF LETTRES INEDITES DE TALLEYRAND ... 683

LE FONCTIONNAIRE DANS SON CADRE TERRITORIAL ... 684

LA REVOLUTION DU CREDIT ... 685

LES DEFICITS DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE (IV) ... 686

LE BICENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE : ... 687

BEAUMARCHAIS ET LES AMERICAINS ... 688

PORTRAITS ET SOUVENIRS : ... 689

LE CENTENAIRE DE MAX JACOB ... 690

HOLLYWOOD EN 1942 ... 691

PROPOS ... 692

LA POLITIQUE EXTERIEURE ... 693

LA POLITIQUE INTERIEURE ... 694

A L'UNIVERSITE ... 695

LES CHRONIQUES ET ESSAIS DE : ETIENNE WOLFF, — LEON ROUSSARD, — PIERRE DE BOISDEFRE, — ANDRE BOURIN, — GEORGES CHARENOL, — PHILIPPE SENART, — YVAN CHRIST, — FERNAND LOT, — PAULE FOUGERE, — MIRAN DE BRANCOVAN, — ANTOINE GOLEA, — ROGER REGENT, — PIERRE AUDINET, — JEAN-PIERRE ENKRI, — JACQUELINE DE CHENAY, — ANDRÉ BOGARD, — JACQUES-HENRI BORGNEQUE, — JEAN GAUMIER, — THEODORE GUONAM, — INGEGROS MARTIN-KRUMH, — PANTOMA BERAZA, — JACQUES DE RICAUMONT.

15, RUE DE L'UNIVERSITE - PARIS-VII — TEL. 261.21.49

ABONNEMENT 1 AN (12 n^{os}) : 120 F.

Spécimen gratuit sur demande

JANUARY 1977

POLITIQUE

ÉDUCATION

Libres opinions Changements

par PIERRE MARCILHACY

Le changement de premier ministre, qui a dénoué une crise gouvernementale que l'on a laissée beaucoup trop durer, se traduit par un règlement de comptes entre diverses composantes de la majorité, sans que l'opposition ait été le moins du monde consultée ce qui l'amène à ne pas se sentir concernée.

L'opinion publique en général n'a que faire des querelles de palais, des conflits d'influence voire de l'ambition des personnes. Ce sont là des jeux qui l'amuse parfois et l'irritent souvent. Ce qu'elle veut c'est se sentir gouvernée pour son bien et la satisfaction du plus grand nombre. C'est ici qu'intervient le problème constitutionnel qui tient au fait que la Constitution n'a jamais été respectée et qu'on feint de s'en apercevoir aujourd'hui.

Oui, le président de la République incarne la nation et assure par son arbitrage le fonctionnement des institutions. Oui, le premier ministre, que seul le président de la République a qualifié pour diriger, dirige les affaires du pays. Oui, l'Assemblée nationale peut obliger un gouvernement à démissionner mais elle ne peut rien contre le chef de l'Etat.

Oui, dès l'origine, il y avait, dans les textes, les germes d'un conflit entre les deux tenants du pouvoir exécutif, et c'est bien ce conflit qui risque de paralyser M. Barre.

Certes, le gouvernement dispose aujourd'hui d'une large majorité à l'Assemblée nationale, mais cette même majorité dépend de la grappe de l'U.D.R. ou de la déception des centristes. Au surplus le problème est, comme nous l'avons dit, au-delà de ces jeux ou des calculs portant sur le nombre de suffrages des députés. Il se situe au sein de cette large majorité des citoyens qui reconnaissent l'autorité constitutionnelle du chef de l'Etat mais qui ne se reconnaissent pas dans ceux qui, trop souvent, se réclament de lui.

Cette opposition qu'on enferme dans un ghetto — car je ne sache pas que ni le président de la République ni le premier ministre aient invité officiellement ses représentants qualifiés à discuter des problèmes nationaux — ne peut qu'être réservée, voire hostile. Faut-il dès lors s'étonner de la position des centrales syndicales les plus représentatives ? Or, sans elles, aucune mesure anti-inflation ne peut aboutir.

Les travaillistes sont au pouvoir en Grande-Bretagne, les socialistes en Hollande, la social-démocratie en Allemagne fédérale, et je n'évoque que pour mémoire les pays scandinaves. Ce sont des responsables politiques de gauche qui, dans tous ces pays, mettent en place des dispositifs efficaces contre le laxisme financier ou monétaire.

Comment la majorité de M. Barre, auquel nous faisons personnellement confiance sous l'angle de la compétence, de la volonté et de l'honnêteté, pourrait-elle obtenir le consensus de ceux en qui elle ne voit que des adversaires pour les futures batailles électorales ?

A cet état de choses infiniment préjudiciable au sort de la nation il n'y a que deux remèdes :

L'un, c'est de promouvoir un véritable régime présidentiel redonnant au Président la prééminence du pouvoir législatif, instituant une Cour suprême, et faisant élire le président de la République au même temps et pour la même durée que l'Assemblée nationale ;

L'autre, moins brutal, consisterait tout simplement à dissoudre l'Assemblée nationale pour sortir de l'actuelle équivoque et si, comme il est probable, une Assemblée plus à gauche que l'actuelle était élue, à créer avec elle et sous l'autorité du chef de l'Etat un cabinet représentatif de la majorité des citoyens et même, si possible, d'union nationale.

Faute d'employer l'un de ces remèdes, nous craignons que la technicité et l'évidente bonne volonté de M. Barre n'échouent. Et ce serait grand dommage pour le pays, qui risquerait alors de maudire toutes les politiques et de s'abandonner aux pires aventures autoritaires.

Le Département de PSYCHANALYSE-CHAMP FREUDIEN de l'Université de Paris-VIII, organise, dans le cadre de la formation permanente, le stage : PSYCHANALYSE, PSYCHOLOGIE, PÉDAGOGIE. — QUESTIONS : du 15 octobre au 27 novembre 76 - 49 heures d'enseignement. Enseignements et inscriptions : Université de Paris VIII, SERVICE DE LA FORMATION PERMANENTE, route de la Toraille, 75571 PARIS CEDEX 12. Tél. : 374-12-50. Poste 389 et 374-02-02.

SE GARDER A DROITE ET A GAUCHE

(Suite de la première page.)

N'ayant pu obtenir les élections législatives anticipées qu'il préconisait, il s'en est suivi que plus tardivement à nous égarer l'« aventure » et les contraintes du collectivisme et il est « résolu à consacrer toutes ses forces » à une noble entreprise : rassembler « par-delà les partis » tous ceux qui ne veulent pas du programme commun de gouvernement de la gauche.

L'ancien et futur député de la Corrèze proclame, certes, sa parfaite fidélité « à nos institutions » dont le chef de l'Etat est le garant et à la majorité qui les soutient, mais pourquoi donc veut-il agir « par-delà les partis » ? S'agit-il sur le président de la République, qui s'était lui-même publiquement opposé à tout regain d'ambition et d'influence des partis, ou ne songe-t-il pas plutôt à concurrencer son maître d'hier et à dresser, face à un éventuel « rassemblement gauchiste », quelque « rassemblement chrétien » ? Peut-il ignorer que le premier ministre actuel est mieux fondé que lui-même à se réclamer d'une totale indépendance vis-à-vis des formations politiques ? Enfin, comment peut-il se proposer d'être « jeunes loup » et « barons » du arrière-pensée pour prendre la tête du combat électoral, alors que M. Olivier Guichard a reçu mission de mener à bien, au moins pour partie, cette lourde tâche ?

On y verra plus clair dans ce nouvel épisode de la guerre entre « jeunes loup » et « barons » du gauchisme lorsque seront précisées les « initiatives » annoncées par M. Chirac, mais on doit s'attendre à ce que M. Chirac, secrétaire général de l'U.D.R., envisage de se situer « par-delà les partis » sans que son successeur, M. Guéhenno, ne s'efforce de puiser celui-ci indique : « Il n'y a entre les déclarations de M. Jacques Chirac et la façon dont nous apprécions la situation à l'U.D.R. aucune divergence, ni de principe, ni de fait ».

Le trouble et l'incertitude subsistent de toute évidence parmi les « gauchistes », et l'on a bien dû mal à croire que l'unique dessein d'un grand « rassemblement » désapprouvé soit de ramener la sérénité dans la maison. M. Barre aurait-il à se garder demain à la fois à gauche et à droite, que l'on n'en serait pas autrement surpris.

RAYMOND BARRILLON.

● L'ouvrage de M. Giscard d'Estaing sur la société libérale rassemblée portera le titre de *Démocratie française*, a indiqué lundi matin 13 septembre M. Jean-Pierre Lecat, porte-parole de l'Élysée. Publié aux éditions Fayard, il aura de 170 à 180 pages et sera mis en vente au début du mois d'octobre.

● Mme Valéry Giscard d'Estaing visitera les 22 et 23 septembre « un ensemble de réalisations à caractère social » dans plusieurs communes du département de l'Indre.

● MM. Henri Coudane et Jacques Pelletier (Gauche démocratique), respectivement sénateurs du Lot-et-Garonne et de l'Aisne, animateurs du Comité d'action pour une démocratie sociale, ont annoncé, lundi 13 septembre, qu'ils participeront, « à titre d'observateurs et dans le cadre d'une opposition de dialogue », à une réunion du centre d'études de recherche Égalité et Liberté, que préside M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne.

● Le Monde a signalé, le 18 août 1976, que le président Giscard avait rendu une ordonnance de référé donnant acte, et ceci à la demande de M. Gilles de La Rocque, d'un accord sur l'insertion d'un encart au *Décès de la III^e République*, par Henri Dubief (éditions du Seuil). L'encart vient de paraître, mais avec une erreur : le prénom de M. Gilles de La Rocque a été remplacé par celui de Guy.

Plus de douze millions de jeunes Français sont rentrés en classe

Les organisations d'enseignants et de parents mobilisent leurs adhérents pour des « actions locales »

Dix millions cinq cent vingt mille élèves dans l'enseignement public et plus de deux millions dans l'enseignement privé sont rentrés en classe ce mardi 14 septembre, de la maternelle au lycée. C'est dans une école maternelle de Chéry-sur-Marne (Aisne) que M. René Haby, ministre de l'éducation, a participé à cette rentrée. Il a assisté à l'ouverture de la dixième classe maternelle créée en France depuis qu'il occupe son poste de ministre.

Par rapport à d'autres rentrées, celle de 1976 est marquée par une relative modération des syndicats d'enseignants, qui n'ont pas, pour l'instant, lancé de mots d'ordre nationaux et qui mobilisent leurs adhérents pour des actions locales. Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) annonce deux jours de grève dans le secondaire pour les 23

et 24 septembre, tandis que le Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.) s'est donné jusqu'au 21 septembre pour faire le point.

Les organisations d'enseignants et de parents critiquent sévèrement la politique scolaire actuelle et annoncent qu'elles seront vigilantes. Mais on n'a pas assisté aux polémiques et aux offensives de ces dernières années, sauf à propos du coût, pour les familles, de la rentrée scolaire.

Idi ou là des « bavures » étaient signalées ce mardi matin. A Brunoy (Essonne), les enseignants du lycée Talma ont commencé l'année par une grève. Dans la Seine-et-Marne et dans l'Ille-et-Vilaine, l'organisation des transports scolaires provoque des difficultés sérieuses (lire en pages 8 et 9 notre supplément éducation).

● Le Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S., affilié à la F.E.N.) a invité ses adhérents à organiser dès la rentrée des réunions « unitaires » avec les autres catégories de personnel et les parents, afin d'examiner les conditions de la rentrée. Le S.N.E.S. souhaite que soient décidées des actions concrètes, « y compris la grève », et en « assurera à tous les niveaux la coordination nécessaire ». Le bilan de ces actions sera tiré le 21 septembre. D'ici là, le S.N.E.S. aura rencontré M. Haby. Le S.N.E.S. organisera avant la fin du mois une journée nationale d'action.

Le syndicat a d'autre part, annoncé, le 13 septembre, le remplacement de ses deux publications, *l'Université syndicaliste* et *l'Université d'informations*, qui paraissent alternativement chaque mois, par un hebdomadaire unique, *l'Université syndicaliste*. Le tirage sera de cent vingt mille exemplaires.

● S.N.E.S., 1, z. de Courty, 75341 Paris, Cedex 07, tél. 555-77-45.

● Le syndicat C.G.T. de l'enseignement technique déclare que, dans les collèges d'enseignement technique, « plusieurs milliers de syndiqués d'enseignants et de parents ont pris part à la manifestation du 13 septembre ».

● F.E.E.P., 31, boulevard Barthier, 75017 Paris, tél. 155-63-29.

● La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.E.P.), que préside M. Antoine Lagarde, lance un appel à la « concertation » et à la « sérénité ». Reconnaissant que « tous les problèmes ne sont pas encore résolus », elle appelle de ses vœux un « plan concerté » entre le ministre, les organisations de parents et les syndicats d'enseignants. La fédération met en garde contre « l'agitation et la contestation qui perturbent le travail scolaire et portent atteinte au renom de l'enseignement public ».

● L'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL) a dénoncé l'augmentation des dépenses de scolarité et les mauvaises conditions de travail dans certains établissements. Des « mesures d'urgence » sont proposées par l'UNCAL, dont une aide financière de 300 francs aux familles défavorisées, la création de trois mille postes de professeurs d'éducation physique et le versement d'une allocation-chèque aux anciens lycéens à la recherche d'un premier emploi.

● F.C.P.E., 209, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél. 544-18-53.

● M. Louis Mezardieu, député du Calvados et député du P.S. à l'éducation, en présentant le projet de plan des socialistes (le Monde du 14 septembre), a annoncé, le 13 septembre, une campagne contre la politique scolaire gouvernementale. Il a accusé le gouvernement de cacher une réalité « médiocre » et la faiblesse des moyens accordés à l'éducation derrière « des changements superficiels ». Cette situation s'accompagne, selon lui, d'un renforcement de l'autoritarisme, et sous une « apparente volonté de dépensier », de la multiplication des interventions politiques « dans le seul but de gagner les élections ».

SC.PO

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :

- Examen d'entrée 1^{re} année ;
- Procédure admission 2^e année ;
- Soutien en cours d'A.P. ;
- Concours E.N.A. ;
- Maillot - Nation Saint-Péters

3 CENTRES CEPE

Groupeement libre de professeurs 37, rue Charles-Lafitte, 92115 Neuilly 752-34-34 ou 745-45-19

(PubliCité)

Professions Comptables

SI VOUS VOULEZ VOUS ORIENTER VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

Préparez chez vous l'examen Préparatoire de l'E.C.C., presque toujours indispensable pour vous orienter vers l'expertise comptable. Un seul centre de préparation dévoué dans l'industrie, le commerce et les professions libérales.

Centre de la préparation par correspondance : 10, rue de la République, 92115 Neuilly 752-34-34 ou 745-45-19

OSFB

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

Parce que l'Anglais s'apprend sur place...

Pendant toute l'année SEJOURS LINGUISTIQUES EN GRANDE-BRETAGNE

au titre de la formation permanente ou de la promotion personnelle, pour étudiants (à partir de 18 ans) et pour adultes.

Stages : immersion - de 10 jours pour les adultes (début, anglais) ; sessions intensives - 3 et 4 sem. durant l'été ; Stages - longue durée - avec préparation aux examens ; 3 à 7 heures de cours quotidiens LABORATOIRE DE RECHERCHE A CROSBY HOUSE SCHOOL (BOURNEMOUTH)

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

OSFB

pour une documentation complète et gratuite

NOM : _____

ADRESSE : _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

On ouvre à Levallois

Ce n'est pas sans appréhension que M. Jean-Claude Michelon, le quarantenaire républicain d'un Monsieur-tout-le-monde, est rentré de vacances.

Nommé directeur de la nouvelle école primaire de la rue de Lorraine à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), il avait trouvé en juin le gros œuvre à peine achevé. Aujourd'hui, il respire. Son nouveau domaine fleurit bon la peinture fraîche, les derniers gravats ne sont plus qu'un mauvais souvenir, les tableaux noirs viennent d'être posés. Et s'il ne dispose pour l'instant en tout et pour tout dans son bureau que d'un humble meuble, il a bon espoir de dénicher parmi le matériel que les agents municipaux achèvent d'installer les quelques chaises qui lui permettront de faire face aux premières visites des parents.

Ce n'est pas seulement son école que M. Michelon a trouvée changée, c'est tout le quartier. Certains immeubles en construction ont encore gagné en hauteur ; dans d'autres, en voie d'achèvement, les rideaux apparaissent aux fenêtres. Malgré une odeur tenace de béton frais, la vie s'installe peu à peu.

Dossier en main, le nouveau directeur fait ses comptes : deux classes par année, du cours préparatoire au cours moyen deuxième année, deux classes d'« adaptation ». — Voyez les listes, ce ne sont pas des noms à consonnance étrangère —, les effectifs sont, pratiquement au complet. Trois cents « têtes blondes » découvriront donc le jour de la rentrée leurs nouvelles classes, vert tendre, mauve pâle, bleu ciel ou ocre rouge : l'architecte n'a pas lésiné sur la couleur. Pour quelques-uns des élèves,

ce ne seront que des retrouvailles. Accompagnés de six de leurs professeurs, ils déménageront simplement d'une école à l'autre, donnant un peu d'oxygène au vieil établissement décapité où ils se rendaient chaque matin à quelque distance de là.

Vieux Levalloisien, M. Michelon connaît déjà ses six « collègues » qui feront le voyage. Pour les autres, c'est l'inconnu. Des têtes qu'il ne verra que le jour de la rentrée, des noms qu'il ne connaît pas toujours, à qui l'on a réservé les cours préparatoires, ceux pour lesquels il n'y a jamais beaucoup d'aspirants.

Le jour de la rentrée est aussi une date pour la municipalité. Constructeur et payeur, elle livre aujourd'hui l'école à l'éducation nationale. Affable et précis, M. Parfait Jans, député, maire (P.C.) de Levallois, fait, lui aussi, ses comptes. Coût total : plus de 6 millions et demi : subvention de l'Etat : 747.000 francs. Une grosse somme que la municipalité, déjà endettée, aura du mal à éponger. Mais outre qu'à Levallois — ce n'est pas al courant — les équipements collectifs sont rarement en retard sur l'achèvement des nouveaux quartiers, les prochaines élections municipales valent bien ce sacrifice.

B. L.-G.

CABRAL?
Pedro Alvarez, mais aussi Amílcar et Luis

CARPENTIER?
Georges mais aussi Aléjo

GUZMAN?
d'Alfarache, mais aussi Martin Luis

JACKSON?
Andrew, mais aussi Mahalia

c'est aujourd'hui que vous vivez !

... alors il vous faut un dictionnaire qui vous renseigne aussi sur vos contemporains !

PETIT LAROUSSE EN COULEURS

OU DANS LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ

mise à jour, comme chaque année, l'édition 1977 vient de paraître. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année. Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures), organisée par un établissement affilié.

EAD
Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 742.86.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

(PUBLICITE)

SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE

Établissement d'enseignement privé
reconnu d'utilité publique

PRÉPARATION A TOUS LES EXAMENS COMPTABLES DE L'ÉTAT

- Cours promotionnels du soir :**
67, bd Haussmann, 75008 (4^e ét.). Tél. 265-46-31.
- Cours à plein temps - Centre-Europe S.C.F.**
67, bd Haussmann, 75008 (2^e ét.). Tél. 265-89-98.
- Formation professionnelle continue :**
39, rue de Moscou, 75008 (2^e ét.). Tél. 292-23-26.

si vous hésitez encore à faire un choix, pour vos enfants, pour vous-même,

La Rentrée des classes a lieu tous les jours...

à l'ECOLE UNIVERSELLE

Notre enseignement par correspondance vous offre :

- des études, suivies, régulières, personnalisées,
- un métier assurant une qualification, la sécurité de l'emploi.

Demandez l'envoi gratuit de la brochure qui vous intéresse en précisant les initiales et le N°563

Études	Métiers
TOUS LES CLASSES-TOUS EXAMENS	CC COMPTABILITÉ
ES ETUDES SUP. DE SCIENCES	CC COMMERCE
ED ETUDES DE DROIT	CC SECRETARIAT
EL ETUDES SUP. DE LETTRES	CC POUR DEVENIR FONCTIONNAIRE

SOCIÉTÉ NOUVELLE
ECOLE UNIVERSELLE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE
59, Bd EXELMANS 75781 PARIS CEDEX 16

EPPREP ÉCOLE DE PUBLICITÉ, PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'Enseignement Technique

- Statut étudiant
- Doux années d'études
- Cours par demi-journée
- Rentrée 11 octobre 1976

- Étudiants voulant acquérir une formation professionnelle
- Bacheliers et élèves du niveau des classes terminales

- Carrières : Publicité, Tourisme, Commerce, Relations Publiques

- Diplômes d'État : BTS Publicité, BTS Tourisme, BTS Distribution Commerce, BTS Commerce Extérieur.
- Mêmes préparations en cours par correspondance.

10, rue de la GRANGE-BATELIÈRE - 75009 PARIS
Tél. 770.61.60 Métro : Richelieu-Drouot
Réception de lundi au vendredi et sur rendez-vous

E.P.P.R.E.P.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

DOUZE MILLIONS
CINQ CENT MILLE ÉLÈVES

La dernière rentrée avant la réforme

Dans le dédale des « filières »

L'ORGANISATION et les programmes de l'enseignement vont changer à partir de la rentrée 1977, par suite de la réforme Haby, qui doit être achevée en 1981. Pour la dernière fois, cette année, les élèves seront tous accueillis dans le système éducatif « ancien modèle », dont nous présentons l'organisation ci-dessous.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

● **Ecole maternelle.** — L'enseignement pré-scolaire n'est pas obligatoire. Les enfants peuvent être admis à partir de deux ans. Mais, compte tenu du nombre de places, la priorité est souvent donnée aux enfants les plus âgés. Les jeunes élèves sont répartis en petits, moyens et grands. Des jeux et une préparation aux premiers apprentissages leur sont proposés.

● **Ecole élémentaire.** — A six ans les enfants commencent leur scolarité obligatoire, qui se poursuivra jusqu'à seize ans dans le second degré.

L'enseignement élémentaire dure cinq ans : cours préparatoire (C.P.), puis deux années de cours

la cinquième, cependant, certains élèves sont orientés vers des classes à caractère « préparatoire » menant à un collège d'enseignement technique ou à l'apprentissage. La classe préparatoire technique de niveau (C.P.P.N.) reçoit les élèves de quatorze et quinze ans sortant de cinquième qui n'ont pas été admis en quatrième. Ils aménagent ni dans un collège d'enseignement technique ; la classe préparatoire à l'apprentissage (C.P.A.), ceux qui ont plus de quinze ans à la sortie de cinquième, et les élèves sortant de C.P.P.N. Ceux-ci peuvent aussi entrer au collège technique pour préparer un C.A.P. en trois ans.

A seize ans, à la sortie d'une C.P.A., on peut signer un contrat d'apprentissage.

A l'issue de la troisième, tous les élèves changent d'établissement pour entrer dans un lycée ou un collège d'enseignement technique.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

● **Premier cycle.** — Il correspond aux classes de sixième, cinquième, quatrième et troisième, qui sont organisées dans les collèges d'enseignement secondaire

(C.E.S.) et général (C.E.G.), ainsi que dans certains lycées.

Jusqu'à 1974, le premier cycle était divisé en trois « filières » : I (type lycée avec un professeur par discipline) ; II (type collège avec deux professeurs enseignant deux ou trois disciplines) ; III (classes de transition avec un ou deux professeurs). La filière I n'existe pas dans les C.E.G.

M. René Haby, ministre de l'éducation, a invité, il y a deux ans, les chefs d'établissement à rassembler les élèves de sixième, en précisant que les élèves en difficulté pouvaient être accueillis dans des classes à programme allégé et à effectif limité à vingt-cinq élèves.

La fusion des filières I et II, assez largement effective en sixième puis en cinquième, est étendue cette année aux classes de quatrième et de troisième. Il subsiste cependant des classes « aménagées » pour les élèves qui ont besoin d'un enseignement de « soutien » en français, en mathématiques ou en langue vivante.

En sixième et en cinquième (cycle d'observation), les disciplines au programme sont les suivantes : mathématiques, français, première langue vivante, histoire, géographie, instruction civique, biologie, dessin, éducation musicale, travaux manuels, éducation physique.

En quatrième et en troisième, s'y ajoutent la technologie et, sauf dans les « classes aménagées », au moins une option choisie entre le latin, le grec, une seconde langue vivante ou un enseignement renforcé de la première langue.

● **Orientations.** — A la fin de

LES PRÉVISIONS POUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

NATURE DES ENSEIGNEMENTS	PRÉVISIONS D'EFFECTIFS 1976-1977	VARIATIONS PAR RAPPORT À 1975-1976
● PREMIER DEGRÉ		
Enseignement préélémentaire	2 876 000	+ 36 000 (1,6 %)
Enseignement élémentaire	3 925 000	+ 29 000 (0,7 %)
Classes de fin d'études	1 400	+ 1 000 (50 %)
Enseignement spécialisé	190 000	+ 12 000 (6,7 %)
TOTAL	6 992 000	+ 6 000 (0,1 %)
● SECOND DEGRÉ		
Premier cycle	2 604 000	+ 16 000 (0,6 %)
Lycées :		
— Second cycle général	443 000	+ 2 000 (0,4 %)
— Second cycle technologique	315 000	+ 23 000 (7,6 %)
— Classes préparatoires aux grandes écoles	31 000	+ 1 000 (3,3 %)
— Sections de techniciens supérieurs	32 000	+ 3 000 (10,3 %)
TOTAL LYCÉES	821 000	+ 25 000 (3,1 %)
Second cycle court (C.E.T.)	601 000	+ 28 000 (4,8 %)
Enseignement spécialisé	702 000	+ 9 000 (1,3 %)
TOTAL SECOND DEGRÉ	4 055 000	+ 72 000 (1,8 %)
TOTAL GÉNÉRAL	10 992 000	+ 70 000 (0,6 %)

* Compte non tenu des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs.

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Les statistiques fournies par le ministère de l'éducation ne tiennent pas compte de l'enseignement privé. D'après les renseignements obtenus auprès du secrétariat général de l'enseignement catholique et de la Fédération nationale de l'enseignement privé laïque, ce sont plus de deux millions d'élèves qui sont attendus dans ces établissements.

Du côté de l'enseignement catholique, on ne peut faire de prévisions pour l'année scolaire qui commence. Voici quels étaient les effectifs l'an dernier : pré-scolaire, trois cent quarante-trois mille ; primaire, huit cent quarante et une mille ; secondaire, cent cinquante-trois mille ; technique, cinquante-deux mille. Au total, ces établissements accueilleraient deux cent quarante-deux mille élèves.

Dans l'enseignement privé non confessionnel, les prévisions pour la rentrée de septembre 1976 sont les suivantes : élémentaire, vingt-cinq mille ; secondaire, vingt-cinq mille ; technique, cinquante-deux mille. Au total, ces établissements accueilleraient deux cent quarante-deux mille élèves.

DICTIONNAIRE ACTIF NATHAN

Un nouveau Dictionnaire pour les enfants de 5 à 9 ans

tout en couleurs — 1200 illustrations

288 pages — 34,00 F

FERNAND NATHAN

100 pages 150

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

effectifs dans les enseignements techniques, diminution dans l'enseignement classique et moderne.

Les établissements de premier cycle (à l'exception de la trilogie) ne progressent plus que très légèrement (0,5 %), après le « boom » de ces dernières années. Parmi les deux millions six cent quatre mille élèves de ce niveau, 80 % sont accueillis dans des collèges d'enseignement secondaire. Les statistiques du ministère montrent une lente diminution des effectifs dans les premiers cycles de lycées. La transformation de la totalité des premiers cycles de lycées en C.E.S. engagée en 1983 par la réforme Fouchet, aurait dû être achevée il y a plusieurs années mais des résistances locales, surtout à Paris, ne l'ont pas permis.

DANS le second cycle (classes de seconde, première et terminale), la population scolaire augmente légèrement (vingt et un mille de plus que l'an dernier). Cette progression est due uniquement à la forte poussée de l'enseignement technologique long, qui gagne vingt-trois mille élèves (plus 7,5 %), tandis que l'enseignement classique et moderne, condu-

sant au baccalauréat général, en perd deux mille.

La poussée de l'enseignement technique se confirme au niveau du second cycle court (enseignement technique), qui gagne vingt-six mille élèves. L'augmentation sera surtout sensible dans les classes préparant en deux ans aux brevets d'enseignement professionnel et aux certificats d'aptitude professionnelle. Les effectifs de jeunes entrant en apprentissage, enfin, sont estimés pour l'année qui commence à deux cent mille. L'enseignement spécialisé, qui s'adresse aux élèves handicapés ou en difficulté, accueillera cette année douze mille enfants de moins dans la première degré et neuf mille de plus dans le second degré. Selon le ministère, la diminution au niveau du premier degré a deux explications : effet des actions de prévention et maintien plus fréquent des handicapés en milieu scolaire normal.

LA troisième année scolaire de M. René Haby au ministère de l'Éducation est la dernière avant la réforme qu'il a engagée. Dès septembre 1977, les classes des cours pré-

paratoires et de sixième seront transformées. Les innovations ont donc été plutôt reportées à l'an prochain et c'est une année d'attente qui s'ouvre, de mise au point définitive des programmes futurs. Le ministre, en lançant un appel à la modération des revendications, a-t-il des chances d'être entendu ? Sur le plan technique de l'accueil des élèves, peu de difficultés graves sont à attendre. Mais tout-il croit que les syndicats et l'opposition de gauche attendront passivement l'an prochain ? La lutte continuera, d'autant plus vive que les échéances électorales se rapprochent.

Le premier ministre et le ministre de l'éducation se plaisent à souligner que, parmi les difficultés de la France, les difficultés de la rentrée scolaire, s'il s'en présente, doivent être appréciées à leur juste place dans la hiérarchie des priorités. Les enseignants ne refuseront pas de participer à l'« effort » de solidarité qui sera demandé à tous les Français, mais les incertitudes sur le budget de 1977 les ont déjà mis en alerte. Ils demanderont sans doute à ne pas être plus « solidaires » que d'habitude.

BRUNO FRAPPAT.

DE L'AGRÉGÉ A L'AUXILIAIRE

On enseigne et où ? En France, il n'est pas si facile de répondre à la question. On compte environ 280 000 maîtres dans les écoles primaires et maternelles publiques, 190 000 dans les lycées et collèges de premier cycle, 42 000 dans les collèges d'enseignement technique (C.E.T.). Selon ce schéma théorique, ne devraient enseigner dans les écoles que des instituteurs formés (en deux ans maintenant) dans les écoles normales départementales ; dans les établissements secondaires stricto sensu, que des professeurs (agregés ou certifiés) recrutés par concours après quatre ou cinq années d'études à l'université ; enfin, dans les C.E.T., que des professeurs formés dans les écoles normales d'enseignement professionnel.

Mais plusieurs phénomènes ont transformé ce schéma en une grille d'une infinie complexité. D'abord, la structure des établissements a été plusieurs fois remaniée. Sont ainsi entrés dans le premier cycle, avec les collèges d'enseignement général (ou les classes de type C.E.G.), et les classes de transition et pratiques, les professeurs d'enseignement général de collège ou P.E.G.C. (« normaux » pour la plupart, aujourd'hui formés en deux ans à l'université plus une année d'études dans un centre spécialisé), et les instituteurs.

Surtout, la poussée démographique et la prolongation spontanée de la scolarité ont amené, jusque vers 1970, à recruter, en marge des concours, des auxiliaires non diplo-

més en grand nombre, pour l'enseignement primaire d'abord, puis pour le secondaire et la technique. Aussi peut-on trouver dans le même établissement — notamment dans le premier cycle secondaire — des enseignants appartenant à six « corps » différents, sans parler des professeurs d'éducation physique — qui ont une formation différente et reçoivent d'une autre administration — et des auxiliaires de chaque caté-

gories.

Le problème le plus grave est celui de l'« auxiliaire ». Recruté à titre précaire, l'auxiliaire, auquel on confie volontiers les classes les plus difficiles, peut en principe perdre son emploi sans indemnité aucune à la rentrée suivante, et même être renvoyé ad nutum, en cours d'année, s'il est jugé incompétent... ou mal-pensant. En fait, certains ont été maintenus longtemps en poste, notamment dans les académies défavorisées du nord et de l'est de la France, tant que les concours normaux de recrutement ne fournissaient pas un nombre suffisant de maîtres. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée, par suite de la décade démographique et de l'achèvement de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans (même dans les classes maternelles, les effectifs augmentent beaucoup moins vite que les années précédentes). Au contraire, le

nombre de bacheliers et de diplômés de l'enseignement supérieur n'a cessé d'augmenter. La situation des auxiliaires est cependant fort différente selon les ordres d'enseignement. Par le nombre d'abord : on comptait en 1975-1976 environ 21 000 instituteurs non titulaires (soit environ 10,5 %), et environ 18 000 maîtres auxiliaires d'ans ; l'enseignement secondaire (12,5 %) plus de 11 000 dans les C.E.T. (25 %).

Par le statut ensuite : un instituteur « remplaçant » (recruté seulement avec le baccalauréat) a normalement la possibilité de passer le certificat d'aptitude professionnelle et d'être titularisé après quelques années d'exercice ; un grand nombre des instituteurs actuels ont suivi cette voie. Au contraire, un maître auxiliaire du second degré ou d'un technicien ne pouvait jusqu'à ces dernières années que préparer les

concours normaux de recrutement, comme les étudiants des universités, mais avec moins de chances qu'eux de les réussir (et de moins en moins). Le gouvernement a décidé, en 1975, de réformer complètement l'auxiliaire. Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) a obtenu pour ses membres un plan de titularisation ; la priorité est accordée à l'enseignement préscolaire, et le désir de maintenir les écoles rurales y ont aidé. Seize mille postes (dont 4 000 en 1976) ont déjà été créés pour titulariser des instituteurs payés jusqu'à sur des crédits de remplacement de maîtres malades ou en congé. Mille autres vont l'être à cette rentrée : à partir de l'automne 1977, le ministère ne doit plus recruter d'auxiliaires.

Dans l'enseignement secondaire et la technique, un premier « plan de réorption » après 1968 avait permis de titulariser 10 000 auxiliaires du second degré et 9 000 des C.E.T. Aujourd'hui le problème posé n'est plus celui du nombre des auxiliaires mais de l'« excédent » de professeurs par rapport aux postes disponibles. Dans le secondaire, compte tenu de la stabilisation démographique, les nouveaux enseignants entrant en concurrence avec les maîtres auxiliaires.

Le nombre de postes aux concours de recrutement, dépasse largement les besoins de renouvellement (par décès, départs à la retraite, etc.) d'un corps professoral jeune : par exemple, en 1975 il y avait 450 nouveaux titulaires de lettres modernes, pour 20 postes vacants. Pour pouvoir garder les maîtres auxiliaires, il avait fallu créer, à la dernière rentrée, 3 000 postes supplémentaires, et mettre 1 450 nouveaux certifiés à la « disposition des recteurs ».

Cette année, malgré le passage de quelque 2 500 adjoints d'enseignement dans le corps des certifiés et la diminution du nombre de postes à l'agrégation et au CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), la situation s'est encore aggravée. Pour accueillir les nouveaux titulaires en « nombre » (800 en lettres, 500 en histoire et géographie, plusieurs centaines en espagnol), il a fallu récupérer des postes qui n'étaient pas occupés par des titulaires, en particulier en éducation musicale et en arts plastiques. Cependant, près de 800 certifiés, essentiellement « littéraires », restent sans affectation il y a quelques jours. De nombreux maîtres auxiliaires ne retrouveront pas de poste : plus de 2 000 pour les académies de la région parisienne ; selon les syndicats et les groupements d'auxiliaires, 10 000 pour toute la France.

Dans les collèges d'enseignement technique, en revanche, la proportion d'auxiliaires demeure considérable (32 % pour l'enseignement pratique) en raison des difficultés de recrutement et de formation ; 750 seulement sur plus de 11 000 ont été titularisés par un concours interne spécial.

GUY HERZLICH.

CINQ CENT MILLE ENSEIGNANTS

Une « résorption » ambiguë

Vingt-sept bureaux au service des familles

« L'appel de votre nom, vous vous dirigez vers le bureau 18. » Dans le grand hall, une centaine de personnes attendent que l'hôte les appelle. Depuis le 6 septembre et jusqu'au 18, au siège de chaque académie, des services spécialisés fournissent aux familles des renseignements sur les inscriptions ou les problèmes de la vie scolaire. A Paris, le centre « spécial rentrée » est installé au rez-de-chaussée de l'hôtel des examens, rue Mably. Une vingtaine d'attachés d'administration, répartis en différents bureaux, accueillent le public et répondent aux questions. Les deux premiers jours de l'opération, près de sept cents visites ont été enregistrées, et le standard téléphonique est saturé.

« Je viens de m'installer à Paris et je voudrais inscrire ma fille en classe de 4^e. » « Que devient la demande d'inscription de mon fils en C.E.T. ? » Les inscriptions représentent 80 % des démarches. Certaines affectations ont été laissées en suspens au mois de juin. Des familles brusquement mutées dans la région parisienne ne savent pas où inscrire leurs enfants.

Dans la plupart des cas, il faudra attendre la rentrée scolaire pour dénicher exactement les places restées vacantes dans certaines classes. En effet, malgré les importants fichiers, une mise à jour rigoureuse des effectifs ne peut être effectuée : les chefs d'établissement contractent directement des inscriptions, et des arrondissements de Paris, essentiellement le 19^e et le 13^e, sont l'objet de mutations importantes difficilement prévisibles.

La rapidité des interventions, dont l'opération « spécial rentrée » s'encadre, est également variable selon les sections et les niveaux, les inscriptions ne présentant aucune difficulté. Par exemple, pour les branches commerciales, mais nécessitent un délai important pour les classes de seconde technique.

Mais il y a des questions plus insistantes : « Je dois à une bourse professionnelle. Je veux terminer mes études en Allemagne. » Connaissiez-vous une section de dessin industriel spécialisée en aéronautique ? Les services d'accueil ont constitué des « fiches-réponses types », afin de faire face rapidement et avec précision.

Dans certains cas ne relevant pas directement de la compétence des services, l'intéressé sera dirigé vers d'autres lieux, comme un élève de terminale, par exemple, repart muni d'une liste impressionnante d'organismes chargés de location de chambres.

En 1975, le centre d'accueil a enregistré un nombre important d'inscriptions venant de jeunes Vietnamiens. Cette année, dès le début de l'opération, plusieurs centaines de Libanais ont effectué la même démarche. « Je suis Libanais, j'ai vingt-deux ans, je voudrais m'inscrire en terminale. » « Existe-t-il des équivalences entre les diplômes délivrés en France et au Liban ? » Les services « Hôpital des examens » mettent tout en œuvre pour favoriser l'accueil des jeunes émigrés. Ainsi, l'équivalence du niveau d'études qui n'existe que l'élève vient d'un collège reconnu par la France, est accordée après un simple test effectué dans un centre d'information et d'orientation (C.I.O.). Pour ceux qui possèdent une attestation d'inscription immédiate, la limite d'âge, souvent dépassée, demeurant le seul obstacle.

Rien que le phénomène demeure marginal, une dizaine de familles guadeloupéennes ont souhaité inscrire leurs enfants dans la métropole pour les éloigner du volcan de la Soufrière.

« Mon fils vient de l'enseignement privé ; peut-il passer dans le public ? » « Je refuse l'inscription de mon fils dans ce lycée, il a mauvaise réputation. »

Mme Caroff, responsable du

centre d'accueil, constate « la marée montante de demandes qui coule à certains lycées paros que certains disent que, ou il paraît, trait qu'en mai 1968... » Dans ce cas un démenti remplacé, le plus souvent, la mutation.

Pour l'entrée dans l'enseignement public d'un élève venant du privé, l'hôte essaie de décourager les demandes : « Les examens sont clos, madame. » Mais, si la personne insistée, elle est dirigée vers le service correspondant à la classe demandée. L'obligation scolaire, le principe de gratuité, l'ouverture de l'école à tous et à toutes l'important sur la vieille querelle.

L'opération « spécial rentrée » est-elle un succès ? La question n'a pas été posée. Cependant, les trois mille demandes de renseignements relevées à Paris l'année dernière témoignent de son utilité. Et si, dans le domaine des inscriptions, une meilleure coordination entre les chefs d'établissement et les services d'accueil est souhaitable, de longues démarches sont évitées aux familles.

Cette opération n'a vraisemblablement pas réussi à « changer le usage de l'administration en le rapprochant du public », comme le souhaite Mme Treflet, chargée de l'accueil au ministère ; du moins a-t-elle contribué à supprimer certains obstacles.

Tous les renseignements sur les adresses et les numéros de téléphone des services « spécial rentrée 1976 » peuvent être obtenus en appelant les numéros suivants : 705-21-22, 705-21-23, 705-21-24, 705-21-25 et 705-21-26.

ALAIN GENESTAR.

COLLÈGE SÉVIGNÉ

Établissement d'Enseignement Privé Laïque Mixte
Directrice : Mlle MONTADES, agrégée de l'Université

Préparation aux AGRÉGATIONS

Étudiants présents et correspondants

formation de DIRECTRICES

de jardins d'enfants et classes de petits

Externat - Demi-pension - De jardins d'enfants aux baccalauréats
28, RUE PIERRE-NICOLE 75005 PARIS - 033-33-06 et 90-55

BACHELIER ou NON

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

venez préparer une carrière de cadre commercial aux débouchés nombreux et sûrs (Gestion, Marketing, Informatique, Secrétariat)

E.P.P.A.

Enseignement privé

14, bd Gervais-Saint-Cyr-174
754-38-51

ÉCOLE D'ART MARTENOT

23, rue Saint-Pierre, 92280 Neuilly
624-34-03 et 624-01-63

Participation de l'art au développement général

ENFANTS ET ADULTES

ÉDUCATION MUSICALE ET ENSEIGNEMENT INSTRUMENTAL

sous une forme vivante suscitant le plus vif intérêt des élèves.

DESSIN, PEINTURE, MODELAGE

RELAXATION

DANSE EXPRESSIVE

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE

SECRÉTARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

DE LA RUE DE LIÈGE

secrétariat de direction

secrétariat médical

40, rue de Liège

Paris 8^e

Tél. 387.58.83 et 387.52.90

Le Monde de l'éducation

numéro de septembre

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

une école "vivante"



un enseignement "sur mesure" à partir d'une orientation personnalisée

des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés par le Service de Placement de l'Association des anciens élèves

l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

Ecole des Secrétaires de Direction (enseignement privé)

15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez une documentation

nom, prénom, adresse

niveau études

ESRA ÉCOLE SUPÉRIEURE DE RÉALISATION AUDIO-VISUELLE

FORMATION À LA CONCEPTION ET À LA RÉALISATION DE FILMS, DE PROGRAMMES VIDÉO, DIAPORAS POUR L'INFORMATION, LA FORMATION ET LA PUBLICITÉ.

Admissions : en 1^{re} année pour les bacheliers, en année préparatoire pour les non-bacheliers de niveau terminal.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 25 septembre 1976

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

mes 10 000 mots

le seul dictionnaire spécialement conçu pour les moins de 12 ans

100 000 exemplaires vendus en 3 mois

RENTÉE 1976 :

GRAND JEU CONCOURS DU DICTIONNAIRE

nombreux prix à gagner

pour vos enfants de 7 à 13 ans

bulletin de participation chez votre libraire.

Bordas

Établissement d'enseignement privé fondé en 1460

Collège Sainte-Barbe

près du Panthéon

4, rue Volette - 75005 Paris

Tél. : 033-43-97

Jeunes gens - Jeunes filles

Internat (gargons)

Externat surveillé - Demi-pension

Enseignement secondaire - toutes classes

Laboratoires de langues

PRÉPARATIONS : H.E.C. - Institut d'Études Politiques

Écoles supérieures de Commerce - Écoles Nationales Vétérinaires

École de Commerce et d'Administration

SECTION SUPÉRIEURE D'ÉCONOMIE

SOCIÉTÉ

Les familles de malades mentaux réclament l'application rapide de la loi sur les handicapés

De notre correspondant

Reims. — Le malade mental est un malade comme les autres. Quand la société en sera convaincue, que le malade soit guéri ou stabilisé de l'hôpital psychiatrique ne lui fera plus peur, elle le réintégrera, lui rendra la place qui est la sienne. Cette réhabilitation du malade, la multiplication des centres de réinsertion, l'appel à la compréhension de l'opinion publique, telles ont été les principales conclusions, assorties d'innombrables vœux des travaux du congrès de l'Union nationale des familles de malades mentaux (UNAFAM), qui récemment réuni pendant trois jours à Reims sur le thème « Le malade mental et son environnement hors du milieu hospitalier ».

La psychiatrie moderne, fondée sur la chimiothérapie et la psychothérapie permet de guérir ou, pour le moins, de stabiliser la maladie mentale dans une proportion de plus en plus importante. On sait aussi que le législateur, conformément à la loi d'orientation sur les handicapés du 30 juin 1975, a décidé de prendre en compte la réinsertion sociale des malades et de mettre en place les établissements qui en ce moment font cruellement défaut, les seuls foyers de post-cure existant actuellement étant dus à l'initiative privée, comme le Foyer de l'amitié, créé à Reims en 1974. Or les décrets d'application de ce texte important, articles 46 et 47, doivent être pris avant la fin de l'année.

Pour l'UNAFAM, l'action essentielle à entreprendre est d'ordre psychologique. Il faut forcer le mur du silence dressé par la société face aux malades mentaux ; il faut, par une information largement diffusée, dédramatiser, démythifier la maladie mentale et parvenir à la mettre au rang de « maladie ordinaire ». L'article 56 de la loi d'orientation des handicapés prévoit cette information : il ne reste donc qu'à la traduire dans des textes d'application que l'UNAFAM compte réclamer avec insistance.

Dans le même temps, elle a décidé de prendre contact avec les familles pour les déboulonner avec les enseignants et les employeurs, les syndicats ouvriers,

les Églises et surtout les mass media, pour qui, trop souvent, la maladie mentale n'est abordée qu'à travers des faits divers à sensation. L'UNAFAM souhaite aussi engager le dialogue avec les psychiatres pour leur demander de se montrer plus disponibles avec les familles.

La réinsertion du malade mental stabilisé par les loisirs (création de foyers, de clubs de vacances, etc.) et surtout par le travail a retenu le plus longuement l'attention des congressistes. L'insuffisance des structures d'accueil intermédiaires entre l'hôpital psychiatrique et le retour à la vie normale a été regrettée une fois de plus. Mais la loi du 30 juin 1975 prévoit la création de telles structures. L'UNAFAM, la encore, va réclamer sa rapide application et le règlement du problème financier de la prise en charge et souhaite que le plus tôt possible soient prises des mesures pour favoriser le travail à temps partiel des handicapés en leur confiant, si possible, des tâches non répétitives dans l'administration ou les entreprises privées. Elle demande que soit correctement appliquée la loi qui oblige les employeurs à embaucher au moins 3 % des handicapés dans leur personnel, et que ceux qui appliquent la loi soient aidés financièrement.

● Un colloque sur la liberté d'information et l'obligation pour les pouvoirs publics de communiquer les informations se tiendra à Graz (Autriche), du 21 au 23 septembre, sous les auspices du Conseil de l'Europe. Il réunira à l'université de Graz des experts gouvernementaux désignés par les ministères de la Justice et des affaires étrangères des pays membres du Conseil et sera ouvert au public.

Les rapports préparatoires au colloque analysent les dispositions actuellement en vigueur dans les différents pays et font des propositions de nature à faciliter un meilleur accès des citoyens aux informations relatives aux activités gouvernementales et administratives.

Devant l'ambassade roumaine

LA LONGUE ATTENTE DE Mlle LEPILLIER

Depuis jeudi 9 septembre, une jeune femme fait les cent pas devant l'ambassade de Roumanie à Paris. Mlle Marie Lepillier attend. Cela fait deux ans qu'elle attend. Démarches, lettres, coups de téléphone n'ont pu fléchir les autorités de Bucarest. Pourtant, son exigence n'a rien d'excessif. Elle veut simplement que son fiancé, le national roumain, puisse la rejoindre en France.

An refus qui lui est opposé, elle répond pour se faire entendre — par la grève de la faim. Mlle Marie Lepillier espère toujours. Elle ne mangera plus jusqu'à ce que son fiancé lui soit rendu. Interpellée jeudi soir par la police, puis relâchée après un contrôle d'identité, elle est revenue vendredi à son porte. Outre les amis qui plâtraient avec elle dans cette rue calme du 7^e arrondissement, deux Roumains sont venus en renfort. Il s'agit de deux réfugiés politiques, MM. Coudan et Sarbulescu, qui ont insisté sur Roumanie, l'un sa femme et ses enfants, l'autre sa fille. Ils ont, sur aussi, décidé de ne plus s'aligner. Ils espèrent être rejoints par d'autres. Mais Mlle Lepillier veut à présent que, en ce qui la concerne, le problème n'est pas politique.

Deux policiers en civil pénétrèrent devant l'ambassade, dont les responsables restent sceptiques. « Ce n'est pas une affaire d'État », Mlle Lepillier est plus âgée que son fiancé, mais ne plaie pas à la famille ; nous n'y pouvons rien. La jeune femme s'insurge contre ces déclarations : « J'ai tous les matins ma belle-mère au téléphone qui m'embrasse et m'embrasse en faisant sur place des démarches. » — B. R.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Patrick Depailler et Ronnie Peterson courront pour l'équipe Tyrrell en 1977

De notre envoyé spécial

Monza. — Le constructeur britannique Ken Tyrrell a renouvelé pour 1977 son accord avec le pilote français Patrick Depailler. L'engagement du Sud-Africain Ronnie Peterson étant intervenu quelques jours auparavant, l'équipe Tyrrell sera donc formée, pour la prochaine saison, de Patrick Depailler et de Ronnie Peterson. Le Sud-Africain Jody Scheckter quitte Tyrrell sans doute pour courir chez Frank Williams, qui dispose désormais d'importants moyens financiers.

Ken Tyrrell a décidé de poursuivre l'expérience tentée cette année avec la voiture à six roues. Le développement de ce type de monoplace, amélioré en fonction de l'expérience acquise tout au long de la saison, est en cours de construction, et les nouvelles voitures à six roues devraient entrer en service pour les premiers grands prix de 1977. Considérées, à tort, comme relevant d'une opération publicitaire, les Tyrrell à six roues ont, en fait, démontré qu'elles pouvaient être tout à fait compétitives, mais il est vrai aussi que, dans un premier temps, elles n'ont pas apporté de révolution en formule 1. Avec cette voiture, Scheckter a remporté un grand prix (Suède), et le plus souvent Scheckter tout comme Depailler ont été en mesure de se battre pour les premières places. Le bilan peut donc être considéré comme positif, même si d'autres espoirs ont accompagné la construction de ce type de voiture.

En 1977, Tyrrell devrait recevoir de nouveaux moteurs, soit au début de l'année une version plus puissante du Cosworth, soit en fin de saison le tout nouveau Cosworth dont la construction a été décidée pour combattre la supériorité des moteurs Ferrari et même, dans certains cas, du moteur Matra qui équipe la Ligier. Il n'est toujours pas exclu, d'autre part, que Tyrrell fasse un essai avec le moteur turbo-compressé de la règle Renault, encore que le constructeur français n'ait pas connaissance de ses intentions à ce sujet.

A Monza lors du Grand Prix d'Italie, Ken Tyrrell a pu suivre facilement la course de ses deux pilotes, Peterson et Depailler, sans trop disperser son attention. Peterson et Depailler ont bouclé un certain nombre de tours rapides dans les ruelles de la piste, mais ils n'ont pas pu, en fin de compte, Patrick Depailler a été le seul à réellement menacer Ronnie Peterson, vainqueur sur March. Peterson devrait être une bonne ressource pour Tyrrell. Il a toujours la réputation de compter parmi les plus rapides, et son palmarès comporte huit victoires en grands prix.

FRANÇOIS JANIN.

FOOTBALL

LE DÉBUT DES COUPES D'EUROPE

Saint-Étienne face aux difficiles Bulgares

Saint-Étienne, Marseille, Nice et Sochaux participent, dès ce mercredi 15 septembre, au premier acte des coupes d'Europe. Les Marseillais entrent dans la course avec les vainqueurs de coupe, tandis que Nice et Sochaux disputent la coupe de l'UEFA. Première née de ces compétitions continentales, la coupe des clubs champions reste la plus prestigieuse, celle qui suscite, en tout cas, le plus d'engouement.

Les Français y sont d'autant plus attachés qu'ils en ont suivi les premières heures de gloire avec Reims — deux fois finaliste — et qu'ils se sont passionnés pour les exploits de Saint-Étienne, demi-finaliste en 1975 et finaliste en 1976. Le champion de France commence sa nouvelle saison européenne en Bulgarie, où l'attend le C.S.K.A. de Sofia. C'est le club qui a dominé le football bulgare depuis la seconde guerre mondiale, remportant dix-neuf fois le championnat national et gagnant dix fois la coupe, en réalisant huit fois le double coupe-championnat.

Vainqueur d'Ajazz

Club central des sports de l'armée, le C.S.K.A. se trouve déjà en tête, cette saison, de championnat de Bulgarie après la sixième journée. Sa réputation, cependant, n'aurait guère

dépassé les frontières de son pays, s'il n'avait accroché à son tableau de chasse des adversaires aussi titrés que l'Ajax d'Amsterdam, le F.C. Barcelone ou la Juventus de Turin. Que Sofia se soit enroulé effaçant devant des clubs plus modestes n'enlève rien au peu de cas que ses joueurs semblent faire du glorieux passé des équipes qui lui sont opposées. Les Stéphanois, qui connaissent un début de saison difficile (ils sont neuvièmes du championnat de première division après la sixième journée), ne peuvent compter que sur leur seule expérience des compétitions internationales pour s'imposer en Bulgarie. Ils en sont conscients, et leur capitaine, Jean-Michel Larqué, déclarait avant son départ de Saint-Étienne : « La Bulgarie sera deux fois sur notre chemin, car, après la coupe d'Europe, l'équipe de France jouera à Sofia pour la coupe du monde. Les Bulgares sont bien armés physiquement. Il m'a semblé que leur style se rapprochait de celui des Yougoslaves. »

Quant à l'entraîneur Robert Herbin, il se félicite d'avoir à jouer le premier match en terre étrangère, comptant en tirer d'utiles enseignements pour le match « retour », le 29 septembre à Saint-Étienne.

La rencontre sera retransmise à la télévision mercredi 15 septembre, sur Antenne 2, à partir de 18 h 55.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

RIDEAU SUR RAIMU

Voilà deux jours qu'on nous parle de Raimu à la télévision. On en parle, mais on ne nous en dit rien ou pas grand-chose de très révélateur. Il est difficile, je sais bien, d'évoquer trente ans après sa disparition — à propos, de quoi est-il mort ? — il est difficile de livrer à la curiosité du public les clés de quelqu'un que l'on a admiré, aimé, ou parfois envié, détesté, saisi-on jamais. A en croire ceux qui l'ont approché de près, Marie Bell, Michèle Morgan, Roger Richet, Georges Simenon, c'était un camarade, un partenaire dévoué, attentionné, scrupuleux, un tendre, un timide doublé d'un coléreuse, un instinctif, un grand enfant. L'adieu ? Oui, sans doute. Cette avie — immédiatement qualifiée de légendaire, ce qui en l'exagérant lui enlevait de sa crédibilité — s'arrêtait à la porte de ses placards, en tout cas, il s'habillait avec élégance, avec soin.

De lecture très banale, extraits de films, d'entretiens mêlés, battus, distribués sur la table de montage, les deux portraits présents dimanche et lundi, par FR3 et par TF1, étaient à peu près identiques. Interviewé ici et là peu avant sa mort, Marcel Pagnol s'est bien gardé de raconter les brouilles, les rancœurs, les chicanes qui l'ont si souvent opposé à son fabuleux interprète. On les devinait par recoupement. Certes, Jules c'est ainsi qu'il s'appelait Jules Murais — ne comptait pas que des amis. Exigeant pour lui-même et pour les autres, il cachait rarement sa façon de penser et ses remarques étaient toujours justifiées. Cela lui a valu quelques inimitiés.

Est-ce que ce n'a pas été la cas à la Comédie-Française justement ? Est-il vrai qu'il a été très mal accueilli par les sociétaires, inquiets de voir ce M. Jourdain de la scène et de l'écran plâtrer leurs plates-bandes ? On percevait, sous les propos légers de Pierre Berthoin, de Louis Seigner, de sombres drames, de terribles humiliations. En être réduit à ne jouer de toute une saison qu'une pièce en un acte, l'anglais tel qu'on le parle, pour un homme de sa stature, de son talent, cela a dû être un crève-cœur de chaque instant. Comment réagissait-il ? Personne ne s'en est enquis.

On aurait voulu en savoir davantage aussi sur sa vie privée, sur sa mère, sur sa femme Esther, évoquée, un ou deux fois, comme ça, en passant. On venait de le retrouver dans l'homme au chapeau rond, éternel mari, plutôt féroce, assez étranger au héros de Dostoïevski indifférent à la mort de la petite Lisa. Lui-même avait-il des enfants ?

Questions oiseuses, indiscrètes, stupides, dictées par la mauvaise habitude, par le mauvais goût que développe une certaine presse à sensation ? Je ne le pense pas. Derrière les personnages qu'incarne un acteur de génie, c'en était un, il y a évidemment un personnage, et derrière ce personnage, une personne. Ce deuxième rideau, les témoins de ses vécus au Fouquet's, de sa ponctualité aux répétitions, du souci qu'il avait de son prestige, ne l'ont pas levé. Domage.

CLAUDE SARRAUTE.

NOMINATIONS A LA DIRECTION DE L'INFORMATION DE RADIO-FRANCE

● MM. Jacques Perrier, Robert West et Jean-Pierre Eliebach ont été respectivement nommés directeur adjoint, secrétaire général et rédacteur en chef à la direction de l'information de Radio-France par Mme Jacqueline Baudrier, en accord avec M. Michel Péricard, qui dirige ce service.

Les deux premiers postes n'existent pas antérieurement : MM. West (administration) et Perrier assument ensemble la rédaction en chef.

LA CHASSE SUR TF1

● TF1 diffuse, jusqu'au 15 septembre, à 19 h, des émissions quotidiennes d'une quinzaine de minutes, chacune ayant pour thème « La chasse en France ». Pierre Willemin, des « Actualités », avec le concours du ministère de la qualité de la vie et de l'Office national de la chasse. La première émission, opérée par le service « chasse » de nature domestique, montrant les difficultés d'existence d'une faune perpétuellement remisée en cause par la transformation de son environnement et le développement des moyens de braconnage industriels. Le maintien des principaux gibiers de France est l'un des sujets abordés ensuite. Quelques candidats au permis de chasse et des étudiants de l'Ecole nationale professionnelle et technique de la chasse viendront également témoigner.

TRIBUNES ET OPINIONS

MARDI 14 SEPTEMBRE

— La sexologie est le sujet du magazine de France-Inter à 19 h 20.
— Les féministes s'expriment à la tribune libre de FR3 à 19 h 40.
— L'Égypte est-elle en danger ? La question du débat des « Dossiers de l'écran » vers 22 heures.

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

— M. Jacques Attali (P.S.) est l'invité du « 13-14 » de France-Inter.

— M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, est l'invité de France-Inter à 19 h 20.

— L'U.D.R. s'exprime à la tribune libre de FR3 à 19 h 40.

— M. Olivier Guichard, ministre d'État, garde des sceaux, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », qui comprend une interview de M. Jimmy Carter et une séquence sur l'athlétisme après les jeux olympiques, sur Antenne 2 à 21 heures.

MARDI 14 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF1

20 h 35. Les dossiers de l'écran. Film : « Le Visiteur », de J. Gold (1973), avec T. Howard, M. Sheen, C. Cusack, A. Keir.
Vers la fin de XX^e siècle, un jeune prêtre est envoyé dans une île d'Irlande, pour mener à sa soumission à Rome des moines qui continuent de dire la messe en latin et repoussent les innovations de l'Église.

CHAÎNE II : A2

20 h 30. Variétés : Jean Sahlon ; 21 h 30. Le sens de l'histoire (La féminité), de J. Aurel et J. Laurent ; 22 h 30. Sur la gravure : Ombre et lumière (Hans Hartung) ; 23 h 30. Journal.

CHAÎNE I : TF1

De 12 h 15 à 20 h. Programme ininterrompu... à 13 h 35. Les visiteurs du mercredi. 20 h 30. Téléfilm : « Adios » (première partie) d'après K. Hagedorn, adapté F. Verry et A. Michel, réal. A. Michel avec J.-F. Morin, A. Gaylor, J. Seroy, M. Dessere.
Adaptation en trois fois une heure et demi du roman autobiographique, et de la dernière œuvre du célèbre historien, et chroniqueur sportif, mort le 13 août dernier. Un journaliste sportif se remémore son enfance et son adolescence...

CHAÎNE II : A2

De 13 h 35 à 20 h. Programme ininterrompu... à 18 h. Un sur cinq ; 19 h. Football : Sofia-Saint-Étienne en Coupe d'Europe (seconde mi-temps à 20 h 10).
21 h. Magazine : C'est à dire, de G. Leroy ; 22 h 30. Série : Un shérif à New-York ; 23 h 30. Journal.

MARDI 14 SEPTEMBRE

20 h 35. Les dossiers de l'écran. Film : « Le Visiteur », de J. Gold (1973), avec T. Howard, M. Sheen, C. Cusack, A. Keir.
Vers la fin de XX^e siècle, un jeune prêtre est envoyé dans une île d'Irlande, pour mener à sa soumission à Rome des moines qui continuent de dire la messe en latin et repoussent les innovations de l'Église.

CHAÎNE III : FR3

20 h 30. Westerns, films policiers, aventures : « L'Attaque de la maille-poste », de H. Hathaway (1950), avec T. Power, S. Hayward, H. Martow, D. Jagger (N.).

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h 5. Dialogues : la cohabitation chrétienne, avec P. Solignac et J.-F. Six ; 21 h 20. Film : Festival d'art contemporain de Royan ; récit de J. Melano, pianiste (Consort, Koenig, Public, Finland).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Présentation du concert ; 21 h. En direct des Semaines musicales de Berlin 1976. Concert en mémoire de H. Weiser : l'Orchestre philharmonique de Berlin, direction K. Böhm, interprète les symphonies n° 29, 40 et 41 de Mozart ; 22 h 25. Musique traditionnelle italienne ; 24 h. L'équipe savoye.

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

CHAÎNE III : FR3

20 h 30 (R.). Un film, un auteur : « La vie privée d'Elizabeth d'Angleterre », de M. Curiz (1939) avec B. Davis, E. Fivyn, O. de Havilland, D. Crisp.
Épique du comte d'Essex, dont l'ambition est sans mesure, la reine Elizabeth I^{re} est livrée entre son amour et la raison d'État. Une reconstitution historique superbe et le choc de deux grandes volées des années 30.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h 5. (M.). Bibliographie : P. Soliers ; 21 h 35. Musique de chambre, avec les pianistes H. Scherer et C. Gruber ; le flûtiste A. Nicot et le Trio à cordes français ; 22 h 35. Entrées avec E. Grimaud ; 23 h. De la nuit ; 23 h 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h 30. En direct du festival festival de Pèrs, salle Feytaud, par l'Orchestre de chambre anglois, soliste et direction M. Perella ; 21 h. Symphonie n° 6 « Haydn » ; 22 h. Concertos pour piano et orchestre n° 9 et n° 21 (Mozart) ; 23 h. Musique traditionnelle italienne ; 24 h. Musique de théâtre (Brecht-Deuss).

Lotez votre TV couleur pour 133 F s4
(146 F par mois et 12 mois gratuits)
Option d'achat facultative : 60 points de service dans la région parisienne ou 739.33.75

NOVA-TEL
739.40.40
la couleur et le noir et blanc large choix de portables design.

100 pages 150

RELIGION

POINT DE VUE

LA LIBERTÉ DES ENFANTS DE DIEU

par RÉGINALD RINGENBACH (*)

« Au-delà du débat provoqué par la rébellion de Mgr Lefebvre, le Père Réginald Ringenbach donne un point de vue théologique et répond notamment aux questions posées par André Piette dans « le Monde » du 27 juillet et du 31 août.

SUR le cas de Mgr Lefebvre, puisque tout a déjà été dit, et souvent dans la confusion la plus absolue de tous les problèmes, je voudrais ajouter ceci : il était et il reste indispensable que cet évêque, qui se réclame du seizième siècle, soit traité avec les moyens du seizième siècle ; et puisqu'il veut le catéchisme du concile de Trente, son rite de la messe, qu'il en accepte aussi la discipline. Pie V qu'il veut suivre de si près fut obligé d'imposer son « nouveau rite » à ceux qui se réclamaient de ses prédécesseurs. Et il le fit avec la rigueur qu'on lui connaît.

Mais est-ce bien de Dieu qu'il s'agit en cette affaire ? A l'évidence, non ! Et nous avons quelques raisons de nous méfier de ceux qui se prennent tout soudain pour les détenteurs de l'honneur de Dieu. Cela même inamoviblement à quelque inquisition. Il est tout aussi clair que dans cette affaire on utilise et manipule ceux qui sont véritablement « perdus, paumés » dans ce qu'ils prennent pour un changement. J'ai bien dû expliquer à mon père scandalisé que « la communion dans la main » est une très ancienne tradition, laquelle a même le mérite de remonter à la Cène ! Il est vrai, encore, qu'on tire le « peuple de Dieu », enfin redécouvert, à hue et à dia, qu'on le somme de « prendre ses responsabilités », cependant que d'autres lui « concèdent une charte » que d'autres ont peine à lui « octroyer ». Et, depuis bien longtemps, on n'avait guère habitude ce peuple de Dieu — réalité d'ailleurs oubliée — à autre chose qu'à obéir.

Et pourtant : « On vous a appris que... et moi je vous dis que... » On est peut-être en train de découvrir que cette parole ne vaut pas seulement pour l'Ancien Testament.

C'est pourquoi je prends très au sérieux les questions de M. Piette. M. Piette écrit que les deux piliers de la religion chrétienne sont : 1) la transcendance ; 2) l'effort moral per-

sonnel épanoui en charité. A cela, je réponds : non. C'est totalement insuffisant ; car, à ce compte-là, nul ne fut plus chrétien qu'un Platon, un Aristote, un Socrate, un Celse, un Marc-Aurèle, un Lao-Tseu, un Bouddha. Ils l'étaient même plus que beaucoup de « chrétiens » si ce sont là les critères de la « religion » chrétienne. Et la tentation de ces critères-là ne date pas d'aujourd'hui : le Moyen Âge essaya de faire des grands philosophes grecs des « saints » avant la lettre. Il le fit parce que la communion des saints, précisément, transcendait l'histoire à ses yeux. Mais que leur manquait-il à ces esprits souverainement intelligents pour être dits « chrétiens » : un rien, la foi !

Qu'est-ce qui scandalisait un Celse, qu'est-ce qui scandalisait Augustin avant sa conversion ? Ce n'est pas du tout, mais alors pas du tout, que les chrétiens prétendent que Jésus est Dieu : on avait l'habitude : on avait bien divinisé les empereurs. Non. Ce qui scandalisait ces esprits, c'est d'oser prétendre que Dieu soit cet homme, EST cet homme ; c'est l'incarnation qui faisait et fait scandale. Et dans la mesure même où ces hommes avaient une très haute « idée » de Dieu, ils étaient davantage scandalisés. Celse ne pouvait admettre que l'Éternel infini puisse être appréhendé dans une nature finie — tout comme Augustin — que le Transcendant soit devenu Immanent. Voilà ce que Dieu a bousculé, voilà où gît aussi l'identité chrétienne, voilà le scandale historique et éternel. Les Pères de l'Eglise pensaient même que ce scandale-là explique le péché et la chute des anges ; ils ne pouvaient admettre que Dieu se fasse homme ; ange, à la rigueur, mais homme ? Paradoxalement, sous l'orgueil on trouve toujours le mépris de l'homme ; et ce n'est pas vrai seulement pour les anges...

M. Piette, dans son premier article, écrivait : « Simples fidèles, nous demandons d'y voir clair. » Bonne requête, si l'on n'oublie pas, cependant, que l'important n'est pas d'y voir clair (je souligne ce « y », car je vais m'expliquer), mais d'aimer.

Et la deuxième question : « Qu'on nous dise ce qu'il y a dans l'Arche. » Je veux oublier que M. Piette termine sur une mauvaise plaisanterie le-

paragraphe où il pose cette grave question. Oui, Pilate aussi était en recherche, et c'est chaque jour que chacun de nous se lave les mains quand il s'agit de témoigner de l'une ou l'autre conséquence de l'incarnation, quand il s'agit de proclamer que Dieu s'est compromis et qu'il faut se compromettre comme lui. Voici pourquoi :

IL N'Y A RIEN DANS L'ARCHE. Car, pour le chrétien, l'Arche, désormais, c'est le corps humain de Dieu, c'est l'humanité de Dieu, en Jésus le Christ d'abord, et exemplairement (et donc dans ce qu'il nous a laissé de lui, son eucharistie), et en nous ensuite, nous les hommes, de tous les lieux, de tous les temps. Être chrétien, c'est témoigner de l'humanité de Dieu, de sa tendresse infiniment proche, de sa proximité dans tous nos efforts, luttés, combats. Être chrétien, c'est reconnaître d'abord non qu'un homme soit Dieu (cela, encore une fois, ne distingue pas le chrétien), mais que Dieu est devenu homme, a pris chair en la personne de ce Jésus de Nazareth. C'est, et dans le même mouvement, reconnaître, témoigner que la divinité de l'homme est inscrite, parce que l'humanité de Dieu est encore incomplète : tant qu'elle ne récapitule pas toute la nôtre. Complète en Jésus, elle est inscrite en nous. Il manque quelque chose au corps du Christ, disait saint Paul (à propos de la souffrance). Quel donc ? Nous l'humanité à nous tous.

Un acte libre

Et voyez à ce signe combien l'être humain fut totalement assumé, transcendé par la « prise de corps » de Dieu ; dans toutes ses dimensions, et jusqu'à la mort : l'amour, le politique, l'économique. En Jésus éclate l'assomption totale de tout ce qui nous fait, de tout ce que nous sommes. De sorte que Dieu ne cessera de devenir homme tant que durera la devenir divin de l'homme. Mais cette fois, et depuis que le mort est reconnu vivant, Dieu est de notre côté. Et l'humanité singulière de Dieu est, fut crucifiée en Jésus par la conjugaison des trois pouvoirs ; et son humanité universelle, faite de toutes les nôtres, sera originaire et sera vivante, à cause de,

cette « toile de Dieu » (voyez encore saint Paul).

Être chrétien, c'est témoigner que l'Arche est vide, que l'Arche c'est nous. C'est bien cela qui est difficile à admettre, à vivre. Car cela ne nous fait pas encore les égaux de Dieu ; c'est plus grave : c'est Dieu qui s'est fait notre égal.

J'ai répondu ainsi à la troisième question de M. Piette, je crois. Il demande qu'on nous dise : « Voilà ce que, toujours, vous devez croire. » J'en ai dit le contenu sur lequel l'Eglise, jamais, et quelles que fussent les vicissitudes historiques qu'elle traversa, jamais elle n'a changé, varié. Car pour l'application de ce fondement-là, son monnayage, il peut et doit être aussi divers que l'est et le sera l'humanité de Dieu. Et si l'Eglise a failli dans le passé, c'est pour avoir méconnu que l'humanité de Dieu n'est pas immuable... Mais cela m'entraînerait trop loin.

Quant au « devoir croire », encore une fois, non. C'est une formulation intellectuelle. J'y réponds de même : « croire » est l'acte libre par excellence et, peut-être, le seul acte libre : une fois posé, c'est-à-dire chaque jour, on en fait l'inventaire, chaque jour, à l'aide de la lumière que donne la tradition présente, explicitée avec amour par l'Eglise, toute l'Eglise, et singulièrement par ceux que le peuple de Dieu délègue et que Dieu investit pour cette tâche. (Car le pape est élu, on perçoit l'oublier !)

Mais tout cela explique aussi — (l'humanisation de Dieu) — qu'on ne s'entend plus guère sur le « devoir croire. Dieu merci ! On finira, sans doute aucun, par retrouver l'aimer croire. Et c'est peut-être bien cela qui nous manquait. Une tête pleine ne remplace pas un cœur vide ; un cœur plein ne peut faire l'économie d'une tête ordonnée. L'Eglise, nous tous, est quelque part entre les deux. Situation inconfortable. Dieu a sans doute eu tort de réaliser son dessein : « Et le Verbe s'est fait chair ». Nous passons notre temps à le renvoyer dans sa transcendance. Il faut croire qu'il résiste. Et l'Eglise manifeste cette résistance chaque fois que l'Esprit s'en mêle d'un peu près. Alors, de quoi avez-vous peur, hommes de peu de foi ? Pourquoi riez-vous votre nuque, hommes de l'institution ? Pourquoi craignez-vous la « liberté des enfants de Dieu » ?

(*) Dominique, ancien directeur général des Editions du Cerf.

Maurice Clavel

« Dieu est Dieu, Nom de Dieu ! »



110 000 ex.

« Le déjà vieux modernisme n'a pas à céder la place à de pires vieilleries. L'Eglise n'a pas à changer de maîtres ou de diaboliques. Le choix ne doit pas être entre braderie-foire et musée des horreurs. Goulag et Inquisition ! »



Lentilles de contact miniflexibles.

Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

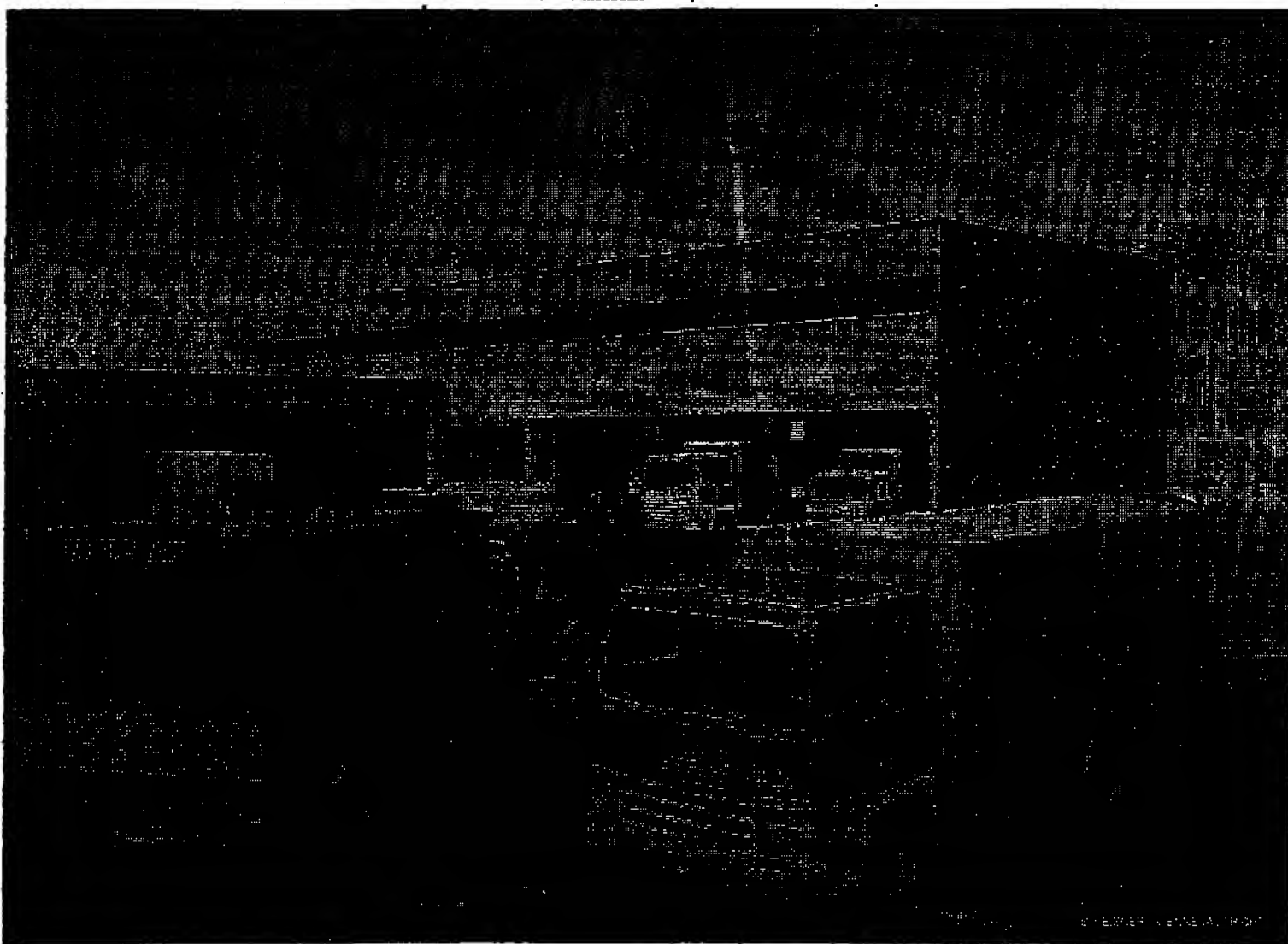
A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Conseil

UNE NECESSITE POUR L'AVENIR: LA DIMENSION EUROPEENNE.



Berliet a le réseau "poids lourds", le plus dense de France :

aucun point du territoire n'est à plus de 50 km d'une succursale ou d'un concessionnaire Berliet.

Berliet n'aura pas, du jour au lendemain, dans tous les pays d'Europe, le même réseau qu'en France. Mais déjà en moins de deux ans, nous avons ouvert 52 points

de service en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, en Autriche, portant ainsi à 84 leur nombre en Europe. Et nous poursuivons cette implantation pour assurer une assistance toujours plus efficace aux transporteurs internationaux qui sont nos clients.

réseau berliet

GRUPE BERLIET



PLUS QUE JAMAIS LES MOYENS DU PROGRES.

Les régions

Le Plan et la DATAR dans la même aventure

Tous des provinciaux

LE plan de bataille nationale contre l'inflation que met au point M. Raymond Barre aura-t-il pour la politique d'aménagement du territoire des conséquences fâcheuses ou heureuses ?

Les dirigeants sont depuis longtemps divisés sur l'importance à accorder à la politique de rééquilibrage régional. Pour certains, puisqu'il s'agit de distribuer les fruits de la croissance d'abord au profit des zones les plus déprimées, cette répartition ne peut s'accomplir qu'en période d'expansion économique rapide. Mais pour d'autres il serait particulièrement injuste que les régions défavorisées fassent, plus que d'autres, « les frais » de la récession ou de la stagnation. Les temps de « sacrifices » ne doivent pas être un prétexte pour relâcher l'effort d'aménagement équilibré de la France.

Sans prétendre trancher un débat dans lequel la science économique et la pratique politique hésitent encore, il faut remarquer que l'âge d'or de l'expansion régionale a coïncidé, de 1950 à 1972, avec un temps de forte croissance, alors que, depuis la crise du pétrole, elle marque le pas. Les résultats sont plus maigres, la doctrine hésite, les hommes installés au centre du dispositif eux-mêmes se lassent et doutent. Pourtant, la persévérance dans l'effort et la rigueur dans le choix des priorités régionales conditionnent à l'évidence la réussite d'une telle politique.

Voilà pourquoi l'idée de rattacher l'aménagement du territoire à la planification relève à la fois de la logique et de l'efficacité.

Eviter que l'exode démographique ne reprenne dans l'Ouest, transformer le Nord ou la Lor-

raine, marqués depuis des décennies par la civilisation minière, rattacher les coulloirs rhénan et rhodanien aux grandes voies de circulation européenne, sortir le Massif Central d'un isolement mortel, sont des tâches qui relèvent toutes de la solidarité nationale et demandent une politique à long terme.

L'aménagement régional risque d'alimenter l'inflation, disent les financiers. Et c'est vrai que la réalisation d'équipements anticycliques ou de créations d'une usine dans une région rurale éloignée des marchés de main-d'œuvre qualifiée ou de consommateurs peut représenter de lourds handicaps. D'une certaine manière, l'aménagement du territoire dans une économie libé-

rale, c'est l'inverse de la rentabilité immédiate.

Mais les maux — budgétaires et humains — d'une concentration urbaine excessive ne sont-ils pas aussi insupportables ? Un kilomètre d'autoroute à Paris coûte dix fois plus cher que dans le Sud-Ouest et cinq fois plus cher qu'à Lille ou à Lyon.

L'inflation serait-elle mieux contrôlée si la centralisation politique et administrative relâchait quelque peu son étau ? Difficile, sur ce point encore, de trancher : les experts réfléchissent à ce type de corrélation. On constatera toutefois que le rythme de hausse des prix est beaucoup plus faible en Allemagne fédérale, en Suisse ou aux Etats-Unis, par exemple, qu'en France.

« Le vert me manque »

Les « maisons » de la DATAR et du Plan, auxquelles on a officiellement confié une mission interministérielle, sont donc invitées à vivre ensemble. Ce n'est pas une innovation, mais, jadis, la cohabitation, pour des raisons tenant aux personnes, n'a pas toujours été aisée. La politique et aussi la politique économique, là encore, seront indissociables de l'action concrète et disciplinaire de fait mener un ministre de l'aménagement convaincu de l'importance de ses prérogatives.

M. Jean Lecanuet se souviendra à coup sûr de ce que disait il y a quelques mois M. Olivier Guichard, orfèvre en la matière : « En vérité, il n'y a pas de tâche plus politique que l'aménagement du territoire. »

La maire de Rouen passe, comme ses amis réformateurs, pour être le défenseur d'une régionalisation qui ne soit pas seulement de façade. Nous voilà de nouveau au cœur de la politique et des institutions. Les arbitres, peut-on prévoir, seront

délicats lorsque se retrouveront autour du président de la République MM. Pompidou, Guichard et Lecanuet, tous trois intéressés de près par l'avenir des collectivités territoriales.

Il y a fort à parier en tout cas que l'unité sera réalisée au moins sur un point : finies les métropoles et les mégapoles bouillonnantes ; c'est dans les villes petites et moyennes que la qualité de la vie ne sera plus un vain mot.

Il y a cinquante ans, Antoine de Saint-Exupéry, de Cassabiane, écrivait à sa mère : « La vert de la campagne française me manque. Le vert est une nourriture morale qui entretient la jeunesse. Les fauves doivent uniquement leur caractère ombrageux à ce qu'ils ne vivent pas à plat ventre dans la luzerne... »

Il faut alors poser la question, même si elle prend une allure de boutade : le pays serait-il mieux gouverné et la démocratie y gagnerait-elle si tous les Français étaient des provinciaux ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

Des volcans du Cantal au plateau de Millevaches

Le Massif Central refuse de se laisser oublier

LE Massif Central se repoussait. Pays de montagnes et d'isolement, il s'effondrait à suivre les progrès agricoles et industriels de la France riche. Terre rude de volcans et de causses, il perdait ses hommes, attirés par les lumières des métropoles. Bien de ses fidèles, qui restaient à Saint-Flour ou dans la Margeride, Capdenac ou sur le causse de Grammat, avaient pu reprendre à leur compte cette réflexion d'un éleveur du plateau de Millevaches : « Nous avons l'impression de faire le dernier des métiers dans le dernier des pays. »

Vint le programme spécial de développement du Massif Central prescrit par le président de la République et annoncé par lui, le 29 septembre 1975, au Puy : « 800 millions de francs destinés à moderniser les relations routières, ferroviaires et aériennes, à susciter les créations d'emplois, à aider l'agriculture, le tourisme, l'artisanat et à améliorer les conditions de vie des habitants grâce à la multiplication des lignes téléphoniques et des relais de télévision. »

Au cours d'un voyage du 7 au 9 septembre dans les départements du Cantal, du Lot et de la Corrèze, M. François Bayle, délégué à l'aménagement du territoire (DATAR), est venu apprécier, sur le terrain, comment s'appliquaient les mesures décidées. C'est avec satisfaction qu'il a constaté que les crédits routiers supplémentaires permettaient d'améliorer les grands axes de circulation huit à dix fois plus vite que les budgets ordinaires. Il a vu le dynamisme d'un comité de ville moyenne, signé en 1975, insuffisant à la politique urbaine d'Aurillac. Celle-ci est désormais en mesure de ranimer ses vieux quartiers tout en équipant les zones les plus excentriques.

Au chapitre des satisfactions, on peut encore citer la construction de villages de vacances dans le Lot, et notamment celui de Cluses-Martel qui s'insère

harmonieusement dans la basse vallée de la Dordogne, l'usine agro-alimentaire ultra-moderne d'Égletons (Corrèze), spécialisée dans le steak haché congelé, et l'action du comité d'expansion économique « Millevaches en Limousin » qui a permis à nombre d'éleveurs d'agrandir leurs exploitations et d'améliorer leurs habitations.

Les signes concordants de progrès soulignent un peu plus les handicaps considérables à surmonter pour faire bénéficier le cœur de la France de la prospérité nationale. Par exemple, les observateurs locaux ont rappelé à M. Bayle qu'une bonne partie du Cantal payait l'essence 6 centimes plus cher que Paris en raison de l'éloignement des raffineries. Une interyndicale C.G.T.-C.F.D.T. a dénoncé les fermetures de gare S.N.C.F. à Monbrun ou à Saint-Cirq-Lapopie (Lot) pour des raisons économiques. Le docteur Bernard Pons, député U.D.R. du Lot, s'est étonné qu'il faille près de trois heures pour se rendre de Cahors à Toulouse, qui séparent seulement 150 kilomètres. Est-il normal que la vitesse moyenne des trains vers Paris s'élève à 114 kilomètres-heure et que celle des convois à destination de Toulouse n'exède pas 64 kilomètres-heure ? « Non », répond la S.N.C.F., mais nous ne pourrions remédier à cette situation qu'avec le concours financier des collectivités locales. »

Les plaintes des industriels

Du côté des industriels, la gruge est manifeste. Il leur est par exemple impossible de trouver un traicteur F 2. La main-d'œuvre est peu mobile, car elle reste très attachée à son terroir. M. Maurice Thays, préfet du Lot, a souligné l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi : « Nous dénombrons dans le département quatre-vingt-cinq demandes d'em-

ploi non satisfaites, a-t-il dit. Sur ce nombre, un millier recherchent des fonctions tertiaires. Quelle que soit l'ampleur de la reprise économique, il est exclu qu'ils obtiennent satisfaction. »

Les entrepreneurs se plaignent surtout du véritable « parcours du combattant » que leur imposent les administrations tant publiques que privées. Deux exemples illustrent leurs déboires. Dans le Lot, un industriel rachète une entreprise en difficulté. Il a le droit à des primes pour des créations d'emplois. Il les réclame dès qu'il prend en main la direction de l'établissement. « Vous n'y avez pas encore droit, lui répond l'administration, parce que vous n'êtes pas encore propriétaire de l'entreprise. » Lorsque la situation juridique est clarifiée, il introduit un nouveau dossier de primes. Réponse : « Vous n'y avez pas droit, car le délai court à partir de la prise de contrôle effective de l'entreprise. » Résultat : le chef d'entreprise envisage de licencier cinquante de ses employés.

Dans un petit bourg de Corrèze, un hôtelier souhaite porter le nombre de ses chambres de trois à douze. Il créera deux emplois et apportera 300 000 F sur les 970 000 F qu'il doit investir. La préfecture de région refuse de lui accorder une prime parce que les normes officielles exigent la création de cinq emplois. Le Crédit lyonnais refuse la demande de prêt qu'avait pourtant préparée son agent de Bordeaux. Elle fait valoir que l'apport personnel du demandeur est trop faible. Deux emplois de moins dans un pays qui dépeuple.

Jean-qui-rit, Jean-qui-pleure, les responsables de l'aménagement du territoire ont pu constater à travers ces exemples de réussite et de déconvenue que le programme spécial de développement du Massif Central était loin d'être gagné.

ALAIN FAUJAS.

un caban

croisé, laine. Marine. 195 F

COSTUME 2 pièces, tweed, laine mélangée, petits damiers, Châtaigne ou terre. 490 F

PULL-OVER jacquard col en V ou roulé. Marine, rouille ou marron. 85 F

CHEMISE oxford, polyester et coton, col pointés boutons. Bleu, sable ou bordeaux. 55 F



MADRILOS

BOULEVARD DE LA MONTAGNE, 150 - 75001 PARIS - 1

DÉBAT

Le train est-il plus économique que la péniche ?

Après l'article du 4 août dans lequel M. Raymond Martin, l'un des responsables de la C.F.D.T., expliquait les raisons pour lesquelles l'axe fluvial Rhin-Rhône ne constituait pas pour cette centrale une priorité essentielle, plusieurs lecteurs nous écrivent, alimentant ainsi le débat sur la rentabilité comparée du rail et des voies navigables.

Je propose qu'on fasse deux choses : l'une pratique, l'autre utopique :

1) Qu'on publie un Livre blanc d'étude comparée de bilan prévisionnel et du montage financier du Rhin-Rhône et de la nouvelle voie de chemin de fer Paris-Lyon. J'espère que les données de cette comparaison existent au ministère de l'équipement et que le choix sera fait en toute conscience : de poser de nouveaux rails dans un pays comme la France a été fait avec objectivité et non pas sous la pression d'un lobby. Cette comparaison devra comporter les résultats d'exploitation de l'ensemble de la S.N.C.F. montrant la participation de l'Etat à cette exploitation. On y verra que les contribuables français dépendent par an, à fonds perdus, pour maintenir en activité le chemin de fer, plus que le coût prévu total, étalé sur plusieurs années, du Rhin-Rhône.

L'article de la C.F.D.T. ne compare pas cette dépense annuelle aux autres choix budgétaires. Mais on y affirme sans rire que (je cite) « le chemin de fer finit ses investissements (c'est vrai pour la future ligne à grande vitesse Paris-Lyon) ».

2) Comme les études d'avantages collectifs comparés de grands projets d'investissement sont toujours entachées d'hypothèses a priori et de conventions fort arbitraires, il serait plus simple et plus parlant de réaliser le « référendum » simulé suivant : on créerait deux sociétés par actions, l'une pour la voie rapide Paris-Lyon, et, l'autre, pour Rhin-Rhône, et on offrirait ces actions aux banques (pas au grand public, car il ne dispose pas de services d'analyses financiers compétents).

Et on constaterait où traient les souscriptions. Il est de notoriété publique que, pour le Rhin-Rhône, on a offert au gouvernement français les concours financiers

nécessaires pour réaliser cette voie d'eau sans charge budgétaire publique significative. A-t-on enregistré une offre analogue pour la nouvelle voie Paris-Lyon ?

M. Georges Bernard, Paris.

M. Martin cite comme un exemple caractéristique d'une infrastructure de transport financée par ses propres recettes la ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Paris et Lyon. Comme cette ligne n'est pas encore construite, il se trouve que l'exemple est singulièrement mal choisi. En outre, compte tenu des habitudes de la S.N.C.F. en matière d'investissements et du principe, en vérité purement juridique et qui n'a aucune justification économique, suivant lequel la voie et le droit de passage appartiennent à l'Etat et sont financés par lui, on voudrait être sûr de ce que la S.N.C.F. entend par autofinancement de cette ligne.

Je constate, en effet, au vu des comptes des transports de la nation, pour 1973, que, cette année-là, la route a coûté 23 milliards de francs et a coûté 15 milliards de francs, c'est-à-dire qu'elle a couvert ses dépenses imposées à la collectivité à 155 %, cependant que les voies navigables ne couvraient les dépenses d'entretien et d'infrastructure qu'à 17 % et l'entretien qu'à 8 %. Je ne suis pas sûr que ces chiffres, concernant la S.N.C.F. sous les yeux. Mais je sais que, à la même époque, les investissements étaient de l'ordre de 3 milliards de francs et son déficit global de l'ordre de 6,5 milliards de francs. Je sais aussi que, à l'heure actuelle, une fois compensés tous les services entre l'Etat et la S.N.C.F. (y compris, du reste, la participation de l'Etat aux charges d'infrastructure et les compensations pour refus d'augmenter les tarifs), il reste une « insuffisance d'exploitation », c'est-à-dire un déficit de 30 millions de francs par jour.

Tous les matins, le contributeur français « crache au basnet » du chemin de fer pour 3 milliards d'anciens francs. C'est tout de même assez fol. (...)

Il ne me semble pas non plus que la non-saturation des infrastructures existantes mette en cause le canal Rhin-Rhône, car il est intéressant, au plan de l'environnement, de déplacer vers la voie cet aspect, il va même jusqu'à

d'eau un certain nombre de trafics lourds ; je crois aussi que la canalisation de la Saône et du Rhône ont eu, jusqu'à un effet très net en matière d'aménagement du territoire, et que l'exemple de la Moselle est tout à fait mal choisi.

M. Grosdidier de Matons, Washington.

Je voudrais souligner deux aspects essentiels du projet qui ne sont même pas évoqués dans cette libre opinion et qui sont pourtant fondamentaux. Il s'agit de l'aspect européen et de l'aspect omnimodal.

D'abord il est évident que Rhin-Rhône ne peut se limiter à une vision purement hexagonale, pour constater l'énorme retard pris par notre pays au point de vue de l'équipement de ses voies navigables. Je crois qu'il est incontestable.

Permettre à la France de se raccorder au réseau européen en ayant, enfin, plus de 700 kilomètres de voies à gabarit moderne est indiscutablement l'un des buts du projet Mer du Nord-Méditerranée.

Eviter une concurrence : La réalisation de l'axe Rhin-Main-Danube, ouverture formidable vers les pays de l'Est, entraîne de notre part la création obligatoire d'un axe comparable permettant à la fois de faire contre-poids, d'éviter l'évacuation des flux commerciaux et de se raccorder au courant d'échanges qui se crée.

J'ai parlé également de l'aspect « axe omnimodal ». En effet, il ne faut pas oublier que la liaison fluviale Rhin-Rhône doit faire partie d'un ensemble bien plus vaste : l'axe Mer du Nord-Méditerranée, qui rassemble toutes les infrastructures de transport les plus modernes, c'est-à-dire du tube à la voie d'eau en passant par le chemin de fer et l'autoroute.

M. Martin ignore tout à fait cet aspect, il va même jusqu'à

le contredire, puisqu'il parle de concurrence tarifaire.

Il faut sans doute évoquer ce point. Il est exact qu'il est peu abordé par les partisans du projet, pour la simple raison qu'ils ne s'estiment nullement partisans d'un mode de transport quelconque et ne font pas partie d'un pseudo-lobby de la voie d'eau. Ils sont, au contraire, partisans de l'égalisation des conditions de concurrence entre les différents modes de transport. M. Martin parle de celle-ci, mais pour évoquer l'harmonisation des statuts du personnel. Elle est sans doute nécessaire ; je ne suis nullement qualifié pour en parler, mais je suis convaincu par contre que cette égalisation passe par la mise à disposition des différents modes de transport d'infrastructures au moins équivalentes. Ce sera le cas de l'axe Mer du Nord-Méditerranée.

Quant à l'aspect tarifaire, faut-il rappeler, une fois de plus, que si, au niveau d'une simple entreprise, la concurrence entre les divers modes existe et joue à plein, au niveau de la nation, c'est la complémentarité qui s'avère éminente, mieux, c'est la coordination qui est nécessaire. Je me permets même de m'étonner qu'un responsable national de la C.F.D.T. syndicat qui avait, je crois, pris part en faveur d'une telle coordination, puisse réclamer seulement du projet Rhin-Rhône le fait que la voie d'eau nouvelle bénéficierait d'un transfert de trafic de la route et du fer.

Est-ce vrai ou faux ? A court terme c'est possible. Mais M. Martin ne peut ignorer qu'une voie d'eau comme Rhin-Rhône apportera également du trafic aux autres modes. Les études tendent à affirmer qu'elle en apportera au moins autant que son trafic propre. La simple observation de ce qui se passe déjà sur le terrain, dans les ports fluviaux, source considérable de trafic pour la route et le fer, incite à dire que ces études vont dans le bon sens.

Il ne s'agit pas de se partager à coups de tarifs un trafic stagnant ; il s'agit de provoquer, par l'amélioration de l'ensemble des infrastructures permettant une concurrence saine basée sur une réelle égalité de chances, une augmentation du trafic d'ensemble qui profiterait à chaque mode de transport.

M. Marc Schreiber, Paris.

150

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

PLUS DE 1 MILLIARD DE DÉFICIT EN 1976

A-t-on la volonté politique de rétablir l'équilibre de la S.N.C.F. ?

La situation des grandes entreprises de transport n'inquiète pas, a récemment déclaré M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement. A titre — entre autres — les comptes de la S.N.C.F., on saisis cette inquiétude des pouvoirs publics : 1 183 millions de francs de déficit en 1975, soit un peu plus que l'année précédente.

La crise économique explique en grande partie ces mauvais résultats. D'une année sur l'autre, la société nationale court après un impossible équilibre financier. Il y a toujours une bonne raison qui met cet objectif hors de portée.

Malgré tous ces déboires, l'Etat et la S.N.C.F. négocient un nouveau contrat de pro-

gramme, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain pour une période de quatre ans. Ils se persuadent que l'exploitation des chemins de fer peut être une affaire rentable.

Pour que le terme de rentabilité corresponde à la réalité, il faudrait que l'Etat ait la volonté politique de laisser la S.N.C.F. augmenter ses tarifs comme elle l'entend et d'orienter, dans la mesure du possible, le choix de l'usager vers le rail plutôt que vers la route.

Cette volonté n'existe pas. Liée à l'aide des pouvoirs publics, qui, cette année, dépassera les 10 milliards de francs, la rentabilité de la société nationale est donc illusoire.

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes ferroviaires. De bons résultats de trafic, de substantiels gains de productivité en 1975 et même en 1974.

Le premier contrat de programme, signé au mois de juillet 1969, avait l'ambition de faire de la S.N.C.F. une entreprise compétitive et rentable en cinq ans seulement.

Avait-on visé trop court ? On se donna deux années supplémentaires. Jusqu'en 31 décembre 1975 — pour atteindre cet objectif. Rien ne laissait supposer que celui-ci fût désormais hors de portée : le bilan de la société nationale pour 1974 ne laissait apparaître qu'un déficit de 80 millions de francs.

Première déconvenue dans l'application du contrat de programme : l'attitude des pouvoirs publics. L'augmentation des tarifs du chemin de fer devait suivre celle des prix de la production intérieure brute. Or, pour des raisons de politique économique générale, la Rue de Rivoli interdit à la S.N.C.F. de relever ses barèmes en temps voulu et le nouveau contrat fut signé avec une compensation de 10 % en moins. Cela dit : « Si l'on avait pu relever de 10 % en plus nos tarifs dès 1974, les résultats de 1975 et les perspectives des exercices suivants auraient été considérablement améliorés », explique M. Jacques Pélissier, président de la Société nationale.

Seconde déconvenue aux yeux des responsables de la S.N.C.F. : l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les pouvoirs publics de moraliser la concurrence entre le rail et la route. Il était entendu que le chemin de fer devait améliorer sa situation par les économies de grande distance et la route renforcer la sienne pour les transports à petite distance.

La cassure

« Ces prévisions ne se sont pas réalisées », affirme M. Pélissier. A son avis, « l'application plus normale des règles tracées aux transports routiers en matière de circulation et d'occupation du travail aurait sans doute permis de mieux contrôler une expansion que les nouvelles données énergétiques incitent à contenir ».

Toutes ces déceptions sont peu de chose comparées à celles que fit naître, l'an dernier, la crise économique. Le trafic de marchandises — exprimé en tonnes-kilomètres, dont la Société nationale tire les deux tiers de ses recettes, chuta de 17 % ; une diminution de cette importance n'avait pas été enregistrée depuis la fin de la guerre.

Compte tenu de ce fléchissement d'activité et du quasi-maintien des effectifs — 276 818 agents au 31 décembre 1975 contre 285 249 un an auparavant — la productivité de l'entreprise régressa : — 4,7 %. Parallèlement, les frais de personnel, qui entrent pour 58 % dans les dépenses nettes d'exploitation, augmentèrent de 16,5 % d'une année sur l'autre. L'espoir se dissipa de voir la S.N.C.F. honorer son contrat de programme.

Malgré cette grande cassure, qui a réduit à néant leurs ambitions, les pouvoirs publics et la S.N.C.F. n'ont nullement renoncé à élaborer un nouveau contrat de programmes. Mieux éclairés sur son avenir, la Société nationale s'est montrée plus combattive et l'Etat mieux disposé, en contre-

partie, à lui apporter son concours financier dans le cadre d'une normalisation des comptes.

Impossible, pourtant, d'élaborer un nouveau contrat de programme en pleine tourmente. Jusqu'au début de cet été, tout le monde ignorait comment allait se faire la reprise, à quelle allure allait repartir le trafic, de quelle manière l'augmentation de la production intérieure brute allait réagir sur l'activité ferroviaire. Faute d'y voir clair, l'Etat et la S.N.C.F. décidèrent de « geler » l'année 1976 entre parenthèses.

L'heure H

Aujourd'hui, les experts sont mieux armés pour dessiner les contours d'un nouveau contrat de programme qui devrait prendre effet le 1^{er} janvier prochain. Le trafic de marchandises a augmenté de 4 % en moyenne pendant le premier semestre 1976. Les techniciens de la S.N.C.F. étudient maintenant, produit par produit, l'évolution possible de ce trafic, compte tenu de la part que peut raisonnablement prendre le rail.

Reste à jeter les bases d'une politique tarifaire, à déterminer un indicateur de rendement, et à apprécier la crédibilité de ces objectifs. Au vu de ces données, il sera alors possible de fixer l'heure H à laquelle la S.N.C.F. atteindra, enfin, l'équilibre financier : « Un but souhaitable et raisonnable », dit-on au secrétariat d'Etat aux transports.

Le nouveau contrat de programme devrait comporter, comme le précédent, un volet investissement, dans la mesure où la croissance de la productivité est liée à la modernisation de l'outil ferroviaire. Cela dit, les pouvoirs publics comptent bien que la S.N.C.F. développe davantage encore son activité commerciale « Tous les trafics sont bons à prendre », disent-ils ; la société nationale doit s'intéresser autant au chargement des wagons isolés qu'à celui des trains complets. Il ne sera pas fait référence

Faits et projets

Aménagement du territoire

● **UNE NOUVELLE REVUE POUR L'AMÉNAGEMENT RURAL** — A comme « aménagement local », dont le premier numéro de septembre est consacré aux ateliers ruraux en Savoie, est une nouvelle revue qui, avec l'appui de la Datar, veut informer l'opinion sur toutes les réalisations locales : rénovation rurale, villes moyennes, aménagement social, animation culturelle. (Abonnements à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07.)

Environnement

● **COQUILLAGES DANGEREUX** — L'hépatite virale peut être transmise par des mollusques mangés crus, a rappelé M. Korringer, directeur de l'Institut des pêches néerlandaises, au cours du congrès de la Société française de malacologie (étude des mollusques) qui réunit, du lundi 13 au mercredi 15 septembre, à l'île des Embiez (Var), une quarantaine de chercheurs français et étrangers. Des exigences encore plus strictes en ce qui concerne la vente des coquillages seront nécessaires à la santé publique des européens dans un avenir proche », a affirmé M. Korringer.

Entrée par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Pélissier, directeur de la publication, Jacques Fourcade.

Imprimé par la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue de la République, PARIS-11^e.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

Commission nationale des journaux et publications : n° 0767.

Paris

CHÈRES FONTAINES

« Le crédit disponible pour la restauration des fontaines, d'un montant de 238 000 francs en 1976, a permis de réaliser la remise en état des fontaines de l'Élysée (8^e), Bonaparte (10^e), Cuvier (5^e) et de Rambouillet (12^e). », précise M. Jean Tante, préfet de Paris. Une réponse écrite parue au « Bulletin municipal officiel » du 4 septembre.

En plus de l'entretien des circuits hydrauliques, les services municipaux procèdent, une fois par semaine, à la vidange et au brassage des ouvrages. La dépense annuelle correspondante s'élève à 250 000 francs environ. « La fréquence des interventions du service est suffisante pour l'élimination des dépôts, mais l'enlèvement systématique des déchets (santé publique) est une mesure d'entretien supplémentaire », note M. Tante.

Transports

● **UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR IBERIA** — M. Manuel de Prado y Colon a été nommé président de la compagnie aérienne espagnole Iberia. Il remplace à ce poste M. Jesus Romeo Garcia, quarante-neuf ans, qui avait été auparavant ministre du travail du général Franco. M. Del Prado, qui a quarante-cinq ans, était vice-président d'Iberia. — (A.F.P.)

● **NOUVELLES COMMANDES À BOEING** — Les lignes, l'une des plus importantes compagnies américaines, est sur le point de commander dix Boeing 721 pour une valeur d'environ 115 millions de dollars (environ 970 millions de francs). Le Boeing 721 a déjà été vendu à plus de mille trois cents exemplaires à travers le monde. — (A.F.P.)

QUESTION ...

Transports d'enfants

Le secrétaire d'Etat aux transports vient de prendre un arrêté relatif à la sécurité et à la discipline dans les véhicules affectés aux circuits scolaires de transport d'enfants (le Journal officiel des 19 et 28 août). M. Claude Morin, président du Centre national pour l'étude, la promotion et l'amélioration des transports scolaires, sociaux et éducatifs, explique ici ce qu'il faut attendre de ces textes.

Il s'agit là du premier texte spécifique fixant les règles de sécurité et de comportement que devront respecter plus de 1 400 000 élèves utilisant les quelque 20 000 cars mis en service chaque jour, et qui leur sont réservés exclusivement le temps du transport. Pour la première fois aussi dans l'histoire du ramassage scolaire, les représentants des usagers ont été directement associés aux discussions techniques et à l'élaboration d'un texte officiel.

Il ne faut pas se dissimuler. L'arrêté du 11 août 1976 n'est pas entièrement satisfaisant pour les représentants des usagers. Les familles, les enseignants, tous ceux qui portent intérêt à l'enfance le comprennent. Mais il contient en lui-même les promesses nécessaires à la poursuite de l'action. En voici deux exemples : d'une part, « chaque élève doit être assis sur son siège pendant tout le trajet » suppose que tous les enfants voyageront assis. Ce n'est pas encore le cas. Il importe donc de rester vigilant et insistant pour atteindre ce but au plus vite. D'autre part, que « les conducteurs de véhicules de transport d'enfants soient tenus de rester libres et dégagés (des sacs, serviettes, cartables

et paquets de livres) » suppose que les constructeurs de cars proposeront des véhicules adaptés à la clientèle scolaire et que les transporteurs admettront que leurs autres clients acceptent, sans histoires et même pour les voyages de loisirs, les aménagements intérieurs prévus pour les élèves.

Parce qu'il a eu conscience de la complexité des problèmes à résoudre — dont la solution dépend de plusieurs ministères, et de ce que la sécurité des élèves ne peut pas être garantie par la seule vertu d'un règlement intérieur, le groupe spécialisé s'est imposé un travail en profondeur. Il a remis un document très élaboré, composé de trois volets. Le premier s'adresse aux organisateurs. Le second aux transporteurs (et, par certains chapitres, aux conducteurs de voitures particulières conduisant leurs enfants à l'école et ceux de leurs voisins). Le troisième aux élèves et à leurs parents.

C'est ce document, complété par des adjonctions faites par le secrétariat d'Etat aux transports et admis par les autres ministères (et dont l'AFDRAS se félicite puisqu'elle les avait souhaités), qui a pris la forme de la circulaire interministérielle du 11 août 1976.

Celle-ci est en cours de diffusion. Pourquoi ne pas la publier au Journal officiel et en faire un tirage à part ? Elle doit être connue des collectivités locales, des enseignants, des associations de parents d'élèves, des associations familiales, des enseignants, des transporteurs et de leurs salariés, des familles, des élèves.

En fait de crédits — puisque le ministère de l'éducation ne dispose d'aucun poste budgétaire concernant la sécurité des transports d'enfants, ni le ministère des transports, ni aucun autre ministère concerné — les organisateurs n'ont

pas l'obligation de placer des accompagnateurs dans les cars. Ils ne peuvent, dès lors, assurer effectivement la surveillance des enfants ni concourir d'une manière fondamentale à leur sécurité. On sait, en effet, que la moitié des accidents corporels se produisent à la montée et à la descente et que, d'autre part, le bruit et l'enfermement des enfants laissés à eux-mêmes procurent des fatigues physiques et nerveuses génératrices de troubles de santé.

C'est éminemment regrettable. Les jeunes enfants fréquentant les écoles maternelles sont les plus exposés. On voudrait qu'ils soient protégés, entourés de sollicitude ; que des adultes veillent sur eux durant qu'ils sont dans le car. Il est clair qu'on en est encore loin. Tout comme on est loin de la mise en place généralisée d'abris pour permettre aux enfants d'attendre le passage des cars.

Les pouvoirs publics ont leur responsabilité engagée. Ne font-ils pas circuler chaque jour plus de 2 000 000 enfants — si l'on ajoute aux élèves transportés par circuit spécial ceux qui utilisent les lignes régulières et les services de doublement. Il ne peut pas y avoir de politique efficace sans les crédits correspondants. A eux de les dégager.

Pour l'instant, les insuffisances dénoncées nous font un devoir de tirer le plus grand parti des textes existants et d'incitation dont nous disposons. Car la sécurité des enfants transportés est l'affaire de tous. Aux organisateurs, aux transporteurs, aux élèves et aux familles de remplir objectivement leurs devoirs d'Etat. A ceux qui tirent profit du transport d'enfants peut-on demander de ne jamais perdre de vue qu'ils ne sont que des enfants, que la nation compte de plus précieux : sa jeunesse. Elle mérite des égards.

... RÉPONSE

GFC

Groupe Français de Conseils

SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX

553, 89, 29

103, Rue de la Pompe 75116 PARIS

GROUPE DE DISTRIBUTION D'ENVERGURE INTERNATIONALE

RECHERCHE

DIRECTEUR GRAND MAGASIN

SURFACE DE VENTE 16000 M2.

C'est un homme d'équipe qui dispose d'une solide expérience du commerce de détail et de l'animation des hommes. Résidence LYON.

Réf: 456

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

RECHERCHE

PATRON EXPORT GRANDS ENSEMBLES ELECTROMECANIQUE

ENGINEERING ET FABRICATION

C'est un ingénieur (ESE ou équivalent) double d'un commerce de haute volée, parlant très couramment au minimum l'Anglais, disposé à voyager 40 % de son temps, ayant une solide expérience de la vente de biens d'équipements lourds à l'étranger. Résidence PARIS.

Réf: 454

POUR DEVELOPPER LA COMMERCIALISATION D'UN NOUVEAU MATERIAU DE CONSTRUCTION ROUTIERE

UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS

RECHERCHE

INGENIEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU PONTS T.P.

C'est un solide commerçant, parlant Anglais, connaissant bien le style et le milieu T.P. et disposant si possible d'une expérience « routes ». Il sera rattaché à la direction générale. Résidence PARIS.

Réf: 455

SOLIDE SOCIETE FRANCAISE METALLURGIE

1000 personnes

RECHERCHE

DIRECTEUR DU PERSONNEL

C'est un excellent professionnel dans la fonction personnel. Il est dynamique, dispose d'une autorité naturelle et d'une bonne aptitude aux relations syndicales. Il aura à développer les relations humaines dans une entreprise en très forte expansion, dont l'effectif évolue rapidement. Résidence TROYES.

Réf: 458

SOCIETE INDUSTRIELLE EN PLEINE EXPANSION

RECHERCHE

3 COMMERCIAUX EXPORT

Ce sont de jeunes battants ayant déjà une bonne maturité professionnelle, une expérience réussie dans la vente de biens d'équipements à l'exportation et une grande disponibilité (50 % du temps en déplacements) ; ils parlent couramment l'Anglais et de préférence connaissent l'Arabie, le Russe ou l'Espagnol. Résidence: Grande et agréable ville de province (Sud Est de PARIS).

Réf: 457

GROUPE AMERICAIN EN PLEINE EXPANSION

RECHERCHE

JEUNE DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES

C'est un homme qui dispose d'au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnel. Parlant couramment l'Anglais, il sera chargé de développer la fonction d'abord sur le filial français, puis parallèlement sur l'ensemble des autres filiales d'Europe du Sud. Résidence PARIS.

Réf: 422

Ecrire en précisant la référence.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées de manière confidentielle.

SOCIÉTÉ SUISSE ACHÈTE COMPTANT

IMMEUBLE ANCIEN

avec Permis de Rénovation

PARIS

6° - 7° - 8° - 16° - 17°

Offre, plans, photos

TRISERVICE, Box N° 627

4, place du Cirque, 1204 GENÈVE (SUISSE)

JUSTICE

L'AFFAIRE DE VATHAIRE

Plusieurs partis politiques exigent des explications sur les accusations portées contre M. Marcel Dassault

L'aspect politique pris par l'affaire de Vathaire s'est accentué, lundi 13 septembre, par les déclarations de représentants de plusieurs partis. En premier lieu, celle du parti socialiste, qui, par la voix de M. Claude Estier, secrétaire national, estime que les accusations portées contre M. Dassault sont graves et les explications qu'il a fournies jusqu'à présent peu convaincantes. Le parti socialiste, ajoute-t-il, dénonce précisément le scandale de la fraude fiscale en France au moment où l'on s'apprête à demander de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

M. Estier a également déclaré : « Nous ne disposons d'aucun élément particulier concernant cette affaire, dont nous constatons seulement qu'elle jette un nouvel éclairage sur les mœurs qui régissent l'intérieur de la majorité, mœurs qui avaient déjà été mises en lumière il y a quelques années par un membre éminent de cette majorité lorsqu'il dénonçait les copains et les coquins. »

De son côté, M. Michel Mousset, secrétaire national du P.S.U., a demandé que l'on pose le problème des fraudes fiscales ainsi que celui des relations entre l'Etat et la société Dassault.

Quant à M. François Loncle, secrétaire général du Mouvement des radicaux de gauche, rappelant la mise en cause de M. Dassault par « le Point », il note que l'hebdomadaire tente surtout de « mêler au scandale M. Jacques Chirac, donc la droite U.D.R., au profit de l'équipe non-votante en place que les intérêts capitalistes s'efforcent de soutenir pour tenter de sauver le régime. » C'est la nature du régime et l'insure du système qui

avaient déjà été mises en lumière il y a quelques années par un membre éminent de cette majorité lorsqu'il dénonçait les copains et les coquins.

De son côté, M. Michel Mousset, secrétaire national du P.S.U., a demandé que l'on pose le problème des fraudes fiscales ainsi que celui des relations entre l'Etat et la société Dassault.

Quant à M. François Loncle, secrétaire général du Mouvement des radicaux de gauche, rappelant la mise en cause de M. Dassault par « le Point », il note que l'hebdomadaire tente surtout de « mêler au scandale M. Jacques Chirac, donc la droite U.D.R., au profit de l'équipe non-votante en place que les intérêts capitalistes s'efforcent de soutenir pour tenter de sauver le régime. » C'est la nature du régime et l'insure du système qui

engendrent ce type de situation », conclut M. Loncle.

Sur le plan de l'affaire proprement dite, aucun élément nouveau n'est intervenu. Il faut noter cependant que M. François Petot, juge d'instruction, a repris le dossier confié en son absence à M. Guy Joly et qu'il va notamment rappeler à M. de Vathaire, incarcéré à la Santé, qu'il doit choisir un défenseur. Enfin, Jean Kay, qui devait reprendre contact avec son avocat, M. Jean-Marc Varaut, ne s'est pas encore manifesté. Cependant, plusieurs rédactions ont reçu des coups de téléphone de correspondants se faisant passer pour Jean Kay, entre autres TF1, dont l'interlocuteur aurait indiqué que les 8 millions de francs dérobés à M. Dassault se trouveraient actuellement au Liban.

UNE « MÉSAVENTURE » EN TROIS ÉPISODES

Trois épisodes importants composent le récit de la « mésaventure » de M. Hervé de Vathaire, devenu celle de M. Marcel Dassault, bien que ce dernier n'ait choisi cette définition qu'à l'intention du premier et se défende d'avoir été « atteint » par cette affaire. Celle-ci, à l'origine, était de caractère presque privé. C'est pour l'ancien homme de confiance le temps de l'« égarment » — le mot est encore de M. Dassault. Puis à partir du 8 juillet les événements se jouent entre M. de Vathaire, son « complice », Jean Kay, M. Dassault et la police. Enfin, le 3 septembre l'affaire devient publique et révèle la mise en cause du constructeur d'avions par son fondé de pouvoir.

Directeur comptable de plusieurs sociétés du groupe Dassault, collaborateur de l'industriel depuis vingt-cinq ans, M. Hervé de Vathaire, quarante-neuf ans, marié, père de deux enfants, a reconstruit, il y a près de quatre ans, Mme Bernadette Roels,

trainte-ans, ancienne hôtesse de la nuit. C'est par son intermédiaire qu'en novembre 1975, M. de Vathaire fera la connaissance de Jean Kay.

Etrangement, le « cadre supérieur », qui jusqu'alors a mené une vie sans histoires, se lie d'amitié avec l'ancien mercenaire devenu « célèbre » en 1971 pour avoir tenté de déjouer un avion au profit des réfugiés du Bangladesh. Jean Kay avait, depuis, servi d'instructeur dans les phalanges libanaises, négocié des livraisons d'armes à Beyrouth et participé à une opération de commande en Angola. Au moment de se rencontrer avec M. de Vathaire, Jean Kay, ancien membre de l'O.A.S., continue de fréquenter certains milieux de l'extrême droite où se recrutent des « barbouzes » et des hommes de main. Au mois de décembre 1975, il a été vu en compagnie de certains des ravisseurs de M. Louis Hazan, président-directeur général de la société Phonogram (le Monde du 7 septembre). Quel propos a pu rapprocher les deux hommes ? S'adressant par téléphone, le 3 septembre dernier, à la rédaction de l'Aurore pour tenter de se disculper, Jean Kay déclare au sujet de M. de Vathaire : « Il avait des idées bizarres. Il voulait faire quelque chose contre le déclin, l'abandon. Il parlait de défendre, de sauver l'Occident. »

Mais il semble surtout que Jean Kay ait trouvé quelque intérêt à entretenir des relations avec le collaborateur de M. Dassault. Le 19 avril, Mme Chantal de Vathaire, qui était gravement malade depuis plusieurs mois, est retrouvée morte par son mari. Au début du mois de juin, M. de Vathaire quitte soudainement Paris pour se rendre en Floride en compagnie de Mme Roels, de Jean Kay et d'une amie de ce dernier, Mme Danièle Marquet. Les deux hommes ne sont pas les seuls à se déplacer. Imprévu selon les proches de M. de Vathaire.

On ignore également dans quelles circonstances M. de Vathaire a permis à Jean Kay de consulter le dossier qu'il avait établi sur certaines activités de plusieurs sociétés du groupe Dassault, et notamment sur des opérations qu'il « désapprouvait ». Selon M. de Vathaire, il s'agit d'une imprudence de sa part. Les deux derniers jours du mois de juin, le directeur comptable semble être, aux yeux de ses enfants, en proie à de graves inquiétudes. Après avoir pris quelques dispositions pour mettre de l'ordre dans ses affaires, M. de Vathaire se rend le 8 juillet à la succursale de la B.N.P. de l'avenue de la Grande-Armée pour retirer 8 millions de francs sur un compte personnel de M. Marcel Dassault. On ne sait si les enquêteurs ont obtenu des explications sur le fait que M. de Vathaire ait pu se faire remettre par la banque — avec sa seule signature — une telle somme sans avoir été mandaté pour cela. Le soir même, le général Pierre Guillaud de Bénouville, principal collaborateur de M. Dassault, dépose, au nom de ce dernier, une plainte pour abus de confiance. Le lendemain, une information est ouverte par le parquet de Paris et un mandat d'arrêt est délivré contre M. de Vathaire. Seul un avis de recherche est pour l'instant lancé contre Jean Kay.

Le 7 juillet, M. de Vathaire, Mme Roels, Jean Kay et Mme Danièle Marquet se retrouvent à Divonne-les-Bains (Ain). M. de Vathaire téléphone à ses enfants et apprend que des poursuites sont engagées contre lui après le dépôt de plainte de M. Dassault. Curieusement, M. de

LE POINT : avec la complicité de hauts fonctionnaires.

Voici le texte du passage dans lequel le Point rapporte les accusations de M. Hervé de Vathaire : « Hervé de Vathaire affirme que Marcel Dassault a financé pendant un temps le journal d'écologie de Jacques Chirac, l'Essor du Limousin. Jacques Chirac, dit-il, venait souvent au Rond-Point des Champs-Élysées rendre visite à l'industriel. »

« L'Essor du Limousin, lancé en 1965 par des gauchistes de l'U.N.R., qui voulait s'implanter solidement dans la région, est un bimensuel tirant à vingt-sept mille exemplaires, dont la plupart sont distribués gratuitement aux électeurs corréziens. Nous y reviendrons. »

« Enfin, Vathaire accuse longuement et en détail Marcel Dassault d'avoir fraudé le fisc dans des proportions très importantes, avec la complicité de hauts fonctionnaires qu'il met nommément en cause. »

Une lettre ouverte de l'industriel à l'hebdomadaire

M. Marcel Dassault a adressé le lundi 13 septembre une lettre ouverte au directeur de l'hebdomadaire le Point à propos de l'affaire de Vathaire. Voici le texte de cette lettre : « J'ai lu avec attention votre article dans le numéro 208 du Point daté du 13 septembre 1976. Puisque vous avez réussi à percer le secret du fameux dossier de M. de Vathaire, festinez-vous avec un raison d'en parler, car ainsi ont été démenties toutes les rumeurs. »

« — de complot international contre la société Actions Marcel Dassault-Breguet-Aéronautique, »

« — de divulgation de secrets de défense nationale, etc. »

« Alors que ce dossier se ramène à une simple affaire supposée de fraude fiscale. »

« Lors de mon émission à la télévision, j'avais dit : « Je pense que le rapport de M. de Vathaire a été rédigé dans un moment de dépression et je rétablirai la vérité le moment venu. »

« Par cela même tomberont les accusations de complicité. »

L'EXPRESS : est-ce un hasard ?

Dans son numéro du 13 septembre, l'Express écrit notamment : « Mais est-ce encore un hasard si cette soudaine et retentissante publicité coïncide avec les développements du scandale des pots-de-vin distribués par la firme Lockheed ? Est-ce une autre coïncidence et la direction de France-Soir, informée le 17 août de la disparition du directeur comptable de M. Dassault, a reçu le 27 août, deux jours après la démission du gouvernement Chirac, les renseignements nécessaires pour permettre à ses enquêteurs de sortir l'affaire le 3 septembre ? »

Une seule signature

On ignore également dans quelles circonstances M. de Vathaire a permis à Jean Kay de consulter le dossier qu'il avait établi sur certaines activités de plusieurs sociétés du groupe Dassault, et notamment sur des opérations qu'il « désapprouvait ». Selon M. de Vathaire, il s'agit d'une imprudence de sa part. Les deux derniers jours du mois de juin, le directeur comptable semble être, aux yeux de ses enfants, en proie à de graves inquiétudes. Après avoir pris quelques dispositions pour mettre de l'ordre dans ses affaires, M. de Vathaire se rend le 8 juillet à la succursale de la B.N.P. de l'avenue de la Grande-Armée pour retirer 8 millions de francs sur un compte personnel de M. Marcel Dassault. On ne sait si les enquêteurs ont obtenu des explications sur le fait que M. de Vathaire ait pu se faire remettre par la banque — avec sa seule signature — une telle somme sans avoir été mandaté pour cela. Le soir même, le général Pierre Guillaud de Bénouville, principal collaborateur de M. Dassault, dépose, au nom de ce dernier, une plainte pour abus de confiance. Le lendemain, une information est ouverte par le parquet de Paris et un mandat d'arrêt est délivré contre M. de Vathaire. Seul un avis de recherche est pour l'instant lancé contre Jean Kay.

Une quête acharnée

Laissons le lecteur découvrir lui-même comment l'enfant juif du ghetto de Varsovie, le khokloïden kazakh, le houïgoun ouzbek, le pionnier de la place Rouge, manque dans la Pologne retrouvée le départ pour la Terre promise d'un navire chargé d'émigrants juifs qui se nomme Exodus ; pourquoi il figure le mai 1949 dans le défilé traditionnel de la Bastille à la Nation à Paris, en tête du groupe de la jeunesse borchoviste, un mouvement d'extrême gauche, chaleureusement félicité par Maurice Thorez et Marcel Cachin ; par quel enchaînement, citoyen français, il fait les beaux-arts tout en travaillant la nuit comme typographe, devient un peintre connu, parcourt le monde et vit notamment une année en Argentine, — enseigné comme professeur invité à Harvard, tout cela sans casser de militer pour la cause d'un pays ou d'un régime, sans se laisser aller à la recherche d'une paix ou d'un paradis, sans possibilité par la fraternité des socialistes, des révolutionnaires élimés et déterminés, arabes ou juifs. A cette quête acharnée, à cette

L'émotion de M. Dassault

Le 12 juillet, M. Dassault, prévenu par la famille de M. de Vathaire, fait remettre à la police le résumé du dossier. Mme Roels est longuement interrogée. Le 30 juillet, Mlle Marquet appelée par téléphone les enfants de M. de Vathaire pour demander où se trouve ce dernier. Elle déclare qu'elle-même et Jean Kay avaient rendez-vous avec M. de Vathaire. Dans les premiers jours du mois d'août, M. de Vathaire arrive dans l'île de Corfu, en Grèce. Le 10 août, M. Dassault retire subitement sa plainte. Il dira plus tard avoir été « ému » par une lettre des parents de son directeur comptable, qui craignent « le pire » pour leur fils.

L'émotion de M. Dassault

Le 12 juillet, M. Dassault, prévenu par la famille de M. de Vathaire, fait remettre à la police le résumé du dossier. Mme Roels est longuement interrogée. Le 30 juillet, Mlle Marquet appelée par téléphone les enfants de M. de Vathaire pour demander où se trouve ce dernier. Elle déclare qu'elle-même et Jean Kay avaient rendez-vous avec M. de Vathaire. Dans les premiers jours du mois d'août, M. de Vathaire arrive dans l'île de Corfu, en Grèce. Le 10 août, M. Dassault retire subitement sa plainte. Il dira plus tard avoir été « ému » par une lettre des parents de son directeur comptable, qui craignent « le pire » pour leur fils.

LETTRES

Un destin, un homme, un cri

(Suite de la première page.)

Attachement à sa ville d'abord, ce Varsovie d'un million d'habitants, dont cinq cent mille alors sont juifs ; l'enfant, dont le yiddish est la langue natale, sera ainsi le témoin d'un monde qui n'existe plus. Fidélité à un métier ensuite, car chez les Halter on est imprimeur de père en fils depuis des générations. Formés des convictions aussi, des convictions socialistes si vigoureuses chez son père qu'en 1935 il gagne Paris clandestinement, accroché à un wagon du train international, pour assister aux obsèques de Barbusse dont il connaît les livres par cœur. Tradition religieuse enfin et surtout, dont le gardien vigilant est le grand-père Abraham, le patriarche qui a voulu que son petit-fils porte le prénom, Marek, de son propre père et qui périt pendant l'insurrection du ghetto de Varsovie en se jetant de son balcon une grenade à la main sur un char allemand. Bien rares sont parmi les juifs de la Diaspora ceux qui peuvent se prévaloir de racines aussi profondément enfoncées dans une terre, un métier, une idéologie, une communauté, une foi.

1938 : Russes et Allemands envahissent la Pologne, l'ordre nazi s'installe à Varsovie, la chasse aux juifs commence. Lorsqu'il débute de la guerre entre l'U.R.S.S. et le nazisme les portes du ghetto sont murées et ses habitants pris au piège, sa mère s'évade avec l'enfant qui a cinq ans, réussit à travers les périls à rejoindre les lignes soviétiques, se retrouve à Moscou sous les bombes, puis dans un khokloïden des bords kazakh. Le père a rejoint les siens et c'est là, où ils passeront un an, que naît une petite sœur, Béatrice, surnommée Bousia. Mais il faut fuir encore, l'exode interminable à travers l'immense Russie ensanglantée et presque vaincue les jette parloïdants à Kokand, une ville d'Ouzbékistan en Asie centrale qui ressemble à Mers-kech avec ses minarets entre les monts du Pamir et les déserts de Kara-Koum et Kyzyl-Koum.

Des dizaines de milliers de réfugiés s'entassent autour de la cité, fatigués, ambulants, épuisés et s'effondrent soudain, morts de faim. C'est la famine qui emporte Bousia — elle avait deux ans, — tandis que Marek devient un houïgoun, membre d'une de ces bandes de voyous qui attaquent les passants, pillent les dépôts de vivres et les maisons, font la loi avec une audace et une

crualité incroyables. Il n'a pas dix ans.

A la différence de ses compagnons, il a le beaucoup de livres, il sait de la lecture. Le soir, autour d'un méchant feu il raconte l'interminablement à sa manière les Trois Mousquetaires et Victor Hugo, et Sienkiewicz, et Gogol. C'est Marek Ichko Khorochko bakalet, — Marek qui raconte très bien —, réputation qui lui vaut d'être approché par le mouvement de jeunesse communiste. Il ne lui faut que quelques mois pour se retrouver chef de la section locale des « pionniers ». Il réinvente, pour son propre compte, le sionisme, ce qui lui vaut d'être économié et exclu de l'organisation pour déviation idéologique. redévié pour un temps houïgoun. Absous et réintégré, il est désigné pour faire partie de la déviation qui représente la République ouzbek aux fêtes de la victoire à Moscou. Et c'est ainsi que, paralysé par le trac, il tendra à Staline, sur la place Rouge, la gerbe offerte par les pionniers d'Ouzbékistan au grand-père des peuples, et qui passe la main dans les cheveux en disant quelques mots que Marek est bien trop troublé pour entendre et retenir. Il a douze ans.

Une quête acharnée

Laissons le lecteur découvrir lui-même comment l'enfant juif du ghetto de Varsovie, le khokloïden kazakh, le houïgoun ouzbek, le pionnier de la place Rouge, manque dans la Pologne retrouvée le départ pour la Terre promise d'un navire chargé d'émigrants juifs qui se nomme Exodus ; pourquoi il figure le mai 1949 dans le défilé traditionnel de la Bastille à la Nation à Paris, en tête du groupe de la jeunesse borchoviste, un mouvement d'extrême gauche, chaleureusement félicité par Maurice Thorez et Marcel Cachin ; par quel enchaînement, citoyen français, il fait les beaux-arts tout en travaillant la nuit comme typographe, devient un peintre connu, parcourt le monde et vit notamment une année en Argentine, — enseigné comme professeur invité à Harvard, tout cela sans casser de militer pour la cause d'un pays ou d'un régime, sans se laisser aller à la recherche d'une paix ou d'un paradis, sans possibilité par la fraternité des socialistes, des révolutionnaires élimés et déterminés, arabes ou juifs. A cette quête acharnée, à cette

campagne vibrante et éperdue qu'il mène depuis dix ans, il sacrifie tout, et d'abord jusqu'au dernier sou l'argent gagné avec sa peinture, et son temps, et ses forces, et son art. Il court en Israël auprès de Golda Meïr qui l'aime bien, de Ben Gourion, de Dayan ou d'Abba Eban. Il se rue au Caire chez Mourad Ghaleb ou Mohammed Zayat, successifs ministres des affaires étrangères de Sadate, ou auprès d'Hassanein Haykal, ancien conseiller intime de Nasser et tout-puissant rédacteur en chef d'Al-Ahram. Il rencontre à Beyrouth ou dans les camps palestiniens Abou Ayad, dirigeant d'Ei Fath, et les chefs de l'O.L.P. ou du F.P.L.P. Dix comités, vingt congrès, cent réunions, mille rencontres, des avions qui ne mènent nulle part, des nuits passées à tenter en vain de convaincre des pans, à Berlin ou à Londres, à Rome ou à Bruxelles. Faire venir des Israéliens en Egypte et des Égyptiens en Israël pour qu'ils se voient et soient vus et qu'ils parlent. Remuer, talonner, secouer inlassablement tous ceux qui ont un rôle à jouer, un mot à dire, un geste à faire, un appel à leurs programmes, à leur intérêt, à leur conscience. Défier la haine, ignorer le refus, nier la fatalité.

Un chauffeur de taxi demande réparation après avoir été blessé par un détenu au terme d'une permission de sortie

De notre correspondant

Grenoble. — Grièvement blessé à la tête, le 9 décembre 1975, par une balle de 6,5 mm tirée par un détenu « en cavale », Michel Ghesalé, vingt et un ans, qu'il avait pris en charge devant la gare de Grenoble — le jeune homme fut tué le lendemain à Valence (Drôme) alors qu'il retournait une femme en orage, — un chauffeur de taxi, M. Maurice Masson, demande aujourd'hui réparation au ministre de la justice. M. Masson estime avoir été victime des conséquences de la décision du juge de l'application des peines qui avait accordé à Michel Ghesalé une permission de sortie — du 17 au 21 octobre — alors qu'il se trouvait en centre d'écrou (Maurice et Michel), dépendant de la maison d'arrêt de Toul, et où il purgeait une peine de cinq ans.

« Compte tenu de la personnalité de Michel Ghesalé, considéré comme un individu dangereux et déséquilibré, estime l'avocat de la partie civile, M. Giraud, il est incontestable que l'administration a commis une faute lourde en permettant à celui-ci de bénéficier de sorties moins d'un an après sa condamnation. »

On indique au ministère de la justice que la demande en réparation du chauffeur de taxi grenoblois, blessé par un détenu en permission, ne vise pas la garde des sceaux. Une permission de sortie doit être considérée comme un acte relatif au service public pénitentiaire et relève donc du juge administratif dès lors qu'elle ne se rapporte pas à la nature et aux limites de la peine. Il s'agit donc d'un recours de la victime contre l'Etat — responsable de la sécurité des citoyens — par le biais du tribunal administratif en vue d'obtenir une indemnisation. On fait observer à la chancellerie que cette affaire ne doit pas remettre en cause la politique pénale du gouvernement pour ce qui concerne les permissions de sortie, qui ont pour objet de préparer certains détenus à leur réinsertion sociale. Mais, pour M. Giraud, « il apparaît évident que si l'on veut maintenir le régime de réinsertion « progressive » des condamnés, l'administration doit supporter les conséquences pécuniaires du risque anormal causé aux tiers et des barrières inévitables que comporte la mise en œuvre du système. » — C. F.

CATASTROPHES

L'ÉTAT D'URGENCE EST PROCLAMÉ AU FRIOLI

De notre correspondant

Rome. — L'état d'urgence a été proclamé au Frioul, lundi 13 septembre, après une nouvelle et violente secousse qui a ébranlé plusieurs semaines encore, dans plusieurs zones de terre de mal, dernier. Un commissaire extraordinaire a été nommé par le gouvernement, qui s'apprête à bloquer des crédits supplémentaires pour venir en aide aux habitants de la zone sinistrée. « La nation devra se préparer à affronter rapidement de nouvelles catastrophes », a dit le président du conseil, sans préciser par quels moyens — fiscal ou autre — cet argent serait recueilli. Sur place règne le plus grand découragement. Des décombres se

sont ajoutés aux décombres, et personne ne sait quand cela finira. Il est possible, en effet, que la terre continue à trembler pendant plusieurs semaines encore, dans plusieurs zones. La vicacité des secousses, depuis trois jours, a brisé l'ardeur des rescapés du séisme, qui s'étaient engagés avec détermination dans la remise en ordre de leurs villages. Beaucoup sont tentés de quitter définitivement la région. Plusieurs dizaines de milliers de personnes vivent encore sous des tentes. Jusqu'à ces derniers jours, ils demandaient avec insistance de pouvoir s'abriter dans des maisons. Maintenant, ce sont des « toits surs » qui sont réclamés. — R. S.

La Lune

dans un seau d'eau

« Tout cela a-t-il servi à quelque chose ? A-t-il fait avancer d'un seul pas la cause de la paix ? », s'interroge Marek Halter, qui poursuit : « Il m'arrive de penser que je ne suis qu'un fou des rois, un bouffon qu'on reçoit parce que sa bonne volonté est touchante, sa démarche délassante et sa naïveté rafraîchissante. » Ainsi étaient les juifs d'Heim qui, plus malins que les autres, pensaient pouvoir capturer la Lune. Chacun eût, ils emprisonnaient son reflet dans un seau d'eau qu'ils remettaient soigneusement. Mais, au matin, la Lune n'y était plus. Les idées que Marek Halter et ses amis ont semées germeront-elles un jour ou bien s'évanouiront-elles aussi fugaces que la Lune à Heim ? « Mes amis m'aimeraient-ils encore ? » s'interroge avec angos le fou des rois à la dernière page de son récit. On a envie de lui répondre : « Mais oui, Marek, et plus encore à cause de ce cri si beau et si pur, de ce livre si humain. »

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

* Marek Halter. Le Fou et les Rois, Albin Michel, 208 pages, 55 F.

150

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

UNE TERRE TOUTE CABOSSÉE...

Pour mieux connaître ce qu'il y a sous nos pieds

Si la Terre était parfaitement sphérique et homogène, son champ de gravité serait donné par la loi classique de Newton : la pesanteur diminuerait en raison inverse du carré de la distance au centre du globe.

On sait depuis longtemps que ce n'est pas le cas. C'est d'ailleurs Newton lui-même qui a montré que la Terre, par suite de sa rotation sur elle-même, devait être un ellipsoïde légèrement aplati, et non une sphère. La distance des pôles au centre de la Terre est plus courte d'une quarantaine de kilomètres que la distance de l'équateur à ce même centre.

On en est resté longtemps là. C'est avec les premiers satellites que des complications sont apparues. Il se trouve qu'une faible modification de la forme de la Terre a un effet important sur la trajectoire d'un satellite. La Terre est alors apparue comme une poire ; par rapport à l'ellipsoïde, il y a une légère bosse au pôle Nord, un creux relatif au pôle Sud.

On est ensuite allé beaucoup plus loin en raffinant constamment les modèles. Le champ de gravité terrestre peut être décrit par une expression mathématique, somme d'un très grand nombre de termes : pour avoir une description parfaite, il en faudrait un nombre infini, mais, comme les termes sont de plus en plus petits, on obtient une approximation d'autant meilleure qu'on prend plus de termes. Le modèle établi par le G.R.G.S. (1) en comporte une centaine.

Comment est-il établi ? Les auteurs ont utilisé deux sources de renseignements. D'abord, des mesures directes de la pesanteur à la surface du globe : trente-quatre mille quatre cents valeurs donnant chacune la valeur moyenne de la pesanteur sur un carré d'environ 100 kilomètres de côté. Les résultats couvrent pratiquement tout l'hémisphère nord, et une bonne partie de l'hémisphère sud. Ensuite, des observations de satellites artificiels : quarante-quatre satellites ont été surveillés par trente-huit stations réparties sur tout le globe ; il en résulte

(1) Le G.R.G.S. rassemble des chercheurs du Centre national d'études spatiales, de l'Institut géographique national, du Bureau des longitudes, de l'Institut de physique du globe, du Centre d'études et de recherches de géodynamique appliquée de Grasse et des observatoires de Paris et de Bordeaux.

quelque trois cent mille mesures d'angle (par observation sur fond d'étoiles) et de distances (obtenues par écho laser sur le satellite). Toutes ces données ont été introduites en ordinateur, et un gigantesque programme en a extrait la meilleure détermination du champ de gravité compatible avec les données. Pour vérifier le modèle, on a recalculé à partir du résultat les trajectoires des satellites, et comparé avec les observations. Les écarts de distances varient entre une dizaine et une centaine de mètres.

Le modèle GRIM-2 — il y a une première version, GRIM-1, fondée sur les seules observations de satellites — n'est pas le premier. Les États-Unis en ont réalisé plusieurs autres (le Monde du 5 octobre 1967). Il est cependant le premier à être en Europe, et sa comparaison au dernier modèle américain montre une qualité équivalente, et parfois supérieure.

Il est difficile de se représenter clairement une formule mathé-

matique comprenant cent termes. Mais on peut en déduire la forme du géoïde. Le géoïde est une surface qui coïncide en gros avec le niveau moyen des océans, et qui est en tous points horizontale, c'est-à-dire perpendiculaire à la verticale du lieu. Ce géoïde est fortement bosselé. Ainsi, au sud de Ceylan, il « descend » à 108 mètres au-dessous de l'ellipsoïde qui représente l'approximation classique de la Terre. En d'autres points, comme le nord de la Nouvelle-Guinée et le sud de l'Islande, il « monte » à 83 mètres et à 64 mètres au-dessus de cet ellipsoïde.

Comme le géoïde est horizontal par définition, monter et descendre sont des termes imprécis. Si un navire coupe l'équateur au sud de l'Inde, vers 105 mètres, et le recoupe au nord de la Nouvelle-Guinée, vers + 70 mètres, il n'aura dans l'intervalle ni monté ni descendu, en négligeant vagues et marées. Mais il sera cependant éloigné de 175 mètres du centre de la Terre.

Les montées du magma

L'application pratique la plus évidente de ce modèle concerne le calcul des trajectoires des satellites — et pour les militaires, le guidage de missiles intercontinentaux. Mais il y a un autre intérêt : mieux comprendre la physique de l'intérieur du globe. Les bosses du géoïde traduisent des irrégularités de la Terre ; mais pas ces minuscules accidents de surface que sont les continents et les fosses océaniques. Même si la masse d'un continent est grande à notre échelle, il est aisé de calculer sa contribution au champ de gravité et de voir qu'elle est trop faible pour expliquer les bosses du géoïde. Les irrégularités du champ de gravité signalent des accidents plus profonds.

La localisation des bosses n'a d'ailleurs rien de commun avec celle des continents. Il y aurait plutôt une vague liaison avec certaines frontières des plaques de la croûte terrestre : les déformations du géoïde traduisent la montée du magma sous-jacent.

À dire vrai, si précis qu'il soit, le modèle GRIM-2 ou ses concurrents américains sont encore insuffisants pour qu'on puisse en tirer des conclusions importantes. Les bosses et creux du géoïde, tel qu'il ressort de GRIM-2, ont des dimensions de quelques centaines de kilomètres. Il faudrait une description dix fois plus fine, décrivant des accidents d'une cinquantaine de kilomètres, pour apporter vraiment du nouveau aux géophysiciens.

Ce n'est pas avec des mesures directes de la pesanteur ou avec des observations de satellites qu'on pourra atteindre une telle précision. Mais d'autres méthodes

existent, qui devraient dans l'avenir permettre de progresser. La plus directe est l'altimétrie : on mettrait sur un satellite un laser permettant de mesurer directement sa hauteur au-dessus de l'océan — qui est une matérialisation du géoïde. Cela donnerait en principe une détermination directe des accidents à ce dernier. La chose est malheureusement plus simple à dire qu'à faire.

La poursuite des satellites est une autre technique. Si deux satellites suivent la même orbite, ils vont tantôt se rapprocher, tantôt s'éloigner. Leur distance peut être mesurée à quelques fractions de millimètre près à l'aide d'un laser porté par l'un et dont le rayon est réfléchi par l'autre. Or les fluctuations de distance sont directement reliées aux variations du champ de gravité. Autre technique, terrestre celle-là : mesurer la variation de la pesanteur le long d'une verticale, et non la pesanteur elle-même. Cette « gradiométrie » est une œuvre de longue haleine, mais devrait apporter de précieuses indications.

Il est probable que, d'ici quelques années, GRIM-2 et autres seront dépassés et que, au lieu de décrire le champ de gravité avec une centaine de termes, il en faudra plusieurs milliers. On pourra alors mieux savoir ce qu'il y a sous nos pieds, et peut-être prédire... quand cela va bouter. Il semble en effet que les séismes soient en relation avec les petits changements d'orientation de la ligne des pôles — ce qu'on appelle le mouvement du pôle ; et ce dernier dépend principalement des irrégularités du champ de gravité.

MAURICE ARVONNY.

Le nouveau délégué

à la recherche scientifique et technique

M. BERNARD GRÉGORY un international de la science

SELON la tradition, le délégué général à la recherche scientifique et technique est à la fois un physicien et un universitaire. M. Bernard Grégory, qui a été nommé à ce poste au début de l'été, satisfait presque à cette tradition : physicien non universitaire, il a longtemps enseigné à l'Ecole polytechnique.

Haut fonctionnaire, M. Bernard Grégory n'a pas l'aspect austère que l'on remarque habituellement chez ses collègues. Son élégance recherchée mais discrète tranche sur la grisaille des ministères. Personne ne peut résister à son sourire. Quand il veut séduire, il n'hésite pas à jouer du charme de ses yeux bleus.

Rien ne le prédestinait à une

Le hasard l'avait amené au fameux MIT (Massachusetts Institute of Technology). Le même hasard l'avait orienté vers les réactions nucléaires engendrées par les rayons cosmiques. A son retour à Paris, la voie était toute tracée. Il entre comme sous-directeur au laboratoire de recherche de l'Ecole polytechnique que dirige le passionné Laplace-Ringuet.

De Polytechnique à la D.G.R.S.T.

Une carrière internationale de brillant chercheur s'ouvre alors devant lui. Il participe à la mutation du laboratoire qui, progressivement, abandonne les rayons cosmiques pour les particules



(Dessin de CALVI.)

carrière d'administrateur de la science : alors une intelligence et une finesse pousse à un point si extrême qu'elle en deviennent presque des défauts. M. Grégory est un homme à part. Aucune orientation marquée pour les sciences non plus, bien que son père soit ingénieur.

Quand il entre premier à Polytechnique, juste avant la dernière guerre mondiale, le jeune Grégory ne songe nullement à la recherche. Il devait fatalement entrer dans cette grande école : bon élève, venant d'un milieu familial aisé, il passe par les meilleurs lycées, et il y réussit au-delà des espérances.

Ce début de carrière sage est brutalement interrompu par la guerre. Après un an d'études, c'est le front, où, en une dizaine de jours de combat, le sous-lieutenant Grégory acquiert la médaille militaire avant d'être fait prisonnier. Son apprentissage de la vie entre vingt et vingt-cinq ans se fait ainsi à l'olig D. Les hommes — des officiers pourtant — lui apprennent dans leur petitesse, renouent à leur dignité pour se disputer des bribes de nourriture.

Le pire ennemi des prisonniers est l'ennui. Comment meubler ces cinq ans d'inaction forcée ? En lisant, principalement des ouvrages de physique, M. Bernard Grégory acquiert une vaste culture. Il n'apprend que le physique très classique, celle que l'on enseignait en France à l'époque, et qui ne tenait que fort peu compte des découvertes essentielles de la relativité et de la mécanique quantique. Mais le goût est pris.

Rentré en France, après avoir passé brillamment son examen de sortie de l'Ecole polytechnique, M. Bernard Grégory choisit une nouveauté : la « boîte-recherche ». Il passe trois ans aux États-Unis et y devient docteur.

fournies par les accélérateurs. Il est ainsi amené à travailler de plus en plus fréquemment à l'accélérateur du CERN (à Genève), qui vient d'entrer en fonctionnement. Finies les expéditions au pôle du Midi, où il pouvait assouvir son goût du sport. C'est maintenant le travail de laboratoire dans une grande organisation internationale. Il y gravit les échelons de la hiérarchie de la recherche et enseigne la physique à Polytechnique.

Son nom est mis en avant pour le poste de directeur général du CERN. Mais il y a un autre candidat sérieux : le professeur Italien Puppi. M. Grégory se prend au jeu, défend ardemment sa candidature. Et l'emporte finalement. C'est le début d'une nouvelle phase : celle d'administrateur de la recherche plus que de chercheur. Ces cinq ans à la tête du CERN sont l'occasion d'un réel épanouissement.

Le retour au laboratoire parisien de l'Ecole polytechnique en 1971, où, éligement, M. Laplace-Ringuet lui cède la place, en prenant sa retraite avec quelques temps d'avance, n'en est que plus dur. Avec courage, M. Grégory remodèle son cours à l'Ecole polytechnique, et s'efforce d'acquiescer avec lui. Mais il se sent à l'étroit. Le style que sa personnalité a pris au CERN s'accommode mal d'un cadre trop petit et trop spécialisé. Il faut qu'il en sorte. En 1973, M. Hubert Curien quitte la direction du C.N.R.S. pour succéder à M. Pierre Aigrain à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). M. Grégory, qui est disponible et range son train, le remplace au C.N.R.S. et retrouve une fonction dont la dimension lui convient. Elle le conduira, comme par fatalité, à succéder à M. Curien quand celui-ci quittera la D.G.R.S.T. pour la présidence du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) au début de l'été.

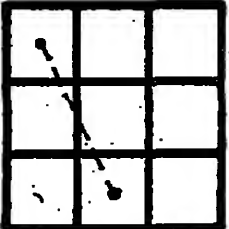
JEAN-LOUIS LAVALLARD.

EN TOUTE LOGIQUE Sauts de cavalier

PROBLEME N° 75

Sur cet échiquier 3 x 3, un cavalier d'échecs peut faire seize sauts différents (deux à partir de chaque case du poutour).

Combien de sauts peut-il faire sur un échiquier 7 x 9, ou, plus généralement, sur un échiquier p x q ?



(Solution dans le prochain Monde des Sciences et des Techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 74

Un homme marche sur un pont de chemin de fer. Il en parcourt les deux tiers et voit arriver un train qui avance à 45 kilomètres à l'heure. L'homme peut s'échapper de justesse vers l'une ou l'autre extrémité du pont. Quelle est sa vitesse ?

Dans un temps égal, l'homme peut parcourir le dernier tiers ou reculer d'un tiers. A cet instant, le train a atteint une extrémité du pont. Si l'homme peut s'échapper par l'autre extrémité, alors le train parcourt tout le pont pendant que l'homme en parcourt un tiers. L'homme court à 15 kilomètres à l'heure.

PIERRE BERLOQUIN.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

Alsacien - Basque - Breton
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III^e République, emportés par l'onde rurale et les grands bouleversements sociaux de XX^e siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refassent l'information centralisée et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

Dans le même numéro

Une interview de François Billeloux : le théâtre pourrait servir de base à l'enseignement. Des propositions pour un nouveau calendrier scolaire. Les oracles ont-ils inventé l'université ? Les métiers de la banque. La formation continue à la Banque de France. Les livres et les livres.

Le numéro : 5 F. Abonnements (11 numéros par an) : France : 50 F. Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75422 Paris Cedex 09

LE SAVOIR ET LES MACHINES

GÉOPHYSIQUE

Le trou le plus profond

Le navire américain de forages scientifiques, *Glamor-Challenger*, va essayer de forer, au large du Maroc, le trou le plus profond jamais réalisé dans les grands fonds marins. Cette opération est inscrite au programme international IPOD (International Phase of Ocean Drilling), auquel participe la France.

Les responsables scientifiques vont essayer de pénétrer les fonds marins sur une profondeur de 3 500 mètres (ou même plus) de manière à atteindre les sédiments déposés au moment de l'ouverture de l'Atlantique, il y a cent quatre-vingts à cent quatre-vingt-dix millions d'années (des sédiments les plus anciens récupérés à ce jour, au large de l'Amérique

du Nord et au large du Sénégal, n'ont, en effet, que cent cinquante-cinq millions d'années environ). En outre, il n'est pas impossible que le trépan atteigne le socle. On pourrait ainsi savoir si la zone forée, qui est située à près de 100 kilomètres des côtes marocaines, mais à dix sous 3 000 mètres d'eau, appartient déjà au domaine océanique ou fait encore partie du domaine continental. Enfin, on obtiendrait des informations nouvelles sur ces zones encore très mal connues : que, sont les marges continentales.

Le record précédent de pénétration était de 1 750 mètres. Le forage avait eu lieu l'hiver dernier au large du Portugal.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
208 10-30 ODOUL

Une deuxième usine d'enrichissement de l'uranium sera construite par la France et quatre autres pays

La France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'Iran, déjà associés depuis 1974 dans le groupement Eurodif, ont décidé, en novembre 1975, la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium à Tricastin, près de Pierre-Valteuil (Drôme), ont annoncé, à Paris, le 13 septembre, leur intention de construire une seconde usine, copie sur celle de Eurodif et faisant appel au procédé de diffusion gazeuse. Son coût total, pour dix millions d'unités de travail de séparation isotopique, sera de 10 milliards de francs.

Prise il y a en réalité quelques semaines, cette décision, dont l'annonce avait été différée, apparaît plus de principe que véritablement définitive. Le site n'est pas choisi et ne le sera que dans les premiers mois de 1977. L'avant-projet détaillé ne sera pas terminé avant mars 1978 et c'est à cette date seulement, lorsque l'usine d'Eurodif commencera à fonctionner, que les pays participants lanceront leurs emprunts sur le marché financier.

La décision n'est donc pas irrévocable, et elle ne sera complètement acquiescée qu'au début de l'année 1978, au vu des conditions du marché de l'uranium enrichi.

Les pays regroupés dans Eurodif (Belgique, Espagne, France, Iran et Italie) avaient formé en 1975 une société Corefid (Compa-

gnie de voir si les États-Unis décident ou non de réaliser une nouvelle usine de diffusion gazeuse de 9 millions d'U.T.S. comme ils en ont depuis longtemps l'intention.

Le problème des usines d'enrichissement est, d'une part, leur coût élevé — 10 milliards de francs 1975 pour 10 millions d'U.T.S. en Europe, 15 milliards au moins aux États-Unis — et, d'autre part, le délai de réalisation. Il faut environ sept ans pour les construire, sans compter la phase d'avant-projet, débordée en novembre 1975, l'usine d'Eurodif ne commencera à produire qu'en 1979 et n'atteindra sa pleine production qu'en 1981. Il s'agit donc de prévoir la demande une dizaine d'années auparavant, de manière suffisamment précise.

Au lieu d'élucider la situation, la crise du pétrole a contribué à la brouiller. Les programmes nucléaires de tous les pays du monde marquent le pas, et la demande prévisible pour 1980 est en baisse de 10 à 15 % par rapport aux évaluations de 1974, et pour 1985 et 1990 elle est inférieure d'environ 20 %. Les spécialistes sont assez nombreux à estimer, toutefois, qu'il parait de 1980, le nucléaire sera solidement installé et que la demande de combustible enrichi croîtra assez rapidement. Selon les prévisions actuelles, c'est vers 1984 que la demande mondiale rattrapera l'offre. D'où l'idée de mettre en service Corefid en 1985.

alent rentables, seraient étendues à 3 millions d'U.T.S. vers 1985-1987. Aujourd'hui, seule la firme Bechtel reste intéressée au projet d'U.S.A., le Japon manifestant toujours son intention de participer au financement de l'usine. Surmonté le Congrès américain a modifié le projet de loi de l'administration qu'il n'appréciait guère pour l'aide qu'il souhaitait apporter au secteur privé. Le Sénat, l'administration fédérale ERDA, qui s'occupe des problèmes d'énergie aux États-Unis, et qui gère les trois usines d'enrichissement existantes, a été invité à étudier l'extension d'une de ces usines à Portsmouth, dans l'Ohio. Une extension qui équivaldrait pratiquement à la construction d'une nouvelle usine et qui pourrait suppléer à la défaillance du secteur privé.

Ainsi les projets des uns et des autres s'entrechoquent-ils, chacun attendant des deux côtés de l'Atlantique que l'autre se décide. Il faut bien constater toutefois que les pays, comme le Japon, qui n'ont pas de garantie absolue d'approvisionnement en combustible enrichi ne paraissent pas très impatients de participer aux projets américains ou européens, alors qu'une telle participation leur assurerait un droit de préemption automatique sur la production des usines. (Ce qui est le cas de l'Iran, par exemple.) Il est vrai que le Japon, comme l'Australie, a ses propres projets.

Il n'est donc pas aisé de prévoir si d'autres pays viendront se joindre à Corefid avant le démarrage de l'usine. En principe, celle-ci commencera au début de l'année 1978, après que l'on aura tranché entre les trois sites français, les deux sites italiens et un site belge. Le premier stade appellera un financement d'environ 6,5 milliards, et c'est une usine incomplète qui sera mise en service en 1985. L'hexafluorure d'uranium devra alors être enrichi dans l'usine de Corefid avant d'être transporté par conteneur à l'usine d'Eurodif qui terminera l'enrichissement. Au total, 25 000 tonnes environ d'hexafluorure seront transportées chaque année, ce qui posera sans doute des problèmes de sécurité. Aux dires des spécialistes français, l'exploitation des deux usines ainsi couplées ne serait guère pénalisée.

Corefid devrait être financé à peu près de la même façon qu'Eurodif. Le capital d'Eurodif, à 1 milliard de francs environ de 1974, Les avances d'action-

naires, qui ont démarré en 1976 (300 millions) doivent aussi à 1 milliard de francs et les acomptes à recevoir des clients qui passent des commandes atteindront 1,5 milliard. Le reste proviendra de crédits bancaires et de crédits à l'exportation. L'investissement d'Eurodif est ainsi commandé aujourd'hui 85 % des matériels de l'usine et les bâtiments commencent à sortir de terre. Tous

LES ACTIONNAIRES

Le capital de la société COREFID (Compagnie de réalisation d'usines de diffusion gazeuse) est partagé entre trois actionnaires. EURODIF en possède 17 %, la COGEMA, filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique pour le cycle du combustible nucléaire, en possède 29 %, et l'Organisation de l'énergie atomique (O.E.A.), 20 %. Mais la COGEMA et l'O.E.A. participent aussi à EURODIF, dont le capital se répartit au total entre six partenaires industriels :

AGIP Nucléaire (Italie), 12,5 % ; Comitato Nazionale per l'Energia Nucleare (Italie), 12,5 % ; COGEMA (France), 27 % ; Empresa Nacional del Uranio S.A. (Espagne), 11,1 % ; Société belge pour l'enrichissement de l'uranium, 11,1 % ; Société franco-italienne d'industrialisation gaseuse (SOFIDIF), filiale à 50 % de COGEMA, et à 40 % d'O.E.A., 25 %.

A travers sa double participation, la COGEMA détient 42,5 % des parts du capital d'Eurodif et dans COREFID la société française détient aussi la majorité avec 50,53 %.

Les compresseurs, les barrières de diffusion et leurs supports sont notamment en cours de fabrication. Les usines, une fois commencées à fonctionner, M. Besse espère que la crédibilité sera suffisante pour obtenir de nouveaux prêts pour Corefid. Sans doute aussi, d'autres pays étrangers seront-ils davantage tentés de participer à Corefid. — D.V.

OFFRE ET DEMANDE D'URANIUM ENRICHIS

DANS LE MONDE D'ICI À 1990

(En millions d'unités de travail de séparation isotopique)

	1975	1980	1985	1990
Offre.				
— États-Unis (ERDA)	14	22	27,7	27,7
— Union soviétique	3	3	4,9	4,9
— EURODIF	3	3	10,3	10,3
— URENCO	0,5	10	10	10
— COREFID	5	5	10	10
Total.....	17	25,5	56,5	56,5
Demande.				
— États-Unis	11	22,1	38	38
— Europe	10,1	21,5	36	36
— Japon	2,3	6,3	9,2	9,2
— Autres pays	1,2	5,3	8,5	8,5
Total.....	12-14	25,1	56,4	56,4

Ce tableau est indicatif car ni l'offre ni la demande d'uranium enrichi d'ici quinze ans ne sont connues avec une exactitude de l'ordre de l'unité. Particulièrement, les quantités de travail d'enrichissement que vend l'Union soviétique aux pays étrangers sont évaluées aujourd'hui à 3 millions d'U.T.S., mais ne sont pas officiellement rendues publiques. On peut aussi supposer que, d'ici à 1980, l'Union soviétique construira une autre usine. Pour les États-Unis, on hésite à indiquer la date à laquelle l'usine de 9 millions d'U.T.S. envisagée depuis plusieurs années pourrait atteindre sa pleine capacité, puisqu'elle n'est toujours pas décidée. Il est possible aussi que vers 1980 existent au service d'autres usines, utilisant peut-être le procédé d'ultra-centrifugation. Enfin, certains spécialistes doutent que les usines d'URENCO, qui font appel au procédé d'ultra-centrifugation, atteignent la capacité d'un million d'U.T.S. par an pour 1985.

Du côté de la demande, les prévisions restent assez floues, car on ne sait plus aujourd'hui quel sera le rythme de développement des programmes nucléaires dans le monde. Par rapport aux prévisions de 1974, la demande calculée pour 1980 a baissé de 9 % ; celle calculée pour 1985 de 14 %, et pour 1990 de 19 %.

On peut toutefois supposer que les statistiques actuelles donnent un ordre de grandeur et que, si les usines officiellement annoncées sont construites et fonctionnent correctement, une certaine pénurie pourrait se faire sentir à partir de 1985 (sauf si les États-Unis construisent des usines nouvelles).

gnie de réalisation d'usines de diffusion gazeuse) pour étudier les futures installations dont ils auraient besoin. C'est Corefid qui vient de prendre la décision de réaliser une seconde usine d'enrichissement utilisant une technique mise au point il y a une trentaine d'années pour les besoins militaires, la diffusion gazeuse. Les pays européens et l'Iran confirment ainsi leur intention de concurrencer les États-Unis qui, jusqu'ici, avaient le monopole de la production de l'uranium enrichi dans le monde occidental. Avec une capacité installée de près de 16 millions d'unités de travail de séparation isotopique (U.T.S.) en 1985 — 10,8 millions d'U.T.S. pour l'usine d'Eurodif et 5 millions pour Corefid — ils auront dépassé la capacité actuelle de production des États-Unis, 14 millions d'U.T.S. En 1981 toutefois, la capacité d'enrichissement aura été portée à 27,7 millions d'U.T.S. avec l'extension des trois usines existantes. Pour sa part, l'Union soviétique a officiellement annoncé d'ici 3 millions d'U.T.S. à des pays étrangers.

Une grande prudence

La décision qui vient d'être prise est cependant empreinte d'une grande prudence. L'usine de Corefid sera construite en deux étapes. Elle commencera à fonctionner vers 1985 à la moitié de sa capacité. Ce n'est qu'ensuite que cette capacité sera portée de 5 à 10 millions d'U.T.S. Cette programmation laisse le temps de voir comment évoluera le marché et les technologies. Lorsqu'il s'agira de décider l'extension de l'usine, on saura notamment combien les États-Unis et d'autres pays (Japon, Australie, Afrique du Sud, qui ne sont pas encore sur le marché mais qui souhaitent construire des usines) auront d'installations d'enrichissement en chantier. Il est vraisemblable que l'on saura aussi si le nouveau procédé d'enrichissement par ultra-centrifugation, que les Britanniques, les Néerlandais et les Allemands mettent au point dans le cadre de leur association d'Urenco, est devenu ou non compétitif.

A plus court terme, la décision de construire l'usine de Corefid ne deviendra définitive que dans dix-huit mois, ce qui permettra

D'où l'idée aussi pour Urenco d'augmenter de 4 à 10 millions d'U.T.S. les capacités de ses usines britanniques et allemandes, si et si ce n'est l'ultra-centrifugation donne satisfaction. Si la demande continue de croître, elle pourrait atteindre 92 millions d'U.T.S. en 1990, et il faudra construire trois ou quatre usines nouvelles pour compléter la capacité de production mondiale de 56 millions d'U.T.S. en 1985 (compte tenu de Corefid et d'Urenco).

Un paradoxe : l'absence américaine

« Le phénomène majeur de ces dix dernières années est l'absence de décision américaine », disait, en présentant le projet Corefid, M. Georges Besse, président du conseil d'administration et directeur de la Cogema, filiale du Commissariat français à l'énergie atomique (C.E.A.). Les États-Unis, en effet, hésitent et s'interrogent depuis plusieurs années. Jusqu'ici, tout l'uranium enrichi américain qui approvisionne à la fois les centrales nationales et les centrales étrangères est produit dans trois usines publiques. L'administration fédérale avait conçu le projet de pousser les industriels à investir dans ce secteur, et le président Ford avait proposé, en juin dernier au Congrès, un projet de loi qui prévoyait les modalités de transfert des connaissances et le soutien financier du gouvernement fédéral aux investisseurs privés. Ce projet, le Nuclear Fuel Assurance Act, proposait que le gouvernement fédéral assure les investissements des industriels jusqu'à 8 milliards de dollars au cas où les investisseurs ne rencontreraient pas le succès escompté. Il était spécialement destiné à encourager une association de plusieurs industriels, Uranium Enrichment Associates (U.E.A.), qui étudiaient une usine de diffusion de 9 millions d'U.T.S. devant entrer en fonctionnement en 1983. Des participations étrangères au financement de l'usine étaient envisagées jusqu'à 40 %.

Trois autres sociétés, Centar Associates, Tencor (groupe Garret), et Exxon Nuclear étudiaient, indépendamment les uns des autres, des unités pilotes d'ultra-centrifugation qui, si elles se révé-

PRÉHISTOIRE

CINQUANTE SCIENTIFIQUES ET TECHNICIENS S'INSTALLENT AU NOUVEAU CENTRE DE RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

(De notre correspondant)

Nice. — Mme Alice Saunier-Selb, secrétaire d'État aux universités, a inauguré, lundi 13 septembre, le nouveau Centre de recherches archéologiques et universitaires, le Centre de recherche archéologique (C.R.A.) du Centre national de recherches scientifiques (C.N.R.S.), sur le campus Sophia Antipolis à Valbonne (Alpes-Maritimes) (1).

Quatre intégrantes du domaine du C.N.R.S. ont été regroupées : l'Institut scientifique et technique de Valbonne, les nouvelles installations (quatre bâtiments contigus) couvrant une surface totale de 4 217 mètres carrés et une « surface scientifique » de 2 790 mètres carrés.

De leur flot de verdure, elles sont destinées à abriter la direction, les services et les laboratoires de recherche archéologique. Les travaux de construction de trente U.R.A. (Unités de recherche archéologique) de France et de l'étranger. Certaines scientifiques et techniques y seront à pied d'œuvre, formant le noyau de base du C.R.A. dont le directeur, M. Michel de Bonis, membre de l'Institut, a défini la vocation.

Selon ses promoteurs, auquel M. Robert Chabal, directeur général du C.N.R.S., a rendu un hommage, le parti sur lequel repose le C.R.A. est simple : en apportant à la recherche les ressources de ses services et de ses laboratoires, en faisant bénéficier d'une structure souple et ouverte pouvant jouer le rôle de laboratoire d'accueil, le C.R.A. mettra à la disposition des archéologues et des préhistoriens les techniques d'accompagnement indispensables, qu'il s'agisse des moyens nécessaires pour recueillir les données de l'exploration, pour en exploiter les résultats ou pour les mettre à la portée du public.

LES TRAVAUX DU CONGRÈS DE NICE

Un nouvel « Homo habilis » vient d'être trouvé en Afrique du Sud

De notre envoyée spéciale

Nice. — Entre le 9 et le 17 août dernier, le professeur Philip V. Tobias, professeur à l'université de Witwatersrand de Johannesburg, et M. Alan R. Hughes, assistant à l'université de Witwatersrand, ont mis au jour sur le site de Sterkfontein, à 35 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, la mâchoire inférieure d'un crâne appartenant très probablement à un « Homo habilis » datant de — 2 à — 1,5 millions d'années et ayant appartenu à un individu âgé de sept à dix ans. Trente-neuf morceaux et neuf dents ont été récupérés, si bien que ce n'est pas un crâne d'« Homo habilis » mais, avec trois ou quatre autres dents connues, un crâne plus complet que les spécialistes aient à leur disposition.

Telle est la communication inattendue que le professeur Tobias a faite mardi 16 septembre au colloque sur les premiers Hominiens qui a eu lieu dans le cadre du IX^e congrès international de l'anthropologie préhistorique et protohistorique réuni à Nice.

Baptisé S.L.W. 53, ce crâne est approximativement contemporain des autres « Homo habilis » trouvés à l'Omo (Éthiopie du Sud), à Olduvai (Tanzanie), dans l'Afar (Éthiopie de l'Est) et sur la rive est du lac Turkana (anciennement appelé lac Rodolphe, dans le Kenya du Nord). Tous ces « Homo habilis » sont associés à l'industrie la plus primitive, celle des

galets aménagés par un ou plusieurs êtres.

La découverte de Sterkfontein est spécialement intéressante, car elle permet d'attribuer à l'« Homo habilis » les centaines de galets aménagés trouvés entre 1936 et 1958 par C. K. Brain et J. T. Robinson à 3 mètres de l'emplacement du nouveau crâne, mais dans le même niveau, et elle donne une importance toute nouvelle à ce site déjà connu pour être le plus riche en Australopithecus africanus (Australopithecus gracile), qui vivaient il y a 3 à 2,5 millions d'années, une coïncidence curieuse, le dernier morceau du nouveau crâne a été trouvé le 17 août, soit quarante ans, jour pour jour, après la découverte par R. Broom, sur ce même site, du premier Australopithecus africanus adulte.

En outre, l'« Homo habilis » de Sterkfontein est le deuxième spécimen de ces Hominiens à avoir été trouvé en Afrique du Sud. Seul, jusqu'à maintenant, le gisement d'au Swartkrans avait livré des restes d'« Homo habilis » à peu près le même âge.

Contrairement aux sites d'Afrique orientale, les gisements d'Afrique du Sud ne sont pas intercalés entre des couches de cendre ou de roches volcaniques. Il est donc impossible de les dater par les méthodes isotopiques. La datation des différents Hominiens fossiles d'Afrique du Sud est retrouvée par comparaison avec la faune d'Afrique orientale. Partout en Afrique, les restes d'« Homo habilis » sont associés à la présence de très nombreux coquilles, antilopes, primates (babouins et autres cingés) et à quelques carnivores (lynx ou chats sauvages).

La découverte de Sterkfontein confirme donc l'ancienneté de l'« Homo habilis », puisqu'il y a deux à un million et demi d'années sa forme était déjà nettement différenciée de celle de l'Australopithecus gracile, dont, selon les théories actuelles, il serait issu. Pour le moment, on ne connaît pas des « Homo habilis » africains, au total quelque soixante-quinze individus parfois représentés par une seule dent. Les « Homo habilis » sont très probablement les précurseurs immédiats des « Homo erectus » (ou « Pithecanthropus »), dont on pense qu'ils sont nos ancêtres directs.

YVONNE REBEYROL

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

AU CONGRÈS DE PSYCHOSOMATIQUE

La santé et le choix de société

La médecine, la santé, ou plus exactement l'idée que chacun s'en fait, relèvent d'un choix de société. Médecine de pointe ou médecine de masse, médecine collective ou individuelle, hospitalocentrisme ou non, autant de questions qu'avait décidé d'aborder entre autres, sous des angles divers, le cinquième congrès international de psychosomatique réuni à Paris du 9 au 12 septembre. Quatre « tables rondes » ont, avec plus ou moins de bonheur, tenté d'examiner les nouvelles orientations possibles de la politique de santé et l'éventuelle remise en cause de l'idéologie médicale traditionnelle.

En ouverture, le docteur Bernard Pissarro, dans un rapport sur l'avenir et les frontières de la médecine, avait émis l'idée d'un problème, rappelant notamment que « conserver la santé d'une population est loin de se résumer à des actions thérapeutiques » et que « la société est elle-même génératrice de nombreux troubles de la santé, que ce soit dans le domaine somatique (pollutions, conditions de travail, etc.) ou psychologique (enrichissement) ». La médecine du travail et la médecine scolaire peuvent en témoigner chaque jour. En conclusion, le docteur Pissarro envisageait un avenir immense pour la médecine, à condition que le « savoir médical » ne demeure pas confiné par le « pouvoir médical ».

L'hôpital, pour quoi faire ?

Les hôpitaux sont malades, les médecins sont malades, les finances sont malades : c'est ce qu'on pouvait retenir pour l'essentiel de la « table ronde » réunie au congrès de psychosomatique la semaine passée à Paris, sur le thème « L'hôpital pour quoi faire ? ». Le fait de poser la question montrait qu'il était difficile de répondre et que l'on comptait un peu sur la salle très faiblement remplie pour aider à dégarer au moins des éléments de réponse.

L'hôpital tel qu'il a été décrit analysé, critiqué ce jour-là, est le gouffre financier de la Sécurité sociale (42,8 % des dépenses de santé en 1974, soit 33,4 milliards sur un total de 71,8 milliards). C'est aussi le lieu de la technique de pointe, à la fois irremplaçable et hors de prix, et celui des soins aux indigents, aux travailleurs migrants, aux ouvriers, ou encore à ces « petits malades » ou « ces alcooliques » que notre société ne sait pas traiter autrement.

Un hôpital est-il nécessaire pour dispenser ces deux sortes de services qui n'ont rien de commun ? Le docteur Parent-Dubois, à plusieurs reprises, insistait à cet égard sur la confusion actuelle entre la vocation d'hôpital, d'hébergement, de « lits » pour personnes malades et la vocation de traitement des personnes âgées, des handicapés, des alcooliques, etc. (qui ne nécessitent pas toujours l'hébergement).

L'hôpital nécessaire ? Sûrement pour le « noyau dur » des traitements de haute technicité, qui doivent être obligatoirement groupés en un même lieu, seul moyen de concentrer des équipements lourds et des personnels spécialisés. Pour le reste, le moins que l'on puisse dire est que les avis sont partagés. L'hôpital pourrait devenir le siège plus important de soins ambulatoires, de consultations externes, voire de médecine préventive ; il peut être encore perçu comme un rassurant « sanctuaire » (pour ceux qui veulent un statut de malade), inquiétant pour d'autres. Comme l'a montré M. E. Lévy, l'historien, le juriste, l'économiste, le bien-pensant, le malade, le médecin, le politicien, ont leur mot à dire sur l'hôpital, qui ne doit pas devenir l'un de ces temples technocratiques qui engendrent à perpétuité de nouveaux besoins.

En conclusion, tous les orateurs se sont accordés sur ce point : l'hôpital existe et demeure indispensable ; mais pour quel faire ? Beaucoup plus que ses simples prestations actuelles, l'on est parfois l'impression, au hasard des discussions, qu'il ne serait pas absurde de voir l'emploi des « lits hospitaliers » diminuer au profit des unités de soins intégrés, sectorisés, ou à même d'être au service et à l'écoute des malades ; ce qui entraînerait une diminution du « pouvoir médical », dénoncé cette fois encore.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

L'idéologie médicale en question

« L'idéologie médicale en question » était le thème d'un autre débat qui a réuni une cinquantaine de médecins et sociologues.

Dès la première intervention, un médecin généraliste donna le ton en expliquant que, à son avis, il n'y avait pas une, mais des idéologies à l'intérieur d'un corps médical très hiérarchisé. Selon lui, la technique médicale se situe au-dessus de l'idéologie. Présentant les réticences, le président de séance, M. Maïtra, objecta qu'il n'y avait pas de technique sans idéologie. L'idéologie, poursuivit-il, n'est pas une tare, mais une nécessité : un groupe humain sans idéologie est un homme sans corps. Mais en vain. Il était déjà évident que le vrai débat n'aurait pas lieu. Pourtant, les questions de fond, celles qui posent le pouvoir médical, les relations entre la médecine et le monde du travail ou la situation du corps médical par rapport aux pouvoirs sociaux, furent soulevées par certains participants ; questions restées sans réponse. Or leur préférence des thèmes de réflexion, certes, très importants, mais d'un tout autre ordre que la hiérarchie médicale, l'évolution de la médecine du travail ou encore du médecin devant la mort.

Cette difficulté de communication était-elle le simple fait d'une différence de langage entre médecins et sociologues comme le suggère l'un des participants ? Il semble bien que non, mais on percevait très nettement que, à quelques exceptions près, la plupart des médecins présents n'étaient pas prêts à aborder des sujets dangereux pour l'avenir de la médecine.

Les sociologues n'insistent pas : peut-être craignent-ils qu'un autre débat ne s'instaure, portant celui-ci sur la mise en question de la sociologie.

Après tout, personne n'a intérêt à scier la branche sur laquelle il est assis.

MEDICINE PHARMACIE

Séptembre

Revue Scientifique

Octobre - Juin

Encadrement annuel

parallèle à la Fac.

P.C.E.M. et Pharmacie

Année "O"

Cours par Prof. de Fac.

Groupes de 15 élèves par CHU

IPEC 46 Bd St Michel

633 81 23 033 45 87

150

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Saison et non-saison au Récamier

Au Récamier, Antoine Bourguignon ne montre pas « Marie Stuart », ne prolonge pas son travail sur « Othello », par une nouvelle expérience de théâtre musical, révisant pas l'opéra de Verdi, ne coproduit pas le « Chatterton » mis en scène par Jean-Jacques Huet, dont il laisse tout le poids financier au Théâtre national de Strasbourg. Il se contente de l'accueillir dix fois, peut-être quinze. Que peut faire un directeur de théâtre (privé) qui reçoit une subvention pour promouvoir la création, lorsque cette subvention est brusquement ramassée de 1 million à 600 000 francs ? (« Le Monde » du 8 juillet). Antoine Bourguignon, victime de la politique d'austérité appliquée en premier au secrétariat d'Etat à la culture ne se paie pas de rêves : « Ce n'est pas parce que François Giroud remplace M. Michel Guy que la situation peut s'améliorer dans l'immédiat, dit-il, d'autant plus que le budget est déjà fixé. J'ai dû amputer mon programme, je ne peux recevoir que les troupes assez riches pour prendre leurs risques et se payer leur publicité. »

Ericolier, faire des emprunts privés pour construire en dépit de tout une saison cohérente est déprimant quand on a déjà vécu cette situation et qu'on l'a surmontée, quand on a dirigé un centre dramatique. Au Studio des Champs-Élysées et au Théâtre de Poche II y a dix ans, Bourguignon s'est battu pour imposer ses conceptions — « baroques » — au théâtre. A Aix-en-Provence et à Marseille, il s'est confronté aux exigences d'un organisme à vocation populaire. Revenu à Paris, il n'a pas envie de « vendre sa chemise » pour réaliser sans argent un programme cher ; ce ne serait pas professionnel.

Donc, il présente une saison amputée, mais dont la création dispose des moyens nécessaires. Il y aura une nouvelle mise en scène de « Phédre » avec Chantal Dargent et Michèle Marquand, qui débutera le 1^{er} janvier 1977, et annulera trois cents ans après la première représentation du chef-d'œuvre racinien. « Phédre » sera jouée en alternance avec « Tout contre un petit bois » (coproduction de la compagnie Berto-Ribes).

« Cette pièce est un « quatuor à cordes », dit Jean-Michel Ribes, non seulement parce qu'il est auteur et metteur en scène, mais parce qu'il a totalement investi dans cette pièce, qui traite de l'amour maternel, une partie très intime et secrète de lui. » Cette partie de son imagination est généralement occultée par le côté marquant qui ne pousse depuis le succès des « Femmes muscées », soupçonné d'être toujours pour moi un déshonneur. Cette fois, c'était une souffrance commune, l'imagerie que peut provoquer la psychanalyse. De sorte que j'ai été obligé de prendre du recul. J'ai terminé pendant les répétitions, en fonction des acteurs — Michèle Marquand, Roland Blanche et le rôle de l'espérance, je suis parvenu à un aboutissement dans la forme, qui est à contre-courant de la mode, volontairement traditionnelle.

COLETTE GODARD.

« Tout contre un petit bois », Récamier, à partir du 16 septembre.

Un festival de Claude Nougué inaugurera le nouveau music-hall de la rue de la Harpe à Paris le 20 septembre, 10, avenue d'Ivry, 75013 Paris, jusqu'au 2 octobre, à 21 heures.

Festival

L'« ATLANTIDA » de Falla à Lucerne

Lucerne et son lac, les promenades nocturnes en bateau où l'on déguste la fondue en écoutant sonner le cor des Alpes. Soirée agréable, « pleine d'ambiance », assure le dépliant touristique. « Toute la Suisse dans une bouteille. » On rêve, on aimerait s'attarder sur la Kapellbrücke — ce pont couvert en bois qui, depuis six cent quarante-trois ans, franchit la Reuss, — visiter les églises, admirer le palais du gouvernement, témoigner du style florentin au seizième siècle et pousser jusqu'à Trilsch pour voir le musée Wagner. Mais, l'autre soir, les Semaines internationales de musique de Lucerne ont pris fin avec Atlantida, le chef-d'œuvre posthume de Manuel de Falla : un ouvrage qui ne se laisse pas facilement carier, rebelle à l'exégèse, hors du temps et (hors) du style de son auteur. Ouvrons une parenthèse.

Chaque année, les Semaines de Lucerne se donnent un thème en forme d'anniversaire : Stravinsky en 1973, Schönberg en 1974, Ravel et Berlioz l'an dernier. Cet été, le centenaire de la naissance de Manuel de Falla aura servi de prétexte non seulement à une rétrospective assez complète de son œuvre, mais à une évocation de l'Espagne, d'Antonio de Cabezón à Cristóbal Monteverdi, des Goyescas à la Symphonie espagnole, sans oublier Don Quichotte de Tchaïkovski ou le Spanische Liederbuch de Hugo Wolf.

Au Théâtre municipal, un Barbier de Séville signé Paisiello et, entre autres, parmi les artistes invités : Alicia de Larrocha, Teresa Berganza, Nicor Zabala, sans exclusive, d'ailleurs, puisque Lucerne accueille également Karl Böhm ou Herbert von Karajan, venus avec leur orchestre respectif, chacun pour deux soirées. Soit de ne pas s'enfermer dans une indigence commémorative aggravée par la célébration en sept soirées (moitié concert, moitié conférences) d'un second centenaire espagnol : Pedro Casals. Or devine tout ce qu'il fallait de diversité dans le reste du programme et la chose des interprètes pour que des lignes de force aussi évidentes ne laissent pas une impression de monotonie ou de facilité : Lucerne reste bien l'un des plus intéressants festivals européens.

Qui connaît l'Atlantida ? D'ailleurs Ernesto Halffter, autour de la reconstruction de cette fresque inachevée, affirme qu'il s'agit de la version de la première mondiale de la version

définie. Il faudrait pouvoir comparer, rassembler des souvenirs déjà lointains et peut-être esquiver l'espoir. On gardait l'impression de quelques choses d'étrange, austères dans la grandeur, tout peu et l'on veut, pourtant plus qu'il n'en faut pour ne pas négliger l'occasion d'une seconde rencontre : mais les certitudes espérées s'envolent : aux uns on pourrait seulement dire que cela ne ressemble ni au Tricorne ni à la Via breve, en racontant aux autres l'histoire de cette partition.

Régulé en Argentine après la guerre civile, Manuel de Falla est mort sans pouvoir terminer la Cantate scénique à laquelle il travaillait depuis 1922 : Atlantida, sur des fragments d'un poème fleuve de Jacinto Verdaguer. Il laissait une multitude d'esquisses, certaines parties complètes, orchestrées même, et un grand nombre de feuilles volantes contenant des motifs et des indications d'instrumentation.

C'est à partir de ce document qu'Ernest Halffter, élève et familier du compositeur, a établi une version exécutable révisée depuis les premières auditions en concert, à Barcelone en 1961, et sur le scène de la Scala de Milan l'année suivante, avec le désir non d'amoindrir la reconstitution, mais, précise-t-il, « conformément à l'évolution de la conscience créative, de rendre l'œuvre plus jouable, plus facile à donner ».

Sur le fond, poursuit E. Halffter, Atlantida comporte tous les éléments musicaux que Falla considérait comme éternels et qui appartiennent au monde tonal, sans exclure l'intérêt porté aux expériences d'orchestration. En second lieu, on remarque des emprunts au vieux fonds populaire. El Somni d'Isabel, par exemple, mêle des thèmes de Grana et de Catalogne. Profondément croyant, Garcia Lorca ne la considère pas comme un saint ? Manuel de Falla semble, d'autre part, avoir voulu proposer dans sa dernière œuvre un modèle de musique religieuse, évoquant avec le chœur Salve Marinara le style des onzième et douzième siècles. Enfin, fidèle à la tradition des mystères du Moyen Age, qui s'est longtemps maintenue en Espagne, le compositeur avait sans doute en vue des représentations à caractère vraiment populaire : sur le parvis d'une église plutôt qu'un théâtre.

D'ailleurs, il ne s'agit nullement d'un opéra : l'idée du poète était de lier le déclin des Atlantides, peuple vertueux, à la naissance des Espagnols et de la péninsule ibérique. Ainsi à Hercule, le héros grec venu libérer l'Espagne du monstre à trois têtes (Geryon), symbole des vieilles croyances, succède le Christ, porteur du Christ, révélateur d'un monde nouveau.

Le sujet ne manque pas d'ambiguïté, mais pour qui ne comprend pas le caracol la musique ne laisse aucun doute sur la dimension chorale par le compositeur : plus épique qu'historique, mystique plus qu'antologique. Peu d'effets d'orchestration, la part la plus belle faite aux chœurs, le sentiment du grandiose (l'hor de la Heptaméris), sans redondance, car aussi bien les harmonies que les rythmes regardent rarement vers l'arrière, renouant aux symétries italiennes.

On aurait dû mal à isoler certaines pages, à l'exception du Jeu des pléiades, septor féminin coloré et insaisissable, tout en redondances, du chœur évoquant la Veu divine avec cette alternance de voix d'enfants et de phrases parlées, de la romance d'Isabel avec couplets et refrains (le danteur accompagné par une seule timbale) ou de l'évocation des caravelles, l'introduction orchestrale pleine de rythmes aux sonorités étonnantes. Le reste, c'est-à-dire l'essentiel, constitue un tout moins docile à l'analyse. A quel bon parler des « fausses basses », des modulations ingénieuses amenées par des résolutions exceptionnelles ? Les chœurs et l'orchestre de la radio de Cologne étaient placés sous la direction de Jesús Lopez Cobos. Parmi les solistes, on citera au moins Luisone Sala. Voyons dans l'ensemble le relief d'une pensée plus que d'une esthétique. Ainsi sans doute l'a voulu l'auteur.

GERARD CONDÉ.

Le septième Festival international de l'Alpe d'Huez s'est clos le 12 septembre aux Bains (Isère). Des chœurs britanniques, suisses, allemands, suisses et français se sont partagé les prix. Le Grand Prix des Diablotins a été décerné à la télévision galloise pour « Cervin, face nord ».

En bref

Théâtre

« Une aspirine pour deux »

Un type pas beau, juit new-yorkais, cinglé de cinéma, fasciné par le mythe viril d'Humphrey Bogart, et que sa femme vient de quitter, s'acharne à faire craquer ses blocages sexuels. Sur les écrans, c'était Woody Allen dans Tombe les filles et tala-toi. Sur la scène du Gymnase, c'est Francis Perrin dans Une aspirine pour deux. Il a fait l'adaptation, la mise en scène, et il joue sans essayer d'imiter Woody Allen. Il a raison. Avec sa « bonne bouille », franche d'adolescent gaffeur, il est aux antipodes des ambigüités de Woody. L'Américain fait rire parce qu'il pointe méchamment le doigt sur tout ce qui est ridicule, parce qu'il dévise les déshérences de ses névroses vers le burlesque. Les névroses d'un type pas beau

qui se rêve ennemi public numéro un par rejet de son atavisme de bouc émissaire. C'est un combat sans fin entre le rire et la peur, une soumission et la révolte, un chevauchement d'actions qui se détraquent, c'est le chaos. Au Gymnase, tout est bien propre, bien en ordre, de sorte que les comédiens, n'étant pas aidés, se fatiguent sans raison apparente, et que la tension et la comique baissent inexorablement. A la fin, la femme qui a enfin passé la nuit avec le pauvre héros lui dit qu'elle a découvert pourquoi elle aime son mari. Les lacunes du spectacle de Francis Perrin font comprendre pourquoi Woody Allen est drôle. — O. G.

★ Gymnase, 21 heures.

« Acapulco Madame »

Femme admirable, respectable, et donc sacrifiée à sa famille, Micheline Boudet se prend à rêver d'aventure, et de partir pour Acapulco (un symbole) : elle veut exister enfin. Problème féminin ou problème de « bonne femme » ? La famille, inroductible, penche pour le deuxième terme de l'alternative. Mais enfin, au bout d'une heure, une sorte de prise de conscience amène mari (Philippe Nicoud), enfant, sœur et futur beau-frère à réfléchir et à tout faire pour la retenir. Après encore une heure, Micheline Boudet décide de lâcher une dernière chance à son mari. Cinq minutes plus tard, elle y renonce parce qu'elle voit bien que rien n'a changé, c'est la fin de la pièce. — C. G.

★ La Michodière, 20 h. 30.

L'ATAC ET LA E.G.T. S'INQUIÈTENT DES MESURES D'AUSTÉRITÉ

L'ATAC (Association technique pour l'action culturelle) a donné à sa conférence de presse annuelle la couleur de l'austérité et le ton de l'inquiétude. Sans préjuger de la politique du nouveau secrétaire d'Etat à la culture, Mme Françoise Giroud, dont rien n'est encore connu, et 1977 ne rétablir pas un certain équilibre, ce sera une année fatale pour les différents organismes appartenant au secteur public, a déclaré M. Dominique Quehec, directeur de la Maison de la culture d'Amiens et président de l'ATAC. Maisons de la culture, centres dramatiques, centres d'action culturelle, compagnies indépendantes, théâtres nationaux, théâtres pour la jeunesse sont gravement menacés par les restrictions d'un budget qui n'a jamais suivi le développement du service public culturel ni le taux d'inflation général.

Si, en dépit de toutes les difficultés, le nombre de créations prévues dans les organismes sub-

ventionnés est en légère augmentation, celui des spectacles pour enfants et des spectacles livrés est en diminution, ce qui signifie la perspective de déficits accrus. Diminue également le nombre de coproductions et de metteurs en scène employés, situation grave dans les professions déjà fortement atteintes par le chômage.

La Fédération nationale des syndicats C.G.T. du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle s'inquiète de son côté, dans un communiqué, de ce que « les activités artistiques, solent toujours parmi celles sur lesquelles le pouvoir tente de faire peser prioritairement les restrictions budgétaires ». A déjà des dimoulements sont annoncés dans plusieurs entreprises d'action culturelle, et l'information selon laquelle le budget de la culture serait ramené à 0,37 % du budget de l'Etat en 1977 n'a pas été démentie, ajoute la C.G.T.

Concerts

Musique sacrée de Mozart et Haydn

L'an passé, un enregistrement des Vêpres de Mozart venait de se placer aux tout premiers rangs d'une discographie particulièrement riche (1) : il était dirigé par un chef, un musicologue anglais inconnu, John Eliot Gardiner. Invité par Radio-France et le Festival estival, ce chef a prouvé, lundi, à Saint-Séverin ses étonnantes qualités dans deux œuvres rarement jouées de Mozart et de Haydn.

Grand, n'en finissant pas de dépit ses jambes et ses bras, le visage à la fois fuyé et marqué par une activité dévorante, il rayonne d'autorité et de gentillesse, tient ses musiciens dans son regard et dans ses mains et déchaîne une musique d'une vigueur bienfaisante. Impossible de résister à des gestes qui allient le dynamisme du flux musical à la précision du détail ; le bonheur de jouer, de chanter du Nouvel Orchestre philharmonique et des chœurs de Radio-France faisait plaisir à voir.

Et l'on était emporté, ballotté, ravi, par la musique des Litanies du Saint-Sacrement, 243 d'un Mozart de vingt ans, exultant avec allégresse les paroles latines en un grand flot symphonique où s'épanouissent des airs à volées comme des ballets de bois.

pour un quatuor de solistes sur-coté par la grâce d'Arleen Auger, une voix de satin d'une étendue, d'une justesse et d'une expression merveilleuses.

Vingt-six ans plus tard, la Harmoniemessa de 1802, dernière œuvre de Josef Haydn, auquel les Salons, tiennent pourtant de « casser les reins », respirent du même enthousiasme indomptable. Pour célébrer une ultime fois son Dieu, Haydn ignore sa maladie et sa mélancolie ; jamais son art n'a été aussi fort et aussi incrédule, épousant les paroles de travesties vocales et instrumentales fulgurantes, avec ces couleurs si particulières des instruments à vent qui se reflètent dans le titre. Après un Kyrie d'une grandeur beethovenienne, presque toute la messe est d'une intense jubilation dans la pulsation sous-tendue même les instants de méditation et jusqu'à l'Agnus Dei, dont la grâce exquise débouche sur les tambours et clairons du Dona nobis pacem, moins pathétique mais tout aussi vibrant que celui de la Messe solennelle de Beethoven.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Deux disques Decca SET 555-584.

Culture

VIOLETTE VERDY NOMMÉE A LA DIRECTION DE LA DANSE A L'OPÉRA

Le malaise de la danse au Palais Garnier, révélé cet été à l'occasion de la crise de l'Opéra, trouve un dénouement. M. Rolf Liebermann a fait appel à Violette Verdy, actuellement danseuse principale au New-York City Ballet, qui prendra ses fonctions à Paris à partir du 1^{er} janvier prochain. Elle devrait succéder à M. Raymond Franchetti comme directeur de la danse le 1^{er} septembre 1977. M. Franchetti restera à l'Opéra comme inspecteur général de la danse et conseiller technique. Cette décision est reçue avec satisfaction et espoir dans les milieux professionnels.

Violette Verdy, de son vrai nom Nelly Guillem, est bretonne. En 1945, elle débuta dans les Ballets des Champs-Élysées. Aux Ballets de Paris, elle a créé « Le Loup », de Roland Petit. On a rarement vu danseuse aussi expressive, aussi

musicale. Depuis 1957, elle était partie pour les États-Unis, et ses contraintes l'avaient quelque peu oubliés. Ils ont découvert avec surprise et fierté, l'on passe, lors du « Festival Ravel », qu'elle était devenue une étoile de réputation internationale. Georges Balanchine, grand amateur de danseuses longilignes, avait fait d'elle, française, vive et plutôt petite, son interprète privilégiée. Il a composé plusieurs ballets, dont « Sonatine » pour elle. Il lui a confié la sélection des élèves de son école. Depuis plusieurs années, Violette Verdy visite les cours de danse américains à la recherche d'éléments susceptibles de faire carrière au New-York City Ballet.

L'Opéra de Paris a tout à attendre d'une danseuse d'une qualité exceptionnelle, pour qui toute évolution vers la chorégraphie doit passer, comme elle se plaît à le répéter, par le professorat. M. M.

PRENEZ LE TEMPS DE CHOISIR TRANQUILLEMENT VOTRE CHAÎNE CHEZ

pan

tout le gotha de la haute-fidélité deux auditoriums-détente le conseil de vendeurs mélomanes des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson, Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National, Nivicon, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan

11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25

nous aimons la musique autant que la technique.

Le Monde Visionnaire

HENRI MICHAUX

La Femme 100 têtes

MAX ERNST

HALLUCINATIONS

14h30-16h-20h30-22h

CALENDRIER MUSICAL

Festiv. de Musique de Chambre de Paris
RACH - MOZART
BEETHOVEN - HANDEL
COUPERIN - VIVALDI, etc.
(Kiesgen.)

27^e SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT
19 h. : film : « Satyricon » de Bruno MAZOUZ
20 h. 45 : « Médée » de Michel BEROFF
SCHUMANN, RAVEL
(Kiesgen.)

Samedis Musicaux
25^e FESTIVAL
Célébration bicentenaire
des États-Unis
GOLDEN GATE
QUARTET
25/9 : J.-J. Kauter
et J. Bernard
(Kiesgen.)

CONCERTS
Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE
GRAND AUDITORIUM
RADIO FRANCE
Lundi
20 septembre
à 20 h. 30
JOSQUIN DES PRES,
J. BONDON, P. SCIORTINO
avec les Chœurs de Radio-
France, le Quatuor de Per-
siciens de Paris et C. J. J. J.
direction : J.-P. KREMER

CYCLE D'ORGUE
ÉLISE
ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Lundi
27 septembre
à 20 h. 30
André ISOIR
du Courroy, Tihouze, Porcell,
Krebs, Marchand, L.S. Bach
Location : Radio-France et agences

Et si vous souhaitez
votre prochain récepteur
au 56^e étage de la Tour
Montparnasse...
Tel. 538.52.56

BARRY LYNDON
un film de
STANLEY KUBRICK
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES
GAUMONT RIVE GAUCHE
IMPERIAL
14 h - 17 h 25 - 21 h
HAUTESEUIL
11 h 30 - 14 h 55 - 18 h 20 - 21 h 45
DIMANCHE : 14 h 30 - 18 h - 21 h 30

RÉCAMIER - BOURSEILLER
CRÉATION
« Tout contre
un petit bois »
de
Jean-Michel RIZES

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
14^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
du 22 Septembre au 10 Octobre 1976
4 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
NEW-YORK CITY BALLET
de George BALANCHINE
du 19 au 31 Octobre 1976
2 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
MARTHA GRAHAM DANCE COMPANY
Location : Th. des Champs-Élysées : 359 72 42, par tél. 225 44 36 et Agences.
Renseignements : 359 31 13

MERCREDI - QUINTETTE - 14 JUILLET
ici et ailleurs UN FILM DE
JEAN-LUC GODARD
ET
ANNE MARIE MIEVILLE

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Nouvelles Carré, 20 h. : Cirque à l'an-
cienn.
Odéon, 20 h. 30 : La Cérémonie.

Les autres salles
Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : La Servante.
Comédie-Camartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Dauphin, 21 h. : Monsieur Masure.
Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant.
Gymnase-Marcel, 21 h. : Une
aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice
chaude ; La Légende.

Comédie Française
Cyrano de Bergerac
D'EDMOND ROSTAND
21 représentations
exceptionnelles
100 interprètes
DU 22 SEPT. AU 10 OCT. 1976
PALAIS
DES CONGRÈS
LOCATION OUVERTE
A PARTIR DU 1^{er} SEPTEMBRE
A LA COMÉDIE FRANÇAISE
AU PALAIS DES CONGRÈS
PLACES : 20, 40, 60 F

ISE PRESENTE
Notes
20130
Vierge
THEATRE ESSAÏON 218 46 42

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 14 septembre

Les opérettes
Bouffes, 20 h. 30 : Croquette d'amour.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : May-
flower.
Festival estival
Bateau-Musique, 18 h. 30 : Quintette
Guy Trouvion.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 :
Concert spirituel (Schütz).
Les cafés-théâtres
Au Bec fin, 21 h. 15 : Les comme
toi ; 22 h. 30 : Vaseline Mous.
Au Vrai Chic parisien, 21 h. :
J.-P. Sèvres ; 22 h. 15 : Pendant les
travaux, la fête continue.
Bianco-Manteaux, 20 h. 30 : Le Mors
sur dents ; 21 h. 30 : Les Jeunes ;
22 h. 45 : Les Conclaves de
l'espace.
La Bruyère, 21 h. : Pour cent briques.
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco,
Madame.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,
même histoire.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Récamier, 20 h. 30 : Tout contre un
petit bois.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : L'Amant
arabe.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme
à femme.
Théâtre Essailon, 20 h. 30 : Notes.
Théâtre du Marabout, 20 h. 30 :
Ariéquin poulx par l'amour.
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire
d'amour.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Testro
Campesino.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : La Cha-
mailla.
Variétés, 20 h. 30 : L'Autre Valse.

Café d'Edgar, salle 1, 22 h. 15 :
Magicocondé. — Salle 2, 22 h. :
Deux Suisses au-dessus de tout
suspçon.
Café de la Gare, 22 h. : A nos chers
disparus.
Coupé-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine
pas ma vie demain ; 23 h. : Four-
quoi pas moi.
Cœur des Miracles, 20 h. 45 : Pierre
et Marc Jolivet ; 22 h. : Zézanie
Bretelle.
Petit Casino, 21 h. 30 : Tu descends
la poubelle ; 22 h. 30 : J.-C. Mon-
telli.

Les concerts
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h. :
Orchestre de chambre Bernard
Thomas (Bach, Vivaldi).

Les chansonniers
Cercle de la République, 21 h. :
T'es déplié... Vally.
Deux-Anes, 21 h. : Pierre-Jean
Vallard.

Le music-hall
Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line.
Concert Mayo, 21 h. 15 : Nu à
l'ère 78.
Élysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire
croquée.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à
la folie.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : Follement
Olympia, 21 h. 30 : Nicole Croisille.

Vidéo
Vidéotex, permanent à partir de
13 h. 30 : Around the Stones.

Pour échanger des trucs
pas besoin de fric
à la Foire au Troc

Septembre
à
la Défense

Samedi 18, dimanche 19 septembre ; de 10 h à 20 h.
Foire au troc sur l'esplanade et le parvis.
Réservez vos tréteaux, c'est gratuit.
Renseignez-vous : tél. 532.77.80

Tous les jours du 20 au 25 septembre, de 12 h à 14 h.
Jazz et Folklore en alternance sur l'esplanade.

Du 25 septembre au 1^{er} octobre,
SICOB au Palais du CNIT.

Jeu 30 septembre à 21 h.
Concert gratuit à la Galerie : Purcell, Haendel, Boyce,
Schubert, Mozart, interprétés par le Quatuor à Cordes
Primavera de l'Orchestre de Chambre
de Bernard Thomas.

Jusqu'en 24 octobre.
Présence de la Turquie à la Galerie de 11 h à 19 h.
Entrée gratuite.
• Arts et traditions populaires d'Anatolie.
• Ateliers de marionnettes pour enfants :
mercredi et samedi à 14 h et 16 h.
• Restaurant turc.

Renseignements : 776.00.08
de 10 h à 18 h même le dimanche.

Comment venir à la Défense :
RER et autobus : station la Défense.
Voitures : parking "Division Leclerc", sortie n° 6
sur le boulevard circulaire.

MERCREDI
BALZAC ÉLYSÉES - ÉLYSÉES LINCOLN - ST. ANDRÉ DES ARTS - GAUMONT OPÉRA

L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

"... L'un des plus grands succès du Festival
de Cannes..."
Jean de Baroncelli - LE MONDE

"... La griffe de Georges Bataille..."
François Forestier - L'EXPRESS

"... Le premier film qui relie l'amour physique
dans son paroxysme au mystère de notre
destinée..."
Philippe Nourry - LE FIGARO

"... Qui va jusqu'aux plus extrêmes conséquen-
ces du pari érotique... C'est un très grand film..."
Albert Carvent - L'HUMANITÉ

"... Extraordinaire... Merveilleux... D'une inten-
sité au-delà de toute expression..."
HOLLYWOOD REPORTER

"... Exemple unique au cinéma de l'expression
d'une passion érotique absolue..."
TIMES LONDRES

ARGOS FILMS

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

JAN 1977

emplois internationaux

exp. magas ou admin. Parl.
angl. Libre rap I 525-19-74,
10 15 heures

Je m'inscris

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"L'AGENDA DU MONDE"	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société

recherche pour

USINE EN ALSACE

PSYCHOLOGUE

- Chef du Service de Psychométrie
- animateur de groupes de travail concernant : la Sécurité, les conditions de travail, les motivations...

Ce poste convient à un Cadre diplômé ayant plusieurs années d'expérience.

Formation :

- Ecole des psychologues praticiens de Paris.
- Institut National d'Etude du Travail et d'Orientation professionnelle de Paris.
- Institut de Psychologie de Paris.

Large évolution de carrière dans un groupe imp.

Adresser candidature, s/réf. P.S., à : REGIE-PRESSE, n° 451705 M., 55 bis r. Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.

ingénieur débutant

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur débutant, de formation mécanique et électrique, diplômé ENSAM, ECAM, ICAE, ECL, ENISE, ENSEM, pour l'usine de la Société Européenne de Briques situées à Champagnelles (54).

Il participera d'abord aux études d'installations nouvelles et sera plus particulièrement chargé de coordonner et de superviser les travaux exécutés pour leur montage, dans le respect des budgets et des délais prévus.

Il devra évoluer ensuite vers la responsabilité d'un service de Travaux Neufs.

Langues : Allemand + Anglais souhaités.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J.19, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone, 128-130, rue J. Gossede, 92502 Levallois-Perret.

bsn, gervais danone

Groupe F.M.E. Sud-Ouest recherche

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Placé sous l'autorité du Président-Directeur Général sa mission consistera à :

- fournir les résultats financiers des Sociétés du Groupe et les éléments permettant leur analyse : situation de trésorerie, comptes d'exploitation, bilan.
- assister la Direction Commerciale et les responsables des autres Sociétés du Groupe dans l'analyse des comptes-fournisseurs, du suivi des impayés, des comptes d'exploitation.
- organiser et animer la comptabilité des différentes Sociétés du Groupe ; coordonner la production de leurs besoins pour l'unité d'information.
- assurer les contacts avec les Banques et Services Officiels.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure ou de niveau équivalent. Il aura acquis une expérience confirmée en matière de :

- problèmes comptables et financiers ;
- élaboration et contrôle budgétaire ;
- organisation administrative et comptable ;
- problèmes informatiques.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous pli confidentiel à :

HYDREURO - Direction du Personnel 21, rue de la République, 47400 BON ENVOYER.

chef de laboratoire

Région Est 80.000+

De formation supérieure, vous avez 30 ans minimum, vous possédez une solide expérience des méthodes de recherche et d'analyse au sein de laboratoires de recherche alimentaire, (secteur diététique ou laitier...), ou pharmaceutique. Vous vous sentez responsable des différents contrôles qualité et normes : sur les matières premières, en cours de fabrication, sur les produits finis. De solides notions de la langue allemande sont nécessaires. Réponses et candidatures assurées à 100 lettres num. 4, CV + photo + rôn. adressées à réf. B/5069 à Mire Sigel.

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ALVAN

Nous sommes un des leaders de l'informatique répartie. Nos systèmes interactifs de gestion sont opérationnels dans toutes les branches d'activités : banque, industrie, distribution, administration. Notre gamme vient de s'étendre vers de nouveaux multiprocesseurs spécialisés : bases de données, multipostes... Nous recherchons des

ingénieurs commerciaux micro-ordinateurs de gestion paris lille lyon marseille bordeaux nantes

Ce message s'adresse à des hommes pouvant annoncer des résultats supérieurs à 2 millions de francs/an dans la vente de produits informatiques et souhaitant accélérer leur propre développement. Rémunération et perspectives personnelles indexées sur le marché le plus rapide de l'industrie des ordinateurs.

écrire ou téléphoner à Jean-Paul Rossinsky, directeur général, ALVAN France S.A., 94, rue Lauriston 75016 Paris, tél. 553-19-75 / 727-74-22 / 727-24-92.

CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUEES D'UN TRÈS GRAND SECTEUR INDUSTRIEL

recherche :

JEUNES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

(X, Mines, E.C.P. A. et M., Supélec, E.P.C.I.) Vous souhaitez, en début de carrière, compléter votre formation dans le domaine des applications industrielles concernant l'ÉLABORATION de l'acier, sa TRANSFORMATION et son UTILISATION.

NOUS VOUS OFFRONS DE PARTICIPER :

- à l'étude des procédés modernes et des perfectionnements qui peuvent leur être apportés, automatisés par exemple ;
- à la conception de procédés nouveaux et à leur mise au point dans des pilotes semi-industriels ou industriels ;
- aux recherches concernant les propriétés et l'utilisation de l'acier.

VOUS AUREZ LA POSSIBILITÉ :

- d'utiliser des moyens modernes d'investigation et de traitement de l'information ;
- d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie et les laboratoires des universités et des grandes écoles ainsi qu'avec des organismes étrangers ;
- de poursuivre, après quelques années au service de la recherche, votre carrière dans l'industrie de notre profession.

Une connaissance de la langue anglaise suffisante pour aborder une discussion technique est souhaitée.

CONTRIBUTION AU LOGEMENT ASSURÉE

Env. C.V., photo et prétentions sous le n° 74223 à CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui tr.

adjoint de direction générale

120.000 +

recherché par entreprise moyenne de

construction mécanique spécialisée

fabriquant des produits de haute technicité, et de grande renommée en France et à l'étranger.

Région Rhône-Alpes

Ce poste conviendrait à :

- homme 35 ans minimum, formation supérieure (Grandes Ecoles) ; expérience affirmée en gestion de production, information, problèmes de structures ; parfaite connaissance de l'anglais et des techniques comptables américaines et françaises.

Les deux premiers objectifs du poste sont :

- assurer la tenue des structures de l'entreprise ;
- définir, implémenter et contrôler le système de gestion de production sur ordinateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec CV sous réf. 7039A

49, RUE SERVANT 69003 LYON

RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES.

1 technicien supérieur en électronique

ayant 1 an d'expérience minimum, ayant des connaissances en mini-informatique ou transmission de données.

Le candidat retenu sera l'adjoint du responsable national de la maintenance des systèmes électroniques d'exploitation routiers.

Il aura un rôle d'aide et d'assistance technique auprès de bureaux spécialisés du Ministère de l'Équipement en matière d'organisation de la maintenance.

De fréquents déplacements sur tout le territoire sont à envisager.

Pour tous renseignements écrire avec C.V. détaillé sous réf. T.C.39 au C.E.T.E. de ROUEN, Service Recrutement, BP 247 76120 GRAND QUEVILLY

Culligan

FRANCE

recrute

son FUTUR CHEF DE PRODUITS PISCINES

réf. JPC

PROFIL :

formation supérieure technique de préférence avec expérience technico-commerciale d'au moins 2 ans.

2 FUTURS CHEFS DES VENTES

réf. CHO

pour région de LILLE

pour région de VALENCIENNES - CAMBRAI

PROFIL :

Ecole de Commerce + 2 années d'expérience.

FONCTION :

Après un stage de formation rémunéré de 3 mois, les candidats devront recruter, former et animer une équipe de vente.

Ils devront développer le C.A., dans le cadre d'une Direction par objectifs.

La rémunération pour ces 3 postes après formation 50.000 F.-.

Ecrire en précisant références du poste à CULLIGAN France

4, avenue du Président Kennedy

78340 LES CLAYES SOUS BOIS.

distribution alimentaire

La Direction Générale d'une Société distribuant un produit Alimentaire de Grande Consommation crée deux postes de haut niveau pour renforcer et développer son Implantation Nationale.

le secrétaire général

Réf. 1012/M

En prolongeant une politique informatique très avancée, devra assurer la régulation et le contrôle de toutes les opérations à tous niveaux suivant un plan de gestion dont il aura la responsabilité et tenir la politique Sociale à mener en corollaire.

32 ans minimum ; diplômé d'une Ecole de Commerce, option Comptabilité Financière avec au moins 5 ans d'expérience de gestion, sa réussite et son potentiel certain le feront évoluer vers une situation de tout premier plan.

le directeur commercial

Réf. 1013/M

définira la stratégie commerciale en contenant la promotion du produit et les actions publicitaires dans le cadre d'une politique de marque pour réaliser les introductions dans tous les circuits de distribution, dont il aura une connaissance parfaite en agissant sur la Direction des Ventes et en assurant les contacts avec les Centrales.

Après 32 ans minimum, il devra prouver sa grande expérience et son dynamisme, en justifiant de sa participation effective et de ses résultats, dans une fonction similaire pour une Grande Marque Alimentaire.

Les deux postes sont à pourvoir à LILLE.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75003 PARIS CEDEX 03.

Les Emancipés de Briare (Loiret)

vous offrent le poste de :

directeur de l'administration des ventes internationales

responsable des problèmes de douane, de transit international et de transport mondial, vous connaîtrez les techniques, études de gestion de stocks et les circuits de commandes pour pouvoir donner un excellent service à notre clientèle et en même temps les frais de stockage et de production des marchandises.

vous devrez aussi coordonner les activités de plusieurs personnes.

vous devrez donc être un homme d'affaires expérimenté, capable de travailler directement avec nos clients de tous horizons.

vous devrez être bilingue anglais et avoir de bonnes notions de langues pour pouvoir communiquer avec des correspondants dans plus de 40 pays.

vous devrez également votre famille dans le Val de Loire.

Envoyer C.V. détaillé, prêt et photo à :

EMMANUELLE, Directeur Commercial

EMMANUELLE DE BRIARE

45200 BRIARE

(Rémunération attractive)

CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Située à 120 kilomètres de Paris, recherche

1) UN ASSISTANT TECHNIQUE AU COMMERCE

Réf. 501

30 ans minimum.

Formation commerciale supérieure.

2 ans d'expérience minimum dans une fonction d'animation et de gestion commerciale.

2) UN ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE

Réf. 502

30 ans minimum.

Niveau ingénieur ou assimilé.

5 ans d'expérience dans l'industrie.

Bonnes connaissances en gestion et en marketing.

3) UN CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

Réf. 503

30 ans minimum.

Diplômé en sciences économiques.

2 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, à :

R.P. 15. — 71240 SENNECEY-LE-GRAND

CABINET R. & A. OPPERT

Conseil en recrutement du personnel

2, rue du Docteur-Privé. — 71000 TOURNUS.

2, rue Thimothée. — 75008 PARIS.

SALT Groupe C.G.E.

vous propose à POITIERS

le poste

INGENIEUR RECHERCHE ELECTROCHIMIE

VOTRE MISSION :

— Dans le cadre du Département, vous participerez en un premier temps aux recherches concernant la mise au point de nouveaux générateurs électrochimiques.

— Vous serez amené par la suite à prendre la responsabilité complète de certains de ces projets.

POUR REUSSIR IL VOUS FAUT :

- une formation d'ingénieur physico-chimiste, Doctorat en électrochimie ou Ph. D.
- une première expérience industrielle de quelques années, vous permettant de prendre rapidement une part active aux objectifs techniques du Département et d'assurer la conduite de projets.
- la pratique courante de l'anglais.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature sous référence P5-11 en mentionnant la rémunération souhaitée.

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

119, rue du Pré-Wilson

92300-LEVALLOIS-PERRET

Le Directeur de l'une des Usines (800 collaborateurs) d'une importante société électromécanique, cherche

1 CHEF du PERSONNEL

placé sous son autorité, il prend en charge la totalité de la fonction :

- gestion des ressources humaines ;
- gestion administrative et paye ;
- relations sociales ;
- relations extérieures ;
- formation et information.

Chargé de faire appliquer la politique sociale de l'entreprise c'est un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure (droit, lettres, psychologie...) et pouvant justifier d'au moins 5 ans d'une expérience réussie de la fonction en usine.

Personnalité affirmée, il a le sens des contacts humains, de la négociation et une grande aptitude à la communication.

Le poste est à pourvoir dans une ville du centre de la France proche d'un centre universitaire important.

Le secret absolu des candidatures est assuré.

Envoyer C.V., photo et prétent., au n° 74.950, à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui tr.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 75
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 75
"Placards encadrés",	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés",	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

contrôleur de gestion

110 000+

LA FINANCIERE BOUVET-PONSAR est une Société de gestion d'un groupe franco-comtois de taille moyenne, orientée principalement vers les matériaux de construction (principales filiales : Ciments de Champagne, Bouvet - Ponsar Matériaux, Béton Contrôlé Comtois, Solvet Ponsar Ponds Lourds). L'homme que nous recherchons, pour créer ce poste, travaillera en collaboration avec les responsables de chaque société pour la fixation des objectifs annuels et l'établissement des budgets correspondants, la consolidation des budgets prévisionnels au niveau du Groupe, etc... Pour réussir dans ce poste, il faut une formation commerciale supérieure à I.C.G., ainsi que l'expérience de la fonction. Lieu de travail : Besançon. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2630/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

Importante Entreprise commercialisant des produits de haute technologie recherche pour développer ses ventes sur PARIS et les GRANDS CENTRES REGIONAUX

diplômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.

Pour un premier contact, envoyez CV détaillé sous réf. 92 M à P. ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Centre de la France recherche

OPÉRATEUR IBM 3

Expérience 1 an souhaitée

Ecrire HAVAS 63000 Clermont-Ferrand sous N° 66.632.

sous êtes BIOLOGISTE ou AGRONOME MAIS vous seriez tenté par un poste RESOLUMENT COMMERCIAL (pas de déplacements) Si vous aimez la publicité Si vous êtes prêts à conquérir d'objectifs chiffrés Si vous êtes prêts à être jugés sur la façon dont ils ont été atteints alors, écrivez nous, nous assurerons votre formation et vous confèrerons rapidement le poste

d'ingénieur produit

chargé de la commercialisation par catalogues de la publicité, du calcul des prix d'une collection d'appareils destinés aux laboratoires scolaires de biologie

envoyer C.V. et présentations à M. RIGAL ROY SOCIÉTÉ JEULIN - BP 510 - 27009 EVREUX

Groupe AUSSÉDAT-REY Pâtes - Papiers - Panneaux recherche :

CADRE ADMINISTRATIF

(GESTION ET COMPTABILITÉ) Formation supérieure souhaitée D.E.G.S. nécessaire 28 ans minimum Pour organisation et direction des Services Administratifs et comptables (3 Chefs de groupe et 12 Collaborateurs) de plusieurs filiales chargées des approvisionnements en bois (chiffre d'affaires 200 millions) Expérience indispensable en organisation, comptabilité générale et analytique, trésorerie, fiscalité, relation avec l'administration. Lieu de travail : BRIVE (Corrèze) Adr. lettre manusc. C.V. et photo à n° 74.820. cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Nordsoir

à l'avant-garde des procédés de collage et d'application de peinture

société jeune à expansion rapide et soutenue grâce à la qualité de ses équipements et de son service

ingénieurs technico commerciaux

Région est et nord de la France.

Nous offrons :

- un travail stable et varié
- une grande indépendance
- un salaire élevé
- une voiture
- De réelles possibilités de promotion en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressés par la vente d'équipements industriels et que vous avez des aptitudes en mécanique et électricité, la maîtrise de l'anglais, une bonne culture générale. Pour un premier entretien tél. à :

NORDSON FRANCE S.A.
Parc Industriel de Torcy
Rocade du Parc
77360 - TORCY - Tél. 005.18.72

IMPORTANTE ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE

Région Nord - Pas-de-Calais
1.500 personnes - 500 millions C.A.
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum - Formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO., SCIENCES ECO., Ecole d'Ingénieurs ou équivalent) possédant l'expérience de 4 à 5 ans dans fonction identique

ALLIANT EXPERIENCE CONTROLE GESTION A CONNAISSANCE DU SECTEUR INDUSTRIEL

Il dépendra directement du Directeur Administratif avec large délégation de responsabilités.

Il sera chargé :

- de participer à la conception et à la mise en route d'un nouveau système intégré de contrôle de gestion, avec le concours de conseils extérieurs ;
- de l'animation des membres du service contrôle de gestion (8 à 10 personnes) ;
- de bon fonctionnement du système mis en place.

Connaissances requises en Informatique comme utilisateur.

Résidence villa moyenne proche Métropole Nord. Rémunération de départ : 80.000 à 85.000 francs. Perspectives d'avenir.

Ecrire avec curriculaire sous la référence 2.338 à :

CORT
61, avenue Kléber
Paris (16^e)
Discretion absolue.

Le Groupe bancaire

crédit universel

offre le poste de

directeur

de sa nouvelle agence bancaire de METZ

Cette opportunité ne peut être offerte qu'à un candidat de formation supérieure possédant une première expérience de l'exploitation bancaire et de l'encadrement d'une équipe commerciale.

Ecrire avec CV photo et salaire actuel à :

Groupe du Crédit Universel
Direction de l'exploitation
51 Bd des Dames 13242
Marseille cedex 1
Discretion absolue et réponse assurée.

MAISONS INDIVIDUELLES recherche UN DIRECTEUR COMMERCIAL / MARKETING

pour la région lyonnaise et le Sud de la France.

Le candidat sélectionné sera un jeune Cadre ayant une expérience préalable touchant le secteur de l'habitation et capable de continuer un programme d'expansion déjà avancé.

Un homme de caractère dynamique et créatif, capable de mener une excellente équipe, travaillant à la responsabilité pour la vente, la publicité, et la gestion de « sa » région. Une rémunération intéressante + primes et voiture de service sont assurées. Les perspectives d'avenir sont excellentes.

Ecrire sous la référence DOM/BB à T&S, 77, rue La Boétie, 75008 PARIS. Discretion garantie.

Nous recherchons

UN DIRECTEUR

POUR L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES D'AMIENS-PICARDIE

240 ÉLÈVES EN 1976

Les candidats devront impérativement :

- avoir une formation supérieure de haut niveau comportant de solides connaissances en économie et en gestion ;
- avoir exercé des fonctions de cadre supérieur pendant au moins 5 ans dans une entreprise industrielle ou commerciale, à l'exclusion d'une société de conseil ou de formation ;
- soumettre pleinement à l'idée de défendre la libre entreprise ;
- accepter de travailler à plein temps et de résider à Amiens ;
- pouvoir prendre fonction avant le 1^{er} février 1977.

REMUNÉRATION ANNUELLE BRUTE : 120.000-150.000 F. LOGEMENT DE FONCTION.

Adresser C.V. très détaillé avec lettre manuscrite et photo à la C.R.C.I. de PICARDIE 36, rue des Otages, 80037 AMIENS CEDEX.

chef de département chèques bancaires

La Société Nouvelle des Imprimeries Mont-Louis et de la Presse Réunies, dans le cadre de son département Chèques Bancaires - 250 personnes - 30 millions de C.A. recherche un

le collaborateur retenu assistera pendant un an le chef de département actuel tant sur le plan de la gestion que sur les plans techniques, humains et commerciaux. Ce poste peut convenir à un INGENIEUR de 35 ans minimum, de formation électromécanique et informatique. En outre, il serait souhaitable que ce collaborateur ait de bonnes connaissances en imprimerie et une expérience en gestion industrielle. Poste à CLERMONT-FERRAND. Réponse et discrétion assurées à la lettre manuscrite + C.V. + photo + r. adressée sous référence A/3903/B à Mme Sutterlin.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Société Immobilière (Bureaux à ROUEN)

FILIALE D'UN GRAND GROUPE recherche pour NORMANDIE

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

E.S.T.P. (Bâtiment ou T.P.)

Pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.R.D.

Adr. C.V. dat., photo et présentations manuscrites au n° 88.271 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e), qui transmettra.

LEADER EUROPÉEN DANS LA TRANSFORMATION DE L'ACIER INOXYDABLE

Nous recherchons

pour notre filiale française (Rég. LORRAINE)

UN ANIMATEUR DES VENTES

Statut cadre, salaire élevé, avantages sociaux, intéressement.

Après un stage de formation notre collaborateur participera à la détermination des moyens et objectifs de vente et dirigera une équipe de représentants déjà en place.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous n° 1553 à HAVAS METZ 57017 qui transmettra.

Désirant poursuivre leur politique de diversification et accentuer la rigueur de leur gestion

LES ATELIERS DU LOIR

chaudronnerie mécano-soudure réputées pour leurs machines de préfabrication légère recherchent

responsable

pour prise en charge de la comptabilité, de la gestion et de l'administratif.

Ecrire sous réf. RA (à inscrire sur l'enveloppe) Discretion assurée.

hébert conseil
Poissonnière Building
11 Fg Poissonnière 75009 Paris

USINE SIDÉRURGIQUE REGION THIONVILLE recherche

pour service entretien électro-mécanique

UN JEUNE INGÉNIEUR

diplômé Arts et Métiers ou Arts et Manufacture

Logement assuré.

Ecr. HAVAS n° 1.554. 57017 METZ Cedex, qui tr.

Importante Société Métallurgique fabricant des APPAREILS DE LEVAGE (3.000 personnes - 500 millions de C.A.) recherche pour sa DIVISION INDUSTRIE

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Pour promouvoir dans le secteur industriel :

- APPAREILS DE LEVAGE ;
- ÉQUIPEMENT ÉLECTRO-MÉCANIQUE.

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable commercial de la division, il devra prospecter, négocier et conclure les ventes auprès des industriels.

Le candidat :

- Age 30 ans minimum - Formation de base B.T.S. MÉCANIQUE ou ÉLECTRIQUE - Expérience d'au moins 3 ans de la vente auprès d'une clientèle industrielle.
- Allemand apprécié.
- La formation sur nos produits sera assurée par nos soins.

Le poste est à pourvoir à LYON.

Envoyer C.V. et présentations à n° 74.332, CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

ALBERT S.A. (85500 LES HERBIERS)

Spécialiste du vêtement pour enfants recrute

pour appuyer son développement sur les marchés étrangers un

Animateur des ventes export

capable de :

- procéder à des études de marché et de distribution pour des produits variés pour enfants ;
- restructurer et étoffer des réseaux de vente ;
- éventuellement en créer de nouveaux ;
- contribuer à l'élaboration de politiques et programmes d'action par marchés et par lignes de produits.

Préférence sera donnée aux candidats :

- ayant 5 ou 6 ans d'expérience de la vente à l'export de produits de consommation (textiles notamment) ;
- parlant couramment anglais et une deuxième langue (espagnol ou allemand) ;
- disponible pour une action sur le terrain à raison de 60 % de son temps.

Adresser lettre manuscrite, curriculaire, photo détaillée à :

M. J. MARTIN-GOUSSET,
Albert S.A., Z.I. du Bois-Joly, 85500 Les Herbiers

nicholas angel

Une société américaine de réputation internationale, implantée en France en ISERE, fabricant des produits de grande consommation, recherche pour prendre en charge ses opérations financières, un

CONTROLLER

Age minimum : 32 ans FF 140.000

Sous l'autorité du directeur général pour la France, il gèrera un système sophistiqué de contrôles financiers. Il suivra de près les problèmes de production, en utilisant les méthodes de management les plus évoluées.

Les candidats devront posséder :

- une formation type H.E.C./E.S.S.E.C. ;
- une expérience de plusieurs années dans un poste de responsabilité semblable au sein d'une société américaine, de bonnes connaissances de fiscalité française,
- une maîtrise parfaite de l'anglais.

Adr. votre CV sous réf. 76107 à

Nicholas Angel
149, rue Saint-Honoré 75001 Paris

conseil recrutement financier

UN GRAND GROUPE AGRICOLE cherche un

directeur administratif

pour son activité viande

Celui-ci seconde le Président du Directoire dans la définition des politiques et la réalisation des investissements.

Il prend en charge personnellement l'organisation administrative du groupe, la supervision des comptabilités, la consolidation des trésoreries des filiales. Il conseille les dirigeants de celles-ci en matière de droit, finances, personnel...

A 35 ans au moins, c'est un homme de formation supérieure (Sup de Co., Agri. ou Agro. + IAE par exemple), ayant exercé des responsabilités administratives et financières réelles dans un groupe intervenant sur le marché de la consommation de masse.

Résidence dans une grande ville de Normandie.

Ecrire à J.-E. LEYMARIE ss réf. 3086 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale - 75008 PARIS
LYON-JULIE-BRUXELLES-BENELUX-LONDRES

Jp 11/150

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,53
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés".	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes une très importante société française de Transport Services Rapides et de groupage et nous bénéficions d'une excellente image de marque.

UN CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

Directement rattaché au Responsable de l'Agence de Paris :

- Il gère une partie (50 véhicules)
- Il régule les entrées de marchandises avec nos sous-traitants
- Il assure la responsabilité des achats de l'exploitation
- Il assure le suivi de nos prix de revient et de nos statistiques.

Expérience dans les transports souhaitée.

Statut cadre. Salaire de départ non inférieur à 58 000 F/m.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, 3 photos récentes et photo (pas) de 4709 34, rue des Petites Écuries, 75010 PARIS.

APPRÉCIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

Compagnie des Forges de
CHATILLON - COMMENTRY - BIACHE

recherche

INSPECTEUR DES VENTES

- Age 30 ans minimum, formation sup. appréciée.
- Caractère ferme mais contacts humains faciles.
- Esprit ouvert aux études de marchés et à la promotion des produits.
- Expérience de quelques années souhaitée dans la vente de produits industriels.

Ce poste basé à Paris entraîne l'obligation de déplacements très fréquents en province.

Adresser C.V. et photo Service Personnel, 18, rue de la Rochefoucauld, 75008 PARIS.

etap

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE - LYON - RECHERCHE

DIRECTEUR MARKETING

Directement rattaché au D.G., il animera et conduira l'élaboration des stratégies et politiques commerciales de l'entreprise au plan des marchés et produits.

Il s'agit d'un POSTE DE PREMIER PLAN QUI PEUT CONVENIR A DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE H.E.C., INGENIEUR, I.N.S.E.A.D., M.B.A., 35 ans minimum, ayant acquis une solide expérience marketing de biens industriels. Anglais courant indispensable, seconde langue appréciée.

Traitement non inférieur à 150.000 F

Ecrire sous référence RL 128 AM.

SOCIÉTÉ DE DIMENSION EUROPÉENNE PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION LEADER DANS SA BRANCHE RECHERCHE SON

CHEF DE SERVICE GESTION COMMERCIALE

Il s'agit de diriger et d'animer un service d'environ 70 personnes et de prendre en charge l'ensemble de l'organisation et du fonctionnement de la gestion commerciale.

- Traitement des commandes ;
- Expéditions, stockage, livraisons ;
- Magasin produits finis ;
- Relations clients.

Fonctions pouvant convenir à candidat : H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.O.P. ou équivalent ;

- Dispositif d'une expérience de 5 à 8 ans environ dans fonction similaire branche produits de grande diffusion.

POSTE ACTIF ET INTÉRESSANT POUR CANDIDAT HABITUÉ À TRAVAILLER AVEC INFORMATIQUE DESIREUX DE PARTICIPER PLEINEMENT À LA VIE D'UNE ENTREPRISE EN LIAISON DIRECTE AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE.

Résidence ville 140 km Paris. Rémunération 90.000 F +

Ecrire sous référence AK 125 AM.

DUJARDIN MONTBARD SOMENOR

LILLE - ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS - INGÉNIEURIE - RECHERCHE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

CHEF DU SERVICE RÉALISATION CONTRATS

IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT ET D'AVENIR QUI IMPLIQUE :

- La responsabilité du bon déroulement de gros contrats pour la France et l'étranger (budgets-planning) en liaison avec la clientèle et tous les services de la société ;
- L'amélioration des procédures utilisées ;
- L'animation d'une équipe étendue d'ingénieurs et cadres.

Ce poste peut convenir à un ingénieur grande école, ayant acquis une très solide expérience similaire, soit chez un constructeur, soit dans un engineering et témoignant d'excellentes qualités de contacts et d'organisation. Langue anglaise souhaitée.

Ecrire sous référence KS 119 AM.

SOCIÉTÉ INGÉNIEURIE ET ENTREPRISE GÉNÉRALE GROS ÉQUIPEMENTS POUR INDUSTRIES SIDÉRURGIE ET MINIERES FILIALE PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL - PARIS

OFFRE SITUATIONS INTÉRESSANTES ET AVENIR A

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

E.C.P., MINES, A.M. ou équivalent, ayant 1 à 3 ans d'expérience professionnelle (acquise de préférence chez constructeur ou société d'ingénierie à dominante thermique) ou débiteur.

Il collaborera au titre de la direction technique et commerciale A LA RÉALISATION D'IMPORTANTS OUVRAGES DEPUIS L'AVANT-PROJET JUSQU'À LA MISE EN ROUTE.

Qualités de curiosité intellectuelle, d'intérêt pour les problèmes techniques et économiques et de contact indispensables. Connaissance de l'anglais nécessaire.

INGÉNIEURS RESPONSABLES DE CHANTIERS

Diplômés grandes écoles, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans activités de montage d'usines ou travaux neufs.

ILS SERONT RESPONSABLES SUR LE SITE DU BON DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS. Les chantiers ont une durée moyenne de 1 à 2 ans et peuvent se situer en France et à l'étranger.

Qualités d'organisation, de commandement et de contact indispensables. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence KU 134 CM.

O.N.O. - Près Rambouillet

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES TRÈS DYNAMIQUE - FORTE EXPANSION DEPUIS SA CRÉATION - 240 PERSONNES - C.A. CONSOLIDE 100 MILLIONS - TOFFE SES STRUCTURES ET RECHERCHE

COLLABORATEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU

H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience vente produits industriels.

Connaissance approfondie de l'anglais et qualités d'animateur et d'esprit d'équipe. Rattaché au Directeur Commercial, il aura, dans un premier temps, la responsabilité de la commercialisation des produits sur la France (participation à l'élaboration des objectifs, animation des ventes, administration des commandes, lancement des produits nouveaux).

La réussite dans cette fonction lui permettra de prendre dans un délai assez court la responsabilité de l'ensemble des services commerciaux.

Ecrire sous référence VP 144 CM.

UN DES PREMIERS GROUPE CHIMIQUES FRANÇAIS RÉALISANT UNE IMPORTANTE USINE RECHERCHE UN CANDIDAT DE VALEUR POUR CRÉER LE POSTE DE

CHEF DES SERVICES DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un cadre formation supérieure, ayant assumé pendant 5 ans au moins des fonctions de chef de personnel en usine et ayant eu également eu l'occasion d'exercer des responsabilités opérationnelles (type production, entretien...). Il assurera l'ensemble des fonctions de personnel.

Poste très intéressant pour candidats capables de promouvoir une gestion moderne du personnel.

Poste : Grande ville NORD FRANCE. Ecrire sous référence DW 186 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRICATION MOYENNE ET GRANDE SÉRIE, DIMENSION EUROPÉENNE LEADER DANS SA BRANCHE OFFRE UNE POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE INTÉRESSANTE ET ÉVOLUTIVE A

ADJOINT AU DIRECTEUR INDUSTRIEL

Ce poste, qui conviendrait à ingénieur H.E.C., A.M., I.D.N. ou équivalent, ayant déjà une expérience industrielle de 2 à 3 ans

DOIT ÉVOLUER VERS DES FONCTIONS DE DIRECTION D'USINE

- Une formation aux fabrications dans différentes usines du groupe est prévue ;
- Des qualités d'organisation, d'animation et de contact sont nécessaires.

Résidence ville 140 km Paris.

Ecrire sous référence ZS 157 AM.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE METTANT EN ŒUVRE PARC IMPORTANT DE MACHINES DIVERSES - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

VILLE 100 KM EST PARIS

INGÉNIEUR AM-ENSI CONFIRMÉ

RESPONSABLE DES SERVICES ENTRETIEN MACHINES et SÉCURITÉ

Il s'agit d'un poste important impliquant :

- La supervision des responsables sécurité et entretien machines ;
- Une participation aux analyses des besoins, aux études d'investissements et aux achats des nouveaux matériels.

Ce poste peut convenir à un candidat :

- ayant un goût réel pour la technique, témoignant de bons contacts humains et d'un intérêt marqué pour la sécurité ;
- Disposant d'une bonne connaissance des machines mises en œuvre en mécanique ou en chaudronnerie grâce à une expérience industrielle de 5 à 10 ans acquise en entretien, méthodes ou fabrication.

Ecrire sous référence EO 129 CM.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE SUÉDOIS RECHERCHE POUR PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FILIALE FRANÇAISE RÉCEMMENT CRÉE

INGÉNIEUR DE VENTE

Formation supérieure en chimie ayant 2 à 3 ans d'expérience vente produits industriels (de préférence chimie) ou débiteur et aptitudes commerciales et goût pour la vente très marquée. Basé à Paris, il sera responsable de la commercialisation d'un ou plusieurs produits sur la France entière.

RÉELLES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence BU 139 AM.



emploi régional

INDUSTRIELS CHIMIQUES DE VORREVE DIVISION EUROPEENNE DE STEPHAN CHEMICAL Co Chicago, U.S.A.

recherche

CADRE COMMERCIAL

pour assurer les fonctions de CHEF DES VENTES Produits auxiliaires Industries Mécaniques (études d'usine, études, études de produits, études de la branche Industries Mécaniques indispensables) ;

- Expérience de plusieurs années dans la branche Industries Mécaniques indispensables ;
- Langue italienne souhaitée ;
- Basé à Vorreuve, près de Grenoble.

IL AURA POUR MISSION :

- Mise en place d'un réseau d'Agents de Ventes ;
- Coordination des Actions commerciales et d'assistance technique ;
- Intervention directe auprès des clients importants.

Ecrire avec C.V., photo et présentation à : I.C.V., 37, rue de la République, 3340 VORREUVE.

CHEF DE FABRICATION

Une société française, filiale d'un groupe britannique, spécialisée dans la fabrication de bandes et de produits en caoutchouc, recherche :

UN INGENIEUR de formation A.M., Chimiste, ou similaire, pour son usine située dans le Nord - 110 personnes en 4x4.

Rattaché au Directeur de l'usine, il aura pour mission de réaliser les objectifs de production et de participer aux réalisations techniques.

Ce poste convient à un ingénieur de 35 ans environ, à l'initiative naturelle possédant une expérience dans les techniques d'extrusion.

Ecrire avec C.V., photo et présentations à : AGENTS HAVAS, 9023 LILLE CHREX sous références AT 423/2.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE LA RÉGION ORLÉANAISE recherche

INGÉNIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT (plusieurs années d'expérience)

Pour prendre la responsabilité des SERVICES : RELEVÉS, TRAVAUX NEUFS, BUREAU D'ÉTUDES et MÉTHODES, avec large autonomie.

Env. C.V. détaillé, présentations et photo n° 68202, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. (Discrétion assurée.)

B.E.F.S. ENGINEERING recherche

DIRECTEUR RÉGIONAL région Centre, poste à pourvoir à BLOIS.

Le candidat devra :

- être diplômé INGENIEUR GRANDE ÉCOLE ;
- avoir 5 années d'expérience dans la région ;
- avoir vocation technico-commercial, avoir caractère personnel dynamique et ambivalent.

Ecrire avec C.V., photo et présentations à : B.E.F.S. ENGINEERING, 83, av. des Vosges, 67000 STRASBOURG.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN DE PEINTURES ET VERNIS EN FLEINE EXPANSION recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

expérimenté dans la technique des peintures et vernis s'adressant à une clientèle industrielle de haut niveau.

Il devra assurer le laboratoire de notre département Métal. Nous lui demandons une qualité de manager, de gestionnaire. Anglais in et parit indispensables.

Envoyer C.V. et photo à VENUS BOUYER, 3, rue de la République, 41100 TOURNAI.

B.E.F.S. ENGINEERING recherche

INGÉNIEURS CLIMATISATION DIPLOMÉS, GRANDE ÉCOLE, capable conception installations techniques avancées, connaissant l'anglais, postes à pourvoir à Nancy et Paris.

Ecrire avec C.V., photo et présentations à : B.E.F.S. ENGINEERING, 83, avenue des Vosges, 67000 STRASBOURG.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FABRIQUANT PIÈCES GRANDES SÉRIES pour industrie automobile recherche pour son usine du Nord de la France.

1 DIRECTEUR D'USINE QUALITÉ

niveau A.M. ayant de préférence connaissances :

- Travail métrique en feuille ;
- Gestion d'usine ;
- Organisation ;
- Anglais apprécié ;
- Logement de fonction et voiture fournis.

Adresser C.V., présent, s/réf. 7170 à P. LICHAU, S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

La M.A.C.I.F. recherche pour son centre régional de

SAINT-ÉTIENNE

RÉDACTEURS (TRICES)

contacteurs ayant une expérience professionnelle dans l'emploi de plusieurs années.

Ecrire à MACIF, Boîte Postale 37, 42100 ANDREZIEUX-BOURBON.

Société Parisienne en expansion recherche

pour une ville importante du

SUD de la FRANCE

CHEF DE COMPTABILITÉ

(COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET TRÉSORERIE) 30 ans minimum

Les candidats seront reçus à Paris.

Ecrire avec C.V. et photo à No 74.014 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Entreprise agro-alimentaire région FRANCHE-COMTE recherche

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

(Ingénieur A. et M. ou maître de poste) avec une expérience de 5 à 10 ans en entreprise industrielle et sera capable de faire évoluer un processus de fabrication industrielle.

Ecrire lettre, C.V., présentations sous réf. 5026 à P. LICHAU, S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ENTREPRISE FORGE ET MÉCANIQUE DE L'OUEST recherche

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN

pour poste responsable commercial Département Sous-Traitance.

Ecrire av. C.V. à Serge Bastien, B.P. 688, 44019 Nantes Cedex, Bureau d'études, Magasin Mobilier contemporain sans de gamme.

DECORATEUR (TRICE) VENDEUR (EUSE) expérimenté (e) pour projets, devis, contacts clients.

Env. photo et C.V. à PUBLICITE LATY, 7, rue St-Ferre, 74000 ANNECY

Collège dem. J.F. au pair étranger. Ecrire HAVAS Châteauroux, n° 1001 ou télex, (16-54) 3035-62.

représentation offres

LOGABAX DIVISION GRAPHIQUE recherche

REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

ayant un minimum de 5 ans d'expérience dans la vente de matériels ou produits pour l'imprimerie et les Arts Graphiques ou matériels similaires.

Région SUD-OUEST

Domiciles souhaités :

1) LIMOGES, POITIERS, ANGOULEME.

2) BORDEAUX, TOULOUSE.

Adr. C.V. photo et présentations à la réf. 104, à Société LOGABAX - Direction du Personnel, 75, av. Aristide-Briand, 94100 ARCEUIL.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS discrétion absolue

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne L.C.	L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne L.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70	"Placards encadrés"	28,00	32,69
(la ligne colonne)	42,00	49,04	Double insertion	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	"Placards encadrés"	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
				28,00	32,69

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

approvisionnement et distribution

L'activité de cette division, qui s'exerce au niveau national, occupe un effectif de 70 personnes : ce chiffre à lui seul laisse soupçonner l'importance du rôle de

Responsable des Stocks.

Cette fonction s'exerce essentiellement en termes de coordination, d'adéquation et de contrôle. Elle recouvre la gestion de l'ensemble des stocks, l'élaboration des programmes d'approvisionnement, les commandes de matériel à l'usine du Groupe en Italie et aux autres fournisseurs à l'étranger, la surveillance permanente de l'état et de la qualité des stocks.

Les candidats pouvant prétendre à ce poste ont une formation de type grande école ou Ingénieur. Une expérience d'environ 5 ans de la fonction leur aura donné l'aisance professionnelle nécessaire.

La nature de la société OLIVETTI implique la maîtrise des problèmes informatiques et la pratique courante de l'Anglais ou de l'Italien.

olivetti

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence K 15 à Monsieur GIESE, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

LES HYPERMARCHÉS AUCHAN

17 Unités - 4 milliards de C.A. prévus en 1976
40 % de progression par an depuis 10 ans

recherchent pour maintenir ce taux d'expansion

8 CADRES ou futurs CADRES COMMERCIAUX

Jeunes universitaires ou autodidactes passionnés par le commerce et la grande distribution.

Ils devront :

- être organisateurs, concrets, réalisateurs,
- avoir la capacité d'élaborer, de suivre et de réaliser leurs propres objectifs,
- être capables de diriger et d'animer des hommes de bon niveau,
- savoir fournir des efforts physiques.

Nous leur confierons très vite :

- la responsabilité totale d'une partie du magasin, ou d'un service du magasin où ils auront la possibilité de s'épanouir et de se réaliser.

Si vous ne voulez pas attendre 10 ans pour avoir un poste à grosses responsabilités et si notre proposition vous intéresse, nous vous attendons et serions heureux de vous recevoir :

Envoyer C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à :
M. Jean-François DUPREZ - Direction hypermarché AUCHAN
Avenue Joffre - 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

FILIALE FRANÇAISE D'UN
PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL
PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche
Jeunes diplômés B.S.C. I.U.T. ou équivalent
désireux de faire une

CARRIÈRE DANS LA VENTE
sur un marché en pleine expansion

OFFRE :

- Une formation de base aux méthodes modernes de merchandising et de promotion des ventes et à l'animation d'une équipe de promoteurs de vente.
- La possibilité d'accéder rapidement à un poste de supervision au sein d'une équipe commerciale dynamique.
- Salaire fixe + intéressement + 13^e mois.
- Voiture de société + frais de route.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
M. ROBERT PÉREZ, 65 bis, rue Réaumur,
75002 Paris, qui transmettra.

INFORMATIQUE

DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX ORTF)
POSSEDANT UN IBM 370/158
SOUS OSVS 1

programmeur

COBOL ou PL/I
D. U. T. ou EQUIVALENT
Expérience 1 ou 2 ans souhaitée.
Formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V. et prétentions
sous référence 61/227
à M. le Chef du S. S. L.
3, rue Jeanne d'Arc
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

Ingénieur de Haut Niveau
TELECOM - SUPELEC, ... 35 ans minimum

POUR LUI CONFIER LE SERVICE CHARGE DE L'ETUDE ET DE LA REALISATION DES INSTALLATIONS DE DETECTION ET DE TELESEGNALISATION

Ce poste convient à un ingénieur très du fait de ces techniques et de leurs applications ayant une expérience confirmée de responsabilité de projet acquise dans une entreprise ou une société d'ingénierie.

Les qualités requises : Imagination concrète, efficacité, pragmatisme, rigueur, bonne organisation personnelle.

Ses missions :

- proposition et choix des solutions techniques
- participation à la définition des programmes et à l'élaboration des budgets annuels
- responsabilité de la réalisation des programmes et de leur gestion ainsi que de la maintenance des installations

Evolution de carrière intéressante pour candidat de valeur.

Lieu de travail : Paris.

sélé CEGOS Adresser lettre man. + C.V. détaillé à M. CLERE sous réf. 73364/M 5414 - CEGOS : 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.

GLAENZER SPICER

Vous êtes issu d'une grande Ecole ou diplômé de l'enseignement supérieur (D.E.S., en droit, L.E.P., ...).

Vous êtes fortement motivé pour la fonction personnel sous ses multiples aspects.

Vous avez complété votre formation par un stage spécifique à la fonction (CFFOP par exemple) et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans.

Si tel est le cas :

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MECANIQUE-AUTOMOBILE
(2200 personnes)

Siège d'un très important groupe international (120.000 personnes).

vous propose le poste d'

ASSISTANT DU CHEF DU PERSONNEL

pour son établissement de POISSY (siège social et unité de production 750 personnes).

Chargé à l'origine, d'études générales concernant notamment la gestion prévisionnelle, votre activité s'étendra progressivement aux différents domaines de la fonction y compris les relations sociales.

Très bon niveau de rémunération.
Situation d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence A.P. au Chef du Personnel - Boîte Postale 60, 78301 POISSY CEDEX.

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients : c'est le but de notre action technique. Mais, nous ne pouvons pas attendre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, et en Province

Adresser C.V. et prétentions sous référence 141 à Monsieur BASSAN, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

CHARGÉ DE RELATIONS EXTÉRIEURES
HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP - (ECO - F.)

ayant une bonne expérience de la préparation des décisions importantes de l'entreprise (investissements, décentralisation, implantation d'établissements secondaires, etc.), désireux de s'orienter vers une activité plus commerciale, peut se voir chargé d'une mission passionnante par la jeune équipe constituant l'établissement public d'une importante ville nouvelle de la région parisienne

INTERET :

- Participer au développement harmonieux d'un vaste ensemble aux réalisations novatrices
- INFORMER OBJECTIVEMENT et conseiller les dirigeants des entreprises qui ont les caractéristiques voulues pour réaliser une implantation qui leur soit profitable tout en concourant au développement équilibré de la Cité

Si vous voulez en savoir davantage AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous réf. 374 M à : F. DOZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche
pour ses départements EXPORT
CHIMIE - GAZ - PÉTROLE
des

Ingénieurs Débutants
Electriciens et Instrumentistes

Profil souhaité :

- diplômés des grandes écoles d'ingénieurs dans les spécialités indiquées
- pratiquant impérativement l'anglais (parlé et écrit).

Les candidats développeront leurs compétences sur des marchés à l'exportation au sein d'équipes d'ingénieurs confirmés.

Ils souhaiteront s'orienter à terme vers la fonction d'ingénieurs d'affaires.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo, sous réf. 13 à
COMSIP ENTREPRISE
Direction du Personnel
BP. 305, 92300 RUEIL-MALMAISON CEDEX
(200 m gare du RER.)

ATTACHÉS COMMERCIAUX
ou
TECHNICO-COMMERCIAUX

- Vous vendez avec succès depuis 2 ans des biens industriels ;
- Vous désirez récolter les fruits de l'expansion d'un secteur de pointe, celui des

SYSTÈMES DE COMMUNICATIONS

- Notre société, filiale d'un puissant groupe international, vous confiera la responsabilité d'un secteur de vente à PARIS.
- Votre rémunération (importante) sera en partie le fruit de vos résultats.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 7.419 à **COFAP** 40, rue du Châtrou 75010 Paris 10.

chef de service juridique

Notre Société exerce son activité principale dans le Négoce de Produits de grande consommation.

Son Chiffre d'Affaires dépasse le milliard de francs. Nous créons au sein de notre direction administrative et financière le poste de CHEF DE SERVICE JURIDIQUE chargé de mettre en place et d'animer la fonction juridique de l'entreprise. Il aura en outre à gérer le service "Assurances".

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune licencié en Droit (minimum), ayant une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire ou équivalente.

Ecrire avec C.V. + photo à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 31012, qui transmettra.

HAUTE COUTURE

Responsable des Services Juridique et des Relations Sociales

Le Directeur Général de l'un des grands de la haute couture, en forte expansion, regroupe les services juridique et du personnel de sa société qui comprennent, en particulier : établissement de contrats de licence et de franchise, protection des brevets et marques, gestion des assurances, baux et loyers, établissement et contrôle d'une politique de personnel efficace.

Ce poste, offert à Paris 16^{ème}, convient à un juriste très confirmé dans l'exercice de responsabilités similaires, parlant l'anglais, ayant d'excellents contacts humains, internes et externes.

sélé CEGOS Adresser lettre man. et C.V. détaillé sous réf. 23467/M à M. J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Jp 1162/150

1500

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Femme de tête
Femme de caractère
Femme réellement autonome
vous pouvez être

Celle

que nous recherchons !

Si vous savez mettre en phrases les revendications de votre sexe et votre comportement quotidien réel dans la vie sociale et professionnelle,

Si vous avez 21 ans au moins et une solide formation scolaire ou post-scolaire,

Notre structure d'avenir est prête à vous recevoir :

- pour compléter votre information,
- pour assurer votre formation,
- pour assister votre intégration,
- pour promouvoir votre carrière.

Nous sommes l'industrie la plus puissante du secteur tertiaire, l'entreprise la plus importante du secteur privé, le département pilote de l'entreprise dans les domaines allant de la Vente au Marketing en passant par le Marketing et les Produits. Le niveau moyen de rémunération n'a pas d'équivalent sur le marché du travail actuel.

Se présenter le 15 sept. 1976 de 14 h. à 18 h. et le 16 sept. 1976 de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 18 h. en nos bureaux, 15, rue St-Marc, Paris-2^e.

IMPORTANT : Il faut être totalement disponible dès le 20 septembre 1976.

STÉ FRANÇAISE LEADER DANS SON DOMAINE
recrute pour son département
RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Connaissances particulières en circuits bas niveau et informatique microprocesseur appréciées.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Quelques années d'expérience, bonnes connaissances en physique générale et mécanique de précision.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Début ou quelques années d'expérience pour étude de transport de produits sur convoyeurs à bande.

DESSINATEURS

NIVEAU PROJETEUR et ETUDES II

Formation BTS ou DUT

AT2 ELECTRONICIEN

formation BTS ou DUT

Env. avec C.V. sous le numéro 7344, CONFESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

INDUSTRIE
ÉLECTRONIQUE

Une importante société multinationale, dont le siège est sur la côte ouest des Etats-Unis, recherche des cadres de direction éprouvés pour des situations de premier plan dans l'immédiat.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FRANCE

Sera directement sous les ordres de notre Directeur Général/Europe. Doit posséder une connaissance parfaite de l'industrie électronique et la capacité prouvée de diriger les activités de ventes, de marketing, de finances et d'administration de notre société en France. Cet emploi exige d'importantes voyages en France et, de temps en temps, entre la France et les Etats-Unis. La rémunération est à fixer en fonction des titres et de l'expérience, mais elle comprendra des primes d'encouragement, des options d'achat d'actions et une automobile. Le candidat qualifié touche probablement déjà un salaire total annuel dépassant 40 000 dollars.

DIRECTEUR
DU MARKETING-TECHNIQUE

Cet emploi comportera la résidence à Paris, mais nécessitera de nombreux voyages dans la zone assignée, ainsi qu'entre les Etats-Unis et l'Europe. Les candidats devront démontrer la capacité de diriger une équipe d'ingénieurs d'applications et de mettre en œuvre des stratégies de marketing grâce à un réseau de vente qui comprend des bureaux de représentation, des distributeurs franchisés et des représentants indépendants. Les candidats doivent avoir une excellente compréhension des systèmes des clients afin de leur fournir des conseils techniques d'ordre général, y compris sur les microprocesseurs et les L.S.I., et être en mesure de leur présenter des produits de marketing technique de toute la gamme de produits semi-conducteurs de la société, y compris les microprocesseurs et les circuits L.S.I. La rémunération est à fixer compte tenu des titres et de l'expérience. Le candidat idéal est intelligent, énergique et gagne probablement déjà une rémunération totale dépassant 23 000 dollars par an.

Pour poser votre candidature, adressez votre curriculum vitae et toutes indications complémentaires sous le n° 6333
« Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Importante Sté d'Expertise
Comptable, spécialisée dans
Audit et Etudes Financières
recherche

COLLABORATEURS
LIBRES RAPIDEMENT

FORMATION :

R.E.C. - E.S.C. - I.E.P. -

ESSEC - Licence en DROIT

1) Avoir deux ou trois années d'expérience confirmée dans firme d'audit ou entreprise d'expertise comptable ou audit interne D.E.C.S. nécessaire. Connaissance anglaise ou allemande appréciée. Expér. Informatique appréciée.

2) Débutants ou 1 an d'expér. D.E.C.S. souhaité. Connaissance anglaise ou allemande appréciée.

Les candidats devront faire preuve de qualités professionnelles affirmées et de dynamisme, allées au sens du travail en équipe.

STAGE D'EXPERTISE
COMPTABLE ASSURE

Large possibilité de développement de carrière.

Ecrire avec C.V. et photo à :

74992 Confesse Publicité

20, av. Opéra Paris-1^{er}, 9. tr.

« Confesse », Tél. : 33.44.44.44

ETABLISSEMENT PUBLIC
DU SECTEUR BANCAIRE

recherche

INGÉNIEUR

Diplôme grande école

pour le poste d'expert technique

en bâtiment

et travaux publics

Compétence approfondie de l'exécution des travaux et de leur contrôle

Solides connaissances de gestion administrative et financière

Age minimum quarante ans. Nationalité française.

Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., présent et photo n° 73 204 Confesse Publicité

20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. tr.

« Confesse », Tél. : 33.44.44.44

MINISTÈRE INTERIEUR
RECRUTE SUR CONCOURS

CENTRE A PARIS

3 PUPTREURS

2 PROGRAMM. SYSTÈME

Inscription et renseignements

Bureau recrutement formation

Stages

4, rue Cambes, Paris (8^e)

AVANT LE 1-10-76

SOCIÉTÉ

EXPERTISE COMPTABLE

recherche

POUR SON SERVICE

ADMINISTRATIF

SON (SA) COMPTABLE

R.E.C. - E.S.C.

2 ans expér. d'entr. min.

Envoyez C.V., manusc., photo

récente et présentations à :

CAPIET J. et M.

51, rue Cardinet, 75017 Paris

ou tél. 22-60-52

CENTRE RENE-HUGUENIN,

5, rue Gaston-Letoché,

92-Saint-Cloud, recherche

INFIRMIÈRE D.E.

Nuit, salaire début 3.716,25 F

travail pour 46 h. à prime 7,5 %

possible - logement célibataire.

Ecr. ou tél. 602-70-50, poste 215.

ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche pour s'intégrer à

son équipe de diffusion de systèmes informatiques

destinés aux laboratoires d'analyses médicales :

INGENIEUR

RESPONSABLE DU MARKETING

A L'EXPORTATION

(référence 201)

CADRES REDACTEURS

pour la définition détaillée des besoins du client.

Un esprit rigoureux et méthodique est indispensable.

(références 202)

Ces postes qui impliquent des contacts à haut niveau

et des déplacements très fréquents nécessitent une

bonne présentation et une première expérience de la

vie professionnelle d'au moins 5 années.

La formation aux produits sera normalement assurée

par l'entreprise.

Il est nécessaire de posséder :

FRANCAIS - ALLEMAND

ANGLAIS

Adresser C.V., photo et présentations en précisant la

référence du poste à ROCHE BIOELECTRONIQUE

Service du Personnel - B.P. 87

78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Bachelier... puis stoppé dans vos études après

une ou plusieurs années d'ensei-

gnement supérieur,

Diplômé

de l'enseignement supérieur, mais

décoré par l'élitisme des

débouchés lorsque la formation

professionnelle ne vient

pas étayer vos connaissances

généralistes,

Professionnel de la vente des Services et du

Management

vous pouvez

embrasser une carrière à coefficient de sécu-

rité optimum, à capacité promotionnelle

rapide, à personnalisation absolue de l'action

et de la responsabilité, à très larges possi-

bilités de rémunérations à tous les niveaux.

Il suffit

qu'après 21 ans au moins

vous puissiez aborder sans

préjugés une orientation que

vos goûts initiaux ou vos moti-

vations premières n'avaient

peut-être pas envisagée.

La

carrière

que nous offrons est d'autant

moins traditionnelle et confor-

miste qu'elle s'inscrit dans un

département totalement nou-

veau dans sa philosophie, ses

produits, ses programmes, son

action et sa prospective.

Nous croyons réellement

et sommes prêts à démontrer que

AGP

Expansion

peut répondre à la recherche du petit nombre

de jeunes pour qui l'engagement personnel,

la responsabilité, l'initiative, l'action directe

opérationnelle ont encore une signification

qu'ils sont capables de traduire dans les actes.

Notre Service d'Information-Sélection recrute

26 Boul. Haussmann, Paris 8^e (rez-de-chauss.)

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonnes)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	36,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international
(120.000 personnes), recherche pour son
Usine de POISSY (Yvelines)

un chef de service
ordonnancement lancement

(planing, magasins, réceptions, expéditions, procédures informatiques).

Le candidat devra être de formation mécanicien, niveau de préférence ingénieur ou I.U.T., et avoir au minimum quelques années d'expérience dans une fonction similaire comportant nécessairement la responsabilité de personnel.

Ce poste comportant de larges délégations techniques, économiques et humaines, le choix s'effectuera également en fonction de la motivation dans la conduite des hommes et du goût marqué pour l'organisation.

Très bon niveau de rémunération.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé photo et prétentions sous réf. O.L. au Chef du Personnel - B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

Commerce International
Diplômé Grande Ecole Commerciale

En raison de l'expansion continue de ses activités, une Compagnie Internationale a des postes à pourvoir dans ses départements commerciaux convenant à de jeunes diplômés de grandes écoles.

Pour ces fonctions nous préférons des candidats ayant un diplôme de grande école commerciale. L'intention est, après une courte période d'insertion, que l'homme engagé soit placé comme spécialiste en réponse dans un des départements commerciaux, de façon qu'il se familiarise avec les aspects variés du commerce international de matières premières.

A partir de là existent des possibilités variées de carrière dans des fonctions commerciales et d'organisation.

Le candidat souhaité doit avoir les qualifications suivantes :

- études achevées en économie, droit des affaires ou agro économie,
- intérêt bien marqué pour le commerce international,
- être français et avoir une excellente maîtrise de la langue anglaise.

Le commerce international est très exigeant pour ceux qui s'y consacrent et demande d'excellentes aptitudes aux relations, un sens commercial aigu et un bon esprit d'équipe.

sèle CEGOS Adresser lettre man. + CV détaillé sous réf. 50.044/M à Sèle-CEGOS, 33 Quai Gallieni, 92153 SURESNES qui étudiera votre dossier. Des entretiens auront lieu ensuite avec le responsable de la Compagnie.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
proche banlieue Sud
créé pour ses services
de recherches, POSTE de

PHARMACOLOGISTES
Expert d'initiative
et expérience indispensable

Adresser C.V. et prêtent. à :
JOUVENAL
LABORATOIRE
19, rue de la Gare
9220 CACHAN

IMPORTANT CENTRE
TECHNIQUE
grande banlieue Nord
de Paris

recherche pour
son département calcul
et essais des structures

UN INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES
ou équivalent

Avant une bonne expérience
de la méthode
des éléments finis dans
le domaine statique
et dynamique.

Anglais indispensable

Ecr. avec C.V., photo et prêtent.
n° 74.501, CONTESSÉ Publicité,
20, av. de l'Opéra, Paris (117)

sofres
recherche

chargé d'études
de haut niveau

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'Études Supérieures, possédant une solide expérience des sondages sur les problèmes sociaux et politiques et capable d'animer une équipe. La pratique des techniques qualitatives d'entretien est indispensable.

Adresser C.V. détaillé avec courte lettre manuscrite sous référence 8852 à :

sema selection Centre Metra
16, rue Barbès
92126 - Montrouge

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
(Groupe CREUSOT-LOIRE)
recherche pour
son service montages extérieurs

AGENT TECHNIQUE
ELECTRICIEN

Niveau B.T.S., quelques années d'expérience de démarrage machines outils seraient souhaitables. Le candidat devra effectuer de nombreux déplacements à l'étranger. Anglais parlé couramment nécessaire.

Adresser C.V. détaillé et photo sous réf. 2896 GAUTRON 29, rue Rodier 75009 Paris.

I. C. V.
(INDUSTRIES CHIMIQUES DE VOREPPE)
DISTRIBUTEUR EUROPÉEN DE STEPHAN
CHEMICAL CO. CHICAGO, U.S.A.

recherche

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

- chargé de la prospection et de la vente d'agents tensio-actifs dans la région parisienne ;
- domicilié de préférence dans la région parisienne ;
- Formation B.T.S. ou I.U.T. ;
- Expérience professionnelle : la vente de produits chimiques et pratiques de la négociation commerciale ;
- Connaissance des secteurs tensio-actifs, matières premières, pour :
COSMÉTIQUES, TEXTILES, PHYTO-SANITAIRES, PEINTURES ET VERNIS.
- Langue anglaise utile.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
I. C. V.
B.P. 12 - 38340 VOREPPE.

160.000 F + PARIS

poste d'état major
très grand groupe

Groupe français, niveau international, recherche pour Paris Spécialiste en organisation et structures du Personnel, pour faciliter la communication dans les groupes, adapter efforts, promotions, fonctions, au développement harmonieux du groupe.

Formation du genre diplôme université américaine en psycho-sociologie ou connaissances des méthodes appliquées aux U.S.A. IMPERATIVE.

La poste (urgent) requiert finesse de diagnostic, créativité, sens du concret, homme de premier plan.

Expérience pratique en organisation et en gestion du personnel pendant au moins 10 ans dans grandes entreprises (+ de 10.000 personnes) INDISPENSABLE.

Connaissance de l'anglais souhaitable.

Envoyer C.V. et photo sous pli confidentiel à :
PROMET INTERNATIONAL S.A.
11, rue de Magdebourg - 75116 Paris
sous référence M-3458

Très important Groupe Français
désire engager à Paris

JURISTES
DE HAUT NIVEAU

ayant quelques années d'expérience ou débutants. Intégrés dans une équipe structurée, ils auront à traiter des questions de droit très variées qui se posent dans un Groupe multinational.

Niveau exigé : Doctorat en droit privé.

Très larges possibilités de carrière au sein du Groupe.

Envoyer candidature, sous référence JUR à REGIS-PRESSE, n° 461.704 M., 85 bis, r. Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.

société Générale de Fonderie
CHAPPEE JACOB DELAFON

recherche pour **CONTRÔLE DE GESTION**
PARIS 16ème

l'assistant de gestion

Dans le cadre d'un travail en équipe, il sera plus spécialement chargé du contrôle de gestion des usines.

Les candidats seront diplômés de grandes écoles (commerciales ou d'ingénieurs).

Ils auront 2 à 3 ans d'expérience en usine.

Adresser C.V. et prétentions à S.G.F. - Service du Personnel - 8, place d'Iéna - 75116 Paris.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
RECRUTE
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

DIRECTEURS
ET SOUS-DIRECTEURS
D'AGENCES

Expérience bancaire confirmée
Postes à pourvoir à PARIS
Larges possibilités de carrière.

Adresser C.V. détaillé avec références et photo à
SWEET'S B.P. 269, 75244 PARIS CEDEX 06,
sous réf. 494 qui transmettra.

jeunes ingénieurs d'application

PARIS - LILLE - RENNES - BORDEAUX

Ingénieurs ou titulaires d'un diplôme de même niveau en Sciences ou en Informatique et ayant de préférence des connaissances en gestion.

Ils seront, après formation, chargés d'études et de négociations en milieu industriel et scientifique. La fonction fait appel à la fois à l'esprit de rigueur et au sens des contacts.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 873.

65, avenue de Wagram 75017 Paris

TOLLENS FRANCE
Nous sommes le deuxième groupe en peintures destinées au bâtiment.

• Si vous avez au moins 25 ans, une bonne expérience commerciale et peut être celle de ce type de produit ;

• Si vous possédez le Bac ou une formation équivalente ;

• Enfin si vous avez une voiture personnelle, vous serez :

RESPONSABLE DE SECTEUR
dans la REGION PARISIENNE

APRES VOTRE FORMATION, vous développerez nos ventes tout en animant notre clientèle de grossistes et de bâtiment.

A VOTRE SALAIRE FIXE, S'AJOUTERONT DES INTERESSEMENTS ET LE REMBOURSEMENT DE VOS FRAIS

Lettre manuscrite, C.V. et photo adresser à :
J.P. ROUVIERE - TOLLENS FRANCE -
B.P. 629 - 95004 CERGY.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION
recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 11.115 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081-Paris-La Défense.

GIE

COLAS

AU 1er RANG de l'INDUSTRIE ROUTIERE
recherche pour ses agences en France, Outre Mer et à l'Etranger

INGENIEURS TRAVAUX débutants

- un diplôme X, Ponts et Chaussées, Mines, Centrale, E.S.T.P., Arts & Métiers,
- une forte aptitude aux contacts humains et une vocation d'entrepreneur,
- une grande disponibilité.

IL LEUR SERA OFFERT :

- une formation sur le terrain, complétée par des stages d'adaptation ; à moyen terme la responsabilité technique, financière et commerciale d'une unité d'exploitation.
- d'importantes possibilités de carrière au sein d'un groupe en expansion.

Les postes sont à pourvoir RAPIDEMENT

Adresser C.V., photo et prétentions à :
S.R.C. - Département du Personnel
39, rue du Collège - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS-12*, recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES

Débutant ou ayant 2 ans d'expérience dans les circuits logiques et analogiques appliqués au PROCESS CONTROL et à l'électronique industrielle. Connaissances en programmation très appréciées.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. à 630 à GAMMA SELECTION, 9 bis, rue de Vessey, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche

INGENIEURS-FORMATEURS

3 A 5 ANS EXPERIENCE CHANTIERS T.P. ET/OU BATIMENT

- Intéressés par l'élaboration et la mise en place de programmes de formation sur chantiers situés à l'étranger ; expérience similaire souhaitée.
- Sensibilisés aux problèmes humains de l'entreprise.
- Ayant une bonne expérience de l'organisation du travail.
- Anglais (parlé, lu et écrit de façon courante) et bons contacts sociaux INDISPENSABLES.

Adresser C.V. + photo sous No 74659, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Banque HERVET
recherche pour l'une de ses filiales

CADRE DE HAUT NIVEAU
cessions fusions

PARIS BILINGUE ANGLAIS
H.E.G. Sciences Po, SUP. de CO. PARIS, M.S.A. ou équivalent. Jeune mais ayant déjà plusieurs années d'expérience d'opérations de rapprochements de sociétés : fusions, cessions, prise de participation. Il sera en position d'adjudication direct du président de la filiale concernée, la chancellerie ouvrira des analyses des contrats et des négociations jusqu'à la conclusion des transactions.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 789.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

STE DE DISTRIBUTION MATERIEL DE BUREAU
recherche

CHEF DE GROUPE
DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

DÉPARTEMENTS :
PHOTOCOPIERS
MAE IBM RECONDITIONNÉE
Frais, commissions, frais.

S.B.M., 42, av. Foch, 92280 La Garenne-Colombes.
Téléphones pour rendez-vous à 782-11-57/51.

150

Je paie 1.50

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de produit

Groupe International fabriquant et commercialisant des cigarettes de renommée mondiale, recherche un chef de produit en vue de renforcer son Département Marketing en France. De formation commerciale supérieure, ayant une bonne connaissance de l'Anglais, le candidat doit avoir l'expérience de la fonction chez un annonceur « Grande Consommation » ou éventuellement dans une agence de publicité. En liaison directe avec le Directeur du marketing il aura en charge la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble de l'activité marketing, de ses produits. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2485/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CONTROL DATA

JURISTE

Responsable au niveau des contrats clients, il devra, après analyse des risques commerciaux, techniques et financiers, optimiser les contrats conformément aux normes établies par la maison mère. En liaison directe avec la Direction Générale et avec l'assistance de 2 adjoints, il veillera à la protection juridique de la Société ainsi qu'à l'ensemble des problèmes juridiques et fiscaux de la filiale. Le candidat que nous recherchons a 35 ans minimum, une formation du type Grande Ecole Technique ou Commerciale complétée par une licence en droit et une expérience professionnelle d'au moins 4 ans dans l'industrie. La connaissance de la législation française et la parfaite maîtrise de l'anglais sont pour nous des impératifs de sélection. La connaissance du marché informatique serait pour le candidat un atout supplémentaire. La rémunération que nous envisageons pour ce poste sera bien sûr à la mesure de nos exigences. Envoyez votre C.V. détaillé à M. Gary - Control Data 195, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12.

CADRE COMMERCIAL

EXPÉRIMENTÉ pour la VENTE DE BUREAUX ET LOCAUX COMMERCIAUX

Un important groupe immobilier recherche un cadre commercial ayant une bonne expérience de la commercialisation des bureaux et locaux commerciaux. Il aura à prendre en main la vente des locaux commerciaux et bureaux construits par le groupe dans la région parisienne et différentes villes de province. Il devra également animer l'équipe de techniciens qui collaboreront à la conception et à la construction de ces locaux.

Les candidats doivent avoir une formation commerciale supérieure, une bonne connaissance des milieux commerciaux concernés, et des relations déjà établies avec un certain nombre de entreprises susceptibles d'acheter les produits du groupe. Initiative, dynamisme et honnêteté à toute épreuve sont évidemment indispensables.



Envoyer C.V. détaillé, photo récente et rémunération actuelle au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 1215). Discretion absolue et réponses assurées.

Le Chef du Service Foncier

D'UN IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER recherche son

Assistant

Il sera chargé, en région parisienne, de la prospection et des négociations de terrain ainsi que des études de marché qui en découlent. Ce poste de contact et d'entreprise sera confié à un HEC - ESSEC - IEP - initié si possible à l'immobilier et désireux de faire carrière dans cette branche.

Ecrire avec C.V. dét. à No 74477 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

MATRA

INGENIEUR responsable d'affaires

Il est chargé de négocier d'importants contrats de coopération avec les fournisseurs et d'en assurer le suivi des études à la production. Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation avec quelques années d'expérience dans le négociation de contrats soit au sein d'une importante administration technique ou militaire, soit dans le cadre d'une grande entreprise électronique ou aéronautique. — La maîtrise de l'anglais courant est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions en indiquant la référence NK 163.

Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

LogAbax

recherche pour définir et installer les procédures d'exploitation dans le cadre de son bureau d'études logiciel

UN INGENIEUR SYSTEME

1 à 2 ans d'expérience O.S. 370

Connaissance d'usage de COBOL.

Adresser C.V. photo et prétent. à la réf. 185, à : Société LOGABAX - Direction du Personnel, 79, av. Aristide-Briand - 94110 ARCUREL.

engineering nucléaire

Important groupe de conception et de réalisation d'usines clés en main recherche

INGENIEURS DE PROJET

Afin de leur confier progressivement la responsabilité complète d'opérations (conception, études, réalisation) sur les plans commerciaux, techniques et financiers.

Animateurs et coordinateurs des affaires qui leur seront confiées, les candidats retenus auront d'abord à gérer des équipes et devront avoir une expérience de quelques années de différents types d'opérations (conception, réalisation d'usines, travaux de construction, génie civil, etc.) acquise si possible à l'étranger.

Env. C.V. photo et prét. sous réf. 278-279 M à

Cabinet Jean-Claude MAURICE

Consultant Général et Ingénieur, 42 rue Legendre - 75017 PARIS

PRODUITS D'HYGIENE

LEADERS SUR LEUR MARCHÉ (59 %)

GRANDE DISTRIBUTION CLIENTELE FEMININE

FILIALE FRANÇAISE SPÉCIALISÉE d'un PUISSANT GROUPE EUROPÉEN (C.A. consolidé : 5 Milliards F)

siège proche banlieue Ouest PARIS rech.

JEUNE RESPONSABLE VENTES - MARKETING

Rapporté en direct de la distribution en France d'une ligne de produits EXCLUSIVEMENT DANS LA GRANDE DISTRIBUTION. Action personnelle auprès des Acheteurs. Création et animation équipe de vendeurs - marchands. POSTE ÉVOLUTIF (notamment vers des nouveaux produits)

INDISPENSABLE

EXPERIENCE VENTE PRODUITS DE CONSUMMATION dans GRANDE DISTRIBUTION.

HOMME de TERRAIN ayant déjà animé, avec, si possible, EXPERIENCE de CHEF de PRODUITS.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, salaire, photo et réf. 3564 à

SC sélection conseil 6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

Dans le cadre du développement d'un projet d'ampleur nationale, un important organisme, recherche pour son département informatique

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES débutants

(X, CENTRALE, SUP - AERO, SUP - ELEC, A.M. AGRO,...)

formés ou non à l'informatique

UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES (MAITRISE, MIAG,...)

La compagnie générale d'informatique, chargée du recrutement recevra vos candidatures.

Envoyez C. V. + photo, à Madame HOUNAU

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

IMPORTANTES SOCIÉTÉ FRANÇAISE PARIS 12e

souhaitant développer la vente d'une gamme de nouveaux produits recherche :

1 ingénieur Ccial

formation électronique ayant 2 ans d'expérience dans le domaine des automates à qui seront confiés la promotion des produits d'automatismes et l'initiation de la clientèle à leur utilisation.

Courts déplacements à envisager pour assurer conférences et présentations. (réf 3816)

1 ingénieur Ccial

formation électronique ayant l'expérience de la vente de matériels de télé-transmission et d'automatismes, qui devra assurer la prospection de sociétés d'engineering et industrielles, l'établissement et le suivi des devis. (réf 3817)

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris

Adresser C.V. et réf. correspondante à : GAMMA SÉLECTION - 9 bis rue de Vézelay 75003 Paris</

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,60
Devisés insérés	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,60

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

consultant senior

90 000 F+

La Division Ressources Humaines de BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche un nouveau collaborateur capable de commercialiser et de réaliser des actions de recrutement de cadres. Travaillant au sein d'une équipe pluridisciplinaire, ce consultant se verra confier des missions variées : études de structure, planification sociale... Une formation supérieure, une expérience de 5 ans acquise dans l'entreprise ou chez un conseil sont nécessaires ainsi que le goût pour la recherche de nouveaux produits et la démarche commerciale. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 208/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 3, rue Canton 75263 PARIS CEDEX 06



Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'administration des P.T.T., il est recherché pour les besoins de la DÉLÉGATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉGION PARISIENNE.

DE JEUNES DIPLÔMÉS DE CERTAINES ÉCOLES D'INGÉNIEURS ou : titulaires d'une MAÎTRISE de télécommunications : ou : E.S.C.P., H.E.C.J.F., D.E.A. ou DESS (Marketing) de Grenoble II, ou : LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES - ESCAF, ESCP d'ANGERS, EDHEC du NORD, ICA, ICAE, ICAE-STRASBOURG - ISG, IEP de PARIS (section économique et financière) pour études et réalisations techniques organisation, actions commerciales dans les services d'exploitation et de Direction. Adresser votre candidature avant le 30/09/76. Renseignements et inscriptions (pour les postulants domiciliés à PARIS et départements 92-93-94) :

Direction des Télécommunications de Paris
 Place 100 F
 8-10 Boulevard de Valenciennes
 75731 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 540 23 52
 (Pour les postulants résidant dans les départements 77-78-91-95)
 Direction des Télécommunications de Paris
 extra-muros
 7 Boulevard Romain Rolland
 92128 MONTEUIL - Tél. : 657.13.30 (p. 58/04)

directeur marketing

Notre Division Electrohydraulique dont la progression est constante depuis plusieurs années, malgré les difficultés conjoncturelles, offre à un spécialiste du Marketing un poste de premier plan.

Ce poste sera rattaché directement au Directeur de la Division. Il impliquera la responsabilité autonome du développement de la Division et de ce qui concerne :

- les produits ;
- les marchés ;
- les candidats devront avoir une expérience commerciale de 10 ans environ dont 5 ans dans le Marketing. Ils devront en outre avoir eu à traiter avec la clientèle des chauffagistes, installateurs, architectes, entrepreneurs.

Des connaissances techniques dans le domaine réglementaire thermique, traitement des eaux seraient appréciées.

Une formation supérieure (École de gestion ou École d'ingénieurs) est indispensable.

Si vous êtes intéressé par cette offre, adressez un résumé de carrière en indiquant la rémunération que vous avez obtenue sous réf. 5156M I.C.A. qui transmettra. Description assurée.

I.C.A. International Classified Advertising
 3, rue d'Auteville - 75010 - PARIS

Société Industrielle de Forge et d'Estampage

recherche

DIRECTEUR D'USINE

FORMATION INGÉNIEUR

Connaissant bien travaux sur presses et traitements thermiques. Il aura autorité sur les 80 personnes de l'usine tant sur le plan technique que sur le plan administratif. Il aura donc une expérience indispensable de la gestion usinière et sera rattaché directement au siège social de Paris.

Le poste est situé à 80 km environ au Sud-Ouest de Paris et offre tous les avantages liés à la fonction, notamment un pavillon pour le logement. Ecrire sous le n° 74.873 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01.

Société PARIS recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ayant expérience certaine dans

- TRAITEMENT AIR COMPRIMÉ ;
- RÉGULATION PNEUMATIQUE ;
- CONTACTS HAUT NIVEAU

Anglais INDISPENSABLE

Envoyer curriculum vitae man. et détaillé, à :
MESA - B.P. 95 - MONTROUGE 92120.
 Tél. 735-35-38.

GFC

SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
 103, Rue de la Pompe 75116 PARIS

- DIRECTEUR GRAND MAGASIN Surface de vente 16000 M². Réf : 458
- PATRON EXPORT GROSSES UNITES ELECTROMECANIQUE. Réf : 454
- INGENIEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU PONTS T.P. Réf : 455
- DIRECTEUR DU PERSONNEL 1000 personnes métallurgie. Réf : 458
- 3 COMMERCIAUX EXPORT Réf : 457
- JEUNE DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES. Réf : 422

VOIR ANNONCE DÉTAILLÉE CONCERNANT CES POSTES EN PAGE INTÉRIEURE DE CÉ MEME NUMERO

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

RECHERCHE

DÉLÉGUÉS (ES)

Dynamiques et sens organisation. Volonté de réussir. Convientrait à enseignants sans poste. Pour vendre produit hautement apprécié. Formation assurée. Salaire motivant. Statut V.E.P. Promotions possibles. Voiture obligatoire.

Ecrire avec curriculum vitae à O.P.F. (n° 1562), 2, rue de Séna - 75009 PARIS, qui transmettra.

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL

proche banlieue Sud-Ouest

(porte d'Orléans - ligne de Sceaux)

recherche

ANALYSTE

formation supérieure, réelle expérience dans la conception de système de gestion, goût et sens du travail d'équipe. Sous l'autorité du responsable informatique, il assurera :

- dans un premier temps, maintenance et développement d'applications sur matériel actuel (IB-116) - connaissances série 100 appréciées,
- ensuite, selon plan de réorganisation, études et lancement d'importantes applications de gestion sur nouveau matériel.

Envoyer CV manuscrit avec photo et présent. à Monsieur MARRER, 8, rue Corot - 91380 CHILLY-MAZARIN

PARIS IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

Dans le cadre de la mise en place d'un système de gestion automatisé dans ses centres de Paris et Province, recherche

RESPONSABLE DE FORMATION

Sera chargé :
 - de créer et coordonner des équipes de formateurs,
 - d'animer des sessions de formation
 - de contribuer à la mise au point des outils pédagogiques.

Ce poste implique :
 - une expérience de 3 ou 4 ans en Entreprise,
 - une disponibilité pour déplacements de courtes durées,
 - si possible, une initiation à l'informatique.

Adresser C.V. et présent. sous référence 122M067 30, rue de Mogador 75009 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS JURIDIQUES

recherche

JURISTE

Le candidat (e), licencié en droit, devra posséder des connaissances approfondies dans les domaines du droit immobilier, de la copropriété et des baux. Une expérience pratique de ces matières, acquise dans un Cabinet d'Administrateur de biens, une société immobilière ou une fiduciaire spécialisée, est indispensable pour ce poste qui exige une grande aptitude aux travaux de documentation et de rédaction. Des connaissances en fiscalité immobilière seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet en indiquant rémunération souhaitée sous réf. 74.884 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LogAbax

Informatique

dans le cadre de son expansion recherche

A.T. ÉLECTRONICIENS

(Niveau B.T.S. - D.U.T.)

Expérience d'une année en plus en informatique sera appréciée.

Adr. C.V., photo et prétentions sous réf. 199 à Direction du Personnel, Société LOGABAX, 75, avenue Aristide-Briand - 94119 ARCUEIL.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche

UN CHEF DE MARCHÉ POUR LA RÉGION PARISIENNE

responsable dans un souci de rentabilité du développement des ventes.

Il est demandé :
 - une très forte expérience de la vente et de la distribution de produits alimentaires - la pratique de l'animation d'une équipe.

Une bonne connaissance du marché parisien serait d'autre part appréciée.

Le salaire sera en rapport avec les compétences demandées.

Adr. C.V. et photo au n° 461.478 à REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

CHEF DE SERVICE DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

Région Parisienne Sud

Entreprise 350 pers. - C.A. HT 100.000.000 F.

Le poste proposé recouvre l'ensemble des aspects de la fonction « Personnel et Relations Sociales ».

En outre, le titulaire du poste devra, à côté des cadres opérationnels, promouvoir l'évolution des rapports et conditions de travail tels que définis par la Direction Générale.

Rémunération annuelle : 100.000 francs

Env. C.V. sous le n° 74.484 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris CEDEX 01, qui tr.

B.E.P.S. ENGINEERING

recherche

3 INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

pour coordination d'études chimiques importantes, formation béton, chauffage ou électricité, MINIMUM 5 ANS EXPÉRIENCE BATIMENT portes à pourvoir à Paris.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à BEPS-Engineering, 62, av. des Vosges, 97000 Strasbourg.

Banque Française

Filiale Groupe bancaire International

recherche

L'ADJOINT DU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ CENTRALE

Ce poste conviendrait à cadre de banque, 35 ans min., expérimenté plus particulièrement dans :
 - établissement des bilans bancaires ;
 - commission de contrôle des banques ;
 - tableaux de bord et gestion.

La rémunération sera en fonction de l'expérience. Adresser C.V. et prétentions n° 74.181 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue Opéra Paris-1^{er} qui transmettra.

L'un des plus importants Groupes d'Assurances, siège Paris 9^e, recherche

ingénieur système

Diplômé Grande Ecole (Sup. Elec., Mines...) ou Universitaire, minimum 25 ans, ayant quelques années d'expérience dans la fonction, une bonne connaissance DOS/VS, DLI et CICS/VS pour l'intégrer à son équipe système et lui confier une fonction intéressante au sein d'un Département Informatique important (200 personnes) qui lui permettra de mettre en évidence ses qualités de dynamisme et de contact.

chef de poste

Pour son Département Informatique en appui du Chef d'atelier, minimum 28 ans, à qui sera confié l'encadrement d'une équipe de pupitriers et d'opérateurs.

Goût du commandement et habitude de dialoguer avec de jeunes pupitriers chercheurs. Connaissance du matériel IBM 370, du DOS/VS, de CICS/VS et Power/VS indispensable.

Adresser lettre de candidature avec C.V. en précisant la rémunération souhaitée au service 1109 M - Havas Contact - 156, bd Haussmann 75008 Paris.

chef de produits junior

BSN-Gervais Danone, premier groupe Alimentaire français, recherche pour l'une des sociétés très dynamiques de sa Division Boissons un HEC, ESCP, ESCP, ISA, MBA, détenant pratiquement un marketing très professionnel.

Intégré à une équipe jeune, il pourra mettre en œuvre toutes ses compétences et s'assurer une perspective de développement professionnel très ouverte.

Les candidats à ce poste doivent obligatoirement disposer de 2 à 3 années d'expérience, acquises dans une entreprise de produits de grande consommation pratiquant un marketing élaboré.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 13, à Daniel Hardouin, 126-130 rue J.-Guissot, 92202 Levallois-Perret.

bsn, gervais danone

Groupe THOMSON-BRANDT

recherche pour l'une de ses divisions de fabrication et de distribution de produits de consommation durables

jeunes commerciaux

Diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce, désireux de faire leurs preuves dans le domaine de la vente après une courte période de formation.

D'une grande mobilité géographique, ils participeront à la réalisation et au développement des objectifs de vente de leur secteur sur le marché de la grande distribution (grandes surfaces, grossistes, revendeurs, détaillants). Evolution certaine au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. M IF M IM SELECOM, 225, rue Fg-St-Honoré, 75008 Paris.

IMPORTANTE CHAUDRONNERIE ACIERS INOX MÉTAUX SPÉCIAUX

LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE

recherche

pour son siège social : Porte Sud-Est Paris

ACHETEUR

Ce poste peut convenir à un candidat Ecole Sup. des approvisionnements du B.T.S. - I.U.T. ayant quelques années d'expérience professionnelle, sans des contacts, de la négociation, analyse et suivi des affaires.

- bonnes connaissances en métallurgie aciers inox et chaudronnerie.

Horaires à la carte - Restaurant self-service.

Adresser C.V. et photo sous numéro 77 977 B, à BLED Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

directeur régional

recherché par un des leaders français sur son marché (maisons individuelles) pour face à son expansion.

Plus qu'une formation nous recherchons un TEMPERAMENT d'homme actif, ambitieux, super dynamique, capable d'être patron d'une entreprise pouvant atteindre 200 personnes.

Il faut donc avoir eu des responsabilités polyvalentes : commercial, gestion, animation, coordination.

L'expérience du bâtiment n'est pas obligatoire.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 5169 C.

legor 5, rue Meyerbeer 75003 Paris

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est

recherche

INGÉNIEUR Grande Ecole

CONFIRME dans les Techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adresser C.V., présent. et photo, au n° 74.885, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

74.885

ANNONCES CLASSES

REPRODUCTION INTERDITE**demandes d'emploi**

CADRE FEMME - 45 ans
BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS
Culture générale étendue
Langues et excellentes références
(secrétariat direction, relations
publiques, producteur délégué
audiovisuel), cherche POSTE
responsabilité milieu : affaires,
culturel ou artistique.
Libre immédiatem. T. 604-46-15
ou écr. n° T 05310 M. Rôghe-P.
85 bis, rue Raoult, Paris-2.

CHEF COMPTABLE
Travailleur, sérieux, comptable et

Informations de
Informative depuis 15 ans
 référé, 1^{er} ordre Sociétés
 importantes, ch. situat. avenir.
 lib. de suite. ALEXANDRE
 Rue Vieille, 78200 Chateaufort
 Tél. 974-85-42

SPECIALISTE
RELAT. INTERNATIONAL.

Francis, 5 langues, très nom-
 breux séjours étranger, succès
 prouvés export (et import), ouv.
 technique, 15 ans. Indus-
 ch. situat. résultats, ch. indiv.
 Ec. N° 1 975/8 M. Régis-Press, 5
 85 bis, rue Reaumur, 75002 Paris

Francis, 36 ans.
CADRE SUPERIEUR
 résid. à Hong-Kong depuis 7 ans

très introduit dans le milieu des affaires industrielles (COMPOSANTS MORLOGERIE). Connaissance parfaite des possibilités d'achats et de réalisation techniques de l'Extrême-Orient (Hong-Kong, Manille, Formose, Japon, Corée, Indonésie). Etudierait toutes propositions d'emploi en France de Sociétés Françaises ou Internationales, désirant commercer ou créer filiales dans ces pays.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
6 a. exp. concept. réalls. instrum.
ment. et équip. contr. tech.
analog. numér. pros. micros.
61. It. prop. Rhône-Alpes, S.-Est.
Ecr. N° 3115 « Le Monde » Pub.
S. r. des Italiens, 75427 Paris 9^e.

JEUNE GESTIONNAIRE
Formation supérieure
— Commerciale et financière ;
— Economique, juridique et fiscale.
4 a. d'exp. direction P.J.A.E.
16 mois administrat. outre-mer.
— Ch. poste & responsabilité.
— Développ. nouv. activité ou
implantat. rég. ou outre-mer.
Ecr. n° 3.106, « Je Monde » P.
5 r. des Italiens 75477 Paris 6.

CONTRÔLEUR DE GESTION
36 ans, audit. ICG, niv. DECS,
dyn., adapt. et rel. hum. facil.,
ser. réf., ch. pl. et av. respons.
Libre rapid. 578-88-96, Eblita,
74, rue des Cavernes, 75015.

DOCTEUR EN DROIT
PRIVE, 52 a., grande exper. :
constitutions, plans

INGÉNIEUR.
EN GENIE CIVIL.
J.H. 28 ans, parl. triling. franç., arabe, anglais, 3 a. expér. ingénieur. bâtim. industr. au Maghreb, étudie toutes propositions.

PRÉF. MOYEN-ORIENT
Accepte déplac. longue durée.
Ecr. n° T 91.901 M, Régie-Pr.,
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.
DEPUIS 4 ANS EN R.C.I.
CADRE CCIAL - 37 ans

la ANS EXPER. PROFESS.
market et gestion des ventes
des produits du second œuvre
du bâtiment, sérieuses référ. en
France et à l'étranger, libre fin
déc. 1976, ch. situat. forte res-
ponsab. FRANCE ou ETRANG.
Ecrire D. ANGELI, B.P. 20,
948, ABIDJAN (R.C.I.).

**cours
et leçons**

Cours particuliers d'ARABE litté-
raire, moderne, dialectal, par
professeur maître ès lettres
arabe et diplômé de l'Institut
de linguistique de Paris.
Téléphone : 567-81-99

Cours allem. par sociol. rompu
aux contacts élevés. Ecrite :
M. Stimmer, 8, r. des Anglais-3

ELEVE MATH SUP à Jacques-
Decour ch. élève gdes écoles pr
leçons de Math - Physique.
REGULIER DURANT L'ANNEE
292-34-23, dem. M. TOURNE

MATH. Rettrap. par prof. exp.
Ts nivx. Prix 20-45 F/h.
539-81-63

**travail
à domicile**

Demande

Ts-travx dachiv. franc. appl.

ESP. s/IBM - TEL : 535 06 57

traductions

Demande

TRA - TEC

TRADUCTIONS

**TRANSLATEURS
TECHNIQUES**
Difficultés français-russe,
français-anglais-russe.
Téléph. : 273-12-12 - FON. 60-21

PART. vend R-16 TS 1970
Prx : 2.000 F
Télph. : 843-89-65

Vds 204 Berline Diesel, 10 mois.
Tél. : 577-63-78, Antonib

Fourgonnette Renault 4 L, 4 CV.
Très bon état, Bleue, 40.000 km.
Prx à débattre - Tél. 673-52-85,
heures bur., Mme Poisson

boxes-autos
ASNIERES - A vendre :
BOXES ET EMPLACEMENTS
PARKINGS - 223-57-59
 (le matin)

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés".	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

[illegible]

locations

Offre

[illegible]

Gare, 6. av.
m. anc. fl cfl
exc. ét. hcl.
asc. comft. 1,700 F ch. comp.
S/pl fundi 13 (17 h 30-19 h 30) :
T-23 B CHARDON-LAGACHE

[illegible]

at **Demande**

paris

LOUONS DE 24 HEURES

STUD., APPT., T6. 25-04-02.

Chambre stud. pos. civil., s. eau, wc. Parquet ou parode. Prix mod.

Ecr. N° 420 et la Mairie à Paris.
S. r. des Italiens, 75007 Paris-6.

**immobilier
(information)**

**LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES**

18 r. la Michodière, Me. Cédra.
S. r. de l'Audance, 10. Aubert.

Seuls frais : 300 F - 74-79-93

**Nous prenons les
seulement nos asso-
ciés d'avant l'obli-
gation de répondre
à toutes les lettres**

RENEUIL, qu'ils reçoivent et
censeur en de restituer aux
prix internes

les annonces

Mo

sont reçues p

u lundi au vendred

a

233.4

nnonce communiquée avant 15 h

bureaux

1 SELECTION, 1^{er} Arrdt

[illegible]

Sur un seul niveau, .
350 m2 répartis en 16 bureaux

Sur un site aléas,
350 m² répartis en 16 lots

Possibilités : s. de com.
bâtiments, archives en
TELEPH. : 8 lignes réseau
16 postes (10 postes ex-
tra) (2 postes) permettant
huit conversations simultanées
Capacité illimitée pour tous
terminals informatiques.
Climatisation
Paris 20 - 72-65-52

AVENUE D'ENNA
4.000 m² à vendre
à l'usage de bureau
Bel immeuble
72-76-15 / 72-61-17

33, AV. FRÉDÉRIC-ROBERT
Casse pour s'installer
à l'usage international
A louer 3 étages
173 m² de plan
Rez-de-chaussée : 295 m²
Téléph. : MARLINE BRUNAU
72-65-52

GRANDS BOULEVARDS
BUILDING COMMERCIAL
Shedding occasionnelle
1000 m² de plan, 1000 m²
amén. - Téléphone : 77-90-90

XIII^e - TOLBIA
— Un étage de 318 m²
— Rez-de-chaussée de 347 m²
— 1000 m² de plan
Disponibles immédiatement
338 F. M. le mètre carré par an

IMMOBILIÈRE FRIEDLAND
27, av. de l'Industrie - 75-91-41

27-41 AD - Immo. récent - 75-91-41

600 m2 bureaux, 8 ligne

2-600 m2 bureau, 8 Home
 011 Imen. indus. Parkings
 Location 535-36-12

PONT DE NEUILLY
 LA DÉPENSE 220 m2
 200 m2, 200 m2, 200 m2
 200 m2 par niveau de 400 m2
 UFFI - 522-12-06

pensions
 Recon. hôtel pens., demi-pens.
 200 ch. TV, cuisine, idm, cuis.
 résident. 149, bd Malesherbes-12

**maisons
de repos**

RESIDENCE 30 AG. pres
PONTAINEBLEAU, ex St.
 magnif. parcs, 200 m2, 200 m2
 complets. 274-94-46

immeubles
 10000, pour placement qualif.
 CLAMART, 200 m2, constr. 1950,
 1950, 730 m2 + sous-csol + parcs
 2.500.000, rapport net 180.000/00
 Possible libre - 274-64-83

locaux indust.

locaux indust.
A vendre au cadavre, ord ensembli
Industrie au, embranch., ord
ville Centre-Ouest, 200 km Paris
Ecr. n° 7.350, « Je Monde » Pub
A, r. des Italiens, 75427 Paris-8

terrains

Prix 400.000 F. J.M.B., 978

TOULON, 8 Kilomètres
Mansuète terrain à bâtir
arbore, 2.500 m² Eau. Elec.
Prix 1.200.000 F. J.M.B. 978

LE BROSSAUN, 83300 EVE
HERSLEY Magnifique terrain
Mansuète terrain à bâtir
constr. 11.500 m² arborés
bureaux 1000 m² J.M.B. 722-63

LUSIGNY
Vende Plateau boisé construit
3 ha, Pussis, vendrais an 2
Havas A.Y.C.M.F. 2.28

2.025 m² Terrain à bâtir
Stat. sports d'hiver, ROMAN
Havas A.Y.C.M.F. 2.28
Tél. te soir sur 769-53-53

CONNELLES (Eure)
100 km de Paris,
terrain de 1.160 m² sur
Sélon, 100 m de la route
5/4/rue N° 100 NT, 200

50 km Paris Nord
Vende grand terrain constructible
Ecr. n° 1 91.538 M. Régis
85 bis, rue Réaumur, Paris

villas
p. a. p., gde villa en L.
act. p. Saint-Germain-en-L.

Ecr. n° 6.327 « le Monde » P
5, r. des Italiens, 75427 Paris
50 km PARIS. autoroute C

Ec. n° 6327 le 1^{er} Monde P 1
120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
10 km PARIS, astrophot. G.
Harmonieuse demeure rurale
du 7^e siècle, intérieurement
chaleureuse, très beau jardin
Pv 530.000 - RHODES, Pvs
120.000

VILLAGE DU HAUTVAUX
120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
dans parc 1 hectare

REZ-DE-CHAUSSEE : p.
de réception avec grand
cheminée et poêle,
cuisine, salle à manger
ETAGE : 3 chambres,
bains, wc
Maison de prestige, parcs
dépendances
Pv 350.000 F

Vic. a/p. 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
V. 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
demander le 11 à GUYONNE
(Ver) ou Ec. pr. 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²

PROVENCE particulier ve
à Ec. pr. 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
Maison de prestige, 3
saliors, piscine, M. ROUAN
Pont-de-Fleissac-Monclan,
château, 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
ou tél. (09) 20 14 10

paavillons

CORBIEN-ESSONNE
Gd pavillon 5 sal, sal. 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
grande cheminée, 4 chambr.
120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
chaut, cent. 120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
Tervin : 720 m² 120 m² 120 m² 120 m²
Tél. pour RV : 49 22 20

châteaux

SOLOGNE
120 m² 120 m² 120 m² 120 m²
(2 km Orléans)

- état impeccable dans magnifi-
parc de 25 ha traversé par

1er parc de 25 ha traversé par
 rivière sur 500 m, étangs
 1 ha 1/2 d'arbres séculaires
 chalets, vastes communs
 200.000 F. Tél. : (28) 15-51-15
 ANJOU B&B ALTERNATIVE
 100 ha, dos murs : chênes
 15 places. Parc, boudé, très
 beau div. : HOLIDAY, SPAS
 200.000 F. Tél. : (41) 52-22-22

PAYS DE SAULE

CHATEAU XVIII^e CLOUET
 Parfait état. Parc 3 hectares
 Avec caves, 15 places piscine
 200.000 F. Tél. : (28) 15-51-15
 Prix sale en main : 800.000 F.
 Tél. : Cabinet de la Mairie
 (14-65) 85-74-19

chalets

Régien Evlax. Parc vend chaux
 et cer. Entier, équipe 110 m
 100.000 F. Tél. : (28) 15-51-15
 est-niv. 1.000 m altitude
 1.000 F. Tél. : 250.000 F.
 Ec. re. 100.000 F. 100.000 F. P
 s. r. des Italiens, 75247 Paris

viagers

Libre, Armaillé, Apt 165
 1.000.000 F. Tél. : (28) 15-51-15

Vendez aux meil. conditions

3.350 rente - LOUËL, 7000 r.
Vendez sans motif, conditionnel
FONCIAI Expertise gratuite
10000 r. Meusebois 24-25
10-13 P. 10000 r. 10000 r.
16.000 + 1.500 F. 21/2, 1/4 et 3/8
F. CRUZ 4, rue Les Boeufes
10000 r. 10000 r.

ST-PLACIDE BEL IMMEUBLE
Vastes 6 P., galerie,
avec office, 2 salonniers, et
garage. 10000 r. 10000 r.
70 ans. Constant 1 r. 2300
Vincennes. 10000 r. 10000 r.
Bel imm. 4 étages, 2 locs.
400 m. 2000 r. 10000 r.
400 m. 2000 r. 10000 r.
400 m. 2000 r. 10000 r.
LE VIAGER 13000 r. 10000 r.

Vendez rapidement en viager
Conseil, expertise, Indemnité
garantie. DUBOIS, Étude Les
35, bd Voltaire.

Pris au MAIRIE-DISSY
Dated Immeuble r. 10000 r.
10000 r. 10000 r. 10000 r.
rente 200 F. Occupe H. 10000 r.
F. CRUZ 4, rue Les Boeufes
10000 r. 10000 r.

forêts

FORET, EURE, 46 ha, 300 000
ou 50 F. h. Dunsais 300 000
RACO - Télép. - 225-71-71


CEDE FORET 100 HECTARES
seul tenant. Plus 30 000 F.
1.500 000 F.

Investissement exceptionnel
Cvendiarril par chemin
Renseignements sur demande
C. 10000 r. 10000 r.

Page 142 - 78-27-37.

Vente 4 B. Berry-Riviera (11
1 bois de 9 ha, 10 ha, 10 ha.
10000 r. 10000 r. 10000 r.
10000 r. 10000 r. 10000 r.
10000 r. 10000 r. 10000 r.
10000 r. 10000 r. 10000 r.
10000 r. 10000 r. 10000 r.

3



les annonces classées

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 8 h. 30

au

233.44.21

annonce communiquée avant 15 heures peut paraître d

8

150

(PUBLICITE)
INSTITUTION GÉNÉRALE DE LA CONSOMMATION
DAMAS - SYRIE

APPEL D'OFFRES N° 17

L'Institution Générale de la Consommation fait connaître qu'elle a besoin d'une machine automatique de fabrication de cahiers, aux conditions suivantes :

1. Conditions techniques et de production spécifiées dans la liste ci-jointe.
2. Le dépôt provisoire requi est de 5 % du montant offert et le dépôt de garantie de performance est de 10 % du montant accordé. Le dépôt provisoire et le dépôt de garantie de performance sont payables sous forme d'escompte, soit par chèque certifié par la Commercial Syrian Bank, soit par une garantie bancaire émise par une banque syrienne.
3. Lorsqu'une offre convenable aura été choisie, le soumissionnaire devra signer le contrat en question en accord avec le recensement des conditions générales n° 1.073 daté du 10 septembre 1975.
4. Les offres doivent être soumises au bureau central à Damas, Harika, rue Moawia, B.P. 2.532, adresse télégraphique : MARSKI.
5. Dernier délai pour la soumission des offres : heure de fermeture des bureaux le samedi 9 octobre 1976.

Conditions techniques.

1. Machine requise.
Machine entièrement automatique de fabrication des cahiers, comportant les processus suivants :
— Régime (tracé de traits) du papier ;
— Coupe du papier ;
— Pliage du papier ;
— Reliure ;
— Empliage.
2. Types de cahiers.
— Cahiers d'écriture arabe, avec des pages à lignes simples, marge rouge à droite de la page.
— Cahiers d'écriture en anglais et en français.
— Cahiers quadrillés.
3. La fabrication s'effectuera de préférence par agrafage, couture et collage.
4. Les offres doivent indiquer les spécifications des machines offertes, surtout sur les points suivants :
— Dimensions de la machine, espace nécessaire pour l'installer pour la production, voltage électrique requis et nombre d'ouvriers nécessaires.
— Production maximale et minimale de la machine (en mètres par heure).
— Capacité de production maximale et minimale pour tous types et dimensions.
— Possibilité d'imprimer les couvertures.
— Types (spécifications) de papier et de carton nécessaires à la production.
— Déchets prévus pendant la fabrication.
5. Les offres doivent comporter la fourniture de pièces détachées pour cinq ans, ainsi que d'un expert chargé de diriger la mise en place, les essais de production et la formation des ouvriers.
6. Le temps nécessaire à la livraison et le prix doivent être indiqués en :
a) Base FOB dans un port maritime du pays fournisseur ;
b) CAP dans un port syrien.
7. Les soumissions peuvent être rédigées en arabe, anglais ou français.

DEPARTEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR.

LA VIE ÉCONOMIQUE

La fausse querelle de l'indexation

L — Le grand malheur de l'épargnant

par GILBERT GANTIER (*)

On évoque, souvent, à propos du programme économique que M. Barre est en train d'élaborer, le précédent de décembre 1968 qui permit à la France d'entrer quelques jours plus tard dans un marché commun dont on doutait qu'elle fût capable de supporter le choc. Et il est vrai que l'on peut relever un certain nombre d'analogies entre les deux situations : nécessité dans un cas comme dans l'autre de mettre fin à l'inflation « à deux chiffres » et de mobiliser les énergies en vue d'affronter la concurrence extérieure ; concomitance, dans un cas comme dans l'autre, avec une opération de politique intérieure dépassant le cadre d'un simple remaniement ministériel et de nature à épaule un important changement de cap dans le domaine économique. Il ne manque même pas au tableau la sécheresse exceptionnelle qui fait bien, en 1976, faire capoter le plan de redressement, tout comme elle compliqua aujourd'hui la tâche du premier ministre.

Le travail et l'innovation

Mais les ressemblances s'arrêtent là. En dix-huit ans, il s'est produit un profond changement dans les structures économiques nationales comme dans le cadre international à l'intérieur duquel elles doivent s'insérer. Sur le plan intérieur, des objectifs nouveaux ont succédé à une économie de plein emploi qui achevait à peine la reconstruction de l'après-guerre : il ne suffit plus désor-

mais d'assurer à tous le minimum vital, il faut y parvenir avec un plus grand souci de justice sociale et en accordant à l'individu de meilleures chances de développer sa personnalité et de satisfaire ses aspirations profondes. Quant au monde extérieur, il est plus dur que jamais : la discussion contingente qui occupa les belles années de l'O.E.C.E. apparaît comme un combat à fleurets mouchés à côté de la guerre des monnaies qui est notre pain quotidien depuis que le dollar n'est plus l'isoleur unique et indiscuté des transactions mondiales, et que de nombreuses économies nationales — la japonaise et l'allemande assurément, mais beaucoup d'autres encore — cherchent à conquérir des débouchés mondiaux.

Plus que jamais, en cette conjoncture, les deux pôles de notre action doivent être ceux-là mêmes que soulignait M. François Perroux dans ces colonnes voici peu de jours (1) : le travail et l'innovation. C'est dire, en d'autres termes, qu'il nous faut à tout prix développer la productivité nationale, productivité des bras et des machines, mais aussi productivité des cerveaux. L'opération d'assainissement qui consiste — schéma classique — à donner un coup de frin au développement du marché intérieur est

certainement indispensable : elle présente l'avantage de réduire l'inflation des prix, donc la dégradation intérieure de la monnaie, et de reporter une partie des capacités de production vers l'exportation, concourant ainsi doublement au raffermissement des taux de change.

Mais, pour nécessaire qu'elle soit, cette opération n'est pas suffisante. A l'instar de ce que n'a cessé de faire le « modèle » allemand depuis la réforme monétaire de 1948, il est indispensable que le rapport d'échange de l'économie française à l'égard du monde extérieur s'améliore effectivement si l'on veut que le redressement soit plus et mieux qu'une simple opération psychologique d'effet limité dans le temps. Il faut accroître notre « productivité internationale comparée » pour que le travail de chaque Français ne soit plus dévalorisé par rapport à celui de nos concurrents les plus dynamiques, pour que nous puissions payer sans trop de peine nos énormes factures de produits énergétiques, pour que cesse la colonisation discrète de l'économie française par des intérêts étrangers qui peuvent actuellement s'offrir à bon compte, en Bourse ou sur le marché de l'occasion, de belles et bonnes entreprises françaises.

Cette dynamique suppose une réduction draconienne des « frottements » qui handicapent encore

l'essor de l'économie française. Le même souci avait d'ailleurs été perçu en 1959 et il avait donné lieu au fameux rapport Ruffin-Armand sur « les obstacles à l'expansion », qui n'a finalement pas débouché sur grand-chose. Le document est aujourd'hui périmé. Mais surtout, à côté d'un certain nombre de détails folkloriques — par exemple la réforme du régime des taxis ou le plan artichaut sur la contribution du service militaire à la formation de la jeunesse — les experts étaient passés à côté de points particulièrement essentiels, tels que le régime du crédit et de l'épargne qui, au même titre que la nécessaire réforme de notre budget social, me semble être aujourd'hui au cœur même du débat.

Il nous faut en effet consommer moins, produire plus et mieux. Pour consommer moins on peut ralentir l'accroissement des revenus individuels, et il sera d'ailleurs raisonnable de le faire. Mais il est également possible d'épargner davantage, c'est-à-dire de reporter à plus tard des consommations auxquelles on renonce dans l'immédiat.

Pour produire plus et mieux, il faut investir davantage, et l'on sait — les pouvoirs publics et le patronat l'ont souligné à diverses reprises — que la France, depuis deux ans, est loin d'investir suffisamment. Or un accroissement de l'épargne permettrait de dégager sans inflation les sommes importantes qui devraient être orientées vers l'investissement, schéma classique là encore, mais qui appelle, si l'on veut qu'il s'exécute dans des conditions réellement satisfaisantes, une modification radicale des errements sur lesquels nous vivons en ce domaine depuis trente ans et plus. Et c'est là qu'intervient ce que j'appellerai la fausse querelle de l'indexation.

Une réévaluation annuelle

Il me paraît vain, en effet, de vouloir porter les courants d'épargne au niveau des besoins actuels de freinage de la consommation et de développement de l'investissement si on ne décide pas d'accorder enfin au petit épargnant le respect qu'il mérite. L'efficacité et la morale se rejoignent d'ailleurs en cette affaire, comme cela est le cas plus souvent qu'on ne le pense. En 1959, le gouvernement avait octroyé l'annuité aux capitaux qui avaient été irrégulièrement exportés afin de favoriser leur retour en France : opération certes bénéfique pour notre équilibre en devises, mais difficile à admettre sur le plan de la morale. Il serait juste, au contraire, surtout lorsque l'érosion monétaire atteint le niveau actuel, de garantir à l'épargnant qui ne souhaite prendre aucun risque spéculatif le maintien du pouvoir d'achat qu'il met de côté.

La morale ne serait d'ailleurs pas seule à y trouver son compte : moins pressés d'utiliser leur pouvoir d'achat, les consommateurs ne se précipiteraient pas comme ils le font actuellement pour acheter n'importe quoi à n'importe quel prix. Confrontés à un marché intérieur plus difficile, ou obligés de conquérir des marchés extérieurs très concurrentiels, les producteurs — comme cela n'a cessé de se produire en Allemagne depuis 1948 — seraient contraints de se fixer des objectifs de qualité plus sévères, ce qui entraînerait une amélioration structurelle de la production. Mais, surtout, les capitaux ainsi collectés seraient particulièrement abondants. Disponibles pour l'investissement, ils soutiendraient puissamment l'activité économique tout en accroissant les capacités de production futures.

J'entends bien les critiques que l'on ne manquera pas de faire à un tel projet : « Mais ces capitaux, étant réévalués annuellement, cela reviendrait à indexer également les sommes prêtées aux investisseurs, donc à accroître leurs charges financières. Or souvent il s'agit de collectivités publiques ou d'industries à faible rentabilité qui ne pourront pas le supporter. Une telle indexation généralisée de l'économie, contraire à ce qu'a voulu faire M. Pinay en 1959, nous ramènerait à la situation de l'immédiat après-guerre ! »

Non seulement, il est aisé, on va le voir, de répondre à ces objections, mais encore il est essentiel d'en mesurer le caractère excessif.

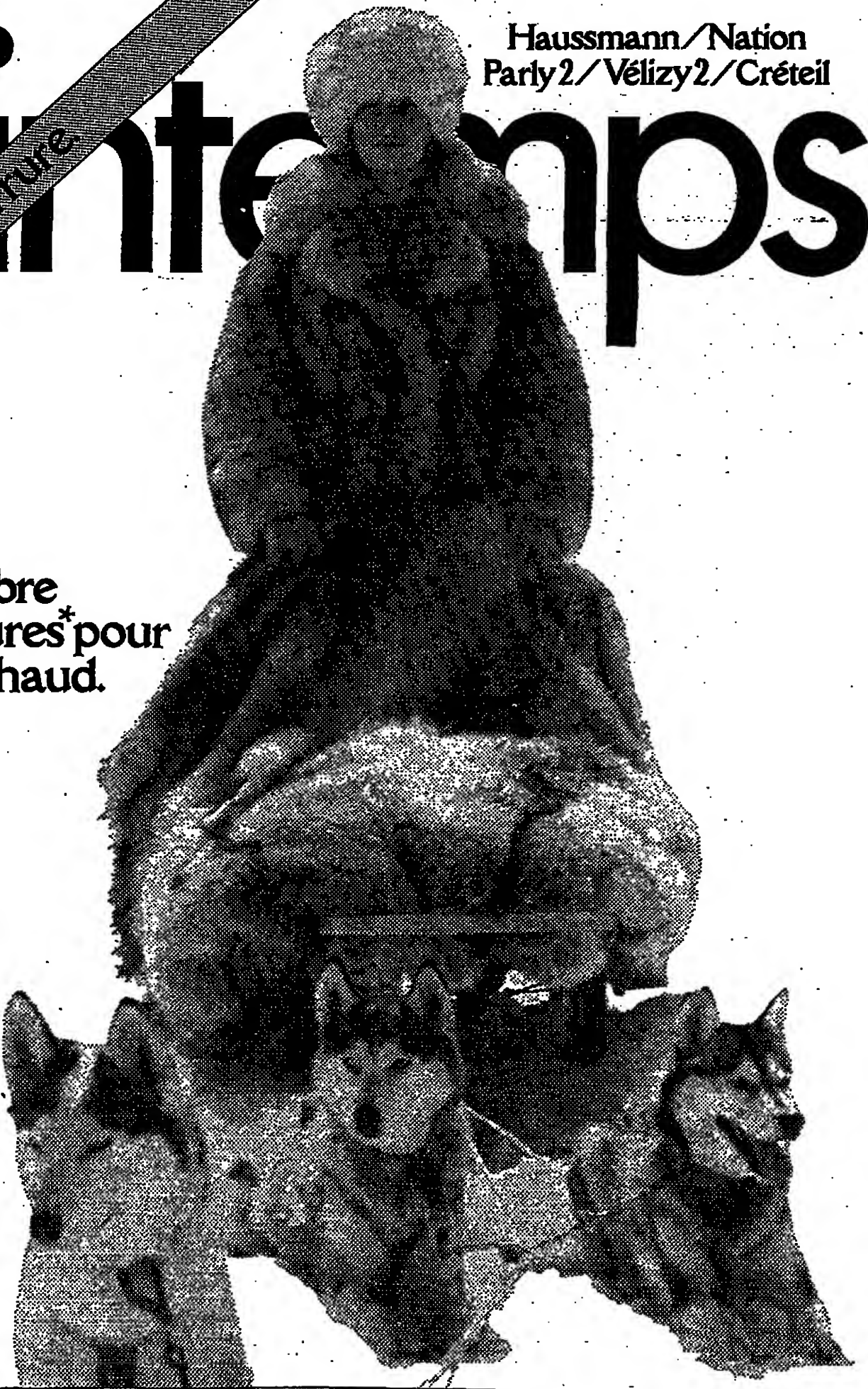
Prochain article :

RÉTABLIR
DES MÉCANISMES
HONNÊTES

Printemps

Jusqu'au 23 octobre
toutes les fourrures* pour
que l'hiver soit chaud.

*Crédit gratuit sur 9 mois
après acceptation du dossier.



100-110-120

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA SÉCHERESSE ET SES CONSÉQUENCES

SELON LA COMMISSION DES COMPTES DE L'AGRICULTURE

Le revenu brut des paysans serait en baisse de 9,4 % en 1976

La commission des comptes de l'agriculture devait se réunir ce mardi 14 septembre pour évaluer la perte de revenus subie par l'ensemble des agriculteurs en 1976, du fait notamment de la sécheresse. Selon la commission, le revenu agricole brut serait en baisse de quelque 9,4 %, soit environ 8 milliards de francs. C'est sur la base de ce chiffre que le

gouvernement doit arrêter, le 22 septembre prochain, les modalités de l'indemnisation des exploitants. De leur côté, les organisations professionnelles agricoles ont évalué à 8 milliards de francs la perte de revenu. Quel qu'il en soit, ces estimations globales recouvrent des situations extrêmement différentes, comme le montre notre reportage dans le Loiret.

LES GROS ET LES AUTRES

Orléans. — Le Loiret. L'expression « douce France » a une signification dans ce département. La Beauce, la Sologne, le Gâtinais, y flètent pour composer les paysages les plus sages et les plus tranquilles qui soient. Cela dit, la végétation a beaucoup souffert cette année avec cette mauvaise sécheresse du printemps et de l'été. Les prairies sont vertes aujourd'hui, mais bien rases. Le soleil a en maints endroits littéralement grillé les jeunes arbres. Mals, peu à peu, la nature paraît reprendre le dessus.

Si les exploitants agricoles ont souffert ? Sans nul doute. On annonce pour le département une baisse du revenu agricole de 24 % cette année. Qu'est-ce que cela veut dire ? Eh bien ! que l'année ne sera pas trop mauvaise pour certains catastrophes pour d'autres. Affaires de moyenne, jugez-en ! Avec trois amis de la chambre d'agriculture, nous avons rendu visite à cinq exploitants.

Le premier à Sougy, dans la Petite-Beauce : Pierre Le Grand, trentenaire, Président du Centre de gestion du Loiret. Il cultive en ferme, depuis onze ans, 175 hectares de blé, maïs et betteraves. Depuis neuf ans, il est équipé pour irriguer, car la région est naturellement sèche. Grâce à cette installation, il se procure une partie de ses blés. Résultat : 35 quintaux de blé environ sur les parcelles qui n'ont pas eu d'eau, de 37 à 40 quintaux sur les emplacements irrigués. En maïs et en betteraves, les résultats devaient être respectivement de 50 quintaux et de 50 tonnes à l'hectare. Des rendements quasiment fabuleux cette année. M. Le Grand ne se plaint pas vraiment, mais il insiste pour dire que l'irrigation coûte très cher et que les charges salariales sont élevées, et craint... que ses « propos » soient déformés. Sans doute, pense-t-il que sa situation ne donne pas une bonne image de marque de l'agriculture au moment où on calcule le coût de la sécheresse. A juste titre : on a du mal à s'inquiéter pour son avenir, même lorsqu'il affirme que c'est sa plus mauvaise année depuis qu'il s'est installé.

Chez Jean-Jacques Polron, dans la forêt orléanaise, la situation est tout autre. Quarante-quatre ans, fermier sur 50 hectares, il élève quelques laitiers et traite génisses. Il fait aussi seize mille poulets de grain par an. Excepté l'augmentation du coût des aliments, il assure que l'étatier de poulets a marché quasiment tout cet été.

C'est une autre affaire pour l'élevage laitier. Jean-Jacques Polron a fait ses comptes : l'achat d'aliments supplémentaires, dû au manque de fourrage, lui coûte 50 000 F. Autant que le revenu de l'exploitation en 1975 ; autant que le salaire et les charges du salarié qu'il emploie pour décharger sa femme.

Les subventions ? Il va toucher 4 500 F « à valeur ». Une goutte d'eau comparée à son chiffre d'affaires. Il ne prend pas mal les choses, mais pose nettement son problème : pour trouver 50 000 F, il faudra « rogner » sur les dépenses d'engrais, vendre une dizaine de vaches. Et puis, il faudra voir s'il est possible de garder le salarié.

De notre envoyé spécial.

Les subventions ? Il n'y croit pas trop. Surtout qu'avec cette histoire d'impôt-sécheresse, les gens de la ville se moquent de ceux de la campagne. Jean-Jacques Polron préférerait qu'on augmente ses prix.

José Bazard, à Poligny-la-Grande, fait la même réflexion. Lui aussi a une ferme de polyculture-élevage : 62 hectares de céréales et de prairies, vingt-neuf vaches, trente-sept génisses et vingt truies. Il a fait le tiers de la récolte normale de foin et la moitié de maïs-fourrage. Déjà, les rendements laitiers baissent : mille litres de moins en juillet, autant en août. Certes, il a pu acheter 40 tonnes de paille et 80 tonnes de maïs à ensiler, mais il se demande comment il va passer l'hiver.

De 1970 à 1974, la ferme a rapporté, en moyenne, 14 500 F par an. En 1975, elle a perdu 13 000 F. Cette année, elle va perdre 45 000 F. José Bazard va toucher 4 500 F de prime pour ses bêtes. Comment tenir ? Il va vendre quelques vaches, les plus mauvaises, utiliser moins d'engrais, ce qui revient à hypothéquer les récoltes futures. Il s'inquiète, lui aussi, des réactions des citadins. Car, si l'agriculture ne passe pas ce mauvais cap, l'industrie d'amont — matériel, produits de traitement — et d'aval — commerce, alimentation — en supportera les conséquences. Et cela fera du chômage. Pierre Malson, à Graillet, tient le même raisonnement : les paysans

ont du mal à accuser le coup de la sécheresse parce que leurs produits ne sont pas payés au prix de revient comme dans l'industrie. Mais quel prix de revient ? Aucun de nos interlocuteurs n'a pu le chiffrer. Pour sa part, Pierre Malson s'estime privilégié. Sur ses 96 hectares, les récoltes ont été nettement inférieures à celles de l'année précédente. Toutefois, il a irrigué, ce qui lui a permis de récolter 25 quintaux par hectare de blé et 50-55 quintaux de maïs. Bref, son revenu sera de l'ordre de 400 F par hectare contre 800 F en moyenne de 1971 à 1973.

Mais tous les autres exploitants de la commune ont des résultats décevants. Un de ses jeunes voisins, notamment, installé depuis trois ans seulement, il lui manque cette année pour faire face à ses engagements 100 000 F. Il a fait appel au comité départemental d'aide aux exploitants. Au mieux, il recevra 10 000 F. Au total, des situations extrêmement diverses. Pourtant, chez tous, cette idée que cette année est catastrophique — même chez ceux qui s'en sortent sans trop de dommages — avec seulement le sentiment d'être incompris, mal aimés. Chacun l'a dit et a insisté en faisant des comparaisons souvent injustes entre le sort de l'agriculteur sinistré et celui du chômeur. Il est sûr que la blessure de la sécheresse n'est pas seulement économique mais aussi psychologique. Comme à l'époque du plan Marshall et du rapport Vedel.

ALAIN GIRAUDO.

L'aide aux éleveurs belges atteindra 1 milliard de francs français

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'aide aux éleveurs belges victimes de la sécheresse atteindra 9 milliards de francs français (1,1 milliard de francs français) pour une perte estimée à 20 milliards par les syndicats agricoles. Des mesures en faveur d'autres secteurs agricoles (pépinières, cultures maraîchères, de plein champ et lin, notamment) devraient également être décidées au cours des prochaines semaines.

Cette aide prendra la forme de subventions et de crédits à des conditions spéciales. En ce qui concerne son financement, aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement, mais le premier ministre belge, M. Tindemans, a d'ores et déjà écarté l'idée de recourir à un impôt spécial.

A l'issue du conseil des ministres du vendredi 10 septembre, au cours duquel le montant et les modalités de l'aide ont été arrêtés, il a, en effet, été déclaré que « de toute manière il ne saurait être question d'un impôt sur le revenu ». Au ministère des finances, on songerait plutôt à un emprunt garanti par l'Etat et lancé par le Fonds de calamité créé à l'automne dernier à la suite des inondations de la région d'Anvers.

L'Alliance agricole belge et le Boerenbond, les organisations professionnelles les plus importantes du pays, ont été longuement consultées par M. Albert Lavens, ministre de l'Agriculture. Elles ont accueilli favorablement

les mesures adoptées par le gouvernement.

Pour bénéficier du crédit à taux d'intérêt réduit (dit crédit de soutien), les agriculteurs sinistrés doivent être exploitants à titre principal et consacrer la moitié au moins de la superficie agricole utilisée aux cultures fourragères. Ces crédits, accordés pour six ans avec une année de franchise et un abattement de 7,5 % du taux d'intérêt en vigueur (10,5 % en moyenne actuellement), varieront entre 430 et 1 080 francs français par unité de gros bétail (U.G.B.). Ils ne seront cependant consentis au maximum que pour cinq U.G.B. par hectare fourragère et cent U.G.B. par exploitation.

Les subventions (indemnités de dégâts) — comprises, elles, entre 240 et 780 francs français — seront accordées aux éleveurs ne dépassant pas sept cents U.G.B. et également limitées à trois U.G.B. par hectare fourragère. Pour fixer tant le crédit que la subvention, les agriculteurs sinistrés des limites limitées, il sera tenu compte non seulement des pertes subies par l'exploitant, mais également de ses revenus autres que ceux tirés de l'élevage. — (Interim.)

BILLET

La grande misère des fabricants de parapluies

« Nous n'allons pas barrer les routes avec nos parapluies », déclare M. Raymond Charaoui, président des fabricants de parapluies.

« Nous n'en sommes pas moins très inquiets, poursuit-il, car notre industrie est aussi sinistrée que l'agriculture. Non seulement nous avons besoin de pluie, mais en plus, il faut qu'elle tombe le jour... »

Les quarante entreprises familiales de parapluies, réparties à Paris et au sud de la Loire, et employant un peu moins de quatre mille salariés, souffrent de l'absence de pluie depuis l'hiver dernier. C'est dramatique pour certains, qui ont vu leur chiffre d'affaires réduit d'un tiers et ont dû limiter à trente-deux heures la semaine de travail. Les cinq journaux de l'industrie ont aussi touché : le chômage a déjà frappé. C'est en tout dix mille salariés

qui sont menacés. C'est dire si les pluies actuelles sont les bienvenues.

Que demandent les fabricants ? D'abord d'être dispensés de l'impôt sécheresse, car ils en sont, disent-ils, les premières victimes. Ils veulent aussi un désencadrement du crédit et un report des annuités de remboursement des emprunts, nécessaires aux investissements. Ils demandent enfin aux pouvoirs publics d'être protégés des importations de pays d'Extrême-Orient qui, selon eux, cassent les prix.

Comment se battre contre des parapluies qui arrivent en France deux fois moins chers que nos produits le meilleur marché ? Interroge M. Charaoui. Est-ce pour mieux lutter contre les importations d'Extrême-Orient que la collection d'automne est d'inspiration persane ?

ÉNERGIE

L'E.D.F. est inquiète pour l'hiver

En raison des pluies abondantes qui se sont abattues sur la France depuis le début du mois de septembre, et de l'abaissement des températures qui a permis d'utiliser plus massivement l'eau des fleuves et des rivières pour refroidir les centrales thermiques, les risques de coupures de courant sont écartés « pour l'instant », a déclaré M. Paul Delcourrier au cours d'un dîner-débat organisé par l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. Néanmoins, l'hiver pourrait être difficile, et les inquiétudes persistent (« Le Monde » du 31 août).

En ce qui concerne la production de courant, la marche des centrales hydrauliques au fil de l'eau est fixée au jour le jour suivant la pluviosité ; les réservoirs des barrages de montagne ne sont remplis qu'à 70 % au lieu de 80 % habituellement, et surtout, le fonctionnement des centrales thermiques, qui ont été poussées et ont été perturbées par des incidents et des pannes.

Au niveau de la consommation, qui se partage à raison d'un tiers pour la grosse industrie, un tiers pour la moyenne industrie et le tertiaire, un tiers pour le secteur domestique, une redoutable conjonction pourrait se produire : celle d'une forte reprise industrielle et d'un froid très vif qui inciterait les ménages à utiliser

un chauffage d'appoint d'origine électrique. Leur mémorandum d'origine électrique, la réapparition d'un déficit de 1 milliard de francs pour l'année 1976, dû à la sécheresse, M. Delcourrier a précisé que ce n'était pas un problème de compte d'exploitation, mais de réduction d'un programme d'investissements plus nécessaire que jamais. Très soucieux pour notre approvisionnement en pétrole « la véritable crise est peut-être de venir nous », il a, plus que jamais, plaidé pour le nucléaire, avertissant les écologistes « que, faute d'urgence, ils pourraient bien, un jour, devoir utiliser leur biopétrole pour venir protester contre l'implantation de centrales ».

CINQ COMPAGNIES PÉTROLIÈRES EUROPÉENNES PROPOSENT D'HARMONISER LEUR POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ET DE RECHERCHE

Dans un mémorandum envoyé à la Commission de la Communauté européenne à la fin du mois d'août, cinq compagnies pétrolières européennes (Elf, Total, Agip, Shell, Esso) proposent de harmoniser leur politique d'investissement et de recherche. Ces cinq compagnies, qui ne font pas partie des « majors », ont une communauté d'intérêt évidente.

Leur mémorandum préconise : 1) une rationalisation de la capacité de raffinage en Europe ; 2) la participation à un programme commun d'exploitation ; 3) l'harmonisation de la transparence des prix par une publication des prix à la production. La Commission européenne, qui avait interrogé l'ensemble des compagnies pétrolières présentes sur le marché européen dans le cadre de ses efforts pour l'élaboration d'une politique énergétique commune, s'est dite prête à discuter du mémorandum avec les auteurs du document. — (A.F.P.)

LES DETTES DES EMPLOYEURS PARISIENS aux régimes de Sécurité sociale ont atteint, pour l'année 1976, 2 478 millions de francs (+ 30,49 % en un an), soit 1,44 % des cotisations encaissées en 1976, au lieu de 1,33 % en 1975. Cette situation, que la conjoncture laissent prévoir, devient préoccupante, indique le directeur général de l'Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale (U.R.S.S.A.P.-Paris) dans son rapport annuel. Une note précise aussi que l'ensemble des dettes « comporte une majorité de créances sur faillites ou règlements judiciaires dont le règlement est douteux ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 7/8	5 7/8	4 7/8
1 mois	5 1/4	6 1/4	5 1/4
3 mois	5 3/8	6 3/8	5 3/8
6 mois	5 7/8	6 7/8	5 7/8

EN YOUGOSLAVIE, LE COUT DE LA VIE a augmenté de 15 % au cours des six premiers mois de 1976 : les prix de détail des produits industriels ont progressé de 7 %, ceux des prix alimentaires, du carburant et de l'électricité de 18,9 %, et ceux des loyers de 12,7 %.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assurance-maladie des non-salariés

LA CAISSE NATIONALE EN MAJORITÉ CID-UNATI ACCEPTE D'APPELER LES COTISATIONS

Le conseil d'administration — en majorité CID-UNATI — de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs indépendants (CANAMI), a décidé, lundi 13 septembre, au cours d'une réunion extraordinaire, d'envoyer à ses assurés les feuilles d'appel de cotisation au nouveau taux (10,85 % au lieu de 10,40 %). En contrepartie, le gouvernement a accordé une avance remboursable de 250 millions de francs pour assurer la trésorerie du régime et a accepté le principe de discussion sur l'amélioration des prestations.

Cette décision semble auser une certaine inquiétude, pour le moment du moins, au conflit qui oppose les pouvoirs publics au CID-UNATI. Celui-ci avait subtilisé cet été des centaines de milliers de feuilles d'appel depuis certaines ont été brûlées par M. Gérard Nicoud, mais d'autres avaient été restituées — jeudi 9 septembre, à Paris — amorçant ainsi une désescalade qui s'est confirmée lundi 13 septembre.

Dans un communiqué, publié ce même jour, la CANAMI indique que « la majorité du conseil d'administration, après avoir enregistré les propositions gouvernementales, s'est prononcé en faveur, et dans le but supérieur du service des prestations aux assurés, a décidé de laisser partir les appels de cotisation ».

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

Pour protester contre la fixation « unilatérale » de leurs tarifs

LES DIRECTEURS DE LABORATOIRES D'ANALYSES FERONT GRÈVE LES 15 ET 16 SEPTEMBRE

Les directeurs de laboratoires d'analyses médicales ont décidé de fermer leurs établissements les mercredi 15 et jeudi 16 septembre ; un service d'urgence sera assuré. Le Comité inter-syndical des biologistes français, qui regroupe les quatre principaux syndicats de directeurs de laboratoires entend, par ce mouvement de grève, protester contre l'« outrage » d'un arrêté ministériel qui, paru au mois de juillet, fixe « de manière unilatérale et autoritaire » une nouvelle nomenclature des actes de biologie médicale « manipulés dans une antichambre ministérielle ».

Les biologistes font en effet valoir que depuis deux ans une nouvelle nomenclature, destinée à fixer les tarifs applicables aux diverses analyses, était étudiée conjointement par les professionnels, les ministères de la Santé et du Travail et la Sécurité sociale. Selon certains membres de la profession, la nomenclature « imposée » par les pouvoirs publics au mépris de cette concertation ferait subir aux laboratoires une baisse de chiffre d'affaires de 10 à 11 %, et mettrait en péril un grand nombre d'établissements, principalement ceux de petite taille.

Ce mouvement de grève, qui a reçu l'appui du principal syndicat de médecins, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), a provoqué une réaction du conseil national de l'ordre des médecins, qui « regrette » la décision prise par le Comité inter-syndical des biologistes français. Le conseil de l'ordre rappelle aux médecins biologistes qu'ils ont le devoir, comme tous les médecins, d'assurer les actes nécessaires à la sécurité des malades » et demande aux autorités responsables d'envisager d'urgence une dernière tentative de concertation, compte tenu de l'impossibilité morale pour les médecins d'user d'un droit inscrit dans la Constitution.

EN YOUGOSLAVIE, LE COUT DE LA VIE a augmenté de 15 % au cours des six premiers mois de 1976 : les prix de détail des produits industriels ont progressé de 7 %, ceux des prix alimentaires, du carburant et de l'électricité de 18,9 %, et ceux des loyers de 12,7 %.

A TREIZE

(Sous la direction de Paul DUBOIS)

LA PLANIFICATION FRANÇAISE EN PRATIQUE

Treize planificateurs exposent simplement mais clairement les méthodes et les chemins qu'ils utilisent pour mettre au point le Plan français.

Un volume de 352 pages 56

ÉCONOMIE ET HUMANISME
LES ÉDITIONS OUVRIÈRES PARIS

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Les revues DROIT SOCIAL

ACTUALITÉ DE LA FORMATION PERMANENTE

organisent les 29 et 30 septembre 1976 deux journées d'études sur les problèmes juridiques actuels de la Formation Professionnelle continue

PARTICIPATION AUX FRAIS : 200 F

Renseignements : France MARTINET
Centre d'information pour le développement de la formation permanente
Tour Europe - Paris - La Défense Cedex 87 - Tél. 788.31.15

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

La balance des paiements de la France s'est nettement améliorée au cours du deuxième trimestre

La balance des paiements de la France s'est nettement améliorée au cours du second trimestre. Les chiffres officiels publiés par le ministère de l'économie et des finances montrent que le déficit de la balance des paiements courants est revenu de 6,3 milliards de francs au premier trimestre à 2,9 milliards de francs au second.

Cette amélioration de 3,4 milliards de francs en trois mois provient pour moitié de la réduction du déficit de la balance commerciale : 1,9 milliard de francs au deuxième trimestre, contre 3,9 milliards de francs au premier trimestre, du fait de la vive croissance des exportations et du tassement des importations. Elle s'explique pour le reste par l'évolution des échanges de « services » (notamment du poste « voyages »), qui ont été excédentaires de 1,5 milliard de francs, alors qu'ils avaient été juste équilibrés pendant les trois premiers mois de l'année.

Le solde des mouvements de capitaux non monétaires (1), qui retrace l'ensemble des mouvements à long terme, ainsi que les opérations à court terme du secteur privé, est passé, d'un côté, d'un déficit de 2,8 milliards de francs au premier trimestre à un excédent de 3 milliards de francs au second.

● **CAPITAUX À LONG TERME** : ces opérations s'étaient traduites au premier trimestre par des sorties nettes de 2,6 milliards de francs. Cette évolution défavorable, qui n'avait pas été anticipée dans toutes les estimations, s'est atténuée au cours du second semestre, malgré un net ralentissement des emprunts extérieurs de la France (+ 2,5 milliards de francs contre + 5,9 mil-

liards de francs au premier trimestre). L'amélioration résulte principalement du ralentissement des sorties provoquées par les crédits commerciaux accordés aux acheteurs de produits français, qui avaient été exceptionnellement élevés au cours du premier trimestre, indique la rue de Rivoli.

● **CAPITAUX À COURT TERME** : ce poste regroupe notamment les différentes catégories de mouvements de capitaux à court terme du secteur privé (avances, crédits commerciaux, remises, etc.). Il dégage un excédent de 5,2 milliards de francs au deuxième trimestre, contre un déficit de 2,8 milliards de francs au premier trimestre. « Dont le résultat, il est vrai, était influencé par des comportements spéculatifs », note le communiqué de la rue de Rivoli.

● **POSITION MONÉTAIRE EXTERIEURE** : les mouvements de capitaux à court terme du secteur bancaire se sont traduits par des entrées nettes de 1,8 milliard de francs.

Compte tenu de ces entrées de capitaux, l'ensemble des opérations entre la France et l'étranger s'est soldé par une augmentation de 1,9 milliard de francs des avoirs officiels de change au second trimestre.

(1) Non bancaires et non publics ; en fait, les entreprises.

DURANT L'ÉTÉ

L'INFLATION S'EST RALENTIE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

La hausse moyenne des prix à la consommation dans les pays industrialisés à économie de marché s'est nettement ralentie en juin (+ 0,4 %) et juillet (+ 0,5 %), indiquent les services d'information de l'O.C.D.E. Les taux d'inflation sont à rapprocher de ceux qui avaient été enregistrés en mai (+ 0,8 %) et avril (+ 1,1 %), ou même en mars (+ 0,8 %).

Pour la première fois en trois ans, indique l'O.C.D.E., la hausse moyenne des prix à la consommation est tombée à moins de 1 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat se retrouve dans la plupart des pays ; d'autre part, les écarts des taux d'inflation entre les différents pays ont diminué de façon importante.

PRIX

M. SÉGUIY : le gouvernement nous propose des discussions non officielles pour réviser l'indice.

M. Georges Séguin a déclaré lundi 13 septembre à Strasbourg que le gouvernement avait proposé à l'A.F.P. le secrétaire de la C.G.T.

Lors d'un discours prononcé devant plusieurs centaines de personnes au Palais des fêtes de Strasbourg, le secrétaire général de la C.G.T. a ajouté : « L'indice officiel, nous le contestons globalement. Nous revendiquons l'établissement d'un nouvel instrument de mesure du coût de la vie susceptible d'être agréé par toutes les parties prenantes, par nos négociations salariales. »

L'O.C.D.E. explique ces bons résultats d'ensemble par deux facteurs : l'atténuation de la productivité et moindres pressions exercées par les prix alimentaires, qui s'étaient développées depuis le printemps dernier dans presque tous les pays sauf en Amérique du Nord.

En ce qui concerne la France, au bon résultat de juin (+ 0,4 % en un mois) a succédé le très mauvais résultat de juillet (+ 0,1 %). Une moyenne de ces deux résultats aboutit à un chiffre de 0,7 % par mois, qui est effectivement à peu près le taux d'inflation mensuel enregistré par la France s'est accablée depuis un an. Ce chiffre est nettement supérieur à la hausse moyenne annuelle des pays de l'O.C.D.E. (0,5 %). Calculé sur un an (juillet 1975) le taux d'inflation atteint 9,4 % en France contre 5,4 % aux États-Unis, 4,1 % en Allemagne, 1,5 % en Suisse. Le Japon (0,3 %) connaît le même taux d'inflation inférieure que la France. La Grande-Bretagne (+ 1,5 %) et l'Italie (+ 1,3 %) ont, malgré des progrès, dépassé toujours sensiblement la barre des 10 % par an.

MONNAIES

LES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE ONT BAISSÉ DE 298 MILLIONS DE FRANCS AU COURS DU MOIS D'AOUT

A la fin du mois d'août, les avoirs officiels de change de la France s'élevaient à 85 212 millions de francs, en diminution de 298 millions de francs par rapport à la fin juillet. Un communiqué du ministère de l'économie et des finances explique ainsi ce mouvement.

« Les avoirs en or, qui s'élevaient à 60 339 millions de francs, n'ont pas varié. En revanche, les avoirs en devises, qui s'élevaient à 24 873 millions de francs, ont enregistré une diminution de 298 millions de francs qui résulte des opérations effectuées par le Fonds de stabilisation des changes au début du mois. »

« Les créances de la France sur le F.M.I. (droits de tirage au titre de la tranche-or et de la tranche-devises) ont diminué de 5 348 millions de francs, en augmentation de 130 millions de francs par suite des tirages en francs effectués par plusieurs pays. »

LA LIVRE BAISSE DE NOUVEAU

Le fait marquant sur le marché des changes, mardi matin, est le nouvel accès de faiblesse subi par la livre sterling. L'annonce que la hausse des prix de gros s'est accélérée en août (+ 1,5 % contre 1,2 % en juillet) a provoqué le plus mauvais effet. De nouvelles ventes de livres sterling ont eu lieu, arbitrées contre des achats de deutschemarks. Après être descendu jusqu'à 1,739 dollar, le cours de la livre sterling a fini de matinée s'établissant à 1,740 dollar, ce qui correspondait à Paris à un prix de 5,577 F.

A Paris, dans un marché calme, le dollar valait 4,875 F, tandis que le deutschemark se raffermissait quelque peu à 1,966 F.

Dans l'attente de la troisième adjudication du Fonds monétaire, le marché de l'argent international a été marqué par des variations. Les premières transactions se sont effectuées aux alentours de 114 dollars l'once (la cotation par opposition le lundi après-midi avait été de 114,49 dollars).

AFFAIRES

LE SORT DES CARTONNIERES DE GRAVELINES RESTE EN SUSPENS

La réunion des actionnaires des Cartonneries du Nord, de Gravelines, qui s'est tenue le 13 septembre à Saint-Gobain - Font-Bonhomme, a été marquée par une série de décisions importantes, qui emploie plus de cinq cents personnes et est menacée de disparition (« le Monde » du 14 septembre).

Si seulement des treize héritiers des familles Monnet et Dambrioult, représentant 18 684 actions sur les 50 000 composant le capital, étaient présents, ils se sont prononcés à une très forte majorité (18 679 actions contre 5) en faveur de l'offre de rachat de la société présentée par la SOCAR, une filiale du groupe Saint-Gobain - Font-Bonhomme. Ce vote ne permet pas de résoudre totalement le problème posé, dans la mesure où la SOCAR avait fait savoir que son offre devait faire l'objet d'un très large consensus des actionnaires. Considérée-t-elle, compte tenu de l'ambiguïté que provoquent les 49 000 actions bloquées en indivision, que ces conditions sont remplies ? Dans le cas contraire, le sort des Cartonneries de Gravelines serait suspendu à la décision d'Alain Monnet-Dambrioult, qui s'oppose à la cession.

VOS CIRCULAIRES
C.V., TARIFS, ETC., EN OFFSET
EN MOINS D'UNE HEURE
345.21.62
346.00.28
36, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE
Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres.
Cours généraux FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 8 mois, études à plein temps ou à temps partiel (par correspondance par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances.

L'E.C.I. organise également un « Cours supérieur Préparation à la Direction des Entreprises », réservé aux cadres déjà en fonction.

Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne E.C.I., chemin de Morax 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 25

TIERS-MONDE

Les « 77 » s'efforcent à Mexico d'accroître leur coopération

Les quatre commissions de la conférence sur la coopération économique internationale, dite « dialogue nord-sud », ont repris leurs travaux ce mardi 14 septembre à Paris avec un calendrier établi jusqu'au mois de novembre. Les pays industrialisés ont accepté d'étudier dans la commission « énergie » la protection du pouvoir d'achat des recettes d'exportation d'énergie (...) face notamment à l'inflation régnant dans les pays industrialisés, aux modifications des prix des biens et services importés et à d'autres facteurs essentiels pour le progrès économique des pays en développement. Un intitulé semblable figure dans le programme de la commission « matières premières ».

« L'endettement des pays en voie de développement ainsi que toutes les implications financières qui en résultent pour les pays sérieusement atteints et les autres pays dans le besoin » sera également à l'ordre du jour. Si les pays industrialisés ont tenu à préciser que les solutions envisagées ne seraient pas la conférence, c'est cependant la première fois qu'ils acceptent de discuter de ces problèmes. Simultanément, à Mexico, la conférence des « 77 » sur la coopération des pays en voie de développement doit entendre, ce mardi, un discours du président du Mexique.

De notre envoyé spécial
Les Mexicains ne semblent pas davantage prêts à se satisfaire d'objectifs trop modestes. Nombreux sont les diplomates ici qui évoquent notamment l'ambition de M. Echeverría — forte personnalité, qui ne se résignerait pas à n'être plus rien après avoir été pendant six ans un véritable monarque en sa qualité de président de la République mexicaine — de jouer un grand rôle comme défenseur du tiers-monde.

Le Centre d'études économiques et sociales qu'il inaugure ce mardi n'apportera-t-il pas, en effet, un précieux concours à la cause des pays en développement ? Le but premier du Centre est de créer et de diffuser des technologies « autochtones », qui répondent efficacement aux économies et aux nécessités de ces pays. Son deuxième objectif sera d'étudier les problèmes d'alimentation et de population de ces mêmes pays. Faut-il rappeler également à ce sujet que le mandat de M. Waldheim comme secrétaire général

des Nations unies se termine avant la fin de l'année. M. Masarouf, vice-président de l'Irak, actuellement à Mexico, vient de se déclarer publiquement en faveur d'une candidature de M. Echeverría à ce poste.

La conférence des « 77 », qui s'ouvre à Mexico jusqu'au 21 septembre, pourrait donc être plus agitée qu'il n'est généralement prévu. En dépit de intentions affirmées au départ et du désir de la plupart de leurs dirigeants d'éviter un affrontement avec les pays industrialisés, les pays en développement ont en effet constaté de telles difficultés, du fait notamment de l'accroissement constant de leur déficit commercial, de leur endettement et du chômage de leur population, qu'ils risquent une nouvelle fois de perdre patience et de hausser le ton à Mexico. En attendant de le hauser peut-être davantage, lors de la prochaine assemblée ordinaire des Nations unies qui doit s'ouvrir à New York mardi prochain.

JEAN SCHWGBEL

A L'ÉTRANGER

SELON L'O.C.D.E.

Le consensus social autrichien a permis de modérer l'inflation

Dans leur rapport annuel, les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique) accordent un satisfait aux autorités autrichiennes, qui se sont « dotées d'une vaste gamme d'instruments d'action sur le marché du travail, comme d'ailleurs le modèle suédois ». En dépit d'une baisse de la production et des exportations, le taux mensuel de chômage n'a jamais dépassé 3 % de la population active, et la moyenne pour l'ensemble de l'année 1975 a même été de 2 %. Le rapport attribue ce résultat à une restructuration de la population active, grâce à un mouvement assez important de la main-d'œuvre du secteur secondaire vers le secteur tertiaire et à une forte diminution de la population active étrangère « trente-trois mille travailleurs étrangers sont partis en 1975 ».

Faisant valoir, d'autre part, la relative modération des hausses de prix en Autriche (+ 5,5 % l'an), les experts estiment que « le large consensus qui existe de longue date entre les grands groupes d'intérêts économiques a permis de freiner la course des salaires et des prix ». La masse brute des salaires a augmenté de 13 % en 1975, alors que les prix à la consommation se stabilisent à une cadence de hausse annuelle de 6 %.

Pour 1976, l'O.C.D.E. estime qu'il conviendrait de modifier en temps opportun l'orientation de la politique monétaire, de manière à prévenir tout risque de pressions inflationnistes. Selon les experts, « il est indispensable de faire encore des progrès dans la voie du ralentissement de l'inflation », afin de « maintenir un taux de change fixe à l'égard des monnaies des pays du « serpent », où le taux d'inflation reste faible ».

En GRANDE-BRETAGNE, les prix de gros ont augmenté de 1,5 % en août, c'est-à-dire plus qu'en juillet (1,3 %). En un an, la hausse est de 15,5 % (août 1976 comparé à août 1975), contre 14,7 % en juillet (par rapport à juillet 1975). C'est la première fois depuis un an que le taux annuel de hausse des prix de gros s'aggrave. Cette évolution s'explique par la décade de la livre sterling et par la hausse des prix des matières premières.

● LE NOMBRE DE FAILLITES D'ENTREPRISES dans huit pays de la Communauté européenne (des Neuf moins le Danemark), est élevé à 42 201 en 1975. En 1974, le total des neuf pays n'était que de 34 335. La Commission du Marché commun, qui a fourni cette statistique, précise que c'est en France que les faillites ont été les plus nombreuses (17 224). Viennent ensuite l'Allemagne fédérale (9 195), le Royaume-Uni (6 676), l'Italie (3 883), les Pays-Bas (3 354) et la Belgique (2 242).

(PUBLICITE)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le Secrétaire Général de la Commission à l'Énergie Atomique de la Présidence du Conseil de la République de Turquie procède à une adjudication internationale, par voie d'appel d'offres et sous plis fermés, ayant pour objet l'extension du réacteur de recherche TR-1 du Centre d'études et de Formation Nucléaires de Cukcece afin d'augmenter la puissance de ce réacteur par l'adjonction d'un second réacteur complet de 5 MW th.

- 1 - Le projet d'extension se compose de trois dossiers d'adjudication : a) Contrôle commande ; b) Bloc réacteur ; c) Circuit de réfrigération et travaux divers.
- 2 - Les offres écrites en turc, en français ou en anglais, devront être remises au plus tard le 15 novembre 1976, à 17 heures, à l'autorité suivante :

Groupe du Projet d'Extension
Turkish Atomic Energy Commission
Cukcece Nuclear Research and Training Center
P.O. Box 1, Sivas, Ankara
TURQUIE.

Elles devront être valables jusqu'au 15 mars 1977. Les retards de la poste ne seront pas admis.

- 3 - Les firmes intéressées doivent demander les dossiers d'appel d'offres à l'autorité dont l'adresse est indiquée ci-dessus. Conjointement à leur demande de dossiers, les firmes devront adresser les documents attestant qu'elles possèdent les qualifications internationales au niveau du projet concerné.
- 4 - La T.A.E.K. a toute liberté de délivrer ou non les dossiers aux demandeurs.
- 5 - Les firmes doivent remettre des plis séparés correspondant à chacun des trois dossiers d'adjudication. Dans le cas de passation de commande à plusieurs firmes celles-ci seront appelées à former un groupement.
- 6 - Les résultats de l'adjudication seront communiqués aux soumissionnaires au plus tard le 14 février 1977 à l'adresse indiquée ci-dessus.
- 7 - Le montant de la garantie provisoire devra représenter les trois pour cent (3 %) du montant global du contrat qui sera présenté par la soumissionnaire.
- 8 - La T.A.E.K. demeure libre de traiter avec le soumissionnaire de son choix.

VOS CIRCULAIRES
C.V., TARIFS, ETC., EN OFFSET
EN MOINS D'UNE HEURE
345.21.62
346.00.28
36, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE
Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres.
Cours généraux FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 8 mois, études à plein temps ou à temps partiel (par correspondance par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances.

L'E.C.I. organise également un « Cours supérieur Préparation à la Direction des Entreprises », réservé aux cadres déjà en fonction.

Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne E.C.I., chemin de Morax 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 25

CONTRE LE VOL
ALARME 2000
une grande réussite de l'électronique française.

Le Radar hyperfréquence DI 50

étudié et réalisé dans nos laboratoires réunissant toutes les conditions de la protection totale et évitant les installations coûteuses.

- Adaptable à tous les locaux.
- Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.
- Dissimulable, il traverse meubles et cloisons.
- Inextinguible.
- Autonomie totale d'alimentation (2 ans).
- Pas de déclenchement intempestif.

ALARME 2000
7 agences régionales
90 conseils en sécurité à votre service.

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieux, réunis en assemblée générale ordinaire au siège administratif, le 13 septembre 1976, ont :

- Approuvé les comptes de l'exercice 1975-1976 ;
- Décidé la mise en distribution à compter du 23 septembre 1976 d'un dividende de 11 F par action assorti d'un avoir fiscal (impôt de 5 F au Trésor) de 5,50 F donnant un total de 16,50 F, par action (contre 15 F au titre du précédent exercice) ;
- Décidé la mise en paiement de ce dividende le 15 F par les banques habituelles contre remise du coupon n° 78 pour les actions au porteur et estampillage des certificats nominatifs.

Pour louer une voiture au Maroc, réservez chez

europcar
645.21.25

JP 11-62 150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
13 SEPTEMBRE

Nouvelle baisse

La première séance de la semaine a été la fin des deux précédentes à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont enregistré une nouvelle baisse dans un marché toujours baissé creux.

D'une ampleur comparable à celui de vendredi, le mouvement de recul a touché une soixantaine de titres, épargnant le reste de la cote. Les plus faibles ont continué même parvenues à progresser.

Les plus fortes baisses de la séance ont été celles de : Téléphones Ericsson (— 6,5 %), A.D.G. (— 3,5 %), Ustmar (— 3,5 %).

Toutefois, hormis les secteurs des magasins et de l'alimentation, la baisse n'a pas été générale. Ensembles, il est difficile de déterminer une tendance pour chaque compartiment.

Ainsi, à la construction électrique, l'on a pu relever les hausses de T.R.T. et de S.A.T. Aux-pétroliers de la région de la capitale et du Comptoir des Entrepreneurs du bâtiment, Lejeune, Maisons-Pénin et Auxiliaire d'Entreprises ont subi des hausses de 10 à 15 % sur les dix quinze valeurs des pétroliers Andar et Pétroliers BP ont été fermes, Française des Pétroles perdant 10 %.

Au risque de se répéter, il faut bien reconnaître que, en raison de la faiblesse persistante du volume des transactions, les hausses et baisses de hausse ou de baisse enregistrées en ce moment à la Bourse de Paris ne peuvent que paraître d'importance minime.

Les transactions ont enregistré tout cet état de choses ne se perpétue au moins jusqu'au 15 septembre, à la quelle le plan anti-inflation de Barre sera livré à leur réévaluation.

Aux valeurs étrangères, les transactions ont été plus calmes, le léger repli de l'or, ont fini par peser sur les cours des mines d'or. Les américains ont été assaillis de ventes, les japonais ont demandé des placements irréguliers.

Sur le marché de l'or, le timoré s'est effrité de 70 F. à 18 430 F. et le dollar de 125 F. à 123,25 F. Le volume de transactions, est resté faible à 6,53 millions de francs.

LONDRES

Nouveau repli
Le marché poursuit son repli dans l'attente des résultats du commerce extérieur.
Étroitement des mines d'or.

VALUES	CLOSURE 13/9	COURS 14/9
War Loan 3 1/2 %...	25 1/4	25 1/4
Beecham	314 ..	318 1/2
British Petroleum	585 ..	560 1/2
Shell	332 ..	338 1/2
Wickers	146 ..	147 ..
Imperial Chemical	313 ..	315 ..
Columbian	11 ..	11 ..
De Beers	212 ..	211 1/2
Nile Tinto Zin Coy.	168 ..	168 ..
Western Holdings	12 1/4	12 5/8
West Petroleum	15 ..	15 1/8

(*) In Afters.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
SONNEX-ALLIBERT. — A la suite de pourparlers avec Salamundi International, les deux sociétés vont mettre en commun leurs activités et vêtements de sol s. Le nouveau groupe ainsi constitué occupera la première place d'Europe en ce domaine avec un chiffre d'affaires total de l'ordre de 1 400 millions de francs pour l'année.

Ce regroupement n'entraîne cependant aucune modification de la répartition des fonds affectés aux diverses catégories de dépenses, qui garderont leur personnalité propre.

LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

— Avant amortissement, provisions et impôts, le bénéfice du premier semestre 1978 s'élève à 22,3 millions de francs contre 23,96 millions de francs un an plus tôt. Les dépenses de construction sont élevées à 34,53 millions de francs contre 32,61 millions de francs.

— Le résultat net après impôts, la situation provisoire au 30 juin 1978, le résultat net d'exploitation sont respectivement de 17,3 millions de francs contre 22,9 millions de francs. Les dividendes versés des sociétés participées s'élèvent à 1,5 million de francs contre 17,5 millions de francs, pour former un total de 44,5 millions de francs.

— Le résultat net consolidé du groupe a atteint près de 43 % de celui du premier semestre 1977 consolidé, qui s'est élevé à 1.262 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS
(INSER Base 100 31 déc. 1975.)

	10 sept.	13 sept.
Valeurs françaises ..	88,3	88,1
Valeurs étrangères ..	107,3	106,9
Ce DES AGENTS de CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	58,6	68,4

NEW-YORK

Repli

Les cours se sont repliés lundi à Wall Street, où, après une avance initiale de 3 points, l'indice Dow Jones a baissé en cours de séance pour s'établir à 983,29, cédant 5,07 points.

Le volume de transactions est resté faible avec 16,1 millions d'actions échangées contre 16,93 millions ven-

La principale raison de ce mouvement de baisse a été la menace, de plus en plus précise, d'une grève des ouvriers de Ford.

Le N. A. A. A. syndicat ouvrier de l'automobile, M. Leonard Woodcock, a déclaré que, « les deux parties ont été encore trop éloignées l'une de l'autre » et a plus guère qu'une chance sur cent d'éviter le déclenchement de la grève, mardi, à minuit.

Malgré un tel contexte, même les propos optimistes du principal conseiller de la Maison Blanche, M. McGeorge Bundy, ont été tempérés par des manifestations de réarmement de la reprise économique. « Nous guetons en l'impact sur Wall Street », a-t-il déclaré.

Le 10 novembre, les bourses de novembre prochain continuent toujours un motif d'inquiétude pour les boursiers.

30 Dow Jones : services publics, 98,02 (- 0,13) ; transports, 218,12 (- 0,61).

	VALEURS	COURS	COURS
		10/8	13/8
Alions		56 5/8	56 3/4
A.Y.T.		68 1/2	68 1/4
Beeling		23 1/2	26 1/8
De Pant de Memours		131 3/8	130 1/8
Deutsches Kodak		11 1/2	11 1/2
Scam		53 5/8	54
Ford		56 5/8	56 7/8
General Electric		64 1/2	65 1/8
General Motors		32 1/2	32 3/4
General Motors		53 7/8	54
Goodway		18 1/2	18 1/2
L.T.T.		27 1/2	27 1/2
M.T.		31 7/8	32
Metallgesellschaft		64 1/2	64 1/2
Metallgesellschaft		68 1/4	68 1/4
Pfizer		28 1/2	28 1/2
Schleimberger		22 1/2	24 1/2
General		27 1/2	28 1/2
U.S. Steel		26 7/8	26 7/8
U.S. Steel		26 7/8	26 7/8
U.S. Steel		26 7/8	26 7/8
U.S. Steel		26 7/8	26 7/8
Westinghouse		16 1/4	18
Xerox		64 1/2	65 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	12/8	13/9
1 dollar (en yens) ...	226 525	210 10
Taux du marché monétaire		
Effets privés	8 3 8 %	

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 13 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1677	4.50 % 1073	582	588	584	584 80	580	230	232	231	231	231	155	Odin-Cash	152 20	151 50	151 50	151 50	430	T.A.L.	434	432	432	432	270	Gen. Electric	262 10	262 10	262 10	262 10
1678	A.R.F.E. 3 %	1585	1597	1597	1597	1580	330	332	331	331	331	54	Odin-Fin.	54 60	54 30	54 30	54 30	430	T.A.L.	434	432	432	432	270	Gen. Electric	262 10	262 10	262 10	262 10
330	Alfred Dun.	336	339	339	339	336	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
340	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343	343	343	177	177	177	177	177	85	Paris-France	84 10	84 05	84 10	84 10	206	T.A.L.	206	206	206	206	110	Gen. Electric	110 10	110 10	110 10	110 10
345	Alfred Dun.	343	343	343																									

COTE DES CHANGES **COURS DES BILLETS** **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

MARCHE OFFICIEL.	échange		de 100 fr. en notre monnaie	MONNAIES ET DEVISES	COURS prec.	COURS 1919
	COURS prec.	COURS 1918				
Escompte (5 %).	4 835	4 932	4 87			
Escompte (10 %).	4 835	4 963				
Autriche (100 sch.).	196 580	196 975		Or fin (pale au barre).	16500	16230
Belgique (100 francs).	27 742	27 728	12 875	Or fin (pale au filage).	16500	16420
Danemark (100 kron.).	71 770	71 768	12 875	Rix d'or (Napoléon 20 fr.).	230	226 20
Espagne (100 pes.).	7 721	7 768	7 125	Servicio (710 esc.).	181	180 70
France (100 francs).	100	100	100	Pièces d'or (20 fr.).	181	180 70
Italie (1000 lire).	5 380	5 677	5 676	Unco l'edon (20 fr.).	171	172 10
Portugal (100 esc.).	100	100	100	Servicio (710 esc.).	181	180 70
Roumanie (100 lei).	192 500	192 500	197	Pièces de 20 dollars.	830	807
Suisse (100 francs).	15 878	15 878	14 26	Pièces de 10 dollars.	481	447 80
Turquie (100 francs).	196 580	196 975	196 580	Pièces de 5 dollars.	201	200 10
Yugoslavia (100 esc.).	15 878	15 878	14 26	Pièces de 50 pesetas.	722	710 50
Yugoslavia (100 esc.).	15 878	15 878	14 26	Pièces de 10 florins.	201	200 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. ASIE
 - CHINE : après la mort de Mao Tse-toung.
3. PROCHE-ORIENT
4. EUROPE
4. AFRIQUE
 - RÉPUBLIQUE SUD-APRICAINE : la grève est largement suivie dans les banlieues autour de Johannesburg.
 - GUINÉE : la laborieuse réconciliation entre Paris et Conakry.
- 5-7. POLITIQUE
 - L'interview télévisée du premier ministre.
 - LIÈGES OPINIONS : « Changements », par Pierre Marchal.
- 7-9. ÉDUCATION
 - Pour deux millions cinq cent mille élèves, la dernière rentrée avant la réforme.
10. SPORTS
- AUTOMOBILISME : Patrick Depailler et Ronnie Peterson courent pour l'équipe Tyrrell en 1977.
11. RELIGION
 - POINT DE VUE : « La liberté des enfants de Dieu », par Réginald Ringenbach.
12. LES RÉGIONS
13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- QUESTION... RÉPONSE : transports d'enfants.
14. JUSTICE
- L'AFFAIRE DE VATHAIRE : plusieurs partis politiques exigent des explications sur les accusations portées contre M. Marcel Dassault.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- pages 15 et 16
- Une deuxième usine d'enrichissement de l'uranium sera construite par la France et quatre autres pays.
 - Une Terre toute calquée.
 - M. Gregory : international de la science.

16. PRÉHISTOIRE

- Un nouvel *Homo habilis* découvert en Afrique du Sud.
- L'inauguration du centre de recherche archéologique du C.N.R.S. à Volp.

16. ACTUALITÉ MÉDICALE

- Au congrès international de psychosomatique.

17-19. ARTS ET SPECTACLES

- FESTIVALS : l'Atlandide, de M. de Folle, à Lucerne.

32-34. LA VIE ÉCONOMIQUE

- ET SOCIALE
- CONJONCTURE : la balance des paiements de la France s'est nettement améliorée au cours du deuxième trimestre.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (18)
- Annouces classées (20 à 30) : Aujourd'hui (31) ; Claret (31) ; « Journal officiel » (31) ; Méthodologie (31) ; Mots croisés (31) ; Bouffe (31).

Le numéro du « Monde » daté 14 septembre 1976 a été tiré à 579 175 exemplaires.

réussite sociale-professionnelle
(parlez en public)

avec aisance sans trac improvisez

contacts faciles

Vous acquiessez Confiance en vous et aisance parfaite. Votre Personnalité s'épanouit : vous réussirez mieux. Méthode « Andace et Parole » : vous vous exprimez facilement, clairement, logiquement. Progrès très rapides. Paris : entraînement hebdomadaire en petits groupes amicaux. Province : Technique lueuse diffusée par poste.

Institut Perfectionnement Personnel
6 r. Mermoz, 91460 St-Mandé 338.89.19

DOCUMENTATION GRATUITE A.P. 126
M. Mme, Mlle, M. — prénom —
profession —
adresse —

A B C D E F G

M. Giscard d'Estaing fera une « visite de travail » à Rome au début de décembre

Le président de la République se rendra en « visite de travail » à Rome, au début de décembre, à l'invitation du président Leone. M. Giscard d'Estaing partira tôt le matin et rentrera à Paris dans la soirée.

Ce « sommet » franco-italien marquera — croit-on savoir — le début d'échanges de visites « de travail » des dirigeants des deux pays, alternativement à Paris et à Rome. Sans être aussi formellement ni aussi régulièrement établis que les rencontres franco-allemandes ou encore (depuis la déclaration franco-britannique du 23 juin dernier) entre Paris et Londres, ces « sommets » franco-italiens sont destinés, dans l'esprit des dirigeants français, à mieux équilibrer les relations de la France avec ses principaux partenaires de la Communauté européenne. M. Giscard d'Estaing n'est pas encore allé à Rome depuis qu'il est à l'Elysée et n'a pas eu l'occasion de rencontrer le nouveau chef de gouvernement italien.

La visite de M. Giscard d'Estaing en Italie a été décidée au cours de l'entretien que le président de la République a eu lundi soir 13 septembre avec le nouveau ministre italien des affaires étrangères, M. Arnaldo Forlani.

En quittant l'Elysée, M. Forlani a déclaré : « Nous avons parlé des problèmes d'intérêt commun avec le désir de consolider les rapports d'amitié et de collaboration et de solidarité qui existent entre la France et l'Italie. Nous avons parlé aussi des problèmes plus concrets en relation avec la réunion des ministres des affaires étrangères des neuf pays de la Communauté européenne. Cette réunion se tiendra aux Pays-Bas. Les questions intéressant la base-

SEPT MALFAITEURS SONT ARRÊTÉS LORS D'UNE TENTATIVE DE CAMBRIOLAGE AU SIÈGE DU SYNDICAT DU LIVRE.

Il s'agirait de repris de justice

Sept malfaiteurs s'étant introduits dans les locaux du Syndicat général du livre, à la Maison du livre, 94, boulevard Auguste-Blanqui, à Paris (13^e arrondissement), ont été surpris en flagrant délit et arrêtés par les policiers de la brigade de répression du banditisme. Les malfaiteurs — six hommes et une femme — étaient introduits dans les lieux vers 0 h. 30, mardi 14 septembre. Pendant que deux d'entre eux assuraient la surveillance de la gardienne de l'immeuble et de sa fille, assommées puis ligotées sur un lit, les cinq autres cambrioleurs se rendaient au troisième étage de l'immeuble pour essayer, à l'aide de barres à mine et de chalumeaux oxy-acétyléniques, de forcer les coffres du Syndicat du livre.

L'intervention des policiers, vers 1 h. 45 du matin, vint interrompre cette tentative. Après que des coups de feu eurent été échangés entre les malfaiteurs et les policiers, sans que personne fût atteint, six des sept « visiteurs », qui avaient essayé de prendre la fuite par les jardins de l'immeuble, étaient arrêtés dans des rues voisines, rue Volpian et rue du Chant-de-l'Alouette.

Il s'agit de Christian Bernard, vingt-quatre ans ; Serge Courtin, vingt-cinq ans ; Daniel Lacaze, trente-deux ans ; Jean-Pierre Coen, vingt-neuf ans ; Manuel Mercant, quarante-sept ans ; et de l'épouse de ce dernier, Yvette Mercant, cinquante ans. Le septième malfaiteur, un nommé Guillemet, trente-quatre ans, qui était blessé en sautant du balcon d'un immeuble voisin, a été hospitalisé à l'hôpital-Dieu.

Il reste maintenant à préciser quel était l'objectif réel visé par les sept cambrioleurs. Les responsables du Syndicat du livre se refusent, pour le moment, à l'expliquer, mais, mardi 14 septembre, à tout commentaire avant la publication, dans l'après-midi, d'un communiqué. De son côté, M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de la région parisienne, indiquait que les malfaiteurs arrêtés étaient « des cambrioleurs professionnels, tous des repris de justice déjà condamnés pour des faits de meurtres, proxénétisme, qui étaient surveillés depuis plusieurs jours par les policiers de la brigade de nuit spécialisée dans la répression des cambriolages et des agressions nocturnes ». A cet égard, précise M. Jean Ducret, « il s'agit là d'une affaire de droit commun tout à fait classique, purement de banditisme ».

M. Giscard d'Estaing a regagné lundi matin 13 septembre, M. Georges Galichon, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, auquel il a exprimé, selon le porte-parole de l'Elysée, « sa préoccupation de tout ce qui peut diviser l'Eglise de France ».

Appelez le 603 76.40
un spécialiste Compta-France viendra chez vous

Il vous présentera les calculateurs Hewlett-Packard, y compris les nouveaux modèles programmables.

HP-67 calculateur de poche
HP-97 calculateur imprimant.

Tous disponibles immédiatement.

CF Compta-France
Distributeur agréé
3, rue de la Reine
92100 Boulogne
Tél. 603 76.40

HEWLETT PACKARD

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES
MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^{ème})

Le détournement d'un avion de la T.W.A.

Le département d'Etat se félicite de la fermeté des autorités françaises

New-York (A.F.P., A.P.). — Les cinq nationalistes croates, auteurs du détournement sur Paris d'un Boeing de la T.W.A., ont été officiellement inculpés de piraterie aérienne, lundi 13 septembre, par une cour fédérale de New-York. Une caution de 1 million de dollars a, d'autre part, été exigée pour l'éventuelle libération provisoire de chacun des membres du commando : ce montant, particulièrement élevé, a été fixé pour garantir la parution du groupe à un premier interrogatoire le 23 septembre. Les cinq inculpés encourrent, pour le seul détournement d'avion, une peine minimum de vingt ans de prison, mais ils devront également répondre du meurtre de l'officier de police, tué en tentant de désamorcer la bombe emportée à New-York par les terroristes. Ce crime est passible, aux Etats-Unis, de la peine de mort.

A Washington, le département d'Etat a exprimé, lundi, par un porte-parole, « sa gratitude pour l'aide et l'attitude coopérative des autorités françaises » ; il a d'autre part qualifié de « sans fondement » la note de protestation adressée dimanche par le Yougoslavie à la suite de la publication, dans la presse américaine, d'un long communiqué rédigé par les pirates de l'air.

Dans son éditorial du 13 septembre, le plus grand quotidien new-yorkais, le *Daily News*, rappelle le ministre de l'Intérieur français pour sa fermeté, ajoutant qu'il y aurait bien moins de détournements d'avions si les *Pontatowski* étaient plus nombreux dans le monde.

Enfin, le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, tout en condamnant le détournement d'avion, s'est déclaré heureux qu'il n'ait fait aucune victime parmi les occupants de l'appareil. « Ce dernier attentat, a-t-il déclaré, démontre à nouveau l'importance d'une action internationale contre ce genre de menace contre la vie internationale ».

Le pilote du Boeing n'était pas d'accord avec les directives des autorités françaises

Londres (A.P.). — Dites-moi, s'il vous plaît, pour quelle raison nous allons mourir ? Telle est la question posée par le commandant du Boeing-727 de la T.W.A. détourné par des pirates de l'air croates aux responsabilités chargés de négocier avec les terroristes dans la nuit de samedi à dimanche sur l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Elle fait partie d'un enregistrement sur bande magnétique diffusé par la B.B.C. et qui a été obtenu par le canal de la chaîne de radiotélévision américaine N.B.C.

Cette bande magnétique apporte une confirmation de la fermeté avec laquelle les autorités françaises ont traité cette affaire.

« J'ai été chargé de vous faire savoir que vous êtes placés devant l'alternative suivante : 1) être exécutés sur-le-champ ; 2) être remis aux autorités yougoslaves ; 3) être remis aux autorités américaines » ; ainsi s'est exprimé, au cours de la négociation, un porte-parole de la T.W.A. qui parlait au nom des autorités françaises.

L'enregistrement montre que le commandant Richard Garey, qui pilotait l'avion détourné, s'est opposé à la manière dont le gouvernement français entendait mener l'affaire.

« Vous avez adressé un ultimatum à ces gens, avez-ils déclaré aux négociateurs (...). Quelles étaient leurs exigences ? Nous ne le savons même pas (...). Nous savons seulement que ces gens sont porteurs de messages. (...) Ils veulent lâcher des tracts sur les villes (...) et à cause de cela vous prenez le risque que l'ensemble des occupants de cet avion soient tués afin de démontrer que vous êtes capables de lutter contre le terrorisme. Dites-nous, s'il vous plaît, pour quelle raison nous allons mourir ? Je veux le savoir... et pas seulement de la part du ministre français (M. Pompidou). Je veux savoir du monde entier pourquoi cet ultimatum est formulé en ces termes... »

A un moment, le commandant Garey a fait une pause, la voix brisée. Puis il a continué : « Nous voulons savoir ce que, dans ce que demandent ces gens, la civilisation ne peut réaliser... »

La bande contient également les remarques faites par l'ambassadeur Kenneth Rush aux pirates : « Le peuple américain est ami du peuple croate. (...) Je n'ai rien lu dans la presse américaine qui soit hostile au peuple de Croatie... »

C'est alors que le commandant de bord est intervenu, apparemment furieux : « Monsieur l'ambassadeur, ici le commandant. S'il vous plaît, monsieur... Vous ne parlez pas au représentant d'un Etat. Vous parlez à un être humain qui n'est pas un familier de la diplomatie. Vous ne pouvez le raisonner. Raisonnable plutôt avec les gens qui sont autour de vous afin de faire ce que nous voulons... »

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : les consignes de fermeté s'appliqueront désormais à toute opération similaire.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a donné lecture lundi matin 13 septembre de la déclaration suivante : « Le président de la République a reçu à 12 h. 15 M. Michel Pompidou, ministre de l'Intérieur, qui lui a rendu compte des opérations qui ont conduit à la reddition des auteurs d'un détournement d'avion et qui ont été parfaitement mises en œuvre par le gouvernement et le ministre de l'Intérieur s'appliqueront désormais à toute opération similaire tentée sur le territoire français. »

Année 1976-1977
PRÉPARATION AUX EXAMENS D'ÉTAT D.E.C.S.

Probatoire - Certificats économiques, Juridique, Comptable.

B.T.S.

Secrétariat de Direction
Comptable International.

Stages de perfectionnement :

- Direction d'entreprise
- Droit des affaires
- Perfectionnement pour aides-comptables
- Secrétariat - Sténodactylo
- Cours de langues

asprofor
130, rue du Fr St-Honoré - 75008 PARIS
Tél. : 369.12.77

Les grandes orientations de notre politique de défense définies par le général de Gaulle seront maintenues a déclaré M. Raymond Barre à l'I.H.E.D.N.

« Notre politique de défense militaire repose, en premier lieu, sur la copolité et la solidarité qui constituent la condition fondamentale de notre autonomie de décision et de notre liberté d'action », a déclaré, ce mardi 14 septembre à Paris, M. Raymond Barre, premier ministre, devant les cinquante-dix-sept auditeurs civils et militaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.). La visite du premier ministre à l'I.H.E.D.N. est traditionnelle, puisque cet organisme est chargé d'adresser, chaque année, un rapport au premier ministre auquel l'article 21 de la Constitution de 1958 et l'ordonnance de janvier 1959 confèrent la responsabilité de la défense nationale.

« Les grandes orientations de notre politique de défense, qui ont été définies par le général de Gaulle, et qui ont été confirmées par les deux présidents de la République qui lui ont succédé, seront maintenues. Elles procèdent, en effet, du souci et de la volonté d'assurer l'indépendance de notre pays ».

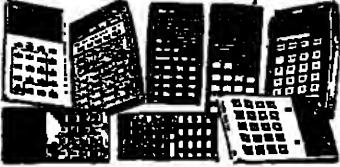
Après avoir affirmé que « la politique de défense militaire indépendante voulue par le général de Gaulle et poursuivie par ses successeurs est approuvée par la grande majorité des Français », le premier ministre a notamment déclaré :

« Mais l'indépendance ne signifie ni solitude, ni isolement. La France appartient et continuera d'appartenir à l'Alliance atlantique, comme elle appartient, au sein de l'Europe, à l'Europe. (...) La priorité accordée à juste titre à la mise sur pied de nos forces nucléaires dans une conjoncture économique et financière difficile s'est inévitablement traduite pendant plusieurs années par une insuffisance des crédits affectés aux personnels, ainsi qu'à l'équipement, l'entretien, l'entraînement des forces classiques. Les mesures nécessaires pour redresser ces déséquilibres sont maintenant prises et en bonne voie d'exécution. (...) L'Etat français, en matière de défense, ne se désolidarise pas de la défense de la France, la part de la défense dans le budget de l'Etat de 17,06 % en 1976 à 20 % en 1982. »

« Cet effort financier considérable permettra de redresser la situation des forces classiques et la situation matérielle des personnels militaires. Cependant, les forces nucléaires continueront à croître en potentiel et en efficacité, car elles restent l'instrument fondamental de notre défense », a conclu M. Barre.

[Expliquant, pour la première fois en public, ses responsabilités en matière de défense, le premier ministre a tenu à faire référence à la situation de la France, en ces termes qui rappellent davantage les propos de M. Jacques Chirac ou M. Yves Bourges — tous deux U.D.R. — lorsqu'ils se sont adressés à un auditoire militaire sous le précédent gouvernement, que les nuances récemment apportées par le général Mery, chef d'état-major des armées, devant les stagiaires de ce même I.H.E.D.N. On notera, en particulier, la réaffirmation de la priorité donnée à l'armement nucléaire, et à laquelle reste attachée l'U.D.R. On remarquera aussi la référence à l'Alliance atlantique et à l'Europe, qui figurent déjà dans le livre blanc sur la défense, en 1972, publié sous la responsabilité de M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense.]

Texas-Inst. ou Hewlett-Packard?



Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice à opérations fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez.

Si vous êtes un scientifique avoué ne vous trompez pas de marque de modèle. Beaucoup de machines sont excellentes (log. expo, racines Nième, e puissance, x, y, z, hyp, programmation). Mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez.

Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines imprimantes, silencieuses, sûres avec mise en pages sur mesure.

Duriez 122, bd Saint-Germain, tél. 338-43-31, ouvert sauf lundi de 9 h. à 19 h. - Vente par poste : demander catalogue.

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES
MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^{ème})

CALÉCA MELUN 5^e Salon

16-21 SEPTEMBRE 1976

ÉCONOMIES et CHAUFFAGE